

Chronologie : 1941 à aujourd'hui

1941

1941 : Léo Marjane chante *Divine Biguine* et *Attends-moi mon amour*, Tino Rossi chante *Ma ritournelle*, Damia chante *La rue de notre amour*, Maurice Chevalier chante *ça sent si bon la France*, Damia chante *Un Souvenir*, André Dassary chante *Viens, mon seul amour c'est toi*, Jacqueline François chante *Le paradis perdu*, Charles Trenet chante *Verlaine* : il cite dans la chanson les vers devenus célèbres commençant par '*Les violons langoureux de l'automne...*'. Sûrement, à Londres, on écoute.

Hiver 1940-41 : les difficultés d'approvisionnement affectent le moral des Français. « *Rien à manger* » note Léautaud. La raréfaction des pommes de terre popularise le sobriquet de '*doryphores*' pour les occupants.

Janvier 1941 : Georges Mandel, emprisonné par Pétain, est transféré de Pellevoisin à Pézenas pour être soustrait à une éventuelle capture allemande.

Janvier 1941 : Pierre Georges est en Corse où il aide les communistes locaux à mettre sur pied une propagande clandestine avec du matériel apporté du continent. Il aurait effectué la traversée dans une barque et à la rame.

Janvier 1941 : Charles Tillon, numéro trois du Parti, emménage dans ce qui sera longtemps sa planque, au 256 de la rue de Paris, à Palaiseau. Mais l'action militaire, qui est de son ressort, restera en sommeil jusqu'à l'été, et lorsqu'elle débutera à la fin juillet 1941, elle sera confiée directement par Jacques Duclos à Pierre Georges, chargé avec Maurice le Berre des premières actions et des premiers recrutements dans le cadre de l'*Organisation spéciale*.

Janvier 1941 : évadé avec Pierre Tourette en juin 1940 et vivant depuis dans la clandestinité, Armand Vanveers s'installe dans sa planque de la rue du Dragon.

Janvier 1941 : sortie du film '*Le Juif Süß*'.

Janvier 1941 : envoyé en tournée en Afrique française par Roosevelt, Robert Murphy, chargé des rapports avec le gouvernement français de Vichy sous l'ambassadeur William Leahy, trouve bon accueil auprès de Weygand et des autres dignitaires vichystes. Weygand lui vend la théorie du *double-jeu* de la France. En retour, les Américains annoncent leur débarquement à venir en Afrique. Les Allemands sont au courant de ces tractations et s'en inquiètent.

1er janvier 1941 : Muselier et plusieurs de ses subordonnés immédiats sont arrêtés après que le MI5 ait obtenu des documents tendant à prouver qu'ils auraient trahi en faveur de Vichy au moment de l'opération de Dakar. Mais on s'aperçut une semaine plus tard qu'il s'agissait de faux fabriqués par malveillance.

2 janvier 1941 : ayant quitté le poste de ministre des Affaires étrangères après Montoire pour celui de secrétaire d'État à la présidence du Conseil, Paul Baudouin quitte le gouvernement pour la présidence de la banque d'Indochine après l'aboutissement de son coup contre Laval. Il commence immédiatement à se rapprocher des Américains. Dans la même période, Peyrouton quitte lui aussi le gouvernement, se fait envoyer comme ambassadeur à Buenos Aires et perd à juste titre la confiance des Allemands.

3 janvier 1941 : deuxième offensive anglaise à la frontière égyptienne. Les Britanniques prennent Bardia le 4 janvier 1940 et encerclent Tobrouk, qui sera prise le 21.

10 janvier 1941 : engagé dans l'effort de faire passer son projet de '*lend-lease*' au Congrès, Roosevelt envoie Harry Hopkins en visite d'inspection pour évaluer l'utilité de soutenir l'Angleterre. Son rapport est positif : "*The people here are amazing from Churchill down.*" Churchill lui prête ce message conclusif : "*The President is determined that we shall win the war together. He has sent me here to tell you that all costs and by all means he will carry you through.*" Les mots propres de Hopkins auraient été moins châtiés. En réponse à de longs développements churchilliens contre le fascisme-forme-dictatoriale-du-socialisme, et la revendication de "*peace for the English yeomanry*", l'américain aurait plus laconiquement répondu : "*Well, Mr Prime minister I don't think the president will give a damn for your cottagers. You see, we're only interested in seeing that sonofabitch Hitler gets licked.*" Hopkins passera le reste de la guerre comme représentant personnel permanent de Roosevelt auprès de Churchill. La transparence ne sera pourtant pas totale : dans l'immédiat, Churchill dissimule qu'il ne redoute plus une invasion et qu'il prépare le transfert d'importants moyens militaires en Egypte.

10 janvier 1941 : la Luftwaffe bombarde Portsmouth. Mais les moyens déployés contre l'Angleterre sont désormais réduits en raison de la préparation de la guerre à l'est. L'attaque des ports s'inscrit dans le cadre de la bataille de l'Atlantique.

12 janvier 1941 : arrestations parmi les Jeunesses communistes du 11ème arrondissement. Gilbert Brustlein est arrêté puis relâché.

14 janvier 1941 : la presse commente le repli des armées allemandes devant Moscou et en minimise la portée.

16 janvier 1941 : Churchill et son entourage perçoivent que la poursuite de la guerre va contraindre Hitler à s'engager à l'Est, probablement dans les Balkans. Ils envisagent de le contrer en Grèce.

19 janvier 1941 : bombardements de l'Axe sur Malte.

21 janvier 1941 : les Italiens capitulent à Tobrouk. Les Britanniques ont fait cent-treize mille prisonniers en six semaines.

22 janvier 1941 : à Londres, la Chambre des Communes débat de l'interdiction du journal communiste Daily Worker.

25 janvier 1941 : évadés du stalag II B près de Neustettin, Crémieux et Joriot sont placés en détention à la prison Boutyrki de Moscou. Ils sont placés dans la même cellule que Daniel Georges.

26 janvier 1941 : Winston Churchill se dit convaincu que, n'ayant pas obtenu la maîtrise des airs, les Allemands n'essayeront plus de débarquer en Grande-Bretagne. Dans ses mémoires, Churchill fait le bilan de l'année écoulée : *"Nothing surpasses 1940. By the end of that year, this small and ancient island, with its devoted Commonwealth, Dominions and attachments under every sky, had proved itself capable of bearing the whole impact and weight of world destiny. We had not flinched or wavered. We had not failed. The soul of the British people and race had proved invincible. The citadel of the Commonwealth and Empire could not be stormed. Alone, but upborne by every generous heart-beat of mankind, we had defied the tyrant in the height of his triumph."*

31 janvier 1941 : pour la première fois depuis plusieurs semaines, Londres est bombardée en plein jour.

Fin janvier 1941 (?) : Cordell Hull, Secretary of state américain, se plaint auprès de Churchill du blocus anglais qui entrave les livraisons américaines à la France de Vichy. Churchill persiste en observant que ces livraisons bénéficient à l'effort de guerre allemand.

Fin janvier 1941 : un conseil restreint du Maréchal voit s'affronter Darlan et Huntziger, partisans de Laval, et Peyrouton, Bouthillier et Flandin, qui lui sont hostiles. Déat qui vient de créer son **Rassemblement National Populaire** appuie les prétentions de Laval, qui en est à son deuxième mois de traversée du désert et qui devra encore attendre jusqu'au 17 avril 1942 pour retourner au pouvoir.

Février 1941 : la persécution antisémite qui se développe agite les esprits. **'Réponse à 'L'Or et le sang'. Révolution et contre-révolution au vingtième siècle'** paraît dans le premier numéro de **la Pensée Libre**, revue littéraire clandestine du Parti communiste dirigée par **Georges Politzer**.

Février 1941 : limogeage du préfet de police Langeron. Dès juin 1940, un rapport de Friedrich Grimm notait que, parmi tant d'autres, il était franc-maçon et *'partisan du Front populaire'*. L'amiral Bard sera nommé en remplacement à ce poste en mai 1941, avec mission de radicaliser la lutte contre le communisme. Lui-même sera remplacé par Bussière au printemps 1942.

Février 1941 : **Henri Frenay** démissionne de l'armée d'armistice pour se consacrer librement à l'activité clandestine anti-allemande. Il prend le pseudonyme de **'Charvet'** plus tard **'Nef'**. Avec son amie **Berty Albrecht**, il lance une première feuille d'information, prélude au journal clandestin **'Combat'** lancé à la fin de la même année. Trois *'mouvements'* de résistance vont se dégager : **Combat, Franc-Tireur et Libération**.

Février 1941 : début du procès des étudiants communistes arrêtés le 26 novembre 1940. Le procès durera un mois entier. Ils sont accusés de *'reconstitution de ligue dissoute'* et *'obéissance aux mots d'ordre de la IIIème internationale'*. Les sentences seront prononcées au début mars.

1er février 1941 : par ses propres moyens, **Jacques Decour** produit et diffuse à 1625 exemplaires le premier numéro de sa revue clandestine *'La Pensée libre'*.

2 février 1941 : dans la prison Boutyrki de Moscou, l'ensemble des évadés français, à l'exception de quelques communistes, entament une grève de la faim pour obtenir d'être mis en relation avec les autorités françaises. Les non grévistes sont récompensés en étant les premiers transférés à Kozielsk à partir du 7 février.

3 février 1941 : Rommel est nommé à la tête des troupes allemandes de Lybie. Il atteint Tripoli le 12 février.

Début février 1941 : sortie du film **'Le Juif Süß'** à Paris.

4 février 1941 : le gouvernement britannique a écho des dissensions entre Pétain et Laval d'une part, Vichy et l'Allemagne de l'autre.

6 février 1941 : prise de Benghazi par les Britanniques. Les militaires contestent vigoureusement la décision churchillienne d'intervenir en Grèce plutôt que de poursuivre l'offensive sur Tripoli.

7 février 1941 : début du transfert à Kozielsk des évadés français détenus en Union soviétique.

9 février 1941 : l'adoubement de l'amiral Darlan par les Allemands conduit à la démission de Pierre-Etienne Flandin qui prit ses distances avec la politique vichyste pour se lancer dans des opérations économiques scabreuses et lucratives en Algérie, tout en se mettant directement au service du renseignement allemand en France sous la haute direction du SS Knochen, qui le considérait comme un expert pour les affaires américaines et pour la répression du communisme. Flandin prenait ainsi un temps d'avance sur sa concurrence métropolitaine dans la perspective du débarquement américain de novembre 1942, destiné à relancer les affaires trans-méditerranéennes, et par ce biais transatlantiques. Plus tard dans la guerre, le remplacement de Darlan par Laval, revenant aux affaires en avril 1942, grâce à l'appui d'Abetz et des SS conduira l'Amiral à suivre son rival en Afrique et dans le camp américain.

9 février 1941 : discours de Winston Churchill à la BBC, s'adressant principalement au public américain.

10 février 1941 : l'amiral Darlan devient vice-président du Conseil en remplacement de Laval, limogé en décembre.

12 février 1941 : Peyrouton quitte le ministère de l'Intérieur. Il sera remplacé à l'été de 1941 par Pucheu, qui aura à traiter la crise des otages après les attentats de Nantes et Bordeaux. C'est la fin de la période de gloire collaboratrice pour Peyrouton. Passé en Afrique du Nord après le débarquement américain, Peyrouton, à l'instar de Pucheu, en dépit ou en raison des preuves faites de ses capacités depuis juillet 1940 sera pris en considération comme interlocuteur et comme un gouvernant possible pour la France par les Alliés. Arrêté par de Gaulle le 21 décembre 1943, il devait cependant, comme Flandin, profiter de la protection anglo-américaine, et de Gaulle renonçant à faire plus d'un exemple, sauver sa peau, ainsi que son acolyte.

16 février 1941 : l'aspirant Cornilliet est nommé starchy de Kozielsk.

16 février 1941 : poussé par Darlan, le directeur général de la Sûreté national, Chavin, pro-nazi de conviction, devient *secrétaire général à la police*, ce qui fait de lui le chef de la lutte anticommuniste, qu'il envisage avec enthousiasme non pas en dépit de, mais en raison même des positions patriotiques que ses services prêtent au Parti : « *le parti communiste adopte apparemment une position ultra-nationaliste. Il s'affirme farouchement anti-hitlérien. Il attaque dans sa littérature clandestine les autorités occupantes.* » Devant de tels rapports, Chavin maintient son objectif : « *chasser du territoire tous les indésirables, juifs ou non* ». Chavin reprend la politique inaugurée avant-guerre par Daladier, consistant à autoriser la police allemande à opérer sur l'ensemble du territoire métropolitain, quoique désormais en échange d'une autorisation pour les hommes de Vichy de franchir eux aussi la ligne de démarcation sans encombres. Il inaugure aussi la politique consistant à livrer aux Allemands les listes des communistes détenus dans les prisons françaises. Enfin, plusieurs mois avant le début de la lutte armée communiste, il décide la création d'une police spécialisée dans la recherche des militants du Parti.

20-24 février 1941 : nouvelle grève de la fin des détenus français détenus en Union soviétique. Mouvement quasi-simultané des transférés à Kozielsk et des laissés pour compte de Boutyrki.

20 février 1941 (?) : la Gestapo arrête quatorze personnes au Musée de l'Homme.

25 février 1941 : présentation du nouveau cabinet Darlan, avec Victor Arrighi, Jacques Benoist-Méchin, François Lehideux, Pierre Pucheu, Jacques le Roy Ladurie, Drieu la Rochelle dont la première femme, qui était juive demeure son principal soutien financier, Paul Marion, ancien communiste passé par le **Parti Populaire Français (PPF)** de Jacques Doriot comme chef de la propagande.

25 février 1941 (environ) : le député communiste français Raymond Guyot se rend à Kozielsk, où les prisonniers français évadés d'Allemagne sont en passe d'être transférés.

26 février 1941 : les pertes navales britanniques demeurent inquiétantes.

26 février 1941 : sous l'impulsion de Cornilliet et Michelier côté français, Langrove et Briggs côté anglais, 46 prisonniers de Kozielsk entament une grève de la faim pour obtenir d'être mis en contact avec les autorités françaises de Moscou. La grève cessera le 1er mars après intervention personnelle du capitaine du NKVD P.K. Soprounenko, sur instruction directe de Béria.

28 février 1941 : le capitaine de la sécurité d'Etat P.K. Soprounenko, chef de la direction du NKVD pour les prisonniers de guerre et les détenus des camps, rend compte à L.P. Béria, Commissaire du peuple à l'Intérieur de l'URSS, Commissaire général à la sécurité d'Etat, de la grève de la faim à Kozielsk. Il dénonce les meneurs : Cornilliet, Michelier, Clastère, Fauvelle, Simon, Langrove, Briggs. Il précise leurs revendications : voir leur consul à Moscou. Etre transférés en Angleterre auprès du général de Gaulle. Il demande l'autorisation de se rendre à Kozielsk.

Fin février 1941 : fin du procès des étudiants communistes arrêtés le 26 novembre 1940. Pierre Daix, Pierre Kast et François Bresson sont condamnés à trois mois, couverts par la préventive, et sont immédiatement libérés. Bob Kirschen est condamné à huit mois, et Claude Lalet à dix. Bob sera interné aux Tourelles, puis à Drancy, avant d'être libéré. Claude Lalet, libérable après le 22 juin 1941, sera désigné comme otage et fusillé à Châteaubriant. Les condamnations de Claude Lalet et de Bob Kirschen les conduiront à être retenus au-delà de la fin de leur peine après l'attaque de l'Union soviétique, puis à être fusillés comme otages après le développement de la lutte armée. Condamné moins lourdement à trois mois de prison, Pierre Daix sera en revanche libéré à l'issue du procès, et il échappera au même sort, quoique pour être à nouveau arrêté un an plus tard, et cette fois déporté à Mauthausen.

Mars 1941 : Charles Tillon, revenu en région parisienne au mois de janvier 1941, rencontre Jacques Duclos pour la première fois à Paris. Il suggère à nouveau que la Direction prenne en main l'unification des actions de résistance qui se multiplient irrésistiblement, mais Duclos donne une réponse dilatoire, la ligne de la 'guerre impérialiste' restant en vigueur.

Mars 1941 : arrestation de Boris Vildé, du réseau du Musée de l'Homme. Il sera fusillé le 23 février 1942.

Mars 1941 : la défaite française produit des contre-coups au Moyen-Orient. En Iraq, le germanophile Rachid Ali devient premier ministre et chasse l'Emir pro-britannique Abdul-Ilah. Dans le même temps, Darlan entre en pourparlers avec l'Axe à propos de la Syrie. En mai, il ouvrira les aérodromes de Syrie aux avions allemands et italiens, qui commencent à bombarder le canal de Suez.

Mars 1941 : Staline adjoint l'agent du NKVD Kiril Novikov à son ambassadeur à Londres Ivan Maïski aux fins de surveillance.

1er mars 1941 : ayant purgé en préventive sa condamnation à trois mois de prison, Pierre Daix est libéré. Il quitte la Santé. Il est décidé à participer à l'action directe dans les groupes de choc du Parti.

1er mars 1941 : après intervention personnelle du capitaine du NKVD P.K. Soprounenko, sur instruction directe de Béria, la grève de la faim cesse à Kozielsk.

1er mars 1941 : prise de Koufra par le général Leclerc.

1er mars 1941 : l'armée allemande pénètre en Bulgarie en préparation pour une invasion de la Grèce. Churchill réfléchit à une intervention de l'armée d'Egypte dans les Balkans.

2 mars 1941 : le capitaine du NKVD Soprounenko vient à Kozielsk avec des ordres de Moscou pour en finir avec l'agitation des prisonniers de guerre français et anglais nouvellement transférés de Boutyrki. Cornilliet, Michelier, et Briggs sont mis au cachot mais une quarantaine de prisonniers continuent le mouvement.

7 mars 1941 : l'ancien ministre de l'Intérieur, maire socialiste de Bordeaux et nazi convaincu Marquet reçoit Friedrich Grimm dans sa ville. Il célèbre l' '**Ordre Nouveau**' et la '*politique de collaboration*'.

8 mars 1941 : le capitaine P.K. Soprounenko rend compte au camarade L.P. Béria de sa visite au camp de Kozielsk. Il rapporte qu'il a pu mettre fin à la grève de la faim en mettant huit meneurs au cachot et en donnant au trente autres protestataires 'les explications nécessaires'. Il rapporte avoir recommandé au commandant du camp d'améliorer les conditions de détention, d'augmenter les exigences, de mener une action d'éducation politique, d'organiser des activités culturelles.

8 mars 1941 : le U.47 du Capitaine Prien est coulé. C'est un tournant dans la guerre sous-marine. Les sous-marins allemands sont chassés des approches occidentales de l'Angleterre, mais les pertes demeurent considérables. Peu à peu, les Etats-Unis étendent leur zone d'intervention, et se rapprochent de la guerre avec l'Allemagne.

8 mars 1941 : après une pause de deux mois due au mauvais temps, le Blitz reprend en visant les ports : Londres et Portsmouth le 8, Manchester et Salford le 11, la Clyde les 13 et 14.

8 mars 1941 : vote de la loi prêt-bail.

8 mars 1941 : de Gaulle dîne à Chequers avec Churchill, Spears, et Menzies, Premier Ministre australien. Il explique à ses hôtes la façon dont il comprend la psychologie allemande, en insistant sur ce qu'il considère comme un complexe d'infériorité par rapport à des responsabilités mondiales, expliquant leur besoin de dominer l'Europe. D'Hitler, il prédit que dans la défaite il choisira le suicide. Concernant la réorganisation politique de l'Europe après la guerre, Churchill répète un point central de ses préconisations : séparer la Prusse de l'Allemagne du sud. Il estime important en revanche de ne pas créer d'état paria. Toutes formes d'atrocités ou de destructions punitives doivent être absolument évitées.

13 mars 1941 : arrestation de Jean Chaintron, responsable du Parti communiste pour la zone sud.

Printemps 1941 : l'instituteur communiste **Georges Guingouin**, révoqué par Vichy à la rentrée précédente est désormais recherché. Il prend le maquis.

25 mars 1941 : Hitler tente d'appliquer à la Yougoslavie la solution austriaco-tchécoslovaque. Il contraint par l'intimidation le régent Paul à signer un pacte soumettant son pays à l'Allemagne.

27 mars 1941 : à Belgrade, le régent Paul, tombé sous l'influence des Allemands, est renversé par un soulèvement populaire soutenu par l'armée. Il est remplacé par le roi Pierre, pro-anglais. Les Britanniques espèrent qu'en attirant les Allemands en Yougoslavie, ces événements offriront un répit à la Grèce. Mais les Allemands vont prendre l'offensive à la fois en Afrique, en Grèce et en Yougoslavie.

28 mars : au large du cap Matapan, Cunningham intercepte une importante flotte italienne partie pour intercepter les transports de troupes britanniques. Les croiseurs italiens tombent sur le Warspite qui est supérieurement armé et coule trois croiseurs et un cuirassé ennemis. Venant après le coup de Tarente, ce succès fait disparaître la menace italienne en Méditerranée.

29 mars 1941 : création du '**Commissariat aux affaires juives**', chargé d'organiser l'exclusion sociale des Juifs de France à l'instar des lois de Nuremberg allemandes. Le maréchal Pétain ayant des réticences par rapport au traitement des Juifs de nationalité française, le commissariat met d'abord ses mesures en oeuvre dans la seule zone occupée. En contrepartie de l'extension à la zone sud, Vichy obtient la nomination à la tête du commissariat de Xavier Vallat, qui est à la fois un antisémite convaincu, mais tenant de la judéophobie catholique traditionnelle, et un ancien-combattant très hostile à l'Allemagne. La police entame une politique de recensement et de fichage systématique des juifs, préalable à la première rafle des juifs parisiens en août 41.

Fin mars 1941 : le directeur du lycée **Saint-Louis de Gonzague** de Bayonne résume d'une phrase la position du clergé français par rapport à l'occupation allemande : « *C'est évidemment un peu désagréable de voir les Allemands chez nous, mais il est infiniment réconfortant de penser que grâce à ces jeunes-gens sains et au demeurant très corrects nous ne verrons plus chez nous les défilés avec poings tendus. Ils vont enfin mettre un peu d'ordre.* »

Fin mars 1941 : les derniers détenus de Boutyrki sont transférés à Kozielsk.

31 mars 1941 : Rommel attaque les Britanniques de Wavell à Agheila, qui garde l'entrée de la Cyrénaïque. Il surprend les Anglais qui, au 6 mai, se retrouveront assiégés dans Tobrouk. Sollum et l'Egypte seront à nouveau sous la menace que Wavell avait dissipée en détruisant l'armée italienne de Graziani.

Avril 1941 : arrestation de Jean Mérot, compagnon de Pierre Georges mis par lui à la tête de l'Organisation spéciale marseillaise.

Avril 1941 : début de la grève des mineurs.

Avril 1941 : Jacques Georges est libéré du camp de Gurs.

Avril 1941 : les pertes de tonnage britanniques dans la guerre sous-marine atteignent leur maximum. Roosevelt décide d'autoriser les navires américains à tirer sur les sous-marins allemands dans l'Atlantique-Est jusqu'à l'Islande et les Açores. A quoi s'ajoute qu'après le redéploiement des moyens allemands en préparation pour Barbarossa, et en particulier des Focke Wulf Condors, les Alliés vont avoir la maîtrise de l'air au-dessus de l'Atlantique, et vont agrémenter la chasse aux sous-marins de moyens aériens, après quoi leurs pertes vont être divisées par cinq en trois mois. Hitler réagira en déclarant qu'il tenait Roosevelt pour un déséquilibré, et finira par déclarer la guerre aux Etats-Unis le 11 décembre 1941.

3 avril 1941 : les agents anglais en Europe centrale ont informé Churchill des mouvements de troupes allemands entre les Balkans et la Pologne. Ceux-ci démontrent l'intention qu'a Hitler de s'en prendre à l'Union soviétique aux environs de juin 1941. Churchill, selon son propre récit, aurait tenté d'en informer Staline personnellement, mais Stafford Cripps aurait remis sa missive à Vichynski. Il est donc impossible de savoir si elle est parvenue jusqu'au Vojd en personne.

3 avril 1941 : Pierre Billotte, Jean de Person et Jean Richemond arrivent à Kozielsk. D'autres officiers suivront, modifiant radicalement l'esprit parmi les évadés français d'Union soviétique.

3 avril 1941 : arrivé en Afrique au début du mois de février, Rommel reprend Benghazi. Il va achever de repousser les Anglais de Cyrénaïque en venant assiéger Tobrouk. Mais la forteresse va tenir jusqu'au 21 juin 1942.

4 avril 1941 : à Kozielsk, le capitaine Billotte saisit l'occasion d'un incident mineur entre un soldat et le *starchi* Joriot pour annoncer son intention de prendre en main le collectif des évadés et d'en finir avec leur système d'autogestion.

4 avril 1941 : l'URSS signe un pacte d'amitié et de non-agression avec la Yougoslavie. Ce développement diplomatique jouera un rôle dans la décision hitlérienne d'intervenir dans les Balkans.

6 avril 1941 : l'Allemagne attaque la Yougoslavie et la Grèce. Ce mouvement est un prélude à l'assaut contre l'Union soviétique. Selon Churchill, Hitler y aurait été contraint par le soutien britannique à ces nations. La date initiale de Barbarossa aurait été fixée au début mai, et cette diversion de plus d'un mois aurait été une des causes de l'échec devant Moscou en décembre.

7 avril 1941 : à Londres, le taux de l'impôt sur le revenu est fixé à cinquante pour cent.

7 avril 1941 : Rommel surprend Wavell en Lybie et détruit une de ses brigades blindées. En privé, Churchill accuse l'incurie de Wavell.

8 avril 1941 : le second Blitz continue. Coventry est attaquée le 8, puis Portsmouth et Londres, Plymouth, Bristol, Hull et Belfast. En Grèce, les Allemands, qui progressent rapidement, entrent à Salonique.

9 avril 1941 : dans un discours aux Communes, Churchill fait le tour de la situation de guerre. Il souligne que la partie principale est la guerre sous-marine dans l'Atlantique. A propos des Balkans, il regrette que Turquie, Yougoslavie et Grèce n'aient pas su présenter un front uni aux forces de l'Axe. Quoique Churchill exagère dans ses mémoires sa prescience concernant le déclenchement de Barbarossa, il fait allusion à une probable agression de l'Union soviétique contre l'URSS.

11 avril 1941 : début de l'offensive de Rommel contre l'Égypte. Raid aérien contre Bristol, mais qui ne perturbe pas la visite de Churchill prévue pour le lendemain. Le moral de la population britannique ne fléchit pas.

12 avril 1941 : à Kozielsk, Daniel Georges est reçu par des officiers soviétiques qui lui signifient leur décision d'accéder à la demande du capitaine Billotte et de lui donner autorité sur l'ensemble des détenus français avec le titre de *starchi* en remplacement de l'aspirant Joriot.

13 avril 1941 : Hitler convoque son ambassadeur à Moscou, Schulenburg, qui est partisan du maintien de bonnes relations entre l'Allemagne et l'Union soviétique. Il critique violemment Staline et formule des exigences accrues en matière de livraisons de céréales. Schulenburg comprend qu'Hitler incline à la rupture.

13 avril 1941 : à Kozielsk, le capitaine Billotte devient officiellement *starchi* des évadés français avec l'accord des autorités soviétiques. Les Britanniques sont assiégés dans Tobrouk.

15 avril 1941 : le groupe Clastère imagine de tenter une évasion par le moyen d'un tunnel afin d'appeler l'attention de l'ambassadeur français à Moscou sur la situation des évadés de Kozielsk.

15 avril 1941 : à Kozielsk, le capitaine Billotte fait circuler pour signature un mémorandum destiné aux Soviétiques concluant à la possibilité de rapatrier les évadés français dans un territoire contrôlé par Vichy.

16 avril 1941 : la Yougoslavie est entièrement occupée par la Wehrmacht. Raid de nuit sur Londres.

17 avril 1941 : ayant appris la teneur du mémorandum Billotte du 15, seize communistes répliquent par une lettre au camarade Molotov se désolidarisant des demandes des officiers réactionnaires et dénonçant leurs manoeuvres.

17 avril 1941 : la RAF exécute un raid de représailles sur Berlin.

18 avril 1941 : Auchinleck, qui commande l'armée des Indes, débarque à Bassora. Ceci est en réponse au coup d'Etat pro-allemand qui vient d'avoir lieu en Irak en profitant de la faiblesse de la France. Les Allemands sont déjà militairement présents en Syrie à la suite d'accords passés avec Darlan. Auchinleck constitue une force britannique avec des moyens de fortune.

19 avril 1941 : nouveau raid de la Luftwaffe sur Londres. Raids sur les ports et en particulier Plymouth.

20 avril 1941 : en Égypte, Wavell se plaint de ne pas avoir de tanks pour attaquer Rommel, qui de son côté se renforce. Répondant aux demandes pressantes du général, et en dépit du risque et des réticences de l'Amirauté, Churchill décide de le renforcer au plus vite au moyen d'un convoi traversant la Méditerranée au nez et à la barbe des marines et des forces aériennes de l'Axe (opération *Tiger*). Il prélève pour cela des chars déployés en Angleterre pour faire face à un éventuel débarquement allemand.

22 avril 1941 : le mémorandum Billotte et le contre-message de Daniel Georges déclenchent une nouvelle visite à Kozielsk du capitaine Soprounenko, qui reçoit successivement Daniel Georges, Jean de Person et le capitaine Billotte.

22 avril 1941 : devant la poussée allemande, le cabinet britannique décide d'évacuer la Grèce.

23 avril 1941 : capitulation des armées grecques de l'Ouest. Le gouvernement pro-britannique quitte la Grèce. Les troupes néo-zélandaises tiennent les Thermopyles.

23 avril 1941 : Darlan, Brinon et Benoist-Méchin s'entretiennent avec les officiels allemands qui leur signifient que Vichy devra choisir son camp au Levant. Cédant devant la force, mais aussi par anglophobie, Vichy décidera d'ouvrir la Syrie aux Allemands et même de procéder à des livraisons d'armes aux forces de l'Axe. Mais sur ce terrain, les Anglais se montreront rapidement les plus forts.

24 avril 1941 : Ernst Jünger est posté à Paris comme capitaine au 287^{ème} régiment d'infanterie. Ses hommes sont casernés au fort de Vincennes et il prend une chambre à l'hôtel Moderne de la Porte de Vincennes.

24 avril 1941 : reddition de la Grèce. Cunningham organise l'évacuation des troupes britanniques, mais les pertes sont lourdes, tant en hommes qu'en navires. Les Britanniques réussissent à évacuer 40 000 hommes sur les 55 000 envoyés en Grèce. Tous les avions engagés ont également été perdus. L'échec grec passe pour majeur et Churchill lui-même en est tenu pour responsable. Il s'efforcera de transférer une partie de la responsabilité sur Wavell et Cunningham. Churchill parlera de '*tragédie de la baie de Suda*' pour décrire le manque de réactivité qui conduira le haut commandement britannique en Méditerranée à ne pas renforcer suffisamment l'île : mais Wavell pouvait difficilement être tenu pour responsable de la tension sur les moyens provoquée par l'aventure grecque. Dans un message à la BBC, Churchill cite un poème optimiste : "... *not by eastern windows only, When daylight comes, comes in the light : In front the sun climbs slow, how slowly ! But westward, look, the land is bright.*" Il n'est pas certain que, comme on l'a dit, un retard en ait résulté pour le déclenchement de l'opération **Barberousse**, qui était surtout dépendant de l'état des sols en Union soviétique. L'affaire grecque affaiblira la position ultérieure de Churchill en face de l'attentisme d'Auchinleck. Avec cette évacuation de la Grèce continentale, la Crète prend une importance stratégique majeure pour les Britanniques présents dans la baie de Suda.

26 avril 1941 : le rapport de Soprounenko et Raïchman à Béria sur la situation à Kozielsk signale un projet d'évasion. Il recommande des 'activités culturelles', une action de 'rééducation', une infiltration par des agents bilingues et par des informateurs, et une surveillance plus étroite des éléments les plus réactionnaires, et en particulier des officiers.

27 avril 1941 : arrivée à Kozielsk d'Alain de Boissieu, de René Millet, de Louis Mittelberg et de quatre autres officiers Français évadés d'Allemagne.

27 avril 1941 : à Kozielsk, défendant la ligne de la 'guerre impérialiste', Daniel Georges se querelle avec l'aspirant Jean-Louis Crémieux, qui le démet de son poste d'adjoint à la culture.

27 avril 1941 (dimanche) : Ernst Jünger visite le zoo de Vincennes.

27 avril 1941 : Winston Churchill commente les récents déboires dans un discours à la BBC. Il réitère ses avertissements concernant une prochaine attaque de l'URSS par Hitler. Mais ses messages d'avertissement à Staline n'eurent aucun effet positif, car Staline les interpréta comme des manœuvres visant à impliquer l'URSS dans une guerre au bénéfice de l'Angleterre.

28 avril 1941 : se promenant dans Vincennes, Ernst Jünger est frappé par le spectacle d'un homme qui ramasse de l'herbe pour nourrir des lapins, ainsi que des escargots. Il ressent de l'émerveillement devant cette 'économie chinoise' des banlieues parisiennes, qu'il compare à la végétation interstitielle des murailles.

29 avril 1941 : à Kozielsk, le capitaine Billotte adresse aux autorités soviétiques un second mémorandum tendant à l'exfiltration des évadés français d'Union soviétique. Il s'y vante de connaître personnellement deux ministres de Vichy : Darlan et Huntziger et se dit convaincu de leurs sentiments anti-allemands. Il reste à imaginer ce que les Soviétiques, mieux renseignés sur les développements récents, en particulier en Syrie, ont pu penser de Billotte à cette lecture : mais cela ne devait pas compromettre définitivement leur désir de travailler avec lui comme interlocuteur principal représentant les Français, ou au moins les Français non-communistes de Kosielsk.

29 avril 1941 : les troupes irakiennes de Rachid Ali attaquent les Britanniques stationnés à Habbaniya. Cette initiative se fait en collusion avec l'Allemagne, et fait partie d'une stratégie majeure consistant à couper l'empire britannique en deux en prenant le canal de Suez, et à lui rendre la guerre impossible en s'emparant des pétroles de Mossoul et de Bassora. La défense de l'Egypte, proclame Churchill, doit se faire sans esprit de recul. Sa perte serait un coup à peine moins définitif que l'invasion des îles britanniques elles-mêmes.

30 avril 1941 (mercredi) : à Kozielsk, à l'occasion de la fête nationale soviétique, le sous-lieutenant Richemond fait devant les évadés français un exposé élogieux du programme de Révolution nationale du maréchal Pétain.

Mai 1941 : en France, le gouvernement vichyste poursuit la lutte contre le bolchévisme engagée par l'équipe Daladier-Reynaud pendant la *drôle de guerre*. Les internés administratifs de l'automne 1940 sont transférés au camp de Châteaubriant-Choisel d'où seront pris une partie des otages fusillés en représailles pour les attentats de Nantes et Bordeaux en octobre 1941.

Mai 1941 : réagissant contre la confusion semée par Otto Abetz avec des initiatives comme le lancement du journal *La France au Travail*, Gabriel Péri achève une étude désignant nettement l'Allemagne nazie comme l'ennemi à combattre : '*Non, le nazisme n'est pas le socialisme*'. Elle ne sera publiée qu'en mars 1942, après la mort de son auteur. Il se peut que le délai ait été délibéré et non pas dû aux difficultés du moment, car ce travail mettait Gabriel Péri en porte-à-faux dans le parti communiste, qui demeurait sur une ligne passive et attentiste, espérant le salut de forces extérieures, croyait encore à la possibilité d'une défaite anglaise, misait sur une trêve prolongée entre Staline et Hitler, et en attendait une opportunité de jouer un rôle politique en France. Il est cependant peu convainquant d'en déduire, comme certains historiens anticommunistes l'ont fait, que la direction du Parti aurait pu se féliciter de l'arrestation de Péri, et encore moins qu'elle aurait pu y contribuer.

Mai 1941 : à Paris, l'amiral Darlan nomme l'amiral Bard Préfet de police avec mission d'épurer la police parisienne des éléments peu fiables en raison de leurs sentiments républicains. Il s'agit aussi de radicaliser la lutte contre le communisme. Bard remplace Langeron, accusé de sympathies judéo-maçonniques. Hennequin est nommé à la tête de la police municipale et crée des sections politiques. En concurrence avec lui, Rottée est nommé aux Renseignements généraux. Il nomme David à la BR1 anticommuniste. Pour ne pas encourager la subversion, Bard aurait donné à la presse une consigne de silence sur les activités communistes ainsi que sur le travail répressif de ses services. Lui-même sera remplacé par Bussière au printemps 1942, avec le retour de Laval et la prise de responsabilité des SS supplantant l'armée.

Mai 1941 : Darlan lance une deuxième grande vague d'arrestations des cadres communistes sortis de la clandestinité pendant l'été 1940. Gabriel Péri et Pierre Hervé en seront victimes.

Mai 1941 : rappelé en zone occupée par Charles Tillon, Pierre Georges emménage rue Daubenton avec Monique et Andrée. Nous avons peu de détails sur son activité entre cette date et l'attentat de Barbès à la fin août, mais il semble qu'il ait été chargé directement par Jacques Duclos d'organiser les premiers groupes de protection armés du Parti communiste.

1er mai 1941 : jour prévu par Hitler pour l'invasion de l'Union soviétique : mais celle-ci est repoussée en raison des événements des Balkans.

1er mai 1941 : pour couper court au risque d'agitation communiste en milieu ouvrier, le maréchal Pétain fait du premier mai la fête nationale du travail, chômée et payée. Ernst Jünger achète un brin de muguet place des Ternes.

2 mai 1941 : tenant absolument à éviter qu'Hitler mette la main sur le pétrole du Moyen-Orient, les Anglais attaquent en Irak. Mais ils ne bénéficient pas de l'effet de surprise escompté et se heurtent à une forte résistance iraquienne. Il semblerait que leurs plans aient été livrés à l'ennemi. L'anglophobie de Vichy trouve l'occasion de s'exercer. Venu au pouvoir avec Darlan, Jacques Benoist-Méchin pousse à impliquer la France dans une politique d'expansion orientale. Sur des promesses fallacieuses d'Otto Abetz, il croit pouvoir le faire en collaboration avec l'Allemagne. Suivant ses conseils, Darlan ouvre aux Allemands les bases françaises de Syrie pour menacer les Anglais en Irak, et il ouvre les aérodromes de Syrie aux avions allemands et italiens, qui commencent à bombarder le canal de Suez. Ceci va conduire à une intervention britannique appuyée par les Français libres, qui balaiera l'armée d'armistice commandée par le général félon Dentz. Darlan n'exclut pas d'introduire aussi les Allemands à Dakar et Bizerte, ce qu'il fera le 28 mai 1941 par les *accords de Paris*, et même d'entrer en guerre contre l'Angleterre. Mais dans cette voie, il est bloqué par Weygand sous le regard narquois de Pétain. Ce nouveau développement a le mérite de doucher les espoirs anglais de s'entendre avec Vichy, et les Britanniques, et même un peu les Américains, se souviendront de ces actes outrageusement hostiles de l'Amiral lorsqu'il présentera sa candidature à la succession de Pétain pour gouverner la France et son empire sous l'égide anglo-américaine. A en juger par l'événement, Churchill et Roosevelt ne trancheront pas de façon identique. En France et en Afrique du Nord, Darlan incarnera le contraste entre des puissances anglophones que l'on prendrait à tort pour un bloc, son anglophobie se mariant harmonieusement à son américanophilie, et il ne sera pas par hasard le candidat préféré de Roosevelt à la succession de Pétain en novembre-décembre 1942 pour gouverner en Europe dans l'intérêt américain, en cohérence avec le génie économique allemand et contre les anciennes démocraties politiques et impériales.

2 mai 1941 : Churchill visite Plymouth. Il est très affecté par les destructions.

3 mai 1941 : en réaction aux pressions allemandes, Staline fait de nouvelles concessions à Hitler. Il reconnaît Rachid Ali en Iraq et active les livraisons de céréales et de matières premières.

6 mai 1941 : le convoi des *Tiger Cubs* franchit le détroit de Gibraltar, escorté de la *flotte H*.

6-7 mai 1941 : à Londres, grand débat au parlement sur la situation militaire. Churchill exprime le regret de ne pas avoir pu saisir cette dernière chance de renforcer la Crète. Il laisse planer le doute sur le point de savoir si la responsabilité est la sienne ou celle de Wavell. En dépit des difficultés et des échecs, son éloquence soulève l'enthousiasme des parlementaires.

8 mai 1941 : la RAF effectue son raid le plus massif à ce jour contre l'Allemagne. Il comporte 380 avions.

9 mai 1941 : les Britanniques s'emparent d'une machine *Enigma* d'origine à bord d'un sous-marin capturé, le U-110. Les équipes de Bletchley, avec Alan Turing, décodent désormais les messages maritimes allemands. Cela leur donne un avantage provisoire dans la bataille de l'Atlantique. Puis les Allemands perfectionnent leur machine et les pertes britanniques recommenceront à augmenter au début de 1942.

10 mai 1941 (samedi) : c'est la pleine lune. Nouvelle attaque incendiaire contre Londres. La chambre des Communes est touchée et rendue inutilisable. Mais c'est le bouquet final du grand Blitz, car il n'y aura plus d'attaques aériennes avant le mini-Blitz de 1944. En juin, les forces stratégiques allemandes sont transférées à l'Est : c'est la fin des bombardements sur l'Angleterre. Les Anglais ont eu près de 100.000 tués et blessés civils.

11 mai 1941 : le duc d'Hamilton rapporte qu'un avion allemand s'est écrasé sur son domaine, et qu'un nazi de haut rang s'y est posé en parachute. On croit d'abord à une supercherie, mais il faut bientôt admettre que l'in vraisemblable s'est produit : il s'agit de Rudolf Hess. L'hypothèse la plus courante aujourd'hui est que, sur ordre de Hitler, il vient faire aux Anglais des offres de paix séparée en contrepartie du renvoi de Churchill. En dépit de l'incrédulité générale, et en particulier celles de Roosevelt et Staline, on parle sur le moment de folie : mais l'initiative de Hess ne semble pas découler exclusivement de son propre désarroi mental. Quoi qu'il en soit, l'événement cause beaucoup d'émotion tant à Londres qu'à Moscou, entre qui les relations semblent gelées dans l'attente d'une agression allemande contre l'URSS dont les deux futurs alliés malgré eux ont de plus en plus de mal à se persuader qu'elle n'est pas imminente, quoique Staline ne veuille prendre aucune mesure de nature à provoquer la rupture de son pacte avec Hitler, tandis que Churchill juge toute initiative en direction de l'URSS inutile tant que l'attaque allemande n'a pas eu lieu. A Londres, Maïski reçoit mission de tirer au clair la signification de l'affaire Hess et il n'y parvient pas. Coup de folie (c'est la thèse la plus répandue) ? Conflit entre Hess et Himmler ou Ribbentrop (Eden) ? Rupture politique entre Hess et Hitler lui-même, ou au contraire machination hitlérienne (Beaverbrook) ?... Maïski s'arrête finalement sur l'hypothèse d'un Hess envoyé par Hitler pour négocier avec des Quislings britanniques un compromis incluant le renvoi de Churchill avant de retourner en Allemagne. Maïski a quelques excuses s'il ne parvient pas à démêler le vrai du faux, en dépit d'une activité de consultation frénétique auprès de tous ses contacts britanniques, puisque le mystère subsiste encore à ce jour. Sur l'autre point essentiel du moment, en dépit des avertissements unanimes de ses contacts britanniques, Maïski lui-même doutera jusqu'au dernier jour des intentions mauvaises du partenaire allemand à l'égard de l'Union soviétique, optant pour l'hypothèse privilégiée par Staline lui-même d'une auto-intoxication britannique, tant il est vrai, comme il le répète, citant Shakespeare, que *'désir est père de la pensée'*.

Mai 1941 : il apparaît que les grandes initiatives hitlériennes sont souvent prises à des dates symboliques, ce qui revêt un certain intérêt à l'approche de l'agression attendue contre l'Union soviétique. L'affaire Hess a encore braqué le projecteur sur l'obscurantisme nazi. Après en avoir pris la mesure, Churchill consulte un astrologue pour se renseigner sur les conseils que ses astrologues donnent à Hitler. Sans consultation astrologique, mais en se basant sur une compréhension fine des données politiques et des contraintes stratégiques, Stafford-Cripps prédira avec une précision stupéfiante l'assaut nazi pour le 22 juin 1941.

11 mai 1941 : première mention dans le journal d'occupation d'Ernst Jünger de *'désordres qui se sont produits Place de la Concorde'* le jour de la fête de Jeanne d'Arc.

13 mai 1941 : les premiers avions allemands atterrissent à Mossoul. Ils sont rapidement détruits par la Royal Air Force.

14 mai 1941 : arrestation du député communiste d'Amiens Jean Catelas. Catelas a été très proche de la direction au temps de Tréand et il a été utilisé pour les négociations de l'été 1940 avec Otto Abetz. Il s'est ensuite écarté de la direction et n'a bénéficié d'aucune protection particulière, ce qui expliquerait son arrestation. Il sera condamné à mort le 21 septembre 1941 par la Section spéciale à la suite d'un procès expéditif, et guillotiné le 23, dans le cadre des représailles après l'attentat de Barbès.

14 mai 1941 (mercredi) : première rafle de 3.710 Juifs étrangers à Paris, dont 600 dans le 11ème arrondissement. Une plaque apposée sur les murs du gymnase Japy, où ils furent concentrés avant leur déportation, rappelle l'événement. Dans un premier temps, ils sont enfermés dans des camps situés en France comme Pithiviers.

15 mai 1941 : première réunion du Comité central clandestin du Parti communiste chez Charles Tillon, au 256 rue de Paris à Palaiseau. Tillon se fait l'avocat de la lutte armée, mais ne reçoit pas dans l'immédiat de responsabilité dans le contrôle des groupes d'autodéfense promus par Duclos sous le nom d'Organisation spéciale, noyau initial des futurs FTP.

Mi-mai 1941 : Pierre Daix, récemment sorti de prison, participe avec Tony Bloncourt, à la réunion fondatrice du Front national des étudiants dans le bois de Vincennes.

16 mai 1941 : arrestation d'Andrée Bayer alias Jeanne Dessart, mieux connue sous son nom de jeune-fille Mounette Dutilleul, fille du responsable communiste Emile Dutilleul. Kominternienne de longue date, parlant anglais et allemand, elle est la compagne d'Arthur Dallidet, responsable aux cadres du Parti communiste et l'ancienne secrétaire de Marcel Tréand. Elle est prise en assurant la liaison entre Jean Catelas, arrêté deux jours plus tôt, et Félix Cadras. Emprisonnée, elle réussira le tour de force de dissimuler sa véritable identité jusqu'au 14 février 1942.

18 mai 1941 : arrestation par la police municipale du député communiste Gabriel Péri. Elle a lieu au domicile d'André Chaintron, 5 place de la porte de Champerret, qu'il occupait à la suite de l'arrestation de celui-ci, et qui était très probablement surveillé par la police. Mais la thèse défendue par le Parti veut que l'arrestation résulte des aveux d'Edmond Foezlin, de la Commission des cadres, arrêté lui-même à la suite de Jean Catelas le 14 mai 1941. L'indulgence ultérieure du Parti pour Foezlin donne à penser que sa mise en cause couvre d'autres errements.

20 mai 1941 : début de l'offensive aéroportée allemande sur la Crète. La victoire allemande en Crète consacrera la puissance nouvelle des moyens aéroportés, et l'importance de la maîtrise de l'air. Pour la première fois, les Anglais, sans avoir perdu la suprématie navale, se montreront incapables de défendre une île. Le succès des parachutistes allemands, quoique très coûteux et non répétable avec les moyens dont Hitler dispose, donne une idée de ce qui aurait été possible dans la conquête de l'Angleterre un an plus tôt, et il est une préfiguration des opérations qui auront lieu sur le continent européen après juin 1944. Dans l'immédiat, la saisie par les Allemands des aéroports crétois signifie que les champs pétroliers de Ploesti sont hors de portée des bombardements anglais. En revanche, toute la Méditerranée orientale est sous le feu de l'aviation de Goering. Les prérequis de l'opération Barbarossa sont remplis.

22 mai 1941 : La bataille de Crète est un choc de champions. Les parachutistes allemands du 11ème Corps aérien sont la fine fleur des Jeunesses Hitlériennes, tandis que du côté britannique, la défense de la Crète a été confiée aux intrépides Néo-Zélandais du général Freyberg. Pour Winston Churchill, la Crète est un enjeu majeur pour lequel il est prêt à prendre tous les risques, mais il n'a pu y rassembler que trente-mille hommes, une trentaine d'avions, et pratiquement pas de chars. Pour sauver ces éléments de qualité il ordonne à Cunningham d'engager la Navy en dépit d'une couverture aérienne insuffisante. Les Italo-Allemands ayant la maîtrise de l'air, ils coulent trois destroyers, les croiseurs Gloucester et Fiji, et endommagent le Warspite. A un collaborateur qui s'en afflige, Winston Churchill réplique : *"What do you think we build those ships for ?"* A propos de l'opération aéroportée allemande, il concède que c'est probablement la seule réussite de Hermann Goering dans toute sa carrière de chef de la Luftwaffe.

23 mai 1941 : le **Bismark** et le **Prinz Eugen** sont repérés près de l'Islande par deux croiseurs britanniques. Le **Prince of Wales** et le **Hood** se hâtent à leur rencontre.

24 mai 1941 : Le Prince of Wales et le Hood interceptent le Bismark et le Prinz Eugen entre l'Islande et le Groenland. Ils engagent le combat. Le Prince of Wales met quelques coups au but, mais le Bismarck touche le Hood au niveau de sa soute à munitions et le fait exploser. Le Prince of Wales, également endommagé, se retire. A Londres, on apprend à 9 heures du matin que le Hood a été coulé. Toute la flotte britannique est lancée à la poursuite du Bismarck.

24 mai 1941 : Ernst Jünger en poste à Paris fait connaissance avec le colonel Speidel, chef d'état-major du commandant militaire en France, Otto von Stülpnagel. Il deviendra son ami.

25 mai 1941 : le Bismarck a profité de la nuit pour échapper à ses poursuivants. On suppose qu'il cherchera à atteindre les ports français de l'Atlantique. Le Rodney et l'Ark Royal se disposent à l'intercepter.

25 mai 1941 : l'Humanité clandestine publie l'appel à rejoindre le 'Front national de luttes pour l'indépendance de la France' fondé le 15 du même mois, et ouvert à toutes les sensibilités politiques.

25 mai 1941 : le maréchal Pétain institue la Journée des Mères.

26 mai 1941 : les blindés du convoi **Tiger**, arrivés avec retard, ne sont pas immédiatement opérationnels. Les boîtes de vitesses se grippent et les moteurs ne sont pas équipés de filtres contre le sable. De plus, l'expérience démontrera qu'ils ne sont ni suffisamment armés ni suffisamment blindés pour affronter l'Afrika Korps et ses Mark III et IV. C'est donc Rommel qui attaque le premier, et qui prend Halfaya après de durs combats. Churchill blâmera la lenteur de Wavell, à qui il a ôté ses meilleures troupes pour les opérations de Grèce et de Crète. La pression sur Tobrouk se fait plus forte et l'opération 'Battleaxe' ne peut être envisagée avant le 15 juin, époque à laquelle Rommel se sera de son côté beaucoup renforcé.

26 mai 1941 : le major Engel, aide de camp de Hitler, fait part au maréchal von Brauchitsch de la nécessité de stationner en permanence au moins une compagnie de chars à Paris.

27 mai 1941 (mardi) : touché au niveau du gouvernail par les avions torpilleurs **Swordfish** de l'**Ark Royal**, le **Bismarck** est rejoint par le gros de la flotte britannique, dont le **Rodney** et le **King George V**. Criblé d'obus et achevé à la torpille, il finit par couler. Les Britanniques, enclins à se venger du comportement allemand dans les Balkans, ne recueillent pratiquement pas de survivants.

27 mai 1941 (mardi) : Winston Churchill annonce la fin du **Bismarck** dont il reçoit la notification au milieu d'un débat difficile aux Communes. La sensation est médiocre et ne détourne pas les esprits des critiques qui lui sont faites. Chacun est préoccupé de la récente série d'échecs en Méditerranée. Hore-Belisha mène l'offensive contre le rôle personnel de Churchill en tant que responsable des opérations militaires. Il passe à côté du problème de fond : l'insuffisante mobilisation de l'industrie britannique pour la production d'armements. Churchill est profondément déprimé.

27 mai 1941 : début de la grève des mineurs dans le Pas-de-Calais, animée en particulier par le responsable communiste Auguste Lecœur en collaboration avec les autres milieux anti-collaborationnistes.

27 mai 1941 : Darlan, qui est à l'époque hostile aux Américains, autorise les Allemands à utiliser le port de Bizerte pour ravitailler l'Afrika Korps. Il ouvre Dakar à l'aviation et à la marine allemande, ce qui doit permettre d'intensifier les attaques contre les convois anglo-américains. Weygand, qui commande en Afrique du Nord et qui mise désormais sur les Etats-Unis, quoique sans vouloir s'engager dans la voie dangereuse d'un retour à la belligérence, s'élève contre cette politique et déclare qu'il fera tirer sur les Allemands s'ils pénètrent dans l'espace colonial français.

28 mai 1941 : succès final de l'assaut aéroporté allemand sur la Crète. Les Britanniques sont contraints d'évacuer l'île après une semaine de résistance, non sans avoir infligé des pertes sensibles aux troupes d'élite nazies. Les pertes britanniques s'élèvent à 13.000 hommes tandis que 16.500 sont évacués. Churchill estime les pertes allemandes à un niveau au moins équivalent. A elle seule, la 7ème division aéroportée allemande a perdu 5.000 hommes, et elle est virtuellement annihilée. C'est la première fois que des troupes terrestres allemandes se trouvent confrontées à un ennemi aussi coriace. Cependant, Cunningham a consenti des sacrifices considérables pour assurer l'évacuation la plus complète possible et la position navale est sérieusement compromise. Les croiseurs **Gloucester** et **Fidji** ont été coulés, et les cuirassés **Warspite** et **Valiant** endommagés, ainsi que le porte-avions **Formidable**. Cunningham ne dispose plus que de deux cuirassés, trois croiseurs et dix-sept destroyers en état de combattre. L'affaire montre le danger de l'aviation pour les grosses unités de surface. En privé, Winston Churchill critique Wavell pour ne pas avoir envoyé dans l'île les renforts de blindés nécessaires, et il dit trouver honteux que la Navy n'ait pas été capable d'effectuer l'évacuation de l'arrière-garde, composée de Royal Marines. Il fera de Wavell le bouc-émissaire de ses propres paris stratégiques perdus.

28 mai 1941 : par les *accords de Paris*, Darlan accorde aux Allemands l'accès à Bizerte et à Dakar.

29 mai 1941 : les derniers évadés français, Barthélémy Borelly et André Jeannot, arrivent à Kozielsk. En tout, 218 Français se seront évadés vers l'est sur 70.000 détenus aux abords de l'Union soviétique.

30 mai 1941 : les troupes britanniques arrivent à Bagdad. Le grand Mufti et les Allemands s'enfuient. Au même moment, où ils perdent la Crète et ses aérodromes, les Anglais apprennent que Darlan a ouvert les aérodromes de Syrie aux avions allemands et italiens. Churchill décide aussitôt d'intervenir. Mais le désaccord de Wavell est profond par rapport à la politique offensive de Churchill. Il lui télégraphie : *"I have consistently warned you that no assistance could be given to Iraq from Palestine in present circumstances, and have always advised that a commitment in Iraq should be avoided... My forces are stretched to the limit everywhere, and I simply cannot afford to risk part of them on what cannot produce any effect"*. Lorsque Auchinleck, qui commande aux Indes, offre d'envoyer des troupes, Wavell répète que des combats en Syrie et en Iraq risquent de mettre en danger la Palestine. Il préconise de traiter. *"I consider the prolongation of fighting in Iraq will seriously endanger the defence of Palestine and Egypt. [...] I therefore urge again most strongly that a settlement should be negotiated as soon as possible"*.

Juin 1941 : libéré par les Allemands à la demande de Vichy, le général Juin est nommé à la tête des forces armées au Maroc. Il sera bientôt placé à la tête de toutes les troupes d'Afrique du Nord, et chargé de préparer la coopération militaire franco-allemande pour la défense de la région contre les entreprises gaullistes, anglaises et américaines. Le moment venu, il passera cependant du côté Allié.

Juin 1941 : manquant quelque peu de sens politique, le pro-nazi et farouche anticommuniste secrétaire général à la police Chavin produit un rapport particulièrement nourri sur la composition et les agissements de la Synarchie depuis sa création dans les années trente. Cela lui vaudra d'être révoqué, en dépit de sa bonne volonté répressive, par Pierre Pucheu devenu ministre de l'Intérieur le 12 août 1941. Il sera remplacé par Rivalland, puis Bousquet, et enfin Darnand, tandis que son collaborateur Félix Martin sera emprisonné, et son rapport subtilisé en mars 1942, lorsque Pucheu sentira sa position compromise aux approches du retour de Laval aux affaires sous la pression allemande. Mais c'est finalement du côté gaulliste et non de l'ultra-collaborationnisme que viendra pour Pucheu le coup fatal.

1er juin 1941 : à Kozielsk, la tentative d'évasion du groupe Clastère, dite 'tentative du tunnel', est éventée.

2 juin 1941 : parution d'un nouveau 'statut des Juifs' élargissant la définition des personnes concernées et aggravant leur exclusion par rapport aux dispositions de la loi du 3 octobre 1940. Est réputée *juive* toute personne qui a deux grands-parents juifs. Les fonctionnaires réputés juifs doivent être identifiés et exclus de l'administration. Les autres doivent faire une déclaration certifiant qu'ils ne le sont pas. Un certain nombre refusent.

2 juin 1941 : le moral des antifascistes est au plus bas. « *L'Angleterre vacille, l'Amérique réfléchit, la France meurt et l'Allemagne triomphe. En un moment comme celui-ci, il semblerait que la mort n'offrirait guère de terreurs* », note Julien Green dans son journal. Julien Green, depuis son exil américain, voit les choses de façon floue, sans les détails : mais justement il n'en perçoit que mieux les grandes lignes. Ce qui pèse et ce qui se passe vraiment.

2 juin 1941 : Eden ayant reçu des indications très précises sur les intentions allemandes à l'Est en raison du déchiffrement Enigma convoque Maïski pour lui en faire part. Enigma ne pouvant être mentionnée, Eden manque de preuves convaincantes, et Moscou continuera cependant à soupçonner, à la suite de l'affaire Hess, une collusion entre Londres et Berlin.

3 juin 1941 : Churchill revient sur ce qu'il appelle le défaitisme et le manque d'audace de Wavell. Il juge que Wavell ne fait pas du tout ce qu'il faut pour la Syrie et l'Iraq. "He sounds a tired and disheartened man " dit-il. Wavell reçoit pourtant l'ordre de prendre l'offensive.

4 juin 1941 : mort de l'ex-empereur Guillaume. Commentaire du *Times* : "*History will some day have to assess the respective responsibilities of the crowned and uncrowned demagogue in bringing ruin upon the head of the German people and calamity on the peaceful civilisation of Europe*".

6 juin 1941 : les Anglais ont perdu l'espoir de s'entendre avec Vichy pour écarter les Allemands de Syrie. Ils mettent désormais Weygand dans le même sac que Pétain. Après avoir envisagé une attaque du style de Mers-el-Kébir contre la marine de Vichy, Churchill opte pour une opération consistant à mettre en avant les forces gaullistes. Mais les conversations se passent mal avec de Gaulle. Winston Churchill accuse l'amour-propre du français, mais il apparaît que beaucoup de ses interlocuteurs britanniques ne lui manifestent ni sympathie, ni confiance, allant jusqu'à le soupçonner de méditer un ralliement à Pétain. Le malentendu est fondamental : de Gaulle considère que l'opération doit être un début de reconquête du territoire national et que la souveraineté républicaine qu'il incarne doit se substituer automatiquement à celle de Vichy. Churchill confie à ses proches qu'il s'agit pour lui de s'emparer de la Syrie pour le compte de l'Angleterre. En dépit de ces désaccords on parvient à monter une opération conjointe, dénommée *Exporter*. Celle-ci commencera le 8 juin 1941.

8 juin 1941 (dimanche) : Ernst Jünger quitte Paris avec son régiment. Il sera de retour le 24, mais le début de la lutte armée communiste coïncidera bien malheureusement avec un grand blanc dans son parfois intéressant *Journal de guerre et d'occupation*.

8 juin 1941 : début de la guerre de Syrie opposant les forces vichystes d'un côté, contre les Anglais et les Français libres de l'autre. Les Français libres sont commandés par le général Legentilhomme, les troupes de Vichy par le général Dentz. Il y a de grosses pertes de part et d'autre. Beaucoup de responsables britanniques s'amuse de cette mini-guerre civile dont ils comptent empocher le butin. De Gaulle, lui, ne s'en console pas.

8 juin 1941 : les Britanniques ont connaissance de nouvelles négociations entre Hitler et Staline, dont l'échec signifierait la guerre entre Allemagne et Union soviétique. Mais ils inclinent à penser que l'Union soviétique va plutôt se plier aux exigences de son menaçant allié. Leur source d'information est l'ambassadeur à Moscou Stafford-Cripps : ce qui montre que la situation est appréhendée avec réalisme du côté soviétique. Staline sait la guerre inévitable, mais tient à faire durer le pacte aussi longtemps que les Allemands ne le rompent pas eux-mêmes. C'est pourquoi il fera jusqu'à la fin toutes les concessions imaginables à Hitler. Beaucoup de responsables et d'observateurs anglo-saxons considéreront cela comme de l'aveuglement de sa part ou comme le signe d'une connivence profonde entre dictateurs. En réalité, il s'agit seulement de patience. Mais Staline sera effectivement surpris par la date et par la puissance de l'assaut nazi. Peut-être, passé le début du printemps, comptait-il sur une année supplémentaire ?

10 juin 1941 : Jean Marais casse la figure au critique collaborationniste Laubreaux.

10 juin 1941 : à Londres, débat sur la situation militaire. Churchill peine quelque peu à contrer la critique portée par Hore-Belisha.

12 juin : dûment *briefée* par Churchill le 7, la presse britannique mène campagne sur la très prochaine invasion de l'URSS par Hitler.

13 juin : Eden convoque Maïski pour l'avertir officiellement de la concentration des troupes allemandes sur la frontière soviétique. Il précise qu'en cas d'agression allemande, la Grande-Bretagne est disposée à coopérer militairement avec l'Union soviétique. Maïski répond que le gouvernement soviétique ne croit pas à une agression allemande et ne juge pas réaliste une coopération militaire soviéto-britannique.

11 juin 1941 : Pierre Hervé, responsable des Etudiants communistes, est arrêté dans le cadre de la vague répressive lancée par Darlan au début du mois. Interné à la Santé, Hervé s'évadera du Dépôt du Palais de Justice dans la nuit du 7 au 8 juillet avec une vingtaine d'autres détenus.

13 juin 1941 : l'agence Tass dénonce les rumeurs de guerre imminente entre l'Allemagne et l'Union soviétique comme autant de manoeuvres visant à étendre la guerre. Elle accuse à mots couverts les Britanniques d'en être les instigateurs. "*Even before the return of the English ambassador Cripps to London, but especially since his return, there have been widespread rumours of an impending war between the USSR and Germany in the English and foreign press. [...] Despite the obvious absurdity of these rumours, responsible circles in Moscow have thought it necessary to state that they are a clumsy propaganda manoeuvre of the forces arrayed against the Soviet union and Germany, which are interested in the spread and intensification of the war.*"

15 juin 1941 : Wavell lance contre Rommel l'opération Battleaxe. C'est l'effort le plus important des Anglais dans le but de chasser Rommel de Cyrénaïque et de soulager Tobrouk. Mais l'offensive s'enlise après trois jours. A Halfaya, les blindés anglais, obsolètes, sont détruits en quelques heures par l'artillerie antichar allemande. Toutefois, Rommel ayant ordre de ne pas s'engager inconsidérément, il ne contre-attaque pas, et les Anglais se retirent en bon ordre sur leurs lignes de départ. L'Etat-major britannique, qui avait beaucoup misé sur cette première confrontation d'égal à égal avec les Allemands, est cruellement déçu. Les risques encourus pour l'opération *Tiger* ont été consentis en vain. Churchill considère que Wavell a utilisé ses moyens avec trop de parcimonie. Il trouve ses plans médiocres, et lui reproche en particulier de ne pas avoir prévu une sortie de la part de la garnison de Tobrouk. Ce dernier échec le détermine à remplacer Wavell par Auchinleck. *"It might well be said that we had ridden the willing horse to a standstill"*, écrit-il dans ses mémoires.

15 juin 1941 : confronté au scepticisme soviétique, Churchill fait donner à Maïski une nouvelle série de précisions sur les préparatifs soviétiques. Maïski fait part à Moscou.

17 juin 1941 : Jacques Guérard, auto-exfiltré en catastrophe du guépier syrien où les événements avaient tourné à la confusion de l'armée vichyste, donne une conférence amphigourique à la *Société de géographie* dans laquelle il ranime le thème éternel de l'entreprise coloniale lointaine mais essentielle à la sauvegarde du territoire national et de la civilisation européenne : *"Chargés de monter la garde auprès de ces vieilles cités riches d'une histoire ou d'une civilisation millénaire, Tyr, Sidon, Damas, Palmyre, savez-vous ce qui anime les paysans de Provence ou de Bretagne, de la Beauce et des Flandres, qui constituent, là comme ailleurs, l'ossature de l'armée française ? C'est le sentiment qu'aux confins extrêmes de l'Europe, ils défendent la France."* Très loin de ce pathos, la situation locale était que l'armée vichyste s'était battue pour le compte de l'ennemi et que l'ancien allié anglais l'avait écrasée faute d'appui du nouvel allié allemand.

18 juin 1941 : Stafford-Cripps confirme à Maïski l'imminence d'une attaque allemande contre l'Union soviétique. Il précise qu'elle aura lieu sans ultimatum ni déclaration de guerre, l'objectif étant la destruction de l'Armée rouge et de l'État soviétique. Le scepticisme de Maïski est ébranlé, et il en révèle le fondement : sa conviction que l'URSS est invincible, dont il peine à admettre qu'Hitler ne la partage pas. Cripps donne pour date la plus probable le dimanche 22 juin, Hitler ayant une préférence pour les offensives du dimanche.

19 juin 1941 : sur ordre du Parti, quatre cadres communistes de premier plan : Henri Raynaud, Léon Mauvais, Eugène Hénaff et Fernand Grenier, s'évadent du camp de Choisel-Châteaubriant où ils sont internés depuis l'automne de 1940. Aux yeux des autorités Vichystes, ceci condamne le régime de détention relativement libéral institué par le capitaine Leclercq. En ce qui concerne le Parti communiste, l'évasion d'Eugène Hénaff et de Fernand Grenier témoigne de l'orientation prise depuis le début du printemps dans le sens de la lutte armée, après le rappel en région parisienne de Pierre Georges et de Charles Tillon, la fondation du **Front national de lutte pour l'indépendance de la France** le 15 mai, et le même jour la première réunion du **Comité militaire national** avec Charles Tillon. On sait que Léopold Trepper, un des premiers informés de l'imminence de l'agression allemande contre l'Union soviétique, était en rapport direct avec Jacques Duclos.

20 juin 1941 : la guerre fait rage en Syrie entre gaullo-britanniques et forces de Vichy. Elle tourne à l'avantage des premiers. Pétain envoie un émissaire à Londres. Mais les Britanniques considèrent que Vichy est d'un opportunisme méprisable, attendant de voir comment la guerre va tourner et si les Américains vont s'engager avant de faire son choix. Dans le même temps, de Gaulle est jugé trop peu accommodant dans les pourparlers de cessez-le-feu en Syrie. Eden conclut : *"I hate all Frenchmen"*. Prononcée plus ou moins *tongue in cheek*, car Eden n'est pas le plus francophobe des responsables britanniques, la boutade exprime pourtant l'humeur générale du Cabinet de guerre britannique. Le conflit d'intérêts entre la France et l'Angleterre sur le terrain moyen-oriental est sérieux et durable. Après une brève lune de miel entre le dix-huit juin 40 et l'affaire de Dakar, Churchill et son gouvernement sont hostiles à de Gaulle et le resteront, jugeant son entourage droitier et anglophobe.

21 juin 1941 : les troupes australiennes du général Wavell prennent Damas. La chute de la Syrie bloque définitivement la progression de l'Axe vers le pétrole, vers le canal de Suez et vers l'Inde, dès lors que Hitler doit désormais consacrer l'essentiel de ses forces à la guerre à l'est. Churchill considère que ce succès, conditionné par l'affaiblissement des troupes de choc allemandes, compense et justifie les pertes subies en Crète.

21 juin 1941 : Churchill retire à Wavell le commandement du Moyen-Orient par une permutation avec Auchinleck. Il met à son débit les échecs en Yougoslavie, en Grèce, en Crète et en Cyrénaïque. Il lui reproche sa lenteur d'exécution. Revenant sur les reproches qui lui ont été faits, à lui, Churchill, d'avoir ordonné des entreprises aventureuses, il conclut : *"There is always much to be said for not attempting more than you can do and for making a certainty of what you try. But this principle, like others in life and war, has its exceptions."* Il nomme aussi un ministre-résident au Caire pour qu'Auchinleck puisse se consacrer entièrement aux tâches militaires. Tedder est nommé à la tête des forces aériennes au Proche-Orient. Il modifiera la tactique dans le sens d'une coopération étroite entre l'aviation et les autres armes.

21 juin 1941 : s'agissant de la Russie, Winston Churchill est informé de l'offensive allemande du lendemain, et il anticipe une défaite soviétique. Mais il a décidé de décevoir les espoirs nourris par Hitler d'être appuyé par les forces bourgeoises partout dans le monde. L'appui anglais à l'Union soviétique sera sans réserve. A Eden et Colville, qui doutaient de sa capacité à trouver un terrain d'entente avec Staline du fait de son anticommunisme farouche, il confie : *"I have only one single purpose - the destruction of Hitler - and my life is much simplified thereby. If Hitler invaded Hell I would at least make a favourable reference to the Devil"*.

22 juin 1941 (dimanche) : Hitler attaque l'URSS avec 120 divisions dont 17 blindées et plus de 2500 avions. A Londres, beaucoup considèrent qu'il s'agit d'une bagarre entre voyous (*"Thieves fall out"* est le titre que John Colville donne au passage correspondant de son journal de guerre). Il s'agit pourtant d'une des dernières guerres de l'histoire à être notifiée selon les règles, la déclaration formelle de guerre étant remise par Schulenburg à Molotov -peu après les premières opérations de bombardement il est vrai - le 22 à 4h du matin. Molotov est indigné : *"Croyez-vous que nous ayons mérité cela ?"* A Londres, en revanche, Churchill et Eden s'attendaient à ce développement qui les arrange et ils sont ravis. D'autres restent un moment sceptiques. Churchill doit user de véhémence pour défendre le cours qu'il est décidé à suivre : une alliance en bonne et due forme avec l'Union soviétique. Pour lui,

les désaccords de doctrine, les incompatibilités entre démocratie et système soviétique, l'existence même du Komintern, organisation subversive internationale, sont devenus des réalités de faible poids par rapport à la solidarité naturelle entre deux peuples victimes d'un même agresseur. Sur les ondes de la BBC, il prononce un de ses plus beaux discours, un discours qui est aussi l'analyse historique définitive de la conjoncture stratégique. Un bref extrait : *"The Nazi regime is undistinguishable from the worst figures of Communism. [...] No-one has been a more consistent opponent of Communism than I have for the last twenty-five years. I will unsay no word that I have spoken about it. But all this fades away before the spectacle which is now unfolding. [...] I have to declare the decision of His Majesty's Government. [...] I have to make the declaration, but can you doubt what our policy will be ? We have but one aim and one single, irrevocable purpose. We are resolved to destroy Hitler and every vestige of the Nazi regime. From this nothing will turn us - nothing. We will never parley, we will never negotiate with Hitler or any of his gang. We shall fight him by land, we shall fight him by sea, we shall fight him in the air, until, with God's help, we have rid the earth from this shadow and liberated its peoples from his yoke. Any man or state who fights on against Nazidom will have our aid. Any man or state who marches with Hitler is our foe. That is our policy and that is our declaration. [...] Hitler wishes to destroy the Russian power because he hopes that if he succeeds in this he will be able to bring back the main strength of his Army and Air force from the East and hurl it upon this Island, which he knows he must conquer or suffer the penalty of his crimes. His invasion of Russia is no more than a prelude to an attempted invasion of the British Isles. He hopes, no doubt, that all this can be achieved before the winter comes and that he can overwhelm Great Britain before the Fleet and air power of the United States may intervene. He hopes that he may once again repeat, upon a greater scale than ever before, that process of destroying his enemies one by one [...] The Russian danger is therefore our danger, and the danger of the United States, just as the cause of any Russian fighting for his hearth and home is the cause of free men and free peoples in every quarter of the globe. Let us learn the lessons taught by such cruel experience. Let us redouble our exertions, and strike with united strength while life and power remain"*. Les termes employés par Churchill n'ont rien d'exagéré si l'on considère que les directives données à l'armée allemande sont d'emblée de l'ordre de la barbarie la plus pure : l' *'intelligentsia judéo-bolchévique'* doit être éradiquée, les commissaires politiques soviétiques doivent être sommairement abattus, et il s'agit aussi d' *"exterminer sans pitié et avec la plus grande énergie les agitateurs, les francs-tireurs et les saboteurs bolchéviques, ainsi que les Juifs, et d'annihiler sans faiblir toute résistance active ou passive"*. Peu après le début de l'offensive, Himmler ordonne aux Einsatz et Sonderkommandos dépendant directement de lui de procéder également au massacre systématique des civils juifs de tout âge et des deux sexes. Avec cet ordre, Himmler entendait surtout reprendre sa place dans le dispositif de la persécution antisémite dont il avait été exclu au profit de Heydrich. Au moins 500.000 Juifs soviétiques auront été exécutés entre juin et décembre 1941 pour servir cette ambition.... Après quoi : le châtement.

22 juin 1941 : Moscou déclare accepter les propositions de coopération britanniques. Mais Staline continue à craindre une collusion germano-britannique. Les Britanniques de leur côté ne croient pas à plus de quelques semaines de résistance soviétique, et quoique Churchill ait réussi par son éloquence à dissimuler que, à l'insistance de l'état-major, il n'a pas employé le terme d' *'allié'*, ils sont convaincus qu'il n'y aura pas le temps de mettre sur pied une alliance en bonne et due forme, à laquelle l' *'establishment'* travailliste est aussi hostile que certains conservateurs.

22 juin 1941 : Au matin de l'attaque de l'Union soviétique, les jeunes communistes du club sportif du Xème arrondissement sont à Champrosey où ils viennent de passer la nuit sous la tente. Entendant les nouvelles sur un poste à galène, ils se réjouissent que l'équivoque soit levée. Maurice Feld et Maurice Feferman célèbrent l'événement en traversant la Seine à la nage. Smulz Tyszelman les accompagne en barque. Une photo prise par Maroussia Naïtchenko immortalise cet instant. C'est la dernière photo connue de 'Titi', qui sera fusillé par les Allemands deux mois plus tard.

22 juin 1941 : Doriot annonce la création de la **Légion des volontaires français contre le bolchévisme**. Sans le désavouer publiquement, **Pétain** marque sa distance. En janvier 1942, le cardinal Baudrillart, moins prudent ou plus sincèrement pro-nazi, en fera au contraire un vibrant éloge.

22 juin 1941 : Gilbert Brustlein a rendez-vous avec Henri et Maurice Chlewitzki boulevard Voltaire au niveau de la rue Guénot. Ceux-ci lui communiquent la teneur de la nouvelle ligne : *Front national de lutte contre l'Occupant*. Les premières actions envisagées : chahuts pendant la projection des nouvelles cinématographiques. Bris des vitrines des boutiques de propagande allemande. Prises de parole sur les marchés. Il s'agit de s'en prendre violemment aux collaborateurs, mais pas encore aux militaires allemands.

22 juin 1941 : Pierre Hervé, qui a remplacé Georges Politzer comme responsable des intellectuels communistes, est arrêté. Son évvasion du dépôt du Palais de justice quinze jours plus tard, organisé par sa compagne Annie et par Jacques d'Andurain fera grand bruit dans Paris et lancera la résistance active à l'occupation allemande. Pierre Hervé est brièvement décrit sous le pseudonyme d' *Arnaud* dans *'Sept fois sept jours'* d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie.

22 juin 1941 : Suzanne Djian, qui assure la liaison entre les Jeunesses et les Etudiants communistes, explique à Jacques d'Andurain qu'il n'existe aucune consigne en vue de la lutte armée. Devant son impatience, elle le traite d' *anarchiste petit-bourgeois*.

23 juin 1941 : à Kozielsk, le capitaine Billotte ouvre trois listes offrant trois destinations possibles pour les prisonniers français évadés vers l'Union soviétique : Londres, un territoire contrôlé par Vichy, ou bien l'URSS. Il étonne ses camarades officiers en se prononçant personnellement en faveur de de Gaulle.

24 juin 1941 : retour d'Ernst Jünger à Paris.

26 juin 1941 : le commandant du camp de Kozielsk annonce au capitaine Billotte le prochain repli du camp en raison de l'offensive allemande. Mais il ne parle pas de libération.

26 juin 1941 : face à Déat, affidé de Laval et d'Otto Abetz, et à son journal 'L'Oeuvre', Jacques Doriot, chef du Parti Populaire Français, s'affirme favorable au maréchal Pétain contre les ambitions maintenues de Pierre Laval. Ses journaux sont 'Le Cri du Peuple' et 'L'Emancipation nationale'. Il est suivi de l'ancien maire communiste de Bobigny, Jean-Marie Clamamus. Mais Doriot ne bénéficiera d'aucun renvoi d'ascenseur.

27 juin 1941 : à Choisel-Châteaubriant, à la suite des évasions, le capitaine Leclercq est remplacé par le lieutenant Charles Moreau assisté du sous-lieutenant Touya. Le régime de détention est rendu plus sévère.

27 juin 1941 : à Kozielsk, le capitaine Billotte annonce le prochain repli des détenus vers un camp moins exposé. Il fait approuver une motion demandant une nouvelle fois le transfert vers Londres en concertation avec les ambassades française et anglaise.

29 juin 1941 : Vichy rompt les relations diplomatiques avec Moscou. Du coup, il n'est plus question de rapatriement des prisonniers de Kozielsk dans un territoire sous le contrôle de Vichy et les trois listes du capitaine Billotte se trouvent ramenées à deux.

30 juin 1941 : le Komintern ordonne aux partis communistes des pays occupés par l'Allemagne de travailler à soulever les populations contre l'occupant et de s'en prendre à lui par tous les moyens. Des mots d'ordre de guérilla dans les territoires occupés, à la façon des partisans soviétiques, commencent à circuler. A Paris, la direction du Parti communiste se soucie des moyens de répondre à ces consignes et envisage de former des groupes de choc à cet effet. Emmanuel d'Astier explique la stratégie de la lutte armée communiste dans *Sept fois sept jours* : «*La stratégie a un triple aspect : attentats spectaculaires, action directe contre les dépôts, les convois, le ravitaillement de l'armée allemande ; sabotage insidieux dans toutes les entreprises travaillant pour l'Allemand. Les attentats sont le signe du sang, le levain pour une fureur allemande puis une révolte française, l'appel vers une voie dans laquelle de Gaulle et les résistants non communistes trouvent prématuré de s'engager.* » Au niveau politico-militaire, le mode d'action retenu, qui relève de l'aventurisme anarchiste est tout sauf léniniste, car il ne peut produire que la passivité des masses, tenues en dehors de l'action. Le Parti niera initialement dans sa propagande toute implication terroriste, afin de faire passer les otages pour de pures victimes, même lorsque les Allemands, qui saisissent l'enjeu de l'opinion publique, décideront progressivement de ne plus mettre sur les listes que des militants personnellement liés au terrorisme. L'inconvénient pour le Parti de son parti-pris de déni est qu'il ne peut pas exploiter l'exemplarité de ses sacrifices puisque les attentats ne sont pas revendiqués, mais la stratégie sera efficace s'agissant d'envenimer les rapports entre masses populaires d'une part, collaborationnistes et occupants d'autre part, comme le prouve l'embarras des autorités occupantes, qu'attestent les témoignages d'Ernst Jünger et du préfet Lecornu. Etablissant un rapport de chantage de sommet à sommet et dans le dos des masses militantes, l'action directe sera une affaire confidentielle que Jacques Duclos traitera personnellement et en toute discrétion, sans jamais assumer sa responsabilité. Pour ses groupes de choc, initialement placés sous son commandement direct, il se tourne d'une part vers les anciens d'Espagne et d'autre part vers les Jeunesses et Etudiants communistes. Georges Tondelier, responsable de haut niveau des Jeunesses communistes proche de la direction pense à son ancien camarade Pierre Georges, qui, s'étant engagé en Espagne à l'âge de dix-sept ans, porte les deux casquettes. Or, Georges vient de remonter à Paris après un long séjour en zone sud, suite à son évvasion en juin 1940. Gustave Hénaff et Danielle Casanova, chargés de la lutte armée sous la haute autorité de Jacques Duclos et de Benoît Frachon en feront le responsable militaire de l'Organisation spéciale parisienne, héritière des groupes de *Travaux Particuliers* créés un an plus tôt, mais réorientée dans le sens du terrorisme anti-allemand. Il semble que l'arrivée d'Ouzoulias, qui est aux côtés de Pierre Georges à partir du 2 août, ait été un facteur nécessaire au déclenchement de la lutte. En raison de ce délai, le groupe Frédo est devancé dans l'action par celui de Roger Linet, qui a réussi le plus gros déraillement de la période à Epinay-sur-Seine dès le 18 juillet : mais il ne s'agissait encore que de sabotage, forme d'action moins problématique pour les militants. La décision de passer à l'action directe consistant à exécuter des militaires représente un saut qualitatif pour des militants communistes, idéologiquement formés à l'internationalisme, qui voient dans les soldats allemands des camarades de classe potentiels et non pas des ennemis étrangers, et aussi pour le parti communiste, qui a toujours désapprouvé les actions individuelles, l'aventurisme, tout ce qui n'est pas agitation purement politique et de masse dans une perspective électoraliste. Les motifs qui ont conduit à la décision sont à analyser au-delà de la constatation qu'il s'agit d'une consigne du Komintern répondant à la situation critique dans laquelle se trouve l'URSS, patrie du socialisme, dont la survie détermine aussi le sort du communisme au niveau mondial. Il y a une logique nationale, de politique intérieure française, de cette décision pour la direction du parti communiste français : occuper une position de négociation par rapport à la résistance extérieure gaulliste, mobiliser les masses selon un mode spécifique et avoir quelque chose à apporter dans une négociation d'intégration à une résistance unifiée. L'action anti-allemande directe peut faire pont avec le gaullisme, étant donné son nationalisme, mieux que ne le ferait une action qui s'en prendrait à la collaboration ou aux forces répressives policières, et elle se fera sous la forme d'attentats urbains individuels plutôt que de maquis car il s'agit aussi d'éviter une action militaire de masse qui prendrait le caractère d'une guerre civile, et qui effaroucherait les gaullistes et les alliés. Le mot d'ordre est '*rendre coup pour coup*', et certaines formulations anti-allemandes se feront même à coloration chauvine par la suite. De fait, l'objectif sera atteint puisque les attentats ne seront pas critiqués par le public anglo-américain, et ne seront désapprouvés par de Gaulle qu'au plan tactique et pour des raisons de prérogatives, avant qu'il s'y rallie. Et c'est finalement l'existence d'une guérilla communiste, ainsi que la visibilité des martyrs communistes et l'impact moral de leur sacrifice, qui décideront de Gaulle à approcher le Parti communiste et à passer un accord avec lui. Par ailleurs, l'objectif consistant à nuire à la collaboration est atteint indirectement par le moyen du discrédit qui découle de l'appui donné à une politique répressive allemande de plus en plus sanglante. Le sort de Pucheu symbolisera bien ce succès politique de la tactique des attentats puisque en raison de son rôle au moment de la crise des otages d'octobre 1941 de Gaulle se sentira tenu de faire juger et condamner à mort un fonctionnaire de Vichy semblable à tant d'autres qui demandèrent à se rallier à lui lorsque le sort de la guerre sembla scellé, et qui furent en effet recyclés dans la France libre. La logique de la guérilla urbaine dans le contexte de l'occupation allemande se comprend donc politiquement, et elle sera politiquement une réussite. Pour son OS initiale Jacques Duclos recourt à un recrutement jeune et marginal dans le parti, dont les difficultés à sauter le pas relèveront davantage du réflexe humaniste que de la fermeté idéologique, et que l'on sacrifiera sans trop de difficulté et à un moindre coût sociologique. S'agissant des premières arrestations ayant conduit à des fusillades de militants communistes, celles du 13 août 1941, Pierre Daix, des années après la guerre, émettra l'hypothèse que des arrestations auraient été délibérément recherchées par la Direction du Parti communiste pour obtenir le ralliement des jeunes combattants de l'Organisation spéciale à la stratégie des attentats individuels. Dans une conversation d'après-guerre avec Pierre Daix, Henri Frenay conclura que l'appellation même de '*Bataillons de la jeunesse*' signifiait qu'il s'agissait de troupes sacrifiées, et lui fera observer comme significatif le fait que les donneurs d'ordres pour les manifestations n'y prenaient pas part eux-mêmes. D'autres analystes considéreront au contraire que la manifestation et la façon dont elle avait tourné représentaient un échec pour la direction du parti. Une troisième vision est possible : en dépit des pertes, le cours suivi était, quoique cruel dans ses conséquences, utile et nécessaire, et la seule voie pour une résistance effective. Sur le point soulevé par Henri Frenay : il est de fait que ni Pierre Georges ni aucun des combattants qu'il avait réunis en

vue des actions de type militaire ne se commettaient également dans les actions de militance traditionnelle comme les manifestations et l'agitation politique. Ces deux domaines étaient séparés et les actions conduites parallèlement, mais par des groupes distincts. C'est d'ailleurs le fait d'être personnellement coupé des groupes d'action qui sauvera la vie de Pierre Daix lorsqu'il sera arrêté, et traité différemment des militants du parti identifiés comme faisant partie des groupes que les Allemands désignaient comme '*terroristes*'. Encore après la guerre et alors qu'elle sera bruyamment célébrée, Duclos persistera à présenter l'affaire de Barbès comme une initiative prise en dehors de lui-même. Les débuts de la lutte armée, la période de l'Organisation spéciale, ne fut jamais, à aucun niveau, assumée dans ses actes et dans ses mots eux-mêmes, et le nom '*Organisation spéciale*' fut par la suite banni du vocabulaire du parti. Pour son déclenchement, la direction du Parti avait certes lancé des consignes secrètes et par ailleurs émis des proclamations générales, mais Tillon, qui est en théorie le chef militaire suprême, n'est pas impliqué dans les activités de ce qui, pour les exécutants, portera le nom d'Organisation spéciale, repris des groupes d'autodéfense des militants chargés en temps de paix de l'agitation politique. Le terme lui-même lui restera étranger jusqu'à la fin de la guerre. Ainsi que divers incidents le donnent à comprendre dont furent victimes certains participants de la lutte armée de la part de leurs camarades, le nouveau cours, militaire, du parti est ignoré de la masse militante, et aurait à coup sûr été largement désapprouvé dans son principe s'il avait été plus généralement soupçonné. Même après les représailles allemandes et leur retentissement, les actions et les sacrifices de l'Organisation spéciale demeureront ignorés à plus forte raison des milieux gaullistes, qui tendront à attribuer les premiers attentats à des isolés. En dépit de Barbès, Nantes, et Bordeaux, de Gaulle, dans ses mémoires, datera l'entrée en résistance active du Parti communiste de la fin de 1941, et ses premières actions de la création des FTP, qui n'aura lieu que six mois après que les véritables pionniers de la lutte armée communiste auront été pour la plupart pris et fusillés par l'ennemi à l'issue de trois procès largement publicisés. Cet aveuglement donne à penser qu'à Londres, puis chez les historiens gaullistes, on ne s'est jamais donné la peine de lire la presse collaborationniste qui, contrairement à la presse communiste clandestine, avait dès les premiers moments donné une large publicité aux activités qu'elle qualifiait de '*terroristes*'. Le Parti communiste de son côté, pendant la guerre aussi bien qu'après, avait ses raisons propres de ne pas mettre en relief les premiers temps de sa lutte armée. Tout ceci fait que la chronologie réelle et la teneur précise des premiers moments de la lutte armée communiste sont méconnues par l'historiographie institutionnelle.

Fin juin 1941 : Gilbert Brustlein et ses camarades mènent les premières actions violentes des Jeunesses communistes contre des permanences du RNP de Marcel Déat rue de la Roquette et boulevard des Filles-du-Calvaire.

Juillet 1941 : le Japon s'empare de l'Indochine française.

Juillet 1941 : une des premières retombées de *Barberousse* est un début de rapprochement forcé entre Polonais et Soviétiques, qui finira par se fracasser sur le scandale de *Katyn* en avril 1943, puis par les conditions dans lesquelles sera écrasé le soulèvement de Varsovie en août 1944. A Londres, l'ambassadeur Maïski conclut un accord prévoyant le rapatriement des militaires polonais faits prisonniers en septembre 1939. Il en ressortira la disparition de plusieurs milliers d'officiers.

1er juillet 1941 (mardi) : première attaque contre la librairie allemande *Rive gauche*, dont les vitres sont brisées par les *Etudiants communistes*. Il n'est pas certain que cette action ait été planifiée par le centre. La librairie sera à nouveau attaquée, mais plus efficacement, par le groupe Frédo le 21 novembre.

1er juillet 1941 : en Egypte, Wavell est remplacé par Auchinleck.

2 juillet 1941 : devant l'avancée des troupes allemandes, les prisonniers de Kozielsk sont repliés à Griazoviets.

3 juillet 1941 (jeudi) : après dix jours de silence, Staline intervient à la radio. Il appelle les peuples de l'Union soviétique à une lutte sans merci contre l'envahisseur. Dans les territoires envahis, il entend déclencher la guerre des partisans. Ceci vaut aussi pour la France et les autres pays occupés.

4 juillet 1941 (?) : Odile Arrighi recrute Gilbert Brustlein pour des actions de sabotage.

5 juillet 1941 : au Proche Orient, le général Auchinleck prend ses fonctions comme commandant en chef des forces Britanniques en remplacement du général Wavell qui est envoyé en Extrême-Orient. Churchill présente le déplacement de Wavell comme une prise en compte de son usure physique et morale : il veut dire par là qu'il ne l'a pas trouvé à la hauteur dans la tâche consistant à faire front à la fois en Iraq, en Syrie et en Egypte. D'ailleurs, son nouveau poste en Orient n'est pas plus facile : et c'est lui qui va assumer la responsabilité des graves revers résultant de l'offensive japonaise imminente. En même temps, la circonspection et le pessimisme d'Auchinleck inquiètent Churchill qui les juge excessifs. En particulier, il pense ne pas pouvoir tenir Tobrouk, et demande cinq mois de préparation avant d'entreprendre quoi que ce soit contre Rommel. Churchill fera venir Auchinleck à Londres, mais ne semble pas avoir obtenu tous les accommodements attendus. Une grande offensive est prévue, mais pas avant novembre 1941 : ce sera l'opération Crusader, qui mettra en oeuvre pour la première fois la 8ème Armée. Auchinleck impose Allan Cunningham pour commander l'offensive. Churchill, dans ses mémoires, affirme avoir jugé à l'époque que Rommel étant en position d'hyperextension de ses lignes de ravitaillement, il aurait été logique de l'user en le harcelant continuellement. Le différent de fond semble être que les militaires pensent encore en termes de grandes batailles décisives, alors que Churchill perçoit le caractère décisif de la logistique. Churchill veut user Rommel alors qu'Auchinleck veut le casser, mais à son heure. Dans ses mémoires, Churchill dit avoir estimé sage de se rendre aux arguments des militaires : mais il semble que les tensions entre lui et l'Armée n'aient pas été entièrement réduites. Il est possible que, faisant mauvaise figure après le déplacement de Wavell, Churchill ne se soit pas trouvé en position de s'opposer à Auchinleck, dont on murmure qu'il n'est pas à la hauteur. De fait, il semble que Churchill ait échangé un cheval borgne pour un aveugle. Il finira par limoger Auchinleck à son tour après la prise de Tobrouk par Rommel, dont il le tiendra pour responsable. Churchill présente les délais dans la conclusion de la campagne d'Afrique comme la cause du retard de l'ouverture d'un second front en Europe que réclame Staline. Churchill a fait des promesses dans ce sens. Il affirme avoir envisagé dès la fin de l'année 41, qui vit l'entrée en guerre des Etats-Unis, un débarquement sur le Continent au printemps 1943, supposant l'engagement d'une armée d'un million d'hommes, plus quarante divisions blindées. Nous savons pourtant qu'avec le mémorandum Portal du 3 novembre 1942, il a opté pour le bombardement stratégique à grande échelle qui lui a été présenté comme un moyen d'éviter la guerre terrestre en Europe.

5 juillet 1941 : le commissaire en chef de bataillon N.I. Khotas, chef du camp de Griazoviets, rapporte l'arrivée de 1.420 internés du camp de Kozielsk, dont 181 français. Il souligne d'une part les difficultés matérielles, et d'autre part l'attitude révoltante des Français.

6 juillet 1941 : la presse collaborationniste fait part des résultats récents de la lutte anti-communiste. Trente militants et un important matériel de propagande ont été pris à la suite de l'arrestation d'André Bréchet, secrétaire de la section du Parti du 17ème arrondissement et ancien collaborateur du député Prosper Môquet. Il sera condamné par la Section spéciale et guillotiné après l'attentat du 21 août.

6 juillet 1941 (dimanche) : première manifestation antinazie des *Jeunesses communistes* du onzième arrondissement, avec Gilbert Brustlein et les frères Chlewitsky, sous la responsabilité de Georges Ghertman. Rassemblés initialement devant le cinéma Le Voltaire, ils remontent la rue Oberkampf en criant des slogans communistes et patriotiques. C'est la première action qui réunit Christian Rizo, Tony Bloncourt, Olivier Souef et Gilbert Brustlein. Remarqué au cours de cette action, Gilbert Brustlein est peu après recruté par Odile Arrighi pour la lutte armée. Même si le 22 juin Suzanne Djian assurait encore à Charles d'Andurain qu'il n'y avait aucune consigne allant dans le sens de la lutte armée, c'est très rapidement après le début de l'agression allemande contre l'Union soviétique que le Komintern envoie au Parti communiste clandestin l'ordre de réorienter son action dans le sens d'une agitation anti-allemande, avec organisation de manifestations, de sabotage, et des attentats individuels contre les militaires. Le premier groupe parisien provient essentiellement du 11ème arrondissement, et les premiers remaniements organisationnels sont ressentis sur le terrain dès la manifestation parisienne du 6 juillet, qui coïncide avec un changement de ton des consignes qui parviennent aux plus jeunes des militants de base à travers des responsables comme Odile Arrighi, Robert Gueusquin et Suzanne Djian, eux-mêmes en rapport avec, au plus près de la direction, des cadres comme Danielle Casanova. Odile Arrighi et Robert Gueusquin ont reçu la mission d'assurer le recrutement de volontaires pour des groupes armés parmi les *Jeunesses communistes*. Gilbert Brustlein -pseudonyme 'Benjamin'- est recruté par Odile Arrighi à l'issue de la manifestation du 6 juillet, et le groupe Brustlein, ou *groupe de Ranvier*, prend véritablement forme après la manifestation du 20 juillet, quand Odile Arrighi présente à Brustlein Fernand Zalkinov à l'angle de la rue Mercoeur et du boulevard Voltaire, puis, le lendemain, aux jeunes de la rue Ranvier : Milan, Hanlet et Semahya. Par ailleurs, Brustlein connaît Acher Semahya par sa soeur, avec qui il milite et fait des collages d'affiches, et Georges Ghertman, qui fait d'abord figure de chef, mais qui ne participera pas aux actions en raison d'un handicap physique. Le groupe commence à se réunir aux HBM Ranvier, et il se complète de deux étudiants de la Sorbonne, Rizo d'abord et Bloncourt ensuite, amené par Rizo. Nous avons vu que Brustlein et Rizo s'étaient peut-être fréquentés antérieurement sur le terrain des manifestations, mais il se pourrait aussi que ce soit par l'intermédiaire de Pierre Daix, recruteur désigné par le Parti et ami de François Rizo que Rizo ait été introduit dans le groupe. Par ailleurs les rapports exacts de Pierre Daix avec les jeunes du onzième ne sont pas bien connus. Pierre Daix évoque des conversations qu'il aurait eues aux HBM Ranvier, en particulier sur le point de la lutte armée et de sa légitimité, mais il ne fera pas à proprement parler partie du groupe au moment de leurs actions et ne finira, semble-t-il, par rencontrer Brustlein qu'après l'affaire de Barbès. Dans un autre secteur, mais à la même époque, Pierre Tourette, ami de longue date de Pierre Georges, mais avant de le retrouver sur le terrain parisien, forme un groupe d'abord séparé, le premier groupe Tourette, qui obtiendra des résultats appréciables au début septembre après avoir été mis sous le commandement de Pierre Georges. En effet, après le succès relatif de la manifestation du 14 juillet, d'autres manifestations, plus petites, ont eu lieu dans les semaines suivantes, jusqu'à celle du 13 août, et c'est après l'une des manifestations qui ont lieu entre la mi-juillet et la mi-août qu'André Kirschen est présenté à Pierre Tourette au Square Louis-XVI, près de la gare Saint-Lazare. Tourette est en rapport avec Tondelier, qui est à l'époque un cadre militant de niveau relativement élevé et une vieille connaissance de Pierre Georges, et c'est lui qui recrute Biver, Grinberg, Debrais. Debrais recrute Schönhaar. Par ailleurs, Tourette recrute encore Bernard Laurent, sans que plus de détail soit connu à ce propos. Les deux groupes, Brustlein, et Tourette, forment le noyau initial de l'Organisation spéciale avec le Berre, Gueusquin, Manuel et d'Andurain, ce dernier également venu des étudiants. On compte initialement 36 combattants, mais tous ne seront pas actifs en même temps. A cette époque, Pierre Georges, contacté par Georges Tondelier à la fin juin, vient de recevoir pour première tâche d'unifier des groupes épars déjà constitués en vue de l'action directe, parfois même déjà entrés dans l'action. Sauf exception, il ne recrute pas directement, et il n'est même pas censé donner de sa personne pour les attentats. C'est par la direction qu'il est mis en rapport avec le Berre qu'il connaît bien depuis avant la guerre, à la même époque, en tout cas avant le 10 juillet, et il est probable que c'est ce dernier qui, ayant reçu mission d'étoffer le groupe, lui adjoint alors Marcel Bourdarias. Il rencontrera Charles d'Andurain le 10 juillet, mais ne lui donnera pas de mission effective avant le 14 août. Le début du mois d'août représente un tournant avec l'arrivée sur le terrain d'André Ouzoulias qui est adjoint comme responsable politique de l'Organisation spéciale à Pierre Georges qui en est le responsable militaire. A cette époque, les consignes venues du sommet de la direction clandestine du Parti communiste français, visant désormais à l'organisation d'attentats individuels contre les militaires allemands diffusent vers la base. Cette orientation suscite des débats parmi les jeunes de l'Organisation spéciale. Dans une discussion tenue aux HBM Ranvier, les membres du groupe se pose la question de l'internationalisme prolétarien, et plus prosaïquement, celle des armes. Répondant aux deux préoccupations à la fois, Brustlein finit par faire prévaloir le principe d'attaquer des officiers à l'arme blanche et à la matraque afin de s'emparer de leurs pistolets. C'est également la solution adoptée séparément à la même époque par le Berre et Manuel, mais que le groupe de Brustlein n'aura ni le temps ni l'opportunité de mettre en oeuvre. De son côté, Charles d'Andurain, particulièrement indigné par l'exécution de l'ouvrier André Masseron, ainsi que par les premières mesures antisémites, dérobe le pistolet 6.35 de sa mère Marga, une riche aventurière. Il arpente les rues tous les soirs à la recherche d'un coup à faire contre l'occupant. Le 13 août, alors que Maurice le Berre vient d'effectuer la première action violente contre un militaire allemand en collaboration avec Marcel Bourdarias, ce dernier est présenté à Jacques d'Andurain. C'est le jour même de la manifestation catastrophique où seront arrêté Gautherot et Tyszelman, et une semaine avant Barbès, mais il n'est pas du tout certain que Frédo envisage dès lors une opération de ce genre. Au lieu de cela, il leur commande alors la première action de sa conception, celle de Vitry, qui relève du sabotage et non de l'attentat sanglant. Vitry est donc une opération pilote. Le groupe Brustlein de son côté entrera dans l'action de façon autonome à partir du 12 août, juste avant que Brustlein lui-même rencontre Pierre Georges, le 14 août. Le 14 août peut donc être considéré comme la date effective de l'entrée en guerre du groupe Frédo en tant que tel.

7 juillet 1941 : Churchill adresse un télégramme à Staline, lui proposant la collaboration de l'Empire britannique dans une lutte commune contre Hitler.

7 juillet 1941 : à Paris, Deloncle réunit les partis collaborationnistes en vue de la création d'un corps de volontaires pour lutter contre le bolchévisme. Sont présents, outre Deloncle lui-même, Doriot, Déat, Costantini, Clémenti, Boissel et Paul Chack. La réunion débouchera sur la cérémonie du 27 août où Laval et Doriot seront blessés par Collette. Mais Vichy, qui n'a pas été consulté, boude le projet. Il ne le soutiendra activement qu'après le retour de Laval aux affaires.

8 juillet 1941 (mardi) : Pierre Hervé, responsable des *Etudiants communistes*, s'évade du dépôt du Palais de justice avec une vingtaine d'autres détenus. Il convainc difficilement les prisonniers de sortir en raison de l'interdiction des évasions par le Parti. Les détenus s'échappent après avoir scié les barreaux des fenêtres donnant sur la rue. Jacques d'Andurain, responsable de la liaison entre la direction et les étudiants communistes, se targue d'avoir été l'instigateur de cette méthode. Cette revendication fera polémique après la guerre avec Annie Hervé, épouse de Pierre Hervé qui revendiquera le rôle principal dans l'entreprise. A l'époque, Pierre Georges est mis au courant de l'affaire, qui l'impressionne favorablement. D'Andurain, en dépit de son rang dans l'appareil, prendra part à quelques actions dans la lutte armée sous la direction de Pierre Georges. Les Hervé et d'Andurain, passés en zone sud, feront par la suite partie du réseau '**Libération**' d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie.

9 juillet 1941 : les Allemands achèvent d'encercler les forces soviétiques dans la région de Minsk et font plus de trois-cent-mille prisonniers.

9 juillet 1941 : pour célébrer les victoires à l'Est, Schaumburg organise un défilé de la Wehrmacht de Neuilly à la Concorde.

9 juillet 1941 : en Syrie le gouvernement de Vichy autorise le général Dentz à demander une suspension d'armes. Il étudie les conditions d'un armistice.

9 juillet 1941 : le lieutenant-général Henri Denis, ancien ministre de la Défense nationale belge, expose à Vichy ses conclusions sur la campagne en cours de la Wehrmacht en Russie : *les Allemands avaient tablé sur l'effondrement de toute résistance organisée de la part des Soviétiques en un mois. Or cela ne s'est pas produit. Si cette résistance devait durer deux mois cela serait une catastrophe pour la Wehrmacht.* Le pessimisme du militaire belge rencontre l'opinion du général français la Laurencie, prédécesseur de Brinon à Paris et remplacé en raison de sa conviction déjà exprimée que *«l'Allemagne ne gagnerait pas la guerre et même qu'elle l'avait déjà perdue».*

10 juillet 1941 : signalé par ses hauts faits à l'attention de Suzanne Djian, Jacques d'Andurain est présenté à Pierre Georges. Il le rencontre à l'Arc du Carrousel. Le rendez-vous est mis au point par Suzanne Djian dans la perspective de réorganisation de l'Organisation spéciale en vue de la guérilla. Selon Ouzoulias, d'Andurain aurait déclaré adhérer au parti communiste français 'pour la lutte armée'. Mais en réalité, il n'est pas une nouvelle recrue. C'est Ouzoulias lui-même, évadé d'Allemagne à la fin juillet, qui aurait eu une position marginale par rapport aux premières actions armées. Jacques d'Andurain, Maurice le Berre et Benito Sacristan, alias 'Manuel' sont les premiers combattants mis à la disposition de Pierre Georges dans le cadre d'une Organisation spéciale préexistante, mais orientée à l'été 1941 dans le sabotage et l'exécution de militaires allemands. Selon Pierre Daix, l'impulsion serait venue de Jacques Duclos lui-même, le comité militaire national dont Tillon faisait partie n'ayant été activé qu'à l'automne.

10 juillet 1941 : Churchill adresse un second télégramme à Staline, lui proposant à nouveau la collaboration de l'Empire britannique dans une lutte commune contre Hitler. La réponse de Staline se fera attendre jusqu'au 19 juillet. Puis Staline jugera négativement le ton, sinon le contenu - de la déclaration commune qui résultera de la rencontre entre Churchill et Roosevelt à Placentia Bay le 10 août suivant. La construction de l'alliance de guerre ne va pas sans difficultés.

11 juillet 1941 : création de la **Légion des Volontaires Français**, illustrant la prévision d'Hitler : *« si les choses vont bien pour nous, ils s'embarqueront à minuit moins le quart ».* Mais la montre de Doriot devait avancer....

12 juillet 1941 : le producteur Natan, oncle d'André Kirschen, est condamné à 98 millions d'amende pour escroquerie. La presse collaborationniste dénonce l'indulgence de la justice.

12 juillet 1941 : en Syrie, le général Dentz demande un armistice aux Anglais.

13 juillet 1941 : le maréchal Pétain fait une proclamation à l'occasion du 14 juillet, mais toute manifestation est interdite. En dépit de cela, le Parti communiste appelle à la manifestation. Quelques jeunes communistes du 11^{ème} arrondissement se réunissent à la terrasse du café '**La Vielleuse**', boulevard de Belleville, pour s'y préparer. Il y a là Gilbert Brustlein, Simon Lichtenstein, Acher Semhaya, Maurice et Henri Chlewitsky.

13 juillet 1941 : annonce d'une alliance en bonne et due forme entre le Royaume-Uni et l'Union soviétique. La BBC omet cependant de diffuser l'*Internationale* avec les hymnes nationaux des autres pays alliés.

14 juillet 1941 : l'armistice de Saint-Jean d'Acre met fin à la guerre de Syrie. Les forces de Vichy commandées par le général Dentz, qui ont perdu un millier d'hommes, sont battues. Churchill parle de 6500 tués et blessés pour Vichy et 4600 du côté britannique. Après leur reddition, Dentz et plusieurs de ses officiers seront détenus comme otages jusqu'à ce que soient libérés les prisonniers britanniques que Vichy a transférés en France et menace de livrer aux Allemands. De Gaulle est ulcéré de voir que l'on laisse Vichy rapatrier le gros de ses troupes en France occupée et prédit à Churchill qu'il retrouvera les mêmes en face de lui plus tard. De fait, elles sont pour l'essentiel rapatriées au Maroc et interviendront contre les Américains lors de l'opération Torch en novembre 1942. Une minorité seulement rejoint la France libre. Cette conclusion déçoit profondément les gaullistes, qui peinent en outre à faire reconnaître leur suzeraineté sur la région par rapport aux Anglais. Churchill méprise le dépit de de Gaulle. Triomphant, il écrit à Randolph : *"Syria is no longer in the hands of the Frogs"*, et confie à Colville : *"I am sick to death of de Gaulle"*.

14 juillet 1941 (lundi) : venant de divers horizons, les Français ont reçu pour mot d'ordre de manifester leur patriotisme par tous les moyens possibles, et d'arborer les couleurs nationales. Pierre Daix, Tony Boncourt, Christian Rizo, Olivier Souef organisent un rassemblement avec drapeaux tricolores aux abords de la Sorbonne. André Kirschen et Maroussia Naïtchenko sont place Saint-Michel. Là, la rumeur propage la consigne de prendre part à un regroupement général sur les Grands Boulevards. En début d'après-midi, il y a quelques centaines de manifestants à la hauteur de la station de métro Strasbourg Saint-Denis. Pierre Daix est là, avec Jean Bonzon qui prend la tête du cortège en brandissant un drapeau tricolore. Ce jour-là, la manifestation va d'est en ouest, selon les boulevards Bonne-Nouvelle, Poissonnière, et Montmartre, en direction de Richelieu-Drouot où les attend un barrage allemand, tandis que la police française quadrille les rues adjacentes. Un premier barrage, au niveau du cinéma Le Rex, est bousculé par les manifestants, qui sont arrêtés au niveau de la rue Montmartre. Les bagarres entre policiers et manifestants durent plusieurs heures et des arrestations ont lieu. Parmi celles-ci, celle d'André Masseron, qui sera fusillé le 24 juillet 1941. Mais la manifestation est considérée comme un succès. Brustlein, Rizo, Bloncourt, Souef et Daix se confirment comme des candidats pour les groupes de combat. D'autres manifestations, plus petites, ont lieu dans les semaines suivantes, jusqu'à celle du 13 août. C'est après l'une d'entre elles qu'André Kirschen est présenté à Pierre Tourette au Square Louis-XVI, près de la gare Saint-Lazare.

15 juillet 1941 : la presse collaborationniste annonce faussement que Staline s'apprête à quitter Moscou. Elle passe sous silence les manifestations de patriotisme qui ont eu lieu en particulier à Paris.

15 juillet 1941 : un paquet de propagande communiste est trouvé dans le métro, contenant des tracts hostiles aux Allemands.

16 Juillet 1941 : les Allemands et les Finlandais approchent de Léninegrad. Les Soviétiques reculent mais en infligeant des pertes significatives à leurs agresseurs. Constatant que les raids de bombardement britanniques ont pour contre-coup un déficit de la couverture de la Luftwaffe à l'est, Churchill cherche à les intensifier. Il se heurte aux objections des chefs d'Etat-majors.

16 Juillet 1941 : le général Doyen présente un rapport alertant sur l'imprudence, au vu de la résistance soviétique, de considérer la guerre comme gagnée par l'Allemagne. Il conseille de ménager la possibilité d'une alliance renouvelée avec les anglo-américains. *« Les dirigeants du IIIème Reich n'avaient pas prévu une résistance aussi farouche du soldat russe. [...] A mesure que le temps passe [...] la carte allemande apparaît comme moins sûre. [...] Nous ne devons pas perdre de vue que l'Amérique reste le grand arbitre d'aujourd'hui et de demain et qu'il est pour nous d'un intérêt vital de ne pas nous aliéner ses sympathies. Déjà les Etats-Unis sont sortis seuls vainqueurs de la guerre de 1918 : ils en sortiront plus encore du conflit actuel. [...] Le monde devra, dans les prochaines décades, se soumettre à la volonté des Etats-Unis. »* De telles pensées, qui se répandent peu à peu, jettent un trouble dans la Collaboration, reconfigurent les alliances, influent sur les décisions. L'attentisme voit son cours monter, l'option gaulliste devient moins idéaliste. L'antisémitisme lui-même doit payer pour être activement pratiqué. De plus en plus, seule la persécution anti-communiste, pour ceux que cela motive, semble une voie dénuée de danger et d'inconvénients. On n'est pourtant qu'à la troisième semaine de guerre à l'Est, et dix-huit mois avant la conclusion de la bataille de Stalingrad.

17 juillet 1941 : Georges Grünenberger quitte la centrale de Poissy après un an d'emprisonnement. Craignant la mise en détention administrative, il se réfugie avec Maroussia Naïtchenko à la Ferté-Bernard, chez son ancienne nourrice.

17 juillet 1941 : en préalable au remaniement prochain du gouvernement de Vichy renforçant la position de l'amiral Darlan, Pierre Pucheu passe à l'*Intérieur*. Il travaille immédiatement à la création des **Sections spéciales des cours d'appel** destinées à la répression des menées communistes, et au renforcement des décrets anticommunistes républicains de septembre 1939 et juin 1940. Ce sera la **loi du 14 août 1941**.

17 juillet 1941 : peut-être stimulé par le récent rapport du général Doyen, et par la perspective du débarquement américain annoncé, Weygand prend le contre-pied de la politique de Darlan et opte pour l'allégeance américaine. Il écrit à Robert Murphy : *« Le gouvernement de Vichy n'agit que sous contrôle allemand et le Maréchal n'a pas les qualités voulues pour gouverner la France. C'est pourquoi le moment venu je me sentirai fondé en droit moi-même la responsabilité des affaires de la France à la place du Maréchal »*. Oubliant peut-être que son bilan de mai-juin 1940 et depuis a définitivement obéré sa capacité de se présenter devant les Français en sauveur, Weygand se prend pour de Gaulle.

18 juillet 1941 : le déclenchement de la guerre à l'Est suscite, de la part de certains milieux collaborationnistes relevant du fascisme français, la création de la **Légion des Volontaires Français contre le Bolchévisme (LVF)**. Doriot, Déat, Costantini, Bucart, Deloncle, appellent les Français à prendre part à la guerre contre l'Union soviétique. La solde est fixée à 24 francs par jour. Les volontaires devront prêter serment à Hitler. Mais les effectifs de la LVF ne dépasseront jamais les deux-mille hommes. Les mauvais esprits ironisent sur Déat *'qui ne voulait pas mourir pour Dantzig, mais recommande de mourir pour Hitler'*, et sur le **Rassemblement National Populaire (RNP)**, dont le bureau directeur s'engage en bloc, mais dont les membres s'abstiendront en règle générale de quitter les bords de la Seine. Seul Doriot ira en personne combattre à l'Est, suscitant l'ironie allemande.

18 juillet 1941 : les Japonais occupent les bases aériennes tenues par Vichy en Indochine.

18 juillet 1941 : les Américains occupent l'Islande. Les Islandais décident que les femmes qui coucheront avec des Américains seront tondues.

18 juillet 1941 : le groupe de Roger Linet réussit le premier sabotage ferroviaire à Epinay-sur-Seine.

19 juillet 1941 : dans l'intention de contrer la propagande britannique, les Allemands lancent la campagne des 'V'.

20 juillet 1941 (dimanche) : manifestation des jeunes communistes du onzième arrondissement entre le boulevard Richard Lenoir et la rue des Pyrénées. Gilbert Brustlein en fait partie alors qu'il a déjà été approché pour participer à la lutte armée.

20 juillet 1941 : à Chartwell Winston Churchill reçoit Ivan Maïski, porteur d'un message dans lequel Staline justifie rétrospectivement son avancée en Pologne de septembre 1939. Discutant avec lui des grandes lignes de la stratégie commune contre l'hitlérisme, il déçoit les espoirs soulevés par les déclarations de Beaverbrook en rejetant d'emblée la création à échéance rapprochée d'un second front. Il réitère en revanche son intention d'écraser l'Allemagne sous les bombes et de briser le moral de sa population et explique qu'un soutien matériel est surtout à attendre des Etats-Unis. C'est justement à cette occasion que Maïski rencontre pour la première fois Harry Hopkins, qui se rendra à Moscou avant la fin du mois. Winston Churchill fera par la suite son affaire personnelle des tractations avec Staline, écartant du dossier Eden, dont il craint une complaisance excessive envers les demandes soviétiques.

22 juillet 1941 : l'*Humanité* publie pour la première fois un appel à l'union de toutes les forces résistantes depuis les gaullistes jusqu'aux communistes.

22 juillet 1941 : Ernst Jünger est nommé par Hans Speidel à l'état-major du service de renseignement militaire des forces d'occupation en France.

24 juillet 1941 : les évêques de France déclarent leur loyalisme au chef de l'État, qualifié de *chrétien* et de *providentiel*. Ils affirment leur approbation du programme dessiné par la devise '**Travail, Famille, Patrie**'. Ils écrivent : « *L'épiscopat français reconnaît le gouvernement établi comme le légitime gouvernement et apprécie les efforts accomplis par lui pour le bien du pays et la religion catholique . Nous entendons l'aider dans son travail, le défendre contre toute attaque injustifiée, prendre notre part des difficultés courantes* ». Ils réclament en contrepartie le respect de la personne humaine et l'abstention de toute injustice et de tout excès envers qui que ce soit : mais ils ne tireront aucune conséquence du peu de succès remporté par leur vœu. L'épiscopat approuvera continûment la collaboration, prescrira l'obéissance aux réquisitions pour le STO, et condamnera la résistance gaulliste aussi bien que communiste.

24 juillet 1941 : l'ouvrier parisien André Masseron est fusillé pour avoir manifesté son patriotisme et chanté la Marseillaise le 14 juillet précédent en réponse aux consignes du Parti communiste.

24 juillet 1941 : à Londres, le dégoût semble définitif envers le régime de Vichy. Churchill déclare qu'un des traits les plus déplorable de l'époque est la rareté des Charlotte Corday. C'est un mois avant l'attentat de Paul Collette contre Laval et Déat et le début des attentats communistes en France. Mais on est également au bord de la rupture avec de Gaulle, qui se trouve au Caire et s'y comporte de la façon '*la plus désagréable*' (*'behaves abominably'*). Il est connu par ailleurs que la rareté du pétrole pourrait être à la fois la motivation de l'attaque de l'URSS et la cause de l'échec. Les Britanniques donnent deux mois de capacité offensive aux Allemands.

24 juillet 1941 : un premier groupe des 14 évadés français de Russie, réunis autour de Daniel Georges et Roger Gohin, sont envoyés à l'école spéciale du Parti de *Planernaia Stanzia*, près de Moscou.

24 juillet 1941 : Roosevelt demande au gouvernement japonais de quitter l'Indochine française. Il gèle les avoirs japonais aux Etats-Unis et déclare l'embargo commercial. Les Néerlandais suivent, privant d'un coup les Japonais de leur approvisionnement en pétrole indonésien. Cet embargo déterminera les Japonais à la guerre préventive contre les Etats-Unis. La guerre nippo-américaine est en pratique commencée, et, comme la guerre soviéto-allemande, elle commence par une poussée à travers les petits pays non-alignés en direction des champs de pétrole nécessaires aux puissances de l'Axe : roumains en Europe, indonésiens en Asie.

26 juillet 1941 : à Paris, nouvelle manifestation du Parti communiste rue du faubourg du Temple.

26 juillet 1941 : Albert Ouzoulias s'évade du Stalag 17 B à Krems. Il traverse l'Allemagne accroché sous un wagon. Il sera à Paris la semaine suivante, sera contacté par Danielle Casanova, et prendra bientôt sa place dans le Parti clandestin comme commissaire politique des premiers groupes de lutte armée. C'est sans doute à l'occasion de la session de formation du bois de Lardy, les 6-7 septembre 1941, qu'il aura son premier contact avec les membres déjà actifs de l'Organisation spéciale parisienne. Au niveau de la Direction, il cherche à faire prévaloir la nouvelle dénomination de *Bataillons de la Jeunesse*, peut-être pour les distinguer des adultes de l'*Organisation spéciale-Main d'oeuvre Immigrée* (futurs FTP-MOI). C'est sous ce nom qu'il les désignera par la suite dans ses témoignages écrits d'après-guerre. Toutefois, Maroussia Naïtchenko témoigne que cette dernière dénomination ne fut pas employée par les acteurs sur le terrain, qui se considèrent toujours comme des combattants de l'*Organisation spéciale*.

26 juillet 1941 (?) : Christian Rizo, qui a fait connaissance de Tony Bloncourt à la Sorbonne, le conduit chez lui au 100 rue d'Angoulême, où il lui présente Gilbert Brustlein. Ils se sont déjà aperçus dans les manifestations du onzième à partir du début juillet.

27 juillet 1941 : une directive du maréchal Keitel, chef de la Wehrmacht, donne à Himmler la responsabilité du maintien de l'ordre sur les arrières des troupes allemandes. Les procédures à utiliser à l'encontre d'une résistance éventuelle relèvent de la terreur théorisée dès 1938 pour l'occupation de la Tchécoslovaquie. Est également prévue une politique systématique d'extermination conçue par Heydrich. Celle-ci est confiée à des '*Einsatzgruppen*' spécifiques.

27 juillet 1941 (dimanche) : les jeunes communistes du XVIIIème arrondissement manifestent au métro Château-Rouge contre la répression allemande, dont ils rendent Vichy responsable. André Masseron a été fusillé trois jours plus tôt. Ils crient "*à bas la peine de mort*".

27 juillet 1941 (dimanche) (?) : le groupe Brustlein se réunit aux HBM Ranvier en présence de Georges Ghertman. Il est question d'action directe contre l'occupant.

28 juillet 1941 : les Japonais occupent militairement l'Indochine française. Ce développement ne suscite pas de réaction notable du gouvernement de Vichy.

30 juillet 1941 : les Britanniques ayant fait pression sur Sikorski, les Polonais libres signent un traité russo-polonais abrogeant les dispositions du pacte germano-soviétique relatives à la Pologne. Mais la question des frontières polonaises reste en suspens. De nombreux combattants polonais sont en colère.

Août 1941 : au milieu de l'été 1941, les pertes de tonnage britanniques ont été réduites des quatre cinquièmes.

Août 1941 : les Desnos, Youki et Robert, invitent les Galtier-Boissière au restaurant. L'addition se monte à 650 francs au prix du marché noir. Un poulet vaut 200 francs, un œuf 10 francs.

2 août 1941 (samedi) : Albert Ouzoulias est de retour à Paris et prend contact avec Danielle Casanova. Il la rencontre à la *Closerie des Lilas*. Elle lui annonce qu'il a été choisi pour prendre la direction de la lutte armée. Dans les jours qui suivent, elle le présente à Arthur Dallidet et Eugène Hénaff au café *Le François Coppée*, près du métro Duroc. Il est dispensé de faire une *biographie* et nommé à la tête de la branche parisienne de l'organisation militaire des Jeunesses communistes. Il reçoit le titre de commissaire politique. Pierre Georges sera son adjoint avec le titre de commissaire militaire. La première rencontre entre Ouzoulias alias Marc et Georges alias Frédo a lieu ce même jour au métro Duroc. Ils ont leur premier échange de vues à la terrasse du François Coppée. Ils se font mutuellement le récit des événements dont ils ont été témoins, Ouzoulias sur le front et en captivité, Georges en détention, puis pendant la débâcle et en zone sud. Ouzoulias prend une planque rue de Civry. Selon Pierre Daix, la première intervention des Jeunesses communistes en tant que telles dans la lutte antifasciste est son appel à la manifestation du 13 août suivant.

2 août 1941 : avec l'évolution décevante des opérations à l'Est dont les nouvelles commencent à filtrer dans les milieux informés, le *Comité des Forges* entre dans un état de panique. Il redoute une victoire anglaise amenant de Gaulle au pouvoir. La popularité croissante de de Gaulle, vu par le patronat comme un nouveau Kérenski avant même son alliance formelle avec le Parti communiste, est perçue comme une menace à l'égal de la menace communiste : « *De Gaulle porté par le peuple, c'est la révolution et indubitablement notre mort* », écrit un correspondant anonyme. La solution préconisée consiste à remplacer de Gaulle par Weygand dans le cœur du peuple, et de mettre la vieille baderne au gouvernement à la place de Darlan. La fièvre du Comité passera à un stade encore supérieur dans les années suivantes avec les victoires soviétiques et la perte du protecteur allemand, mais contrairement à l'évolution suivie par de nombreux collaborateurs de la première heure, de Gaulle restera pour le Comité une solution inacceptable jusqu'à la fin, jusqu'à lui faire envisager une solution dictatoriale sous sa propre direction encore après le débarquement anglo-américain et la défaite allemande, et il essaiera à cette fin de recruter à son propre service les mouvements de résistance situés le plus à droite.

3 août 1941 : le bilan est désormais connu de la première entrevue entre Hopkins et Staline. Les Etats-Unis accordent un premier prêt de 500 millions de dollars à l'Union soviétique et entament des livraisons d'armes avant même la mise en forme d'un accord. L'effort britannique déçoit en revanche les Soviétiques.

3 août 1941 : à Griazoviets, le capitaine Billotte est désigné pour aller à Moscou négocier les conditions de transfert à Londres des évadés français et belges qui ne souhaitent pas demeurer en Union soviétique (liste A).

3 août 1941 : l'*Humanité* appelle à '*tout faire pour rendre le pays intenable à l'envahisseur*'. Elle reprend le projet de *Front national pour l'indépendance de la France* qui met le parti communiste sur une trajectoire de convergence avec le *Conseil de défense de l'Empire* fondé le 27 octobre 1940 par de Gaulle dans son discours de Brazzaville, mais qui est aussi une situation de rivalité. De Gaulle va rapidement obtenir la reconnaissance de l'Union soviétique, tout en repoussant la suggestion de recevoir Maurice Thorez à Londres, en dépit des amabilités communistes.

5 août 1941 : les Allemands atteignent Smolensk et font trois cent mille prisonniers soviétiques.

5 août 1941 : en dépit des succès proclamés, les difficultés de l'armée allemande en Russie sont perçues par l'opinion mondiale, qui considère comme déjà significatif que la résistance soviétique ne se soit pas immédiatement effondrée et qui perçoit la signification de ce fait pour les perspectives de la guerre menée par l'Angleterre. Dans son journal, en dépit de l'éloignement et de la déformation avec laquelle les événements d'Europe sont perçus, Julien Green note : « *Après quarante-deux ou quarante-trois jours de guerre, la Russie continue à tenir tête à l'Allemagne. Le monde entier (l'Allemagne comprise) en est dans la stupeur tant on nous a répété (l'Allemagne surtout) qu'Hitler était invincible. Nous avons si bien appris notre leçon. Et voilà que de grands espoirs se lèvent. Depuis quelques jours on ne dit plus : 'Si l'Angleterre peut tenir encore', mais bien : 'quand l'Allemagne sera battue'* ».

5 août 1941 : lancement du journal clandestin '*Défense de la France*'. Le journal bénéficie d'une large diffusion en zone occupée, en particulier en milieu étudiant. Il est au début sur une ligne associant une volonté de résistance patriotique à l'affirmation du soutien au maréchal Pétain.

9 août 1941 (samedi) : Raymond Guyot prend la parole devant les évadés français de Griazoviets. Il frappe l'imagination de ses auditeurs avec la formule "*Vichy fusille*". Cela renvoie aux tout-débuts de la répression contre le mouvement patriotique, à une époque où la population française n'est pas encore marquée par la lourde atmosphère de massacre qui prévaudra trois mois plus tard, car les Allemands ne se sont pas encore lancés dans des fusillades systématiques d'otages, de terroristes et de détenteurs d'armes à feu, et encore moins dans leur publicité par voie de presse et par affiches. Sans doute Raymond Guyot pense-t-il à André Masseron, fusillé le 24 juillet 1941. Le 27, les jeunes communistes du XVIIIème arrondissement avaient manifesté aux cris de "*à bas la peine de mort*" au métro Château-Rouge. Ils rendaient Vichy responsable de la répression allemande. La formule de Guyot reprend donc fidèlement le thème de propagande élaboré à Paris : et cela montre la précision et la rapidité de son information. Il ne s'agit pas d'information obtenue sur le tas, puisqu'il se trouve lui-même en Union soviétique depuis mars 1940.

9 août 1941 : manifestation de quarante femmes devant la prison de la Roquette.

10 août 1941 : début de la grande offensive contre Leningrad.

10 août 1941 : Deloncle et Bucard - que Galtier-Boissière traite de '*tante franciste*' - sont reçus par Pétain.

10 août 1941 : après avoir traversé l'Atlantique, Churchill rencontre Roosevelt à bord du *Prince of Wales* à Placentia Bay, Terre Neuve. Harry Hopkins, de retour de Moscou, est également présent. De la rencontre résulte la *Charte de l'Atlantique*, dans laquelle, tout en n'entrant pas en guerre contre l'Allemagne, Roosevelt affirme sa résolution d'en finir avec la 'tyrannie nazie', ce qui le place en nette rupture avec la fraction de l'opinion américaine que représentent des héros nationaux tels que Lindbergh et Henri Ford - qui sera malgré tout autorisé à faire fonctionner normalement ses usines allemandes pour équiper la Wehrmacht, ainsi que son concurrent *General Motors*. Il est logique de penser que les deux princes démocrates ont d'ores et placé leurs discussions stratégiques dans le cadre de l'alliance qui sera déclarée quatre mois plus tard : Etats-Unis, Angleterre et Union soviétique contre Allemagne et Japon. Cependant, le ton de la déclaration commune déplaira à Moscou. Ivan Maïski dira à Eden : « *Si le gouvernement britannique veut réellement améliorer les relations, voici un bon conseil : ne faites pas de déclarations grandioses au milieu de l'océan Atlantique. Pas à cause de leur contenu -il est très bien - mais de la manière dont elles sont faites : cela a créé l'impression que la Grande-Bretagne et les USA se prennent pour les seigneurs et maîtres, et jugent de haut l'immoralité du reste du monde. On ne peut bâtir une amitié sur de telles bases.* » L'Union soviétique reconnaît cependant la Charte.

11 août 1941 : depuis Moscou, Thorez, Dimitrov et Marty intiment à Jacques Duclos l'ordre de constituer des groupes armés pour s'en prendre aux Allemands sur le territoire français. L'attentat de Barbès répond directement à cette demande, mais les premières mesures de recrutement des groupes de choc du Parti sont antérieures. A cette époque, Staline pense pouvoir tenir à la fois Moscou, Kiev et Leningrad.

11 août 1941 : aggravation de la loi du 13 août 1940 contre les francs-maçons.

12 août 1941 (mardi) : première action du groupe Brustlein : tentative d'incendie sur deux camions allemands, de nuit, près de la Porte de Vincennes dans le 13ème arrondissement.

12 août 1941 : Pétain lance un message : "*Je sens souffler depuis quelques semaines un vent mauvais....*". Cette prise de parole du Maréchal accompagne l'annonce du remaniement ministériel auquel il a travaillé les semaines précédentes et qui aboutit alors en donnant lieu à une annonce publique. Pucheu et Darlan sont les principaux personnages mis en avant par l'événement. Pétain fait venir Darlan à la Défense nationale et Pucheu est confirmé à l'Intérieur qu'il a pris en main depuis le 17 juillet. Car il s'agit d'une reprise en main consistant à activer la lutte anticommuniste. Darlan, qui reste vice-président du Conseil, est nommé ministre de la Défense nationale, avec l'assistance de Huntziger, Bergeret et Platon. Pucheu devient ministre de l'Intérieur avec la haute main sur le secrétariat à l'éducation nationale. Pour avoir fait dresser des listes de '*communistes particulièrement dangereux*' et les avoir transmises aux Allemands, il portera la responsabilité d'avoir collaboré aux premières fusillades d'otages, même si la recension des victimes prouve que les Allemands ne s'en tinrent pas aux listes dressées par les Français. La venue de Pierre Pucheu au ministère de l'Intérieur est une satisfaction pour les Allemands qu'il a séduit par le brio avec lequel il a remis l'appareil productif français en marche et à leur service après l'armistice en tant que ministre de la *Production industrielle*. Son programme est de lutte à outrance contre le parti communiste dans l'intérêt du '*nouvel ordre européen*'. Otto Abetz écrit : « *En raison de son activité politique antérieure et de ses expériences professionnelles dans l'industrie française, Pucheu apporte dans sa fonction de ministre de l'Intérieur une bonne connaissance des questions du travail, ce qui désormais pourrait être très utile, vu les consignes de sabotage données par Moscou contre la production française travaillant pour l'Allemagne. [...] Etant donné qu'il s'agit d'une personnalité qui peut disposer d'un contact avec les masses et qui déploie une grande énergie, on attend de lui un combat d'envergure pour déjouer les entreprises communistes en France.* » Ce texte capital dit ce qui restait du pacte germano-soviétique d'août 1939 deux ans plus tard, et donne le bilan des contacts qui ont eu lieu à l'été de 1940 entre la direction parisienne du parti communiste et les autorités d'occupation. Il se révélera prophétique en octobre 1941 lorsque Pucheu guidera l'occupant dans sa désignation des otages à fusiller après les attentats de Nantes, Bordeaux et Rouen. Il aide à mieux fixer la chronologie de la collaboration vichysto-allemande dans la lutte contre le bolchévisme, et l'amplitude de la parenthèse collaborationniste ou quasi-collaborationniste du Parti communiste français.

13 août 1941 : deuxième action du groupe Brustlein. Roger Hanlet, Tony Bloncourt et Christian Rizo volent des outils servant à l'entretien des voies ferrées à Orry-la-ville. Ils ont en vue la tentative de déraillement de Nogent-sur-Marne qui échouera le 21 août, juste avant Barbès. Bloncourt reçoit le dépôt d'une encombrante clé à tire-fonds et étonne Daix par la virtuosité avec laquelle il la fait circuler dans la Sorbonne sans se faire remarquer. Mais Hanlet se vante de ses exploits, qu'il grossit au passage, ce qui conduira à une première crise entre lui et Brustlein, puis à l'énerverment de Pierre Georges contre l'ensemble du groupe.

13 août 1941 : Maurice le Berre, alias 'Noël' aurait effectué la première exécution d'un soldat allemand avec Marcel Bourdarias. Mais l'opération, menée de nuit et sans témoins, est passée sous silence par les autorités d'occupation et n'a aucun retentissement. Il n'existe aucun document ni aucun témoignage direct relatif à cette opération supposée.

13 août 1941 : Marcel Bourdarias est présenté à Jacques d'Andurain. Un objectif leur est assigné pour le lendemain : incendier la manufacture des isolants du boulevard Lamouroux, à Vitry, qui fournit des composants pour la marine de guerre allemande. Le coup a probablement été planifié par Pierre Georges.

13 août 1941 (mercredi) : les cadres des Jeunesses communistes, Danielle Casanova, Camille Baynac, Pierre Georges, Albert Ouzoulias, André Leroy, Lucien Dorland, décident une nouvelle manifestation contre l'Occupant à Paris. Comme lieu, ils retiennent d'abord la gare Saint-Lazare, fortement critiquée comme manquant de dégagements possibles. Sur place, les manifestants sont redirigés sur Strasbourg-Saint-Denis, ce qui est une réédition de la tactique du 14 juillet, mais avec le projet de parcourir les boulevards d'Ouest en Est, jusqu'à la République. Pierre Daix fait partie des organisateurs étudiants et il ignore qu'au même moment des actions de guérilla urbaine sont lancées, comme celle qui aura lieu le lendemain à Vitry. La police et les Allemands sont sur leurs gardes et ils ont préparé un dispositif dans la ferme intention de faire des morts et des arrestations pour écraser la contestation. D'emblée, les choses se présentent mal. Daix et ses amis font débiter la manifestation après le carrefour du Boulevard de Sébastopol pour éviter d'être interceptés par des forces de répression qui en proviendraient. Ils se regroupent donc sur le Boulevard Saint-Martin à quelques dizaines de jeunes du 11ème arrondissement. Olivier Souef et Pierre Daix prennent la tête du cortège avec

un drapeau tricolore. On crie « à bas les Boches ». Mais la police, puis les Allemands, interviennent après seulement quelques dizaines de mètres. Poursuivi par un Allemand, Pierre Daix est sauvé par Gautherot, du groupe de protection, qui est lui-même blessé et arrêté. Il réussit à s'échapper et trouve refuge, grâce à son ami Christian Rizo, dans une famille juive de la rue d'Angoulême. Samuel Tyszelman et Georges Ghertman sont poursuivis après avoir prêté main-forte à d'autres manifestants devant le Théâtre de la Porte Saint-Martin. Tyszelman est arrêté dans un immeuble où il avait trouvé refuge au coin de la rue Taylor et de la rue du Château d'eau. Ces événements restent largement ignorés du public. Dans le silence de la presse, la rumeur filtre seulement d' *'échauffourées entre patriotes et Allemands au carrefour Strasbourg-Saint-Denis'*. C'est ainsi que Galtier-Boissière en rend compte dans son journal. Virent ensuite les annonces des représailles allemandes, mais qui ne faisaient pas la publicité des actions qui les avaient motivées.

14 août 1941 : la **loi du 14 août 1941** prévoit la peine de mort pour activité communiste ou anarchiste, sans possibilité d'appel et avec rétroactivité. Elle sera presque immédiatement appliquée après l'attentat inaugural de Barbès la semaine suivante.

14 août 1941 : le Berre, d'Andurain et Bourdarias incendient la Manufacture nationale des isolants, à Vitry. Poursuivi par les ouvriers, Jacques d'Andurain tire, pour se dégager, le premier coup de feu de la lutte armée avec le revolver de sa mère. Il blesse un ouvrier français, Marcel Longette. Cette action, la troisième à attirer l'attention des autorités répressives, est aussi la première sur laquelle intervient la nouvellement créée Brigade antiterroriste de la Police judiciaire dirigée par Veber et Savary. C'est cette formation qui conduira l'enquête sur le groupe de Ranvier et identifiera rapidement Brustlein comme étant le tireur de Nantes. Elle sera par la suite transférée aux Renseignements généraux et deviendra la BS2, Brigade antiterroriste, instrument principal de la lutte contre la résistance communiste à partir de 1942.

14 août 1941 (?) : selon Brustlein, Christian Rizo annonce à Gilbert Brustlein que Pierre Daix, alias Piotr, ne participera plus aux actions de son groupe. La raison en est qu'il est passé au recrutement, mais Gilbert Brustlein, qui n'est pas informé des motifs de cette reconfiguration, croit à une défection. Pierre Daix, lui, dit n'avoir été présenté à Brustlein par Rizo qu'après Barbès. Il n'aurait donc été partie prenante d'aucun des débats à Ranvier préalablement au passage à l'action violente.

14 août 1941 : Brustlein rencontre Pierre Georges pour la première fois. Le rendez-vous est fixé pour le jour-même par Georges Ghertman. Il a lieu au métro Philippe -Auguste. Brustlein et Georges conversent en arpentant le Boulevard Kellerman.

15 août 1941 : en visite à Minsk, Himmler ordonne la mise au point de méthodes alternatives aux fusillades pour les mises à mort massives de Juifs sur le front oriental. Ceci donnera lieu à de nouvelles expériences de mise à mort par les gaz après celles concernant les malades mentaux.

15 août 1941 : Gautherot et Tyszelman sont condamnés à mort.

16 août 1942 : Pierre Georges rencontre le Berre, d'Andurain et Bourdarias pour compte-rendu de l'opération de Vitry.

16 août 1941 : l'amiral Bard estimant que les groupes armés communistes n'étaient pas militairement puissants, et désirant les criminaliser, décida d'abord de confier leur répression à la Police judiciaire. Celle-ci se dota d'une structure vouée à la répression anticomuniste, une brigade spéciale qu'il plaça sous les ordres du commissaire Veber, assisté de l'inspecteur-principal-adjoint Savary pour les affaires de sabotage. Après les nominations de mai, le dispositif entra en concurrence avec les sections politiques de la police municipale confiée à Hennequin, et aussi avec la BR1 anticomuniste des Renseignements généraux, à la tête de laquelle il plaça les commissaires Rottée et David, avec pour programme de « *briser l'activité communiste pendant que nous bénéficions de l'aide allemande* ». Après le cafouillage autour du démantèlement du labo de l'avenue Debidour à la fin de l'année, la répression du terrorisme sera retirée à la Police judiciaire, et l'on créera une BR2 antiterroriste aux Renseignements généraux.

18 août 1941 (?) : en dépit des réticences initiales, Brustlein entraîne son groupe dans une première tentative d'attentat individuel à la Gare de Lyon. Il doit renoncer devant les flottements de ses camarades.

18 août 1941 : c'est Goebbels qui relance l'idée d'imposer un signe distinctif aux Juifs, et en particulier aux Juifs berlinois, qu'il s'agit aussi de déporter en profitant de l'espace conquis à l'Est. Le but est de rendre Berlin *Judenfrei* dans un délai que l'on veut encore croire proche, à savoir après la victoire à l'Est. Hitler rappelle alors son discours au Reichstag du 30 janvier 1939, proclamant que "*si la juiverie financière internationale plongeait le monde dans la guerre, le résultat ne serait pas le bolchévisme, mais l'annihilation de la race juive en Europe.*" "*A l'Est les Juifs vont payer l'addition*", poursuivit-il. Cependant, Hitler retint un temps sa décision dont il envisagea un temps d'utiliser la menace contre une décision d'entrée en guerre de la part des Etats-Unis. Mais les développements défavorables des opérations militaires le convainquirent ensuite de ne pas attendre la victoire pour entamer les déportations, qu'il présenta au public comme une vengeance en réponse aux bombardements britanniques. Le peuple allemand tout entier entra dans la paranoïa de son tyran. En pratique, les déportations commencèrent le 15 octobre, et impliquèrent dès l'origine des massacres collectifs. Dans le même temps en France, il entra dans les habitudes de rafler des Juifs en représailles contre les débuts de la lutte armée communiste.

19 août 1941 : Jacques Duclos répond au télégramme du 11 août 1941 lui demandant d'organiser des groupes armés. Il annonce avoir obtenu ses premiers résultats dans ce sens.

19 août 1941 (?) : Pierre Daix reçoit l'annonce anticipée d'un attentat spectaculaire à Paris. Il dira l'avoir reçue directement de la bouche de Brustlein, la tenant lui-même de Pierre Georges. Mais il dira aussi n'avoir vraiment fait la connaissance de Brustlein qu'après le 21 août. Sa prescience pourrait donc lui être venue de façon indirecte. Il n'a pas de connaissance de première main des tenants et aboutissants de cette affaire. Ainsi, il croira longtemps que Pierre Georges aurait reçu directement ses ordres de Jacques Duclos. Plus vraisemblablement, la décision d'intervenir personnellement aurait pu être la réaction de Pierre Georges au compte-rendu fait par Brustlein de l'échec de la Gare de Lyon.

19 août 1941 (mardi) : à Paris, les autorités d'occupation allemandes diffusent une affiche annonçant l'exécution de Szymon Tyszelman et Henri Gautherot, arrêtés lors de la manifestation du 13 et condamnés à mort, Gautherot pour violence envers un soldat allemand, et Tyszelman à titre d'exemple et parce qu'il est Juif. Ils auraient été fusillés la nuit précédente, mais peut-être aussi dès le 16 ou le 17, attachés à un arbre à la Vallée aux Loups, dans les Bois de Verrière. Trois autres manifestants seront également fusillés le 24 août.

19 août 1941: à Paris, la préfecture de police offre une récompense d'un million de francs à toute personne qui permettra d'arrêter les auteurs d'un sabotage ferroviaire non spécifié. L'origine communiste de ces actions est présumée.

19 août 1941 : le groupe Brustlein au complet lacère les affiches allemandes sur la place du marché de Ménilmontant, au métro Martin-Nadaud.

20 août 1941 (mercredi) : en réponse à l'agitation qu'ils qualifient de '*judéo-bolchévique*', les Allemands aidés de la police française organisent une grande rafle de 4000 juifs dans le 11ème arrondissement. Il s'agit plus précisément d'une réponse à la manifestation du 13, mais en relation directe avec la teneur des conversations du 18 août entre Hitler et Goebbels. Une plaque apposée sur les murs du gymnase Japy, où les victimes furent rassemblées, commémore l'événement.

Fin août 1941 : ouverture du camp de Drancy, destiné à accueillir les victimes des rafles antisémites et les autres prisonniers destinés à la déportation. Environ 100 000 Français seront internés à Drancy et 80 000 déportés. 2500 survivront.

20 août 1941 : sabotage ferroviaire. Auteurs inconnus.

20 août 1941 (mercredi) (?) : Pierre Georges présente Jacques d'Andurain à Gilbert Brustlein. Il réitère et précise sa décision de perpétrer lui-même un attentat exemplaire contre l'occupant. '*Demain, à 8 heures à Barbès, j'en descends un. Vous verrez : c'est facile.*' A cette fin, il emprunte le 6.35 de Jacques d'Andurain, qui a fait la preuve de son bon fonctionnement à Vitry la semaine précédente.

20 août 1941 : Pierre Georges réunit Brustlein, Gueusquin et Zalkinov. Il leur confie une mission de sabotage ferroviaire pour le soir même au Perreux, et leur donne rendez-vous le lendemain matin à 8 heures à Barbès. Brustlein devra venir armé.

20 août 1941 : à Paris, la presse collaborationniste fait part de combats entre Anglais et Italiens à Tobrouk. Investie depuis avril, la forteresse ne tombera aux mains de Rommel que le 21 juin 1942.

21 août 1941 : la presse collaborationniste, qui n'avait soufflé mot de la manifestation du 13 août, fait état de la condamnation à mort et de l'exécution de Gautherot et Tyszelman. Elle annonce également la rafle effectuée dans le 11ème arrondissement.

21 août 1941 : tentative de sabotage ferroviaire du groupe Brustlein au Perreux-sur-Marne. Zalkinov suit Brustlein à son rendez-vous de Barbès avec les outils de cheminot.

21 août 1941 : envoyé à Moscou depuis dix-huit jours pour négocier les conditions de libération de ses camarades, le capitaine Billotte est de retour à Griazoviets .

21 août 1941 (jeudi) : obéissant à une consigne non assumée officiellement du Parti communiste clandestin, Pierre Georges assisté de Gilbert Brustlein abat l'aspirant de marine Alfons Moser au métro Barbès. Albert Gueusquin est également présent. Selon une version des faits, il serait venu de sa propre initiative et aurait été renvoyé par Georges avant l'action. Selon le témoignage de Gilbert Brustlein, sa présence était prévue et il serait resté sur le quai en observation, tandis que ce serait Zalkinov qui serait venu de sa propre initiative, mais aurait été renvoyé. Dans une autre version encore, mais probablement erronée, le commando aurait été composé de Georges, Brustlein, Gueusquin, et aussi Bourdarias. Selon Valérie Antelmi, on trouve la trace de cet événement aux Archives historiques de la ville de Paris, 18 Bd Sérurier, 75019, Paris. Mo Porte des Lilas, tél. 0153724123, dans le Fonds de l'Inspection générale et du contrôle administratif et financier, cote 10331/56/1 article 33 : Notification d'incidents et d'attentats (1940-1944), et également dans le Fonds du cabinet du Préfet, dit Fonds Barroux, désormais Fonds Perotin 1011/44/1 Article 19. L'attentat est réputé avoir eu un grand retentissement dans Paris et au dehors de Paris, y compris internationalement : mais ce point demanderait à être étudié de façon détaillée. Il est sans doute significatif qu'il trouve écho, quoique de façon déformée, dans le journal de Julien Green, écrit dans son exil américain. On doit tenir compte aussi de l'évaluation d'Emmanuel d'Astier dans son ouvrage '*De la chute à la libération de Paris*', (Nrf, 1965), ouvrage très synthétique dans sa recension des événements marquants de la guerre, et qui le signale comme tel. Mais c'est encore davantage par la suite que Barbès a pu apparaître comme annonçant le tournant à venir, et comme donnant son caractère particulier au nouveau cours du parti communiste, alors que sur le moment l'effet de '*coup de tonnerre*' décrit par les historiens pourrait être au moins en partie de l'ordre des illusions rétrospectives. Le témoignage de Maroussia Naïtchenko est révélateur (*Une jeune-fille en guerre*, Imago, 2003), qui montre que, elle-même militante communiste et proche des milieux de l'Organisation spéciale, mais cachée en province au moment des faits, elle n'en a pas non plus entendu parler, et que ses camarades, militants communistes eux-mêmes actifs dans la résistance parisienne n'avaient pas jugé essentiel de l'en informer alors même qu'ils commentaient l'exécution contemporaine et fortement connexe de Samuel Tyszelman ! Il se pourrait que dans ce cas, il se soit agi d'une consigne de discrétion venue du parti lui-même, puisque l'attentat ne fut ni revendiqué ni relaté dans la presse clandestine : si bien que contrairement à d'Astier, personnellement impliqué et qui s'est fait ensuite un historien précis de la résistance intérieure, de Gaulle n'en parle pas du tout dans ses mémoires, faisant commencer la résistance communiste six mois plus tard. On peut être tenté de se dire qu'il pourrait s'agir de sa part d'un parti-pris politique, mais ce n'est probablement pas le cas : n'étant ni annoncé, ni revendiqué, ni commenté par le parti, Barbès n'existe pas comme déclaration de guerre ouverte du parti communiste à l'Allemagne nazie. Plus neutre à la fois que de Gaulle et que Maroussia Naïtchenko, Galtier-Boissière ne mentionne pas non plus l'attentat dans son journal, mais seulement l'annonce des représailles faite par Schaumburg par la presse et par voie d'affiche deux jours plus tard. Car il est certain en revanche que les Allemands avaient reçu le message, et après Barbès et

la série d'attentats de l'Organisation spéciale qui lui firent suite, rompant avec leur stratégie antérieure d'étouffement des affaires de ce type, les Allemands furent obligés d'en faire état et de prendre des mesures répressives. C'était sans doute le but recherché. Après Barbès Galtier-Boissière note comme « *les murs de Paris sont couverts d'affiches officielles* » : et c'est d'abord cette forme que prend le changement de l'atmosphère d'occupation allemande. C'est ainsi que la plupart des Français eurent sur le moment connaissance que la guerre reprenait.

21 ou 22 août 1941 (jeudi) : au métro Bastille, à 23h15, Tony Bloncourt assisté de Roger Hanlet et Asher Semahya tire sur un officier allemand sans l'atteindre. On trouve trace de cet attentat aux Archives historiques de la Ville de Paris, Fonds Perotin, cote 1011/44/1 article 19. Le compte-rendu de la Préfecture de police fait état de deux jeunes-gens se tenant sur le quai 2, et de là tirant sur un groupe de quatre militaires allemands attendant le métro sur le quai 1 en face d'eux, avant de s'enfuir. Ils manquèrent leur cible, une balle venant se ficher dans la plaque en émail portant le nom de la station. Le personnel de station, au nombre de deux, dont un chef de station, ne virent rien, mais *entendirent de faibles détonations faisant penser à des pétards*. Les Allemands, apparemment peu impressionnés, prirent leur métro deux minutes plus tard sans signaler l'incident auprès des agents de la Compagnie du Métro Parisien. Cependant, ils se ravisèrent par la suite et, une fois retournés dans leurs quartiers ils allèrent se plaindre auprès de leur hiérarchie. Le fonds Perotin 10331/56/1, article 33 donne des détails complémentaires concernant le chef surveillant Frelich et le surveillant Chassagnac, de la CMP, qui furent sanctionnés pour n'avoir pas fait rapport de façon spontanée. Brustlein date cet attentat du sept septembre, croyant se souvenir d'en avoir appris la nouvelle par Zalkinov à son retour de la réunion de Lardy : mais Zalkinov n'a pas participé à l'attentat du métro *Bastille*, et il est probable qu'il lui a plutôt annoncé l'attentat du 7 septembre 1941 (un dimanche), tentative d'incendie d'un garage réquisitionné par la Kriegsmarine au 8 du boulevard Félicien David, action du groupe Brustlein mais sans Brustlein, probablement conduit par Zalkinov.

22 août 1941 : la réaction allemande est immédiate à la suite de l'attentat du 21 août, puisque Otto von Stülpnagel édicte que toute personne détenue par les Allemands sera désormais considérée comme otage. Un avis paraît sous la signature du général Schaumburg, qui sera repris par la presse le 23 : « *Le 21 août au matin, un membre de l'armée allemande a été victime d'un attentat à Paris. En conséquence j'ordonne : 1. A partir du 23 août tous les français mis en état d'arrestation, quel que ce soit (sic) par les autorités allemandes en France, ou qui sont arrêtés pour celles-ci sont considérés comme otages. 2. En cas d'un nouvel acte, un nombre d'otages correspondant à la gravité de l'acte criminel sera fusillé.* » Schaumburg ne menace pas vainement : on estime qu'il y aura cinq-cents otages fusillés entre septembre 1941 et novembre 1942, après quoi la répression s'emballera pour atteindre un chiffre qu'il faudra du temps pour établir avec quelque certitude après la guerre – le parti communiste se décernera lui-même le titre de '*parti des cent-mille fusillés*' - , mais qui ne peut être inférieur à plusieurs dizaines de milliers. Avec la décision du 23 août, une première doctrine répressive est immédiatement formulée : et le fait qu'elle le soit si promptement, et par l'adjoint de Stülpnagel, absent de Paris au moment des faits, donne à penser que Schaumburg s'est simplement conformé aux procédures traditionnelles de l'armée. La réflexion relative à une politique répressive adaptée aux circonstances telle que Jünger la relate ne viendra que plus tard. Par ailleurs, d'autres instances que l'armée allemande réagissent à l'événement. Ainsi le SS Boemelburg rencontre-t-il de Brinon et il lui signifie que la *Kriegsmarine* exige l'exécution de six otages. La diligence de Vichy, encouragé à sévir contre les organisations clandestines communistes, est extrême, au point que les attentats peuvent être considérés comme l'occasion impatientement attendue pour déchaîner une répression décidée à l'avance. A Vichy, le conseil des ministres est en grande partie consacré à la répression des menées communistes, qu'il promet rapide et sévère. Pucheu réagit à la demande allemande en annonçant la création prochaine de la *Section spéciale de la cour d'appel de Paris*, qui avait en réalité été décidée dès avant l'attentat, et la traduction immédiate devant cette cour de six dirigeants communistes internés. On imagine que Pucheu a d'ores et déjà dans le viseur Sampaix, Catelas et Péri, qui seront exécutés par la suite, mais ce seront d'abord des militants ordinaires, André Bréchet, Emile Bastard et Abraham Trezucki, qui tomberont victimes de la répression, ainsi que le gaulliste Honoré d'Estienne d'Orves, pris dans une mission de renseignement. Emmanuel d'Astier décrit le choc dans Paris à l'apparition des affiches annonçant les représailles, et les discussions qui en découlèrent, et qui n'ont pas cessé depuis, sur la légitimité d'une telle stratégie. Sur le moment, en revanche, hormis la publication obligée de l'annonce du général Schaumburg, la presse fait peu de cas de l'attentat de Barbès, le journal '*Le Matin*' insistant en revanche sur la lutte contre les sabotages ferroviaires. Il cite Berthelot, secrétaire d'Etat aux communications : '*Nos souffrances sont la rançon de la défaite dont les communistes sont responsables*'. Il est clair que les collaborateurs les plus résolus, au gouvernement aussi bien que dans son opposition parisienne comptent bien faire un usage politique de l'événement, et activer la répression. Mais l'entrée en guerre du Parti, avec sa masse militante, change instantanément la dimension de ce que recouvre depuis le 18 juin 1940 le mot de '*résistance*'. «*La décision est politique : abandonnant l'attentisme et le neutralisme que leur recommandait Moscou, reprenant le rituel du nationalisme, la Direction invite à ouvrir le feu, à entamer la bataille de harcèlement et de destruction. Sans compter les représailles, cherchant l'âme dans le sang, elle misera sur les héros et les martyrs pour réveiller la masse* », conclut Emmanuel d'Astier, démentant l'accusation habituelle d'alignement servile de la politique du parti communiste sur les injonctions de l'*Internationale*.

22 août 1941 : Pierre Georges retrouve Jacques d'Andurain dans un petit bar tenu par un sympathisant, rue Le Goff. Il lui rend son 6.35.

23 août 1941 (samedi) : Robert Peltier a indiqué un coup possible contre un poste d'observation d'avions à Goussainville, où il habite. Brustlein, et cinq autres membres de son groupe : Milan, Hanlet, Bloncourt, Rizo, Peltier, pour la première fois associés à d'Andurain, échouent dans cette mission.

23 août 1941 : Ligne 1 Reuilly-Diderot, 19h30 : une voyageuse remet un paquet au chef-surveillant renfermant trois obus de calibre 37 non amorcés, un chargeur avec cinq cartouches, un revolver à barillet vide, trouvés dans la deuxième voiture de la rame 14. Ce paquet a de toute évidence été oublié par un membre d'un groupe terroriste. Selon Brustlein, Pierre Georges aurait relaté avoir été personnellement coupable d'une étourderie de ce genre.

24 août 1941 (dimanche) : Brustlein rend compte de l'échec de l'opération de Goussainville. Frédo est fâché de l'indécision du groupe et adresse à Brustlein des remontrances. Brustlein s'étonne de cette colère, provoquée peut-être par des causes plus vastes que l'importance de l'objectif lui-même. S'agit-il de la rivalité qui en ressort entre Brustlein et d'Andurain, et leur incapacité à collaborer ? Ou bien, déjà, des bavardages dont se rendent coupables les membres du groupe Brustlein ?

25 août 1941 : à la suite de l'attentat du 21, le ministre de la Justice Barthélémy nomme les membres de la section spéciale de la cour d'appel de la Seine qui reçoit l'ordre de procéder à la condamnation et à l'exécution de six prévenus communistes avant le jeudi 28 août. Quatre noms sont retenus, dont trois militants de base : Trzebrucki, Bastard et Bréchet, ainsi que Lucien Sampaix. Les trois premiers seront effectivement exécutés dans le délai prescrit.

25 août 1941 : discours de Pucheu promettant la sévérité dans la répression des attentats communistes, repris dans *Le Matin* du 25 août. Il ne mentionne que les sabotages ferroviaires, mais sans doute réagit-il aussi au fait que le bouche à oreille a porté l'attentat de Barbès et sa réplique du métro Bastille à la connaissance du public. Par son activité répressive, Pucheu se rend agréable aux autorités occupantes, qui sont cependant gênées de le voir occuper toute la place dans ce rôle avec son projet de parti unique de la collaboration. Abetz résume : « *Ce front unique tomberait très bien du point de vue de la lutte contre la terreur communiste. Mais il nous priverait à terme de la possibilité de manipuler les uns contre les autres les divers groupes politiques français et d'exercer une pression appropriée sur le gouvernement de Vichy en cas de besoin.* » Il convient d'observer que de telles considérations avaient peu de poids aux yeux d'hommes comme Keitel et Goering qui ne *collaboraient pas*, et entendaient imposer l'ordre allemand par la terreur plutôt que par la manipulation.

25 août 1941 : deux soldats de la Luftwaffe sont tués près de Lille. Après la région parisienne, le Nord sera la région de résistance communiste la plus active dans la phase initiale des attentats individuels ultra-minoritaires. Jean-Claude Boursier fait remarquer que Jacques Duclos ne devait jamais commanditer d'attentat en zone non-occupée, qui sera en revanche une terre d'élection pour les maquis dans une phase ultérieure.

25 août 1941 : l'invasion conjointe de l'Iran par la Grande-Bretagne et l'Union soviétique, la déposition du Shah et la saisie des pétroles et des ports iraniens sont les premiers fruits de l'entente entre Churchill et Staline. Tout cela prend quatre jours. *'All arrangements were smoothly and swiftly agreed'*, écrit Churchill, et plus loin, pour justifier l'agression sans grief d'un pays neutre : *'Inter arma silent leges'*. Eden avoua sa honte de porter une part de responsabilité dans un « *acte d'agression brute* », selon lui inhabituel de la part de l'Angleterre.

26 août 1941 : dans une entrevue avec Eden, Ivan Maïski fait part de la déception du peuple et du gouvernement soviétique devant le peu d'aide reçu et à attendre de la Grande-Bretagne. Staline le félicitera d'avoir parfaitement traduit sa pensée. Dans un message à son ambassadeur, le *Vojd* exprimera le soupçon naissant que la Grande-Bretagne souhaite l'affaiblissement définitif de l'Union soviétique, et recommande la méfiance. Il ajoute que la perspective d'une défaite n'est pas totalement à écarter.

26 août 1941 : trois partisans tuent deux officiers allemands près de Lille.

26 août 1941 : Julien Green rapporte la rumeur relatant de façon très déformée l'attentat de Barbès cinq jours plus tôt : « *Appris que mercredi ou jeudi dernier, à Paris, un colonel allemand a été poignardé dans le métro. Pour venger ce militaire, on a arrêté des milliers de personnes innocentes qui seront gardées comme otages.* »

27 août 1941 (mercredi) : attentat contre Laval et Déat à Versailles lors de la cérémonie de départ de la *Légion des volontaires français* pour le front russe. Le tireur, Paul Collette, dit avoir agi par motivation anti-collaborationniste purement individuelle. Il a des opinions d'extrême-droite et n'appartient à aucune organisation de résistance. La presse parisienne indique qu'il a appartenu au PSF ou à l'Action française, mais Vichy rectifie et affirme qu'il ne peut être que communiste. Laval est assez gravement blessé. A Londres, John Colville note la satisfaction générale dans l'entourage de Churchill (*'at last a Charlotte Corday !'*). En revanche, l'attentat de Barbès est passé inaperçu.

27 août 1941 : la première affiche rouge apparaît sur les murs de Paris. *'Roger-Henri Nogarède de Paris, Alfred Ottino de Saint-Ouen, André Sigonney de Drancy, Raymond Justice de Drancy, Jean-Louis Rapin de Pavillons-sous-Bois ont été fusillés ce jour pour aide aux menées communistes contre les forces d'occupation allemandes.'* Il n'est pas fait mention des actes qui ont véritablement motivé ces exécutions.

27 août 1941 : sur instructions spécifiques de Darlan, Pucheu et Barthélémy, ministre de la Justice de Vichy, trois communistes, André Bréchet, Emile Bastard, Abraham Trezbrucki, sont condamnés à mort par la **Section spéciale de la cour d'appel de Paris**. Lucien Sampaix, ancien directeur de l'Humanité, jugé par la même instance parmi d'autres communistes, est seulement condamné aux travaux forcés à perpétuité contre les ordres explicites du gouvernement. Mais il sera désigné comme otage et fusillé avec Gabriel Péri et 95 autres otages communistes le 15 décembre 1941.

28 août 1941 : à Griazoviets, les 192 Français retenus pour le transfert à Londres par le capitaine Billotte quittent le camp sous les yeux des dix-neufs recalés, principalement des communistes non volontaires pour le service dans l'Armée rouge.

28 août 1941 : les autorités soviétiques décident de déporter les Allemands de la Volga en Sibérie. Hitler l'apprendra le 8 septembre et en tirera argument pour ses propres déportations.

28 août 1941 (jeudi) : condamnés la veille, André Bréchet, Emile Bastard et Abraham Trezbrucki sont guillotins.

28 août 1941 : fin de la résistance perse à l'opération combinée russo-britannique.

29 août 1941 : condamné à mort pour espionnage, sa grâce ayant été refusée en représailles pour l'attentat du 21 août, le capitaine Honoré d'Estienne d'Orves des services de renseignement de la France libre, est fusillé au Mont Valérien.

29 août 1941 : reçu à déjeuner par Churchill, Maïski insiste à nouveau pour que l'on envisage l'ouverture d'un second front. Il se voit opposer un nouveau refus.

30 août 1941 : à Paris, les autorités allemandes annoncent les exécutions de cinq communistes pour participation à une manifestation, probablement celle du 13 août. Elles annoncent aussi les exécutions de d'Estienne d'Orves, Barlier et Doornik, pour espionnage, leur grâce ayant été refusée en raison des circonstances.

31 août 1941 : à Kalouga, suicide de Marina Tsvetaéva.

Fin août 1941 : des portraits-robots de Pierre Georges sont diffusés par la police. Il décide de quitter son domicile familial de la rue Daubenton. Andrée et Monique vont vivre dans les environs de Rochefort.

Fin août 1941 : de passage à la Ferté-Bernard où elle se cache avec Georges Grünenberger, Maroussia Naïtchenko est informée par Emile Schweizer, dit '*Pierrot*', de l'exécution de Samuel Tyszelman. Schweizer semble ne rien avoir dit de l'attentat de Barbès.

Fin août 1941 : Hanlet et Milan bavardent et se vantent de leurs activités terroristes devant Andrée Pionat, fiancée de leur ami André Hubert. Celle-ci rapporte ce qu'elle a vu à son ancien amant Maurice Cocrelle, dont le père, mis au courant, dénoncera le groupe après les fusillades de Châteaubriant deux mois plus tard.

Septembre 1941 : le communiste Jacques Decour, professeur d'allemand au lycée Rollin, et le monarchiste Jacques Debû-Bridel se rencontrent au café *La Frégate* et échafaudent le projet d'un hebdomadaire résistant. Ils trouvent le concours de Jean Paulhan, Jean Guéhenno, Charles Vildrac, Jean Blanzat. Mais, arrêté six mois plus tard, Jacques Decour ne verra pas paraître le premier numéro des *Lettres Françaises*.

Début septembre 1941 : Danielle Casanova transmet à Albert Ouzoulias les félicitations de la Direction pour les premières actions de l'Organisation spéciale.

Début septembre 1941 : dans la perspective d'une fusion des différents groupes de l'Organisation spéciale, et en particulier à Paris des groupes venus des Jeunesses communistes et des Internationaux, anciens de la guerre d'Espagne, Gilbert Brustlein rencontre Conrado Miret-Musté. Mais leur première action en commun n'aura lieu que le 19 septembre, sous la direction de Pierre Georges en personne.

1er septembre 1941 : en France, défense est faite aux Juifs de posséder un appareil de TSF.

2 septembre 1941 : « *Hier soir, les avions anglais ont furieusement bombardé Berlin, sans doute pour qu'il lui [Hitler] ressouvienne de l'anniversaire de cette guerre folle* », note Julien Green.

3 septembre 1941 (mercredi) : un commando composé de Gilbert Brustlein, Fernand Zalkinov, Asher Semahya, Tony Bloncourt attaque un sous-officier allemand devant l'*Hôtel Terminus*, boulevard de Strasbourg. C'est Acher Semahya qui tire. Ernest Hoffmann est tué, ce qui fait de cette action une des plus significatives du parcours de ce groupe. Mais ce sera aussi la dernière participation de Tony Bloncourt. Après son arrestation, Acher Semahya niera appartenir à l'OS. Puis, une fois convaincu du contraire, au procès du palais Bourbon, il niera avoir été le tireur, et chargera Brustlein en fuite. Il sera néanmoins fusillé.

4 septembre 1941 : la presse annonce la mise en jugement de Gabriel Péri pour propagande communiste.

4 septembre 1941 (jeudi) : Marcel Gitton est assassiné par Fosco Focardi, Marcel Cretagne, Emile Bevernage assistés exceptionnellement de Pierre Georges. Cette action marque la naissance du *détachement Valmy*. Exclusivement composé d'adultes, à la différence du groupe Frédo initial, ce groupe recentre les opérations sur la lutte contre la Collaboration. Le détachement est directement placé sous les ordres du triangle de direction Duclos-Frachon-Tillon, et sans rapport direct avec les FTP. Il est dirigé par Fosco Focardi, qui a été recruté pour cette tâche par Arthur Dallidet, assisté de Robert Dubois pour sa partie parisienne, et par Pierre Georges, replié à Clerval dans le Doubs au printemps 1942 pour sa partie maquisarde et provinciale. Le groupe Valmy parisien mène la guerre civile du Parti en s'en prenant à des cibles politiques en vue ou stratégiques: collaborateurs notables comme Benoist-Méchin, Cousteau, Doriot, Ferdonnet, renégats ou exclus du Parti comme Barbé, Gitton et Clamamus. Il fait aussi la police de l'organisation en éliminant les militants soupçonnés de trahison, parfois à tort comme dans l'affaire Georges Déziré, ou convaincus d'avoir voulu s'écarter de l'organisation. Dans un second temps, le Valmy mènera la guerre contre les policiers français qui traquent les résistants – les *chiens enragés*. Accessoirement, il assume des opérations de convenue, telle que l'exécution de Mathilde Dardant ex-maîtresse de Benoît Frachon qui en aurait craint une dénonciation. D'avril à août 1942, Marius Bourbon, responsable politique du Valmy, supervisera directement huit attentats contre des traîtres ou supposés traîtres. La police démantèlera les deux parties du groupe Valmy à peu près simultanément, en octobre 1942. Focardi et les siens seront déportés à Mauthausen, tandis que Pierre Georges réussira dans un premier temps à se replier sur Paris.

4 septembre 1941 : dans son premier message à Winston Churchill depuis le mois de juillet, Staline réclame l'ouverture d'un second front à l'Ouest. Staline réclame aussi 400 avions et 500 chars par mois, faute de quoi l'URSS, dit-il pourrait bien s'effondrer militairement. Reçu par Churchill, Ivan Maïski s'entend signifier l'impossibilité matérielle pour la Grande-Bretagne de répondre positivement à ces demandes, au moins avant 1942. Il détaille les grandes lignes de sa stratégie : guerre aérienne à l'Ouest et guerre terrestre en Afrique. Mais il prévoit que faute de moyens la Grande-Bretagne ne pourra avoir que des objectifs limités en 1942, pour prendre l'offensive en 1943, sans exclure que la conclusion ne puisse être arrachée avant 1944. Il rejette violemment toute tentative de la part de Staline de culpabiliser la Grande-Bretagne après l'épisode du Pacte germano-soviétique. Mais il affirme avoir confiance dans l'avenir de la collaboration soviéto-britannique. A la suite de ces échanges, Max Beaverbrook institue dans les usines britanniques une *semaine du char russe* qui fait grimper la production de 20 %.

4 septembre 1941 : le conseiller de de Gaulle Henri Hauck met en garde le Général contre la façon biaisée dont Passy présente le mouvement gaulliste en France occupée et cherche à y mettre en avant les éléments d'origine bourgeoise et les idées droitières au détriment de la fraction populaire et des idées progressistes. Il signale que ceci fait le jeu du patronat collaborateur et de Weygand que la bourgeoisie cherche à lui substituer comme homme du renouveau patriotique.

5 septembre 1941 : dans un télégramme adressé à Maurice Thorez, Jacques Duclos rend compte de l'effet à Paris des premiers attentats contre les Allemands. Il fait directement allusion à l'attentat de Barbès: "*Visiblement les Allemands ont peur de l'état d'esprit de la population, et ont été surpris qu'en plein métro un de leurs officiers ait pu être abattu sans que dans la foule présente personne n'essaye d'arrêter l'auteur de l'acte.*" Mais il ne laisse pas entendre publiquement que le parti communiste soit impliqué dans l'affaire.

5 septembre 1941 : le groupe Brustlein au grand complet s'en prend à un camion allemand avenue de Paris à Vincennes. Tentative d'incendie. Peu de dégâts.

5 septembre 1941 : Marcel Cachin, qui vit retiré en Bretagne, est arrêté par la Gestapo. L'opération a été commandée en rapport avec l'assassinat de Marcel Gitton la veille. Il s'agit pour la Gestapo d'obtenir de Marcel Cachin une déclaration condamnant les attentats individuels, c'est à dire prônant une attitude vis à vis de l'occupation voisine de celle que Gitton promouvait jusque là. Le parti communiste sent la menace et fera des efforts pour reprendre et garder le contrôle sur Marcel Cachin après sa libération le 17 octobre suivant.

6 septembre 1941 : trois otages sont fusillés en représailles pour l'attentat du 3 boulevard de Strasbourg. C'est une retombée de la nouvelle politique d'extermination des Juifs et des communistes inaugurée à l'Est. Mais Hitler condamne la mollesse de la répression. A l'instar des pratiques inaugurées en Serbie où des milliers d'exécutions ont eu lieu en juillet il préconise l'exécution de cent otages par Allemand tué, ce qui cause de l'embarras du côté de Von Stülpnagel, convaincu que des excès répressifs rendront seulement l'occupation plus difficile pour l'armée et moins profitable pour l'Allemagne.

6 septembre 1941 (samedi) : agissant seul, Bernard Laurent tire sur un militaire allemand, le sergent Blasius Hoffman, sans l'atteindre. Il opère à bicyclette, à proximité de son domicile proche du pont de Grenelle, à 23 h 10, à l'angle de la rue la Fontaine et de la rue Perschamps. C'est le premier attentat anti-allemand du groupe Tourette, et ce sera la seule action de Bernard Laurent. Devant la police, Laurent plaidera que ce geste n'avait pas de signification politique, mais il aura un rôle significatif dans l'escalade de la politique des otages.

6 septembre 1941 : Pucheu observe qu' « *il ne manque pas dans le cabinet français de voix pour signaler la force de résistance des Russes et réclamer une attitude d'attente de la politique française* ». Il semble que les élites collaborationnistes se soient à cette époque scindées en deux camps, avec d'une part les anglophobes résolus autour de Darlan et d'autre part les synarques Benoist-Méchin, Marion, Lhéideux et Barnaud servant les intérêts du capitalisme international, et voulant éviter de rompre avec l'Angleterre. A cette époque compliquée, Ménétrel et Du Moulin de Labarthète réagissaient en se mettant en congé de la politique, et Laval, appuyé sur ses alliances familiales, essayait de se ménager un avenir américain en dépit de l'hostilité de Roosevelt envers sa personne.

6-7 septembre 1941 : Pierre Georges et André Ouzoulias organisent dans les bois de Lardy une session de formation à l'action armée. Ils réunissent à cet effet les premiers groupes de l'Organisation spéciale. Sont présents des membres des Jeunesses communistes comme Brustlein, des membres des *Etudiants et Lycéens communistes* comme André Kirschen et Carlo Schönhaar. Il y a aussi des adultes, comme Tourette, le Berre, Guesquin, Louis Marchandise et Georges Tondelier. Pierre Daix, qui est passé au recrutement, ne participe plus aux réunions des groupes d'action directe. Pierre Georges imagine de faire prêter le serment de lutter jusqu'à la victoire définitive sur le nazisme.

7 septembre 1941 (dimanche) : tentative d'incendie d'un garage réquisitionné par la Kriegsmarine au 8 du boulevard Félicien David. Action du groupe Brustlein mais sans Brustlein, probablement conduite par Zalkinov.

8 septembre 1941 : Leningrad est encerclée. Le siège durera 900 jours.

8 septembre 1941 : une directive de l'Oberkommando der Wehrmacht (OKW) précise la façon de considérer les prisonniers de guerre soviétiques : « *Le soldat bolchévique a perdu tout droit à être traité comme un adversaire honorable, conformément à la Convention de Genève. [...] On doit donner l'ordre d'agir impitoyablement et énergiquement au plus léger signe d'insubordination, en particulier quand il s'agit de fanatiques bolchéviques [...] [...] Quiconque exécute cet ordre sans utiliser ses armes ou avec une énergie insuffisante est passible de punition [...] on doit tirer sans sommation préalable sur les prisonniers de guerre qui tentent de s'enfuir. On ne doit jamais tirer un coup de semonce [...] L'emploi des armes contre les prisonniers de guerre est légal en règle générale.* »

8 septembre 1941 : Knochen dénonce l'attitude du général Huntziger, précédemment acquis à une collaboration franche et loyale avec le Reich, mais désormais convaincu de la victoire anglo-américaine : « *Il a annoncé à plusieurs reprises que pour lui la défaite de l'Allemagne était inévitable sur le front de l'Est* ». Divers informateurs témoignent qu'à Vichy on ne croit plus à la victoire allemande.

10 septembre 1941 (mercredi) : agissant seul, André Kirschen, du groupe Tourette, blesse un marin allemand, le sous-officier de marine René Dennecke (identifié comme Wilhelm Deneke par les sources allemandes), au métro Dauphine à 19h10. Ce sera la dernière action du groupe. On trouve trace de cet attentat important aux Archives historiques de la Ville de Paris, Fonds Perotin, cote 1011/44/1 article 19. L'article 33 de la cote Perotin 10331/56/1 donne une précision supplémentaire, puisque le même jour, 10 septembre 1941, une douille de pistolet fut retrouvée au Métro Dauphine en arrière de la recette, à l'angle de l'accès côté avenue de l'Amiral Bruix.

10 et 11 septembre 1941 : nouveaux attentats contre des militaires allemands. Ouzoulias les attribue à Maurice Feld et Maurice Feferman. Réalité incertaine. Pour le 11, les sources allemandes rapportent un attentat contre Emil Knopp, officier-payeur principal de la Wehrmacht. Il s'agit d'une attaque à la matraque. Lieu : avenue des Champs-Élysées.

11 septembre 1941 : *L'Humanité* signale l'arrestation de Marcel Cachin par la Gestapo. C'est Gitton qui a organisé son enlèvement en collaboration avec les nazis : et il le paiera bientôt de sa vie. En échange de la libération de Cachin, Boemelburg exigera une déclaration condamnant les attentats. Libération et déclaration auront lieu six semaines plus tard dans des circonstances mal connues. Il convient d'observer que Boemelburg, appartenant à la SS et présent à Paris comme adjoint de Knochen, travaille sous le contrôle direct de Heydrich, et indépendamment des autorités militaires représentées par von Stülpnagel.

12 septembre 1941 : un Allemand est assassiné par des résistants. Dix otages sont exécutés en représailles de la série d'attentats des 6, 10 et 11 et l'annonce en est faite dans la presse du 17.

13 septembre 1941 : à Alger, Robert Murphy tente d'obtenir le ralliement de Noguès, Weygand et Boisson à la cause alliée. Il fait des promesses d'aide militaire et les Français font des promesses de réfléchir à la question. Mais ni les unes ni les autres ne seront suivies d'effet.

15 septembre 1941 (lundi) : exécution du capitaine Scheben sur le Boulevard de Strasbourg, à Paris. L'auteur de cette action demeure indéterminé. On trouve trace de cet attentat important aux Archives historiques de la Ville de Paris, Fonds Perotin, cote 1011/44/1 article 19. Les sources allemandes font état d'un tir à partir d'une voiture, et de munitions de 9 mm caractéristiques des pistolets militaires français. Ces deux éléments ne semblent pas indiquer une implication de l'OS.

16 septembre 1941 : installation du tribunal d'Etat chargé de juger les affaires terroristes.

16 septembre 1941 : Hitler déjeune avec Himmler et Otto Abetz. Abetz propose de déporter les Juifs français en Union soviétique. Himmler approuve et promet sa collaboration. A Paris, Heydrich conduira sa politique parallèle de persécution violente, avec en particulier la destruction des synagogues parisiennes dans la nuit du 2 au 3 novembre par une équipe de truands et de militants des groupes antisémites français.

16 septembre 1941 : le maréchal Keitel, commandant en chef des armées allemandes, signe une ordonnance secrète analysant le risque de subversion communiste dans l'ensemble des territoires occupés. Il préconise l'usage de la terreur pour étouffer dès ses débuts toute révolte. Pour tout soldat allemand tué, entre cinquante et cent communistes doivent être exécutés. En raison de l'analyse nazie de l'adversaire, réputé '*judéo-bolchévique*', cette politique de représailles est indissociable des pratiques exterminatrices en cours d'établissement à l'Est. "*En France, en novembre, les autorités militaires se mirent à arrêter avant tout les Juifs et les communistes, au lieu de fusiller des otages*", écrit Peter Longrich.

16 septembre 1941 : les archives du cabinet du Préfet de police relatent un incident sur la Ligne 4 Strasbourg Saint Denis, du métro. Le rapport adressé au Préfet précise : "*14h23 : un civil et un officier allemands signalent au chef-surveillant qu'au moment où ils pénétraient sur le quai, un coup de feu aurait été tiré sur eux. Aucun d'eux n'a été blessé.*"

17 septembre 1941 : « *A Paris, les attentats alternent avec les exécutions d'otages* », note Julien Green dans son journal.

18 septembre 1941 : l'arbre de la Vallée-aux-Loups où sont fusillés les résistants et les déserteurs étant devenu un lieu de pèlerinage, les Allemands le font sauter à la dynamite. Ils abandonnent ce lieu d'exécution pour le Mont Valérien.

19 septembre 1941 : Kiev tombe aux mains de l'armée allemande. Il en découlera à Babi-Yar un des massacres les plus marquants de la phase dite '*Shoah par balles*' de la politique d'extermination nazie.

19 septembre 1941 : à Paris, Otto von Stülpnagel déclare estimer ne pas avoir affaire à une résistance patriotique mais à une subversion judéo-bolchévique, et cible en conséquence sa politique de représailles. Il édicte que tous les Français arrêtés pour activité communiste ou anarchiste devra être maintenu en détention administrative à l'issue de sa peine et considéré comme otage. Il renonce en revanche à prendre comme otages des notables ordinaires. Il escompte ainsi isoler politiquement les communistes. Un '*code des otages*' formalisant cette politique répressive sera publié le 28 septembre. Il est à remarquer que les exactions nazies ne se déploient pas dans une ambiance de dissolution du droit, comme le veulent les théories arendtiennes sur le supposé '*totalitarisme*'. Beaucoup d'exécutions d'otages et de combattants antinazis auront lieu après des procès conduits selon les procédures tatillonnes et hypocrites de la justice habituelle : ce qui correspond à la conviction qu'ont les nazis et leurs auxiliaires de représenter la civilisation.

19 septembre 1941 (vendredi) : Pour servir à leur instruction par l'exemple et préparer un amalgame ultérieur avec les adultes de la MOI, Pierre Georges dirige personnellement l'entreprise, qui consiste à incendier le garage Soga, Boulevard Pershing, réquisitionné par la Wehrmacht avec Brustlein, Zalkinov et les jeunes de Ranvier, Milan et Hanlet, encadrés par son bras droit, le Berre, ainsi que Jules Dumont et Conrado Miret-Musté. Mais l'intervention rapide des pompiers conduit à un échec.

19 septembre : des sabotages ferroviaires ayant eu lieu en Côte d'Or entre le 15 et le 19 septembre, von Stülpnagel fait fusiller le 24 septembre deux otages communistes : Alexis Colin et Jean-Ernest Rerman.

20 septembre 1941 : douze otages sont fusillés à la suite de l'exécution du capitaine Scheben par un terroriste inconnu.

20 septembre 1941 : par un vaste mouvement en tenaille à partir de Gomel au nord et de Krementchoug sur le Dniepr au sud, la Wehrmacht encercle quatre armées soviétiques et prend Kiev.

21 septembre 1941 : le député communiste d'Amiens, Jean Catelas, arrêté le 14 mai 1941, et deux autres communistes sont condamnés à mort par la *Section spéciale*. Ils sont guillotins le surlendemain. Gabriel Péri vient d'être mis en jugement le 4 septembre et sera exécuté le 15 décembre. Cette conséquence de la politique d'attentats semble avoir ébranlé la direction de Jacques Duclos et Benoît Frachon. Elle provoqua dans le parti un mouvement de condamnation des premières actions de l'*Organisation spéciale*, anticipant sur le débat et les palinodies qui devaient se développer à plus grande échelle à propos de l'attentat de Nantes et des fusillades de Châteaubriant.

22 septembre 1941 : Max Beaverbrook et Averell Harriman arrivent à Moscou pour discuter l'organisation de l'aide matérielle à l'Armée rouge. Après le refus churchillien d'ouvrir un second front en Europe, elle est reçue fraîchement. C'est l'époque où Anglais et Soviétiques sont '*comrades, former bastards*'.

23 septembre 1941 : rupture entre de Gaulle et Muselier. Churchill refuse de s'en mêler.

23 septembre 1941 : Bernard Laurent est arrêté pour la deuxième fois. Il sera relâché le 23 octobre. Après son unique action du 6 septembre, Laurent n'agira plus contre l'occupant. Cependant, il sera à nouveau arrêté le 24 février 1942, et bel et bien pour appartenance à l'OS cette fois. Cette troisième et dernière arrestation résulte sans doute des chutes de responsables importants, avec saisie de documents compromettants, dans les jours précédents : Spartaco Guisco le 10 février, Miret-Musté et Yves Kermen le 11, Danielle Casanova et Félix Cadras le 15. Bernard Laurent sera jugé au procès de la Maison de la Chimie. Il dénier sa participation à la résistance, mais sera cette fois condamné à mort et fusillé le 14 avril 1942.

24 septembre : deux otages, Raymond Gandon et Jean-Louis Texier, sont fusillés, officiellement '*pour avoir participé à des manifestations communistes*', mais en réalité en raison des attentats des jours précédents.

25 septembre 1941 : tentative avortée de déraillement du Paris-Strasbourg par Milan, Peltier, Brustlein, Zalkinov.

27 septembre 1941 (samedi) : attentat à la grenade contre l'hôtel des Etats-Unis, 135 boulevard du Montparnasse, qui est occupé par la police militaire secrète allemande. Pas de dégâts sérieux.

27 septembre 1941 (samedi) : les Galtier-Boissière dînent avec le couple Raymond Dior. Raymond Dior rentre de captivité en Allemagne.

28 septembre 1941 : Otto Von Stülpnagel publie le '**Code des Otages**'. Il s'agit d'une doctrine systématique de la constitution des listes d'otages à fusiller en cas d'attentats : sont visés prioritairement les auteurs d'actes de résistance et aussi les communistes et anarchistes en tant que tels.

29 septembre 1941 : Reinhard Heydrich vient s'installer à Prague comme vice-protecteur de Bohême-Moravie. Dans les quinze premiers jours de son règne, il aura déjà fait procéder à près de deux-cents exécutions d'otages. Mais, en Tchécoslovaquie comme en France, la politique répressive sera contenue, à partir du printemps 1942, par l'exigence contraire d'exploitation économique.

29 septembre 1941 : le haut commandement de la Wehrmacht, repris par la presse collaborationniste, annonce le bilan à ce jour de la campagne de Russie : plus de six-cent-mille prisonniers soviétiques. Kiev est prise. L'assaut final contre Moscou doit commencer le lendemain. Confidemment, on s'inquiète beaucoup de la ténacité de la résistance soviétique, très supérieure aux attentes.

29 septembre 1941 : Mendès-France est déchu de son mandat de député.

29 septembre 1941 : on annonce l'exécution de Jean Catelas et de vingt résistants communistes dans le Nord.

30 septembre 1941 : l'URSS reconnaît le Comité National Français créé le 24 septembre par le général de Gaulle.

Début octobre 1941 : la direction du Parti communiste désigne un Comité militaire national de l'Organisation spéciale unifiée. Le but est de coordonner l'action des différentes composantes de la lutte armée : Organisation spéciale et groupes spéciaux de la MOI. Le comité est composé de Charles Tillon, Eugène Hénaff, Jules Dumont et Georges Beyer. Jules Dumont est commissaire militaire national avec Pierre Rebière pour adjoint, Eugène Hénaff est commissaire politique national, avec pour adjoint Albert Ouzoulias, commissaire politique de l'OS parisienne. Mais Charles Tillon ne viendra vraiment aux responsabilités qu'à la fin novembre 1941, après les grosses chutes d'octobre et de novembre, et le comité ne se réunira pas avant mai 1942, époque à laquelle Jules Dumont, mis au vert après la chute du laboratoire de la rue Debidour, n'en fera plus partie.

Octobre 1941 : ouverture, près de Cracovie, du camp d'Auschwitz-Birkenau, ou Auschwitz II, conçu pour l'extermination massive par les chambres à gaz. Les témoignages des proches indiquent que le projet de la dite '*solution finale*' vient à maturité dans l'esprit d'Hitler à cette époque, mais d'autres éléments conduisent à la juger antérieure de deux mois au moins.

Octobre 1941 : en réaction à l'assassinat de l'aspirant Moser et aux autres attentats contre les troupes d'occupation, Vichy renforce la brigade du métro, qui devient un lieu privilégié pour les rafles de Juifs et de résistants.

Octobre 1941 : ouverture de l'exposition '*le Juif et la France*' à la salle Wagram. Des portraits géants des grands chefs militaires français y faisant face aux caricatures antisémites, une dame s'écrie : «*Mon Dieu ! Alors Foch aussi était juif ?* »

1er octobre 1941 (mercredi) : Zalkinov, Hanlet, Milan et Brustlein tentent en vain de faire sauter des rails de chemin de fer près de Lagny.

2 octobre 1941 : sur ordre de Knochen, qui n'en a pas référé à von Stülpnagel, le MSR de Deloncle et Schueller procède à la destruction par explosifs des synagogues de Paris.

2 octobre 1941 : Hitler lance l'assaut final sur Moscou. Dès le lendemain, l'armée allemande prend Orel.

3 octobre 1941 : Paul Collette, qui a attenté le 27 août à la vie de Pierre Laval et de Marcel Déat est condamné à mort. N'étant pas communiste, il sera gracié le lendemain.

5 octobre 1941 (?) : Zalkinov et Brustlein volent des clés à tire-fonds à la station Cambronne.

6 octobre 1941 (lundi) : un groupe de l'Organisation spéciale brise la devanture du *Pariser Zeitung*, boulevard de la Madeleine.

6 octobre 1941 : Pucheu crée le **Service de Police Anti Communiste** (SPAC), censé assurer la liaison entre la Police Judiciaire et les Renseignements Généraux. Il répond en cela à la demande pressante du SS Karl Boemelburg.

8 octobre 1941 : Ernst Jünger reprend son journal d'occupation.

10 octobre 1941 : dix jours après le lancement de l'offensive contre Moscou, l'armée allemande a progressé de quatre-vingt kilomètres. Le journal collaborationniste *Le Matin* annonce un prochain effondrement de l'*Armée rouge*. Dans un ordre du jour à ses soldats Hitler proclame : "*La dernière bataille décisive de l'année anéantira les Soviétiques*". En réalité, la résistance soviétique stupéfie des milieux parisiens qui croyaient qu'elle s'effondrerait au premier choc, et avaient construit leur vision politique sur cette prémisse. Mais le front n'est en certains points plus qu'à cent kilomètres de Moscou, d'où les services ministériels et les ambassades sont évacués sur Kouïbitchev.

10 octobre 1941 : paniqué par l'avancée allemande, le Centre du renseignement soviétique ordonne au réseau Trepper de reprendre ses émissions et lui communique dans un même télégramme les adresses de trois opérateurs radio berlinois. Le déchiffrement de ce télégramme aboutira à la chute du réseau un an plus tard.

11 octobre 1941 (samedi) : Zalkinov, Hanlet, Milan et Brustlein tentent en vain de faire sauter des rails sur la ligne Paris-Strasbourg.

11 octobre 1941 : le journal collaborationniste *Le Matin* annonce discrètement l'arrestation d'Emile Dutilleul, mise au compte de l'*'énergique impulsion de l'Amiral Bard'*.

12 octobre 1941 : les Allemands viennent au camp de Châteaubriant et font regrouper 19 internés communistes dans une baraque spéciale, que les détenus prennent l'habitude de désigner comme *'la baraque des otages'*. Parmi eux, les cadres politiques ou syndicaux Timbaud, Michels, Ténine, Grandel, Gardette, qui seront fusillés le mois suivant.

12 octobre : arrestations dans la mouvance communiste, dont celle de Suzanne Treux, consécutives à celle de Marie Dubois au mois de septembre.

13 octobre 1941 (lundi) : Brustlein, Guisco et Bourdarias partent pour Nantes en *'opération brûlot'*. Afin de relancer la lutte armée qui s'essouffle, le Comité militaire national du Parti communiste a conçu cette nouvelle tactique : un groupe parisien formé par amalgame de combattants jeunes encadrés par un ancien va perpétrer une action d'éclat en province avec le soutien des militants locaux. Il s'agit d'exécuter des officiers allemands les plus gradés possible et d'effectuer des sabotages ferroviaires. Dans ce cadre, Pierre Georges envoie à Nantes un commando mixte composé de Gilbert Brustlein et Marcel Bourdarias, pilotés par un adulte : Spartaco Guisco. Pour le logement et la logistique, Pierre Georges a prévu l'aide de Henri Gomichon et d'un groupe de militants dont fait partie Claude Gaulué, qui sera par la suite le faussaire de la commission des cadres, et dont la filature conduira en février 1942 à l'arrestation d'Arthur Dallidet. Le groupe doit rapporter à Paris des explosifs remis par Marcel Paul, faire dérailler un train, et tuer un Allemand. A Rouen, Georges envoie Maurice le Berre et Jacques d'Andurain, tandis que Pierre Rebière prend lui-même la tête d'une action à Bordeaux avec l'aide d'un certain nombre d'autres militants, peut-être locaux, dont l'identité n'a pas été établie.

14 octobre 1941 (?) : en raison de la défection de ses camarades, Zalkinov mène seul à bien une opération d'incendie de fourrage destiné à l'armée allemande. Il est chaudement félicité par Pierre Georges.

Mi-octobre 1941 : le général La Laurencie, devenu un agent américain, contacte Henri Frenay et le recrute, moyennant un demi-million, en vue d'*une action de résistance non gaulliste et anticommuniste*. De Gaulle réagira par une surenchère sonnante et rébuchante dont Jacques d'Andurain se fait l'écho dans ses mémoires de résistant avec Emmanuel d'Astier.

15 octobre 1941 : quoique ralenti par les chutes de neige, l'offensive allemande atteint Briansk et Viazma. Depuis le début de la guerre, soixante-sept divisions soviétiques ont été détruites.

15 octobre (mardi) 1941: des membres du groupe Brustlein, dont Zalkinov, aidés de membres de l'Organisation spéciale-Main d'oeuvre Immigrée (OS-MOI) tentent d'incendier un garage de l'Organisation Todt, rue de Lagny, à Montreuil.

15 octobre 1941 : début des opérations de déportation des Juifs du Reich vers les territoires conquis à l'Est. Les installations à l'Est se font en contrepartie d'exterminations massives des Juifs locaux. Peter Longerich écrit : "*Entre le 15 octobre et le 5 novembre, environ 10 000 Juifs de l'ancien Reich, 5 000 de Prague et Vienne, ainsi que 5 000 Sinté et Roms du Burgenland furent transportés vers Lodz, de même que 8 000 Juifs depuis le Reich jusqu'à Minsk où, le 7 novembre, 12 000 habitants du ghetto local furent exécutés afin de leur libérer de la place.*"

16 octobre 1941 : trois avocats communistes, Hagge, Pitard et Rolnikas, détenus comme otages, sont fusillés en représailles pour les récents attentats.

17 octobre 1941 : Marcel Cachin, âgé de soixante-douze ans et détenu depuis six semaines par la Gestapo est libéré en échange d'une promesse de faire une déclaration condamnant les attentats individuels. La déclaration sera effectivement remise aux Allemands et utilisée par la collaboration dans une campagne de propagande conduite au mois de mai 1942.

18 octobre 1941 : Carl Schmitt donne au Ritz une conférence sur l'influence de la situation continentale ou maritime sur le Droit.

18 octobre 1941 (samedi) : Pierre Georges se rend personnellement à Nantes pour superviser les opérations du groupe Guisco-Brustlein-Bourdarias.

19 octobre 1941 (dimanche) : inaugurant la tactique des *'groupes de brûlots'*, Maurice le Berre et Jacques d'Andurain partent pour Rouen dans l'intention de faire dérailler un train. Mais Jacques d'Andurain se fait confisquer ses explosifs par des gendarmes, qui le relâchent. Selon le récit de Jacques d'Andurain, mais qui n'est étayé par aucun autre témoignage, ce combattant aurait essayé sans succès de tuer un officier allemand : se sentant suivi, l'Allemand se serait retourné et aurait riposté. D'Andurain ne précise pas dans quelles conditions il a alors pu se replier. Mais étant très inventif, il avait sans doute pu inventer quelque chose.

19 octobre 1941 : les Allemands sont à soixante kilomètres de Moscou. Le gouvernement se replie à Kouibychev. Timochenko établit une ultime ligne de défense de la capitale, défendue par Joukov. Staline reste sur place et proclame : "*Nous défendrons Moscou jusqu'au dernier*".

20 octobre 1941 (lundi) : à Nantes, le Feldkommandant Hotz est exécuté par Gilbert Brustlein. Il est le quatrième Allemand tué par des attentats individuels depuis le début de la lutte armée lancée par le Parti communiste au mois de juin 41. L'émotion est considérable. La ville est rapidement bouclée, mais Brustlein l'a quittée sans retard et il a regagné Paris dès le 22.

20 octobre 1941 : le jour même de l'attentat, Pierre Pucheu dépêche à Nantes un de ses meilleurs enquêteurs, le commissaire Delgay, assisté de nombreux fonctionnaires de police. Les services de police se vantèrent par la suite d'avoir identifié l'assassin de Hotz '*dès le premier jour*', mais l'enquête ne progressera vraiment qu'à partir de l'arrestation, à Paris et dix jours plus tard, des premiers membres du groupe Brustlein. Ces arrestations, sans rapport direct avec l'opération de Nantes, seront présentées par les Français comme la résolution policière de l'affaire.

21 octobre 1941 : le groupe brûlot commandé par Pierre Rebière abat Hans Reimers, de la Kommandantur de Bordeaux. Les sources allemandes signalent la présence d'un deuxième tireur, non identifié à ce jour.

21 octobre 1941 : Fernand Zalkinov et Roger Hanlet font une tentative de sabotage ferroviaire.

21 octobre 1941 : agissant à titre personnel, Otto von Stülpnagel demande à Ernst Jünger de rédiger une relation détaillée, heure par heure, du traitement qu'il donne à la question des otages, et en particulier de ses échanges avec Hitler visant selon lui '*à limiter la répression des attentats de Nantes et de Bordeaux*'. Hitler a réclamé cent cinquante exécutions. Otto von Stülpnagel fait afficher l'annonce des cinquante premières, auquel il a fait procéder rapidement pour pouvoir plaider auprès d'Hitler que l'affaire est réglée. Il en promet cinquante de plus si les auteurs de l'attentat de Nantes ne se dénoncent pas, et il entre en discussion avec les autorités de Vichy pour choisir les prochains otages à fusiller. En même temps, il négocie avec Hitler pour limiter les fusillades à ce niveau. Ses préoccupations ne sont pas humanitaires mais tactiques : '*Il est nécessaire d'agir avec mesure, eu égard au potentiel productif. Les industries fourniront d'autant plus que les choses iront sans accrocs dans ce pays. Etant donné le tour imprévu que prend la campagne à l'est, c'est de la plus haute importance*', lui fait dire Ernst Jünger. Le document rédigé par Jünger ne devait être rédigé qu'en un seul exemplaire destiné à Von Stülpnagel lui-même. L'auteur y fait allusion dans son *Journal de guerre et d'occupation* mais sans précisions compromettantes. On dispose cependant de ces textes depuis les années 2000. Günter Grass, membre de la Waffen-SS à l'époque, en a tiré le scénario d'un film à faire sur les dernières heures de Guy Môquet.

21 octobre 1941 : ainsi qu'il s'y était engagé auprès des autorités allemandes, Marcel Cachin fait une déclaration condamnant les attentats individuels. Cette déclaration semble avoir été faite en conscience. Marcel Cachin dira avoir considéré que sa condamnation des attentats était en accord avec la ligne du Parti communiste. Elle était effectivement en accord avec la pensée de nombre de militants qui suivaient la ligne du Parti communiste lorsqu'il était légaliste et électoraliste, et qui ne sont pas forcément conscients du tournant combatif, puisqu'il n'est pas clairement assumé. La collaboration met dans l'immédiat la déclaration de Marcel Cachin en réserve. Elle la ressortira en mai 1942, au moment des grands procès de la première *Organisation spéciale*, sous forme d'affiche conçue et diffusée par le **Parti Ouvrier et Paysan** de Marcel Gitton.

21 octobre 1941 (mardi) : selon ses propres souvenirs, Gilbert Brustlein aurait regagné Paris le 21 octobre dans l'après-midi. Il aurait rencontré Zalkinov le soir même et lui aurait remis l'un de ses deux pistolets 6.35 pour sa propre protection. Dans ses aveux devant les policiers, Fernand Zalkinov confirmera avoir vu Brustlein dans leur logis du 126 avenue Philippe-Auguste le soir du 21 octobre. Par ailleurs, dans ses aveux devant les policiers Hanlet dira avoir reçu Brustlein chez lui dès le 21 octobre au soir et avoir dès lors compris, à ses paroles et à son attitude, qu'il était l'auteur de l'attentat de Nantes. Brustlein aurait montré ses armes devant Hanlet et devant son père, et il aurait dit qu'il revenait de Nantes. Il aurait également expliqué la logique stratégique des attentats en province.

22 octobre 1941 : le journal **Le Matin** annonce que Staline aurait quitté Moscou. C'est une fausse nouvelle. Par ailleurs, on note un essoufflement de l'offensive allemande. Dans une conversation entre Eden et Maïski, la France est classée, du point de vue de sa résistance en situation d'occupation, parmi les *mous*, où elle se limite à des actions de *propagande, sabotage, actes terroristes individuels*.

22 octobre 1941 (mercredi) : à la suite des attentats de Bordeaux, Nantes et Rouen, Hitler exige des représailles massives. 27 cadres communistes du camp d'internement administratif de Châteaubriant sont passés par les armes le jour même. En tout, les Allemands fusilleront quarante-huit otages à Nantes, Châteaubriant et Paris. Le préfet de Loire-Inférieure appelle la population à seconder les efforts de ses services visant à retrouver les coupables. Dans un éditorial, le journal '**Le Matin**' condamne sévèrement l'action du commando communiste. Il déclare à l'avance les représailles allemandes '*dures mais nécessaires*', sans préciser en quoi elles pourraient consister. Le maire de Nantes qualifie l'acte d'*'abominable*'. Il adresse ses '*condoléances attristées*' aux autorités allemandes. Il appelle la population à manifester sa réprobation et à dénoncer les coupables pour qu'il puissent être châtiés comme ils le méritent. Le journal **Ouest-Eclair** accuse les '*froids calculs anglo-russes*'. Au conseil des ministres, le maréchal Pétain annonce son intention de proclamer à la radio qu'il se tient personnellement à la disposition de l'occupant en tant qu'otage. Pucheu et Darlan le font renoncer à ce projet que Pucheu qualifie de *grotesque*. A Londres et dans les milieux alliés francophiles l'événement provoquera indignation et sidération, et contribuera à galvaniser les jeunes ralliés de la France libre. De Gaulle donnera dans ses *Mémoires de Guerre* l'implication personnelle de Pucheu dans la désignation des otages pour la raison qui lui fit refuser sa grâce après sa condamnation à mort à Alger en mars 1944.

23 octobre 1941 : parution dans la presse de la liste des otages fusillés à Châteaubriant en représailles pour l'exécution du commandant Hotz. Sur les 48 fusillés de Nantes, 17 ont été choisis comme otages pour avoir commis des actes anti-allemands et 31 pour leur seule appartenance au Parti communiste.

23 octobre 1941 : le jour même des fusillades de Nantes, l'amiral Darlan, passant ces représailles sous silence, souligne le caractère abominable de l'acte commis contre le représentant d'une occupation *'lourde mais correcte'*. Il y voit la main de *'puissances étrangères qui cherchent dans leur seul intérêt une aggravation des relations entre les troupes d'occupation et la population française'*. Le maréchal Pétain pour sa part centre son message sur le sort des otages, mais suit par ailleurs la même ligne que son ministre dans un autre style : *"Aidez la justice. Un coupable retrouvé et cent Français sont épargnés. Je vous jette ce cri d'une voix brisée : Ne laissez plus faire de mal à la France."*

23 octobre 1941 : Henri Adam, gaulliste nantais déjà connu pour des actes de résistance, est dénoncé et arrêté par les Allemands à la recherche des auteurs de l'exécution du commandant Hotz. Il sera fusillé le 16 février 1942. Mais les Allemands n'informent pas la police française, qui, aiguillonnée par la menace de nouvelles exécutions d'otages, suit activement ses propres pistes.

23 octobre 1941 : débat houleux aux Communes britanniques, puis à l'intérieur du Cabinet, Aneurin Bevan reprochant vivement au gouvernement son manque de coopération avec Staline dans la guerre à l'Est. Des rumeurs courent sur une possible démission de Beaverbrook. Le sujet de fond est le conflit entre Beaverbrook et l'ambassadeur à Moscou Stafford-Cripps qui critique violemment le manque d'aide concrète à l'Union soviétique. Lorsque Stafford-Cripps reviendra à Londres pour entrer au Cabinet de guerre, il faudra que Beaverbrook en soit exclu sous prétexte de mauvaise santé.

23 octobre 1941 (jeudi) : dans une allocution à la BBC, le général de Gaulle parle des attentats de Nantes et de Bordeaux. Il rend hommage au courage de leurs auteurs, mais donne la consigne de cesser les actions de ce type en raison des représailles. Il préconise pour la résistance intérieure une tactique attentiste qui sera maintenue jusqu'au débarquement de Normandie. Mais après les fusillades d'otages il observera en privé : *"C'est dans ce sang que se noiera la Collaboration"*, et comme préalable à l'unification de la résistance intérieure par Jean Moulin au printemps 1943, il finira par consentir à des actions de guérilla gaullistes comparables à celles menées par le Parti communiste depuis l'origine. Cependant, l'essentiel des actions de lutte armée non-communistes, en raison du retard pris, du défaut d'armement et d'expérience, se révéleront inefficaces et coûteuses en vies humaines lorsqu'elles seront déclenchées après le six juin 44.

23 octobre 1941 : Bernard Laurent, arrêté le mois précédent (André Kirschen dit à la suite de la manifestation du 14 juillet mais il est visiblement mystifié sur ce point), est élargi. Il est soupçonné d'avoir été retourné par les Allemands et il est exclu du Parti communiste. Il sera finalement repris par la police le 24 février 1942 (André Kirschen dit le 26. La fiche policière renvoie à un rapport du 25, la photo anthropométrique montre la date du 27). Il sera condamné à mort au procès de la Maison de la Chimie, et fusillé le 17 avril 1942.

24 octobre 1941 : le maréchal Pétain renouvelle sa menace de se constituer personnellement otage après la nouvelle série de fusillades.

24 octobre 1941 : à Nantes, funérailles du lieutenant-colonel Hotz. Cédant aux instances de Darlan, Hitler sursoit aux nouvelles exécutions promises au cas où les assassins du commandant Hotz ne seraient pas pris.

25 octobre 1941 : le journal *Le Matin* annonce un sursis jusqu'au 27 à l'exécution du *'groupe complémentaire'* d'otages. Il parle d'un *'geste magnanime du chancelier Hitler'*. *Jacques Benoist-Méchin* défend l'idée que si les terroristes ne veulent pas être considérés comme des lâches, ils doivent se livrer pour épargner la vie des innocents. Faute de quoi ils mériteraient *'le mépris le plus total'*. Le journal *La Croix* annonce que des indicateurs ont renseigné la police sur les auteurs et que renonçant à toute récompense pécuniaire, ils ont été récompensés par la libération de parents prisonniers. Dans *Je suis partout*, *Brasillach* réclame que l'on fusille les chefs communistes emprisonnés. *Paris-Soir* note l'affluence de la population nantaise aux funérailles du commandant Hotz. Plus cynique, Abetz déclara ne pas croire à la sincérité de l'émotion marécalesque, étant donné que *« la majorité des otages sont des communistes et qu'avec eux disparaissent des éléments indésirables aux yeux du gouvernement. »*

25 octobre 1941 : Hitler justifie ses plans de vengeance globale contre les Juifs en leur imputant la responsabilité des deux guerres mondiales. Le plan d'extermination va devenir progressivement officiel *dans son principe, sinon dans ses modalités*.

26 octobre 1941 : obsèques à Bordeaux du docteur Reimers, exécuté le 21 par Pierre Rebière.

26 octobre 1941 : le commissaire Veber, de la Police judiciaire, reçoit une dénonciation concernant André Hubert, sympathisant communiste en rapport avec Roger Hanlet pour des fournitures d'armes. La dénonciation provient du père de Maurice Cocrelle, ancien amant de la nouvelle concubine d'André Hubert. La surveillance et les arrestations effectuées se révéleront être en rapport avec les sabotages des semaines écoulées et aussi indirectement avec l'attentat de Nantes. La police suit d'abord Hubert, qui remarque les inspecteurs, se débarrasse de son matériel compromettant et avertit Hanlet. Hanlet ne fait passer aucune information et ne prend aucune précaution.

26 octobre 1941 : promulgation de la *Charte du travail* par l'ancien syndicaliste Belin, devenu ministre de Pétain. En contradiction avec le projet corporatiste de Vichy, le parti communiste fait de la lutte syndicale son approche principale de la résistance nationale à l'occupant. Le sabotage pour les ouvriers et le refus de livrer pour les paysans sont envisagés comme les deux moyens d'action principaux. C'est par ce biais que l'action de masse entrera en communication avec celle des groupes armés, mais celle-ci ne fait l'objet que de mentions vagues, et aucune stratégie d'ensemble n'est définie.

27 octobre 1941 (lundi) : Otto von Stülpnagel fait annoncer par voie de presse que des personnes ont donné à Nantes des renseignements susceptibles de faire remonter aux assassins du commandant Hotz. Il précise que, renonçant à la prime en argent, elles ont obtenu en revanche la libération de proches prisonniers en Allemagne.

27 octobre 1941 : l'état-major de la Wehrmacht annonce la prise de Kharkov.

29 octobre 1941 : Von Stülpnagel confirme que l'exécution du contingent complémentaire d'otages est suspendue, mais non annulée, par ordre d'Hitler. Il engage la population à collaborer encore à la capture des meurtriers.

29 octobre 1941 : l'état-major de la Wehrmacht fait part d'une contre-offensive soviétique devant Moscou, mais en affirmant son échec. L'état-major italien fait état d'escarmouches sur le front de Tobrouk.

30 octobre 1941, jeudi matin : la filature d'André Hubert, dénoncé par le père de Maurice Cocrelle, conduit à l'arrestation de Roger Hanlet, avec qui il était en rapport pour des fournitures d'armes, et peu après de Pierre Milan, qui habite dans les mêmes HBM Ranvier par les policiers de la Police judiciaire Veber et Savary. Chez Hanlet, les policiers trouvent des armes et obtiennent rapidement des aveux et des pistes.

30 octobre 1941, jeudi après-midi : devant les policiers, Hanlet déclare appartenir à la Résistance. Il donne les noms et adresses de Zalkinov, qu'il présente comme le chef de son groupe, et aussi de Peltier, Rizo, Bloncourt. Les deux adresses de Brustlein sont également grillées. Hanlet aurait aussi parlé de 'Gilbert', mais sans donner son patronyme, et aurait signalé son voyage à Nantes.

30 octobre 1941 : le commissaire Veber informe immédiatement les Allemands qu'il vient d'arrêter les membres d'un groupe de résistance.

30 octobre 1941 (jeudi) : selon les aveux de Suzanne Momon faits devant la police, elle aurait vu régulièrement son fils entre le 22 et le 30. Puis elle aurait constaté en même temps, le 30, son retard, et le déclenchement d'une enquête policière à son endroit.

30 octobre : Brustlein constate que le quartier Philippe-Auguste est bouclé par la police. Un voisin envoyé par sa mère, Louis Nogarède, l'informe juste à temps que le 1 rue de Montreuil est également surveillé. Il va dormir chez des connaissances.

30 octobre 1941 : arrestation de Acher Semahya par la police judiciaire, à la suite des aveux de Roger Hanlet. Il nie sa participation à l'OS.

30 octobre (?) : arrestation de Fernand Zalkinov par la police judiciaire. D'après les documents policiers l'arrestation de Zalkinov avenue Philippe-Auguste aurait eu lieu le 30 à la suite des aveux d'Hanlet. Mais le premier rapport faisant état d'un interrogatoire de Zalkinov est du mardi 11 novembre 1941. Il aurait déclaré : *"Je ne veux pas donner de renseignements qui peuvent permettre d'arrêter ceux qui m'ont dirigé dans cette affaire"*.

31 octobre 1941 : exécution du policier Orset, de la brigade spéciale du commissariat de Clichy, spécialisé dans l'infiltration des milieux communistes et syndicalistes. Il est attiré dans un guet-apens sur le pont d'Asnières à Clichy et il reçoit une balle dans le poumon. C'est la première fois que la gauche ouvrière exerce des représailles directes contre les forces répressives. Il s'agit d'une action spontanée, ne résultant pas d'une consigne venue du sommet.

31 octobre (vendredi) à 8.30 : envoyée par Gilbert Brustlein au 126 Philippe-Auguste, Lily Lichteichen constate la présence de policiers. Elle lui en rend compte le lendemain, un peu après midi, au carrefour Chateaudun.

31 octobre 1941 : arrestation de Robert Peltier.

31 octobre 1941 (?) : passant rendre visite à Hanlet, Tony Bloncourt s'aperçoit que l'appartement est apparemment vide d'habitants et que les volets sont fermés. Il s'alarme et va trouver Pierre Daix à qui il fait part de la nouvelle. Ce dernier lui conseille de quitter son domicile de la rue Félix Voisin et de venir se cacher chez lui. Il demande à Léon Lavallée, son responsable aux Etudiants communistes, une fausse carte d'identité pour son camarade. Celle-ci lui est confectionnée par le faussaire du parti, Claude Gaulué.

31 octobre 1941 (vendredi) : sans planque de recours, Brustlein demande l'aide de l'organisation. Miret-Musté le conduit au 5 rue Debidoir où se trouve le laboratoire de l'Organisation spéciale. France Bloch y fabrique les explosifs et les poisons de l'Organisation spéciale. C'est là que l'on décide de cacher Brustlein, en dépit des risques. Le 'labo' est voisin du restaurant l'Aquarium Bar, au 68 Boulevard Sérurier, tenu par la mère Mie, de son vrai nom Constance Rapeneau. Ce restaurant est fréquenté par de nombreux responsables clandestins, dont Pierre Georges, Jules Dumont, Elie Ventora et Georges Déziré. Il est également surveillé par un policier qui habite en face et y a ses habitudes : Pierre Leblanc.

31 octobre 1941 : Frédo crève trois pneus d'une voiture allemande.

22 au 30 octobre 1941 : Brustlein voit Conrado Miret-Musté qui lui transmet les félicitations de la Direction. Il aurait aussi vu le Berre et d'Andurain. D'après le témoignage de ce dernier, ils auraient parlé de leurs opérations respectives à Nantes et Rouen. L'information aurait alors circulé au moins dans le cercle restreint des combattants de l'OS, puisque dès les premiers jours François Rizo communique à Pierre Daix que Gilbert Brustlein est l'auteur du coup de Nantes. Les deux amis ont alors connaissance des fusillades de Nantes. Ils discutent de l'opportunité de poursuivre le combat sous les mêmes formes. C'est la ligne dure, déjà retenue par Brustlein et Frédo, qui prévaut également de leur côté. En revanche, Pierre Daix dira avoir reçu de la hiérarchie la consigne de présenter devant les non-communistes l'attentat comme l'oeuvre de provocateurs. C'est effectivement cette thèse que sous-entendra l'**Humanité**.

Fin octobre 1941 : atterrée par le contre-coup des fusillades d'otages et intimidée par l'émotion et la désapprobation populaire, la direction du parti communiste s'abstient de revendiquer les opérations brûlots. Elle laisse courir dans ses propres rangs la rumeur selon laquelle les attentats sont des provocations nazies. La presse clandestine affirme : *"Les attentats de Nantes et de Paris sont signés Hitler et Pétain"*. Le Parti communiste ne reconnaîtra avoir commandité l'opération de Nantes qu'en 1950. Par ailleurs, Brustlein lui-même aurait été condamné à mort par le Parti selon une logique et après des débats qui demeurent mal élucidés.

Fin octobre 1941 : Georges Tondelier est remis à la base. On en donne pour motif un imbroglio sentimental. Il sera affecté à l'OS le 19 novembre 1941.

Fin octobre 1941 : constatant l'absence de protection de la part de la direction du parti communiste pour les combattants de l'OS, Pierre Daix trouve une planque dans le quartier des Gobelins par ses propres moyens.

Début novembre 1941 : au cours du mois d'octobre, le nombre des combattants de l'Organisation spéciale du Parti communiste et des otages exécutés en France par les Allemands est le plus élevé depuis le début de la guerre : 98. La politique de représailles en réponse aux attentats communistes est infléchie dans le sens d'une visée spécifique contre les juifs et les communistes au lieu des prises d'otages parmi les notables, qui avait été initialement esquissée : ceci est un des aspects de la nouvelle accélération de la politique d'extermination qui va être consacrée le 20 janvier 42 dans la conférence du Wannsee. Mais sans attendre, Himmler a d'ores et déjà lancé l'idée de déportations massives vers l'Est sans attendre la fin de la guerre : et cette nouvelle pratique sera appliquée aux juifs et communistes visés en représailles pour les actes de résistance. Reprendre la main par rapport à Himmler sera pour Heydrich un des enjeux de la conférence. Pour le Parti communiste, de la répression à grande échelle résultera une diminution de l'activité clandestine au mois de novembre. L'activité clandestine reprendra progressivement après les fusillades d'otages et les arrestations du mois d'octobre, mais jusqu'au 21 novembre il n'y aura pas d'opération de grande ampleur, et jusqu'au 28, pas d'attentats individuels contre des militaires allemands. Ceci ne découle probablement pas d'une décision politique, mais reflète la fragilité des premiers efforts militaires du Parti communiste, la pauvreté des moyens et l'extrême difficulté de la lutte à ses débuts.

Début novembre 1941 : attaque du garage Normandie, rue Rémusat (16ème) par Bourdarias, Touati, Coquillet, Tourette.

Début novembre 1941 : Pierre Daix aide Tony Bloncourt, qui a renoncé à toute activité terroriste. Il le cache et lui trouve des faux papiers. Bloncourt sera arrêté le 6 janvier 42. Zalkinov, détenu et interrogé brutalement à la Police judiciaire, ne parle pas. Il laisse croire qu'il est le chef du groupe dénoncé par Cocrelle.

Début novembre 1941 : premières expériences d'un nouveau camion transformé en chambre à gaz à Sachsenhausen. C'est un peu avant qu'ont eu lieu les premières utilisations du Zyklon B à Auschwitz, d'abord sur des prisonniers de guerre soviétiques. Plus de 10 000 gazages et des milliers de fusillades de civils juifs auront encore lieu lieu à Chelmno et Riga, et la construction de camps d'extermination destinés à l'extermination de Juifs venus de l'Europe entière sera entamée à Minsk et Lublin avant la conférence de Wannsee du 20 janvier 1942.

Novembre 1941 : Maurice Feld rejoint l'Organisation spéciale. Il suit les sessions de formation militaire et rencontre Pierre Georges à deux reprises. Il contribuera à rompre la période de léthargie qui avait suivi les arrestations de la fin octobre en attaquant un miliaire allemand le 2 décembre suivant.

Novembre 1941 : Jean Debrais intègre l'Organisation spéciale.

Novembre 1941 : Jean Moulin gagne Londres. Il sera parachuté pour la première fois en France en janvier 1942 avec la mission d'unifier les mouvements de résistance en zone Sud.

Novembre 1941 : Henri Frenay, Bertie Albrecht et François de Menthon lancent le mouvement '*Combat*' par fusion de mouvements préexistants. Henri Frenay en prend la direction, qu'il assumera jusqu'au 16 juin 1943. *Combat* sera un grand mouvement de masse en zone non-occupée, semi-clandestin par rapport à Vichy, et qui se consacrera à diverses formes de résistance à l'exclusion de la lutte armée.

Novembre 1941 : Raymond Guyot est envoyé en Angleterre puis au mois de février 1942 il est parachuté en France où il militera clandestinement jusqu'après le départ des Allemands.

Novembre 1941 : Mounette Dutilleul, arrêtée le 15 mai 1941, est transférée à Rennes. Elle réussira à dissimuler son identité réelle pendant encore trois mois, jusqu'au 14 février 1942. Ce résultat de la police sera assez rapidement suivi de l'arrestation d'Arthur Dallidet, arrêté le 28 février 1942. Coïncidence ? L'organisation semble lui reprocher quelque chose, car elle est tenue à l'écart par ses co-détenues communistes sur ordre d'en haut. Mais pour expliquer cet ostracisme pourraient aussi être en cause le revirement anti-kominternien de Staline ou la relative disgrâce de Tréand.

Novembre 1941 : tour de chant de Maurice Chevalier au *Casino de Paris*. Galtier-Boissière se moque dans son journal intime de l'artiste qui se pavane devant un parterre d'officiers allemands "*venus pour voir des fesses*" et indifférents à son art.

1er novembre 1941 : à Creil, arrestation par la Police judiciaire de Robert Peltier, de Goussainville, à la suite des aveux de Roger Hanlet.

1er novembre 1941 : Frédo crève deux pneus sur un camion allemand.

2 novembre 1941 : Marcel Delgay, de la Sûreté, chargé par Pucheu de coordonner l'enquête sur l'attentat de Nantes, est informé de la participation probable de Gilbert Brustlein. Muni d'une photo du suspect, il en obtient l'identification par Mme Huau, la restauratrice de la rue Paul Bellamy, à Nantes, où Brustlein déjeunait avec Bourdarias. Ces éléments ne sont pas communiqués au public, mais la presse fait état de la dénonciation et de sa récompense. Brustlein, Bourdarias et Guisco savent donc que leur identification est au moins possible. Après ce dernier signal, la presse se tait sur l'enquête jusqu'au 19 novembre. Du côté des autorités, l'identification de Brustlein comme assassin du commandant Hotz semble acquise, mais elle est tenue secrète pour ne pas compromettre sa traque. La police française annonça faussement mais opportunément avoir résolu avec l'arrestation des sept de Ranvier l'affaire de Nantes, qui restera connue comme celle du '*groupe Zalkinov*', alors que le seul Brustlein, qui avait échappé à l'arrestation, y était impliqué. Aux Allemands, Pucheu, jouant sur les stéréotypes mentaux de ses interlocuteurs et travestissant quelque peu le déroulé des arrestations dans le onzième arrondissement, devait déclarer que « *les responsables cachés de l'attentat de Nantes avaient été découverts et arrêtés par la police française. Il s'agissait d'une organisation de terroristes composée en majeure partie de communistes et ayant à sa tête un juif. L'assassin du Feldkommandant de Nantes, un jeune Alsacien, avait fui une heure avant d'être arrêté par la police* ». Il était naturellement de l'intérêt de Pucheu et de la police française de faire passer Brustlein pour un simple exécutant sous les ordres de Zalkinov.

Nuit du 2 au 3 novembre 1941 : destruction des synagogues parisiennes par une équipe de truands et de militants des groupes antisémites français obéissant à des consignes de la police allemande.

4 novembre 1941 : Bob Kirschen est libéré de Drancy. Convoqué quelques jours plus tard par la police, il passe dans la clandestinité. Il va se cacher chez des amis de la famille, Germaine David et Vera Finkelstein. Tous trois seront ultérieurement arrêtés et déportés.

4 novembre 1941 : message de Churchill à Staline. Churchill refuse de déclarer la guerre à la Finlande et à la Hongrie. Il refuse aussi de déployer des troupes en Union soviétique, comme le demande Stafford-Cripps. Ce message recevra une réponse qui provoquera une colère mémorable de Churchill.

7 novembre 1941 : Raymond Guyot est à Arkhangelsk, en route pour être rapatrié en France occupée.

7 novembre 1941 : à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'octobre, Staline prononce un grand discours de mobilisation contre l'agresseur nazi, suivi d'un défilé sur la Place rouge. Les jeunes du groupe Brustlein qui ont échappé aux arrestations en ont connaissance et décident de poursuivre l'action directe contre l'occupant et la collaboration.

9 novembre 1941 : croyant le danger passé, Brustlein recommence à paraître en public. Il aide Jules Dumont pour un déménagement, puis commence à prendre ses repas à l' *'Aquarium Bar'*.

Début novembre : Pierre Georges demande à Brustlein un rapport écrit sur l'opération de Nantes. Il pose des questions manifestant l'existence de soupçons contre lui au sommet du Parti. Par ailleurs, Brustlein s'aperçoit de la présence d'un policier chez la mère Mie.

10 novembre 1941 (lundi) : le policier Pierre Leblanc reconnaît Brustlein en train de déjeuner en compagnie de Jules Dumont à l'*'Aquarium Bar'*. Sous la supervision du commissaire David, de la Brigade spéciale anticommuniste, qui court-circuite la Police judiciaire du commissaire Veber, une surveillance est mise en place au restaurant. Elle est confiée aux policiers Curinier et Turpin des Renseignements généraux. Dans son rapport, la police dissimule le travail de son informateur et dit avoir surveillé l'endroit parce qu'il était la permanence du député communiste Gresa. Le rôle de Pierre Leblanc n'est pas mentionné. Sont identifiés Couliboeuf et Dumont. Sont repérés aussi, mais sans être identifiés, France Bloch et Pierre Georges. Il est en revanche difficile encore aujourd'hui de mettre un nom sur le personnage décrit d' *'un jeune homme, 18 ans environ, type israélite, cheveux bruns ondulés, allure d'étudiant'* qui semble être un ami intime de Brustlein. Ceci correspondrait bien à Zalkinov, si les autres données que l'on peut considérer comme établies excluent à peu près que Brustlein et Zalkinov se soient rencontrés après la soirée du 21 octobre. Après la guerre, Curinier prétendra avoir averti Dumont de la surveillance dont il faisait l'objet.

11 novembre 1941 : attaque rue de Trévise d'un véhicule de la Wehrmacht au moyen d'une bombe artisanale. Les mêmes éléments matériels (boulons) seront retrouvés dans une bombe utilisée contre la librairie Rive Gauche dix jours plus tard. Il pourrait donc s'agir d'une action du groupe Frédo, peut-être de Pierre Georges en personne.

11 novembre 1941 : les étudiants gaullistes et communistes du Front national étudiant commémorent la manifestation de l'année précédente par un lancer de tracts à la Sorbonne.

11 novembre 1941 : Staline répond au message de Churchill du 4 novembre. Il demande des conversations politiques sur l'après-guerre et des négociations militaires dans lesquelles Churchill est réticent à s'engager. La réception du message conduit à une crise dans les relations que Maïski et Beaverbrook, dans une moindre mesure Eden, s'emploient à surmonter. Finalement, Eden sera envoyé à Moscou, accompagné de Maïski, pour des conversations qui s'étendront du 7 au 30 décembre, mais qui ne déboucheront sur rien de précis.

12 novembre 1941 : mort du général Huntziger. Au retour d'un périple africain qui l'a conduit jusqu'à Dakar, son avion s'écrase dans le massif de l'Aigoual. Le Maréchal remettra à la veuve une des premières *francisques*, décoration créée au printemps 1942. A ses obsèques, il aurait déclaré à Abetz à propos des attentats anti-allemands que *« le gouvernement français mettrait tout en œuvre pour combattre ces lâches crimes condamnés unanimement de la façon la plus vive par la population et pour punir leurs auteurs de la peine de mort qu'ils méritent. »* Dans un beau geste de réciprocité, Hitler adressa à Pétain des condoléances emphatiques, et von Stülpnagel exprima les siennes à Darlan.

12 novembre 1941 : en Méditerranée, le porte-avion britannique *Ark Royal* qui assurait le soutien logistique de Malte, est coulé par un sous-marin allemand. C'est le début d'une série de déboires britanniques due à l'activité des sous-marins allemands et italiens.

13 novembre 1941 : Jean Chaintron, responsable du Parti communiste en zone sud est condamné à mort par la cour martiale de Lyon.

Mi-novembre : il apparaîtrait, d'après le témoignage de Gilbert Brustlein, corroboré par les rumeurs qui coururent dans l'organisation, et dont rend compte Maroussia Naïtchenko, que la direction du Parti aurait décidé de l'éliminer.

15 novembre 1941 : les Allemands relancent l'offensive sur Moscou.

15 novembre 1941 : attaque d'un garage par le groupe Frédo.

15 novembre 1941 : discours du général de Gaulle à l'*Albert Hall* de Londres. Pour la première fois de Gaulle politise son mouvement en se réclamant de la devise *Liberté, égalité, fraternité*.

15 novembre 1941 : Rosenberg s'entretient avec Himmler sur la question juive. Il annonce *"l'éradication biologique de l'ensemble de la juiverie d'Europe"*.

16 novembre 1941 : reprenant publiquement la teneur des propos privés tenus par Adolf Hitler dans les jours précédents, Goebbels publie dans la revue *Das Reich* un éditorial intitulé *"Les Juifs sont coupables"* dans lequel il rappelle le discours du 30 janvier 1939 menaçant le peuple juif de destruction totale, et précisant que les conditions étant remplies, le moment était venu. *"La juiverie internationale subit un processus d'extermination progressive"*.

18 novembre 1941 : devenu pro-américain et brouillé avec le maréchal Pétain après les propos qu'il a tenus sur son compte et les projets qu'il a formés, le général Weygand est démis. Il est remplacé par le général Juin comme proconsul de Vichy en Afrique en dépit des pressions américaines. Il aura l'idée malencontreuse de rentrer en France où il sera arrêté par les Allemands après le 11 novembre 1942.

18 novembre 1941 : après quatre mois de préparation et ayant été équipée en nouveaux chars américains, la 8ème armée britannique sous les ordres d'Allan Cunningham attaque Rommel à Sidi Resegh. Une des raisons de l'opération est de répondre indirectement aux exigences stalinienne d'ouverture d'un second front. Mais au plan militaire, ce sera un demi-échec, une contre-offensive audacieuse de Rommel manquant de conduire à une catastrophe pour les Britanniques. L'aviation contribue notablement à leur sauver la mise. Cunningham est remplacé pour manque de combativité. Auchinleck prend les choses en main personnellement mais Churchill lui en voudra de ne pas avoir suivi l'affaire de plus près dès le début. Toutefois, Rommel sera contraint à la retraite et Tobrouk sera dégagé au début décembre.

19 novembre 1941 (mercredi) : par affichage et par voie de presse, les autorités publient la photo de Gilbert Brustlein comme étant l'assassin du commandant Hotz, avec offre de récompense, alors même que Brustlein fait l'objet d'une surveillance policière à l'*Aquarium Bar*.

19 novembre 1941 (mercredi) (?) : alerté par l'appel à témoins le concernant, Gilbert Brustlein quitte le labo. Il ne reviendra pas à l'*Aquarium Bar*, ce qui interrompt la surveillance de la Brigade spéciale. Il trouve un hébergement pour une nuit chez une vague connaissance à Saint-Mandé.

19 novembre 1941 : Dumont cesse de venir à l'*Aquarium Bar*, mais, selon la police, le jeune homme qui semble être un ami intime de Brustlein continue à le faire.

19 novembre 1941 : Georges Tondelier, chassé de son poste responsable à la fin octobre, est affecté à l'OS sous les ordres de Pierre Tourette.

20 novembre 1941 : Miret-Musté trouve une planque pour Brustlein rue des Pyrénées chez des copains métallos.

20 novembre 1941 : l'amiral Hart qui commande la marine américaine asiatique se concerta avec ses homologues Britannique et Néerlandais en vue d'une stratégie commune contre le péril japonais. Le *Prince of Wales* et le *Repulse* sont arrivés en Extrême Orient. Ils seront coulés dans les premiers jours qui suivront l'attaque japonaise sur *Pearl Harbour*.

21 novembre 1941 (vendredi) : Ernst Jünger rencontre Paul Morand, Gaston Gallimard et Jean Cocteau.

21 novembre 1941 : novembre a été un mois de faible activité anti-allemande après les actions d'éclat et la répression massive du mois d'octobre. L'OS se reconfigure, Tourette travaillant plus régulièrement avec Tondelier, Grinberg et Engros, et Coquillet avec Bourdarias, Bertone et Touati, tandis que Jean Debrais s'entoure de Quarré, Schönhaar et Bret. Pour relancer l'action après les revers récents, Pierre Georges organise un attentat contre la librairie *Rive gauche*, place de la Sorbonne, spécialisée dans la propagande collaborationniste et tenue par le beau-frère de Brasillach. Elle a déjà été attaquée par les étudiants patriotes le 1^{er} Juillet, mais cette fois les dégâts sont sérieux avec l'emploi de bouteilles incendiaires. Ce sont surtout des ouvrages de l'auteur collaborateur Montherlant qui sont endommagés. Tout Paris se moque de Montherlant, dont Galtier-Boissière relate avoir fait connaissance avec surprise : « *Je prévoyais un athlète. Et je vis un petit monsieur à talonnettes.* » Jean Galtier-Boissière est témoin direct de l'affaire, car habitant place de la Sorbonne il est réveillé à sept heures du matin par les détonations et les coups de feu, ce qui ne l'empêche pas d'en donner une description probablement erronée, puisqu'il croit à une bombe à retardement, et croit que les policiers ont tiré sur des passants par pure panique.

22 novembre 1941 (samedi) : attaque de l'hôtel-restaurant *L'Océan*, réquisitionné par la poste allemande, 43 avenue du Maine par Tardif et Garraud.

23 novembre 1941 : les Allemands coupent la route Moscou-Leningrad.

23 novembre 1941 : rupture entre le MSR de Deloncle et Schueller et le RNP de Déat, dénoncé comme trop tiède dans la dénonciation des Juifs et des franc-maçons. Schueller déclare : « *L'essentiel pour nous, c'est la rupture complète et définitive avec un passé récent, avec les hommes et les méthodes de la Troisième république, avec la franc-maçonnerie et la juiverie* ».

25 ou 26 novembre 1941 : ce soir là, Christian Rizo, recherché depuis le 30 octobre, dîne au restaurant avec Pierre Daix. La discussion porte entre autres choses sur le récent attentat contre la librairie *Rive Gauche*. Après quoi, en dépit des avertissements de ses amis, Christian Rizo se rend chez sa mère pour lui porter son salaire. Il y tombe dans la souricière montée par la police judiciaire depuis le début du mois. Confronté à Roger Hanlet, il finit par reconnaître son appartenance à l'OS.

25 novembre 1941 (selon la police, mais un autre rapport policier parle du 1er décembre) : le policier Curinier, selon son rapport, se fait repérer en filant le suspect 'de type israélien' qui fréquente l'*Aquarium Bar*. Leblanc, qui reprend la filature, se fait remarquer à son tour et, d'après son rapport, tente en vain de l'appréhender. Prévenu, le commissaire David décide l'exécution d'urgence d'une descente de police. Une vingtaine de policiers investissent le quartier. Ils arrêtent Louis Couliboeuf, Constance Rapeneau et tous les consommateurs présents sur place. Au total des charges seront retenues contre neuf militants communistes. Mais Brustlein, Miret-Musté, Dumont et France Bloch, sont épargnés. Pierre Georges, selon le récit fait à Gilbert Brustlein, aurait réussi à se sauver en sautant par la fenêtre et en gagnant le square de la Butte du Chapeau rouge : mais les rapports policiers ne font aucune allusion à ce fait. La chute du labo entraînera de nombreuses arrestations en province, celle de Simone Schloss à Paris, et la découverte du dépôt d'armes d'Eugène Hénaff, Paul et Marie-Thérèse Lefèvre au 131 Boulevard de la Villette. Ces trois combattants seront jugés au procès de la Maison de la Chimie. Simone Schloss, agent de liaison de Miret-Musté, sera exécutée. Les Lefèvre survivront.

25 novembre 1941 (mardi) : selon le récit d'après-guerre de Brustlein, Pierre Georges prend contact avec Gilbert Brustlein et lui donne rendez-vous à 9h du soir, rue des Pyrénées, sous le pont du chemin de fer. Il lui annonce la chute du labo. Puis, il le conduit rue Vitruve et lui ordonne de mourir dans un attentat suicide après s'être identifié comme 'Brustlein, le terroriste de Nantes'. Dans une version antérieure, plus vraisemblable, le Parti aurait chargé Pierre Georges de liquider Gilbert Brustlein. Rendez-vous aurait été fixé à cet effet dans les bois de Fausses-Reposes, près de Versailles mais, désobéissant aux consignes, Georges se serait refusé à exécuter son camarade, et il lui aurait conseillé de disparaître. Selon Pierre Daix, l'ordre de liquider Gilbert Brustlein n'aurait pu venir que de Jacques Duclos. Le Comité Militaire National étant seulement en cours d'installation, ni Tillon, ni Ouzoulias n'auraient pu avoir connaissance des péripéties entourant l'affaire de Nantes et la chute du labo. Nous savons cependant par Jacques d'Andurain que Tillon au moins a suivi les retombées de l'affaire Brustlein à partir du mois de décembre 1941 au plus tard.

26 novembre 1941 (mercredi) : Coquillet et Bourdarias attaquent la librairie allemande à l'angle de la rue de Rivoli et de la rue Cambon.

26 novembre 1941 : attaque d'un poste de garde de l'armée allemande à la Porte d'Orléans. L'attaque a lieu à 20h15.

27 novembre 1941 : à la suite des nombreux attentats à l'explosif contre les intérêts allemands à Paris, et en particulier celui du 21 contre la librairie Rive gauche et celui du 22 avenue du Maine, le général Schaumburg, commandant du Grand Paris adresse un avertissement à la population. Il inflige à la ville de Paris une amende d'un million de francs et impose pendant trois jours la fermeture des cafés du boulevard Saint-Michel et du boulevard Montparnasse à cinq heures du soir. Par ailleurs, comptant reprendre l'avantage sur le terrain de la propagande, la librairie allemande refaite à neuf expose en vitrine les exemplaires de Goethe et Schiller aux pages roussies par les bouteilles incendiaires. L'exposition s'accompagne de commentaires ironiques sur le rapport difficile à la civilisation de la racaille judéo-bolchévique. Cette première vexation prendra fin à la mi-décembre, mais d'autres ordres de couvre-feu rendront peu à peu l'atmosphère de Paris sinistre.

27 novembre 1941 : bombardement de la prison d'Amiens par la Royal Air Force.

Fin novembre 1941 : Gilbert Brustlein laisse une dernière lettre pour Frédo et quitte la région parisienne.

Fin novembre 1941 : sans lier explicitement les deux affaires, les autorités françaises font passer les deux séries d'arrestations des 30 octobre et 25 novembre comme une élucidation suffisante de l'attentat de Nantes. La police n'en tient pourtant aucun des auteurs, et les personnes arrêtées sont sans rapport immédiat avec l'affaire. Par ailleurs, les adultes de l'Organisation, Pierre Georges, Miret-Musté, Gueusquin, le Berre et Guisco, ne sont pas identifiés. Toutefois, les Allemands se félicitent de cette collaboration et décident de conclure la séquence par un procès à grand spectacle tenu au Palais-Bourbon, dans lequel seront jugés les sept membres arrêtés du groupe Brustlein : Zalkinov, Hanlet, Peltier, Semahya, Milan, Rizo, Bloncourt. Tous seront condamnés à mort et fusillés le 9 mars 1942. L'occupant en a fini avec le groupe Brustlein, et il croit avoir soldé l'affaire de Nantes, mais il n'en a pas fini avec l'Organisation spéciale.

28 novembre 1941 (vendredi) : le lendemain de l'avertissement de Schaumburg à la population parisienne, Conrado Miret-Musté chapeautant des combattants de la MOI et de l'Organisation spéciale, désormais réunis dans l'Organisation spéciale unifiée attaque l' 'Hôtel du Midi', un hôtel de passe fréquenté par les soldats allemands au 43 rue Championnet dans le 18ème. Frédo n'est pas impliqué. Trois Allemands sont tués et cinq blessés. Quatre prostituées françaises sont également victimes de cette action. Avec l'attaque de la librairie 'Rive gauche' la semaine précédente, c'est la plus grosse opération depuis Nantes. Charles Tillon la cite comme une date dans l'histoire de la résistance. Il la considère, avec celle du 2 décembre boulevard Magenta, comme la cause de la série de représailles dont feront partie les exécutions de Gabriel Péri et Lucien Sampaix parmi 95 otages communistes le 15 décembre 1941. C'est également une des rares actions de la résistance intérieure que de Gaulle cite nommément dans ses mémoires de guerre. Il semble qu'aux yeux de l'opinion de l'époque elle ait été le début de la prise de conscience qu'il faudrait désormais compter avec un terrorisme anti-allemand. Aux yeux des Allemands, c'est une véritable provocation un mois après les fusillades de Nantes, Châteaubriant et Souges. Dans un premier temps, von Stülpnagel impose un couvre-feu à 17 heures trente à Montmartre.

28 novembre 1941 : Hitler annonce au grand Mufti de Jérusalem son intention de procéder à l' "extermination de la juiverie".

29 novembre 1941 (samedi) : Ernst Jünger passe par Montmartre qu'il décrit sombre, brumeux, et rempli de policiers et de soldats en raison d'un attentat.

30 novembre 1941 : dans une atmosphère générale de croyance de plus en plus affirmée à la victoire anglo-américaine à Vichy, Darlan fait entendre sa petite différence, spécifiquement anglophobe, erronée et même tendant à l'absurde dans sa prédiction d'une sorte de paix blanche en Europe, mais non dépourvue de clairvoyance quant au cynisme américain et à la situation critique des anciennes démocraties : « *L'Angleterre, avec sa mauvaise tactique de guerre, est déjà vaincue. [...] Deux pays sortiront vainqueurs : l'Allemagne en Europe et Etats-Unis pour le reste du monde. [...] Concernant les colonies, l'Amérique aura la domination mondiale et supplantera partout l'Angleterre. C'est pourquoi en prenant parti contre l'Amérique nous risquons de perdre notre empire colonial. [...] Nous sommes contraints de faire une politique de bascule entre l'Allemagne et l'Amérique en faisant à chacune plus ou moins de concessions substantielles. [...] A l'Allemagne nous devons donner tout ce que nous ne pouvons pas lui refuser, donc tout ce qu'elle exige. Par contre nous voulons à tout prix éviter une rupture avec l'Amérique et nous refusons d'entrer en guerre contre l'Angleterre. [...] Nous suivrons jusqu'à la fin notre politique d'équilibre, la seule qui permettra à la France de sortir de la guerre sans rompre avec les deux vainqueurs.* » Cette analyse, qui traduit apparemment une évolution de la pensée de l'Amiral, annonce sa conduite un an plus tard lorsque la présence américaine se fera effective dans le théâtre d'opérations méditerranéen.

Novembre 1941 : création du Comité militaire national du Front national. Jacques Duclos, seul à superviser jusque-là les actions des groupes armés, en confie la réorganisation à Charles Tillon. Afin de remédier aux failles organisationnelles de la lutte armée, il est décidé de créer une '*Organisation spéciale unifiée*' de la région parisienne, regroupant les combattants des Jeunesses, de l'*Organisation spéciale* et de la *Main d'Oeuvre Internationale*. Le commissaire politique en est Louis Marchandise et le commissaire militaire Yves Kermen. Pour éviter le renouvellement de déboires identiques à ceux connus lors du démantèlement du groupe Brustlein, avec en particulier les aveux trop rapides de Roger Hanlet, il est décidé que désormais les combattants seront munis de poisons à utiliser en cas d'arrestation. Spartaco Guisco, qui sera arrêté en compagnie de Louis Marchandise, aurait pu être associé à la nouvelle équipe dirigeante.

Novembre 1941 : André Kirschen, coupé de l'OS, et son frère Bob, qui se cache après sa libération de Drancy, fréquentent Maroussia et Tania Naïtchenko. Tania décide d'aller retrouver un fiancé mystérieux à Deauville, en zone interdite.

Fin novembre 1941 : alors que l'armée allemande piétine devant Moscou et Leningrad, les Anglais repoussent l'Afrika Korps de Rommel de Cyrénaïque. Mais ce succès n'est que provisoire. La vraie bataille pour Tobrouk est encore à venir. Les états-majors allemand et italien annoncent un '*temps d'arrêt*' dans les opérations.

Fin novembre 1941 : Raymond Guyot, Francine Fromont et Daniel Georges, de retour à Mourmansk après l'avarie de leur premier bateau, partent pour l'Ecosse. Ils voyagent incognito, sous des numéros matricules. Francine Fromont est chargée d'une mission de liaison radio auprès de Jacques Duclos. Il semble que Raymond Guyot éprouve un intérêt particulier pour cette jeune militante.

Début décembre 1941 : Gilbert Brustlein est à Vierzon, qu'il trouve en état de siège, avec son avis de recherche sur tous les murs. Il gagne Nevers et réussit à passer la ligne de démarcation vers Sancoins.

Début décembre 1941 : privé de contact direct avec l'OS par l'arrestation de son ami François Rizo, Pierre Daix opte pour des fonctions dans le Front national étudiant.

Décembre 1941 : Maurice Feferman et Maurice Feld effectuent un sabotage ferroviaire.

Décembre 1941 : le général Sikorski présente à Staline une liste d'officiers polonais disparus après avoir été faits prisonniers par l'Armée rouge en septembre 1939. Staline feint la surprise. Roosevelt sera informé de la réalité des faits en février 1942, mais il imposera le silence. L'affaire éclatera vraiment en avril 1943 lorsque les Allemands découvriront le charnier de **Katyn**.

Décembre 1941 : arrestation de Marguerite Dardant, secrétaire de Benoît Frachon.

Décembre 1941 : Marius Bourbon rejoint le groupement Valmy. Il a pour nom de guerre 'Cyrano'.

Décembre 1941 : Henri Frenay et Berty Albrecht lancent le journal '*Combat*', organe du mouvement qui vient d'être créé sous ce même nom. Le journal aura 58 numéros clandestins jusqu'au 21 août 1944.

1^{er} Décembre 1941 : von Kluge lance la dernière poussée allemande en direction de Moscou, qui n'est sur certains points, plus qu'à trente kilomètres du front. La contre-attaque de Joukov les rejette dès le lendemain au-delà de leurs positions de départ. Une nouvelle contre-attaque a lieu le 5 par des températures de -30 degrés, puis à la fin du mois.

1^{er} décembre 1941 : Goering, chargé de l'exploitation économique des territoires occupés, convoque Pétain et Darlan à Saint-Florentin Vergigny, dans l'Yonne. L'arrogance de l'Allemand fait bien comprendre aux Français l'impossibilité d'une certaine forme de collaboration. La collaboration s'approfondit cependant, dans le sens qui intéresse les vainqueurs. Ainsi, les bases sont jetées pour le futur **Service du Travail Obligatoire**. En échange, Pétain réclame la possibilité de gonfler les moyens de l'armée d'armistice en territoire africain. Gilbert Brustlein a vent de ces arrangements et il tentera de quitter le territoire en s'engageant dans l'armée d'armistice. Cependant, rien ne se conclut.

1^{er} décembre 1941 : le journal contrôlé par les Allemands Le Matin du lundi 1^{er} décembre 1941 rapporte l'attentat du vendredi précédent, 28 novembre, contre l'**Hôtel du Midi**.

2 décembre 1941 : dans la nuit du 2 au 3 décembre, Maurice Feferman et Maurice Feld blessent un officier allemand Boulevard Magenta non loin de l'intersection avec la rue de Chabrol. La victime est un médecin militaire, le capitaine Kerscher. Touché de trois balles, il est assez sérieusement blessé. Les deux combattants s'enfuient, et des militaires français participent à leur poursuite, mais en vain. La presse et les sources militaires allemandes parlent de trois assaillants.

2 décembre 1941 : Pierre Tourette et Marcel Bourdarias attaquent un local du RNP dans le 13^{ème} arrondissement.

3 décembre 1941 : le général Schaumburg réagit à l'attentat de la veille par Feld et Feferman. Il impose un couvre-feu avancé dans le 10^{ème} arrondissement et promet des mesures extrêmes si les coupables ne sont pas retrouvés.

3 décembre 1941 : décret '*Nacht und Nebel*'.

3 décembre 1941 : rue de Seine, Pierre Tourette, accompagné de son frère Paul et de Gérard Hilsun, tire sur le commandant Frise et le blesse.

3 décembre 1941 : Staline reçoit **Sikorski** et **Anders**. Il affirme ne pas savoir ce que sont devenus les officiers polonais internés à Kozielsk à l'automne 1939.

Début décembre 1941 : Anthony Eden part pour Moscou. C'est la première rencontre d'un Britannique de haut niveau avec Staline depuis Barbarossa. Les conversations s'enliseront, tandis que l'attaque de Pearl Harbor mobilisera l'attention de Churchill, pressé d'aller à Washington pour organiser l'étroite coopération avec Roosevelt qui demeure refusée à Staline.

4 décembre 1941 : la presse collaborationniste parisienne annonce la mort d'un neveu de Churchill, Esmond Romilly. Aviateur, il aurait combattu pour la République pendant la guerre civile espagnole.

5 décembre 1941 : les Allemands ont encerclé Toula. Ils sont à trente kilomètres de Moscou, que les organes de pouvoir soviétiques ont abandonnée à l'exception de Staline lui-même. Selon Henri Picker, Staline aurait pris des mesures de *salut public* comportant l'exécution des détenus dans les prisons et des membres du Parti défaitistes qui avaient détruit leurs cartes du Parti dans l'expectative d'une prise de la ville. Les forces soviétiques contre-attaquent, font la percée, et les Allemands doivent reculer. La bataille de Smolensk se déroule trop près de Moscou pour que le monde réalise ce qu'elle est en effet : la première grande défaite de la Wehrmacht. Il fait moins trente-cinq degrés. Guderian annonce la fin de son offensive. La presse collaborationniste se tait.

5 décembre 1941 : opérant à bicyclette à l'angle de la rue de Seine et de la rue Clément, Pierre Tourette tire sur un officier allemand mais sans le toucher. Les sources militaires allemandes révèlent qu'il s'agit du commandant de la Luftwaffe Kurt Friese.

5 décembre 1941 : Hitler ordonne le transfert de forces aériennes importantes de Russie en Lybie. Celles-ci permettent le réarmement de Rommel, étrillé à Sidi Rezegh. Elles menacent également Malte, qui est en grande difficulté.

5 décembre 1941 : représentatif de l'évolution générale des milieux financiers et industriels français, Lemaigre-Dubreuil des *Huiles Lesieur* jusque là collaborationniste et faisant des affaires avec les Allemands prépare ce que Pertinax devait décrire comme '*la confirmation par l'Amérique de la Révolution nationale exécutée grâce à l'Allemagne*'. Circulant librement de Dunkerque à l'Afrique, il rencontre Robert Murphy à qui son anglophobie de toujours plaisait presque autant que sa nouvelle germanophobie. Déclarant soutenir Weygand, il propose un plan d'autonomisation de l'Afrique du Nord par rapport à Vichy sans rupture ouverte avec les Allemands. Ceci permettrait d'éviter de Gaulle, qui inquiétait les milieux patronaux enfoncés dans la collaboration autant qu'il déplaisait aux Américains. Dans un premier temps, Murphy s'abstint de tout engagement précis en matière de soutien logistique et militaire mais accueille volontiers le projet d'exclure de Gaulle du jeu et entreprend de faire pression dans ce sens sur le gouvernement britannique. Cependant, tous ces beaux projets allaient être bouleversés par le retour de Laval, et donc de Guérard, véritable inventeur de la collaboration et, depuis la Syrie, héraut de la lutte contre l'influence anglo-saxonne dans le domaine colonial.

5 décembre 1941 : l'*Humanité* n° 140 fait mention d'un attentat dans le dix-huitième arrondissement. Le journal communiste nie toute implication du parti et affirme que seuls des Allemands peuvent avoir commis cet attentat. Dans un étrange numéro d'équilibrisme, le même numéro dénonce un ancien rédacteur de l'*Humanité*, Darnar, pour avoir condamné l'action des exécuteurs du commandant Hotz à Nantes un mois plus tôt.

6 décembre 1941 à 19h30 : Louis Coquillet blesse grièvement un officier allemand, le lieutenant Rahl, à l'angle de la rue Rennequin et du Boulevard Pereire.

7 décembre 1941 (dimanche) : attaque à la dynamite du mess des sous-officiers de l'armée allemande, l'Hôtel du grand Venise au 117 rue de la Convention. L'auteur est Emile Tardif. Peu de dégâts, pas de victimes. Ceci conclut la phase particulièrement active d'attentats contre les militaires allemands de la part de l'Organisation spéciale, commencée le 21 novembre. Les Allemands réagissent. Hitler signe le décret '*Nacht und Nebel*' prévoyant la déportation sans droit de correspondance. Stülpnagel avance le couvre-feu à dix-huit heures dans toute la région parisienne. Les contrevenants se retrouvent mis sur la liste des otages. Paris devient lugubre. A l'initiative de l'ambassadeur **de Brinon**, le Bulletin municipal officiel de la ville de Paris publie un appel à la population l'incitant à '*collaborer à la lutte contre le terrorisme anti-allemand*'. A côté des élus municipaux, du baron Seillière représentant les milieux industriels et financiers, et des nombreux universitaires signataires, s'associent à l'appel les plus hautes autorités ecclésiastiques, dont le pasteur Boegner, le cardinal Suhard et le cardinal Baudrillart.

7 décembre 1941. Les Japonais attaquent les îles Hawaï. A Pearl Harbour, 2.500 militaires américains sont tués et une partie de la flotte du Pacifique est anéantie. Le plan d'attaque a été conçu par l'amiral Yamamoto et exécuté par l'amiral Nagano. Cela force l'entrée en guerre des Etats-Unis que Churchill désespérait d'obtenir. Les Américains s'attendaient plutôt à une offensive aux Philippines ou aux Indes néerlandaises, et Churchill redoutait par dessus tout une descente sur les colonies britanniques qui aurait respecté les territoires tenus par les Américains. L'Angleterre aurait alors eu à faire face par ses seuls moyens. La stratégie de guerre nipponne est donc une erreur majeure de l'Etat-major qui sous-estime le pacifisme américain. Churchill décrit sa réaction, qui est étonnamment proche de celle de tous les antifascistes ordinaires : "*We had won the war. England would live ; Britain would live ; the Commonwealth of nations and the Empire would live. [...] We should not be wiped out. Our history wouldn't come to an end. We might not even have to die as individuals. Hitler's fate was sealed. Mussolini's fate was sealed. As for the Japanese, they would be ground to powder.*" L'Angleterre déclare la guerre au Japon le lendemain même.

8 décembre 1941 : Pétain adresse à Hitler un télégramme d'excuses pour les attentats anti-allemands en France.

8 décembre 1941 : Hitler apprend avec surprise l'attaque de Pearl Harbour. Anticipant sur sa déclaration de guerre, Hitler ordonne aux sous-marins allemands d'attaquer les navires américains.

9 décembre 1941 : Pearl Harbour ne prend pas les Américains et les Anglais absolument au dépourvu. Tout comme Staline en juin 1941, ils savaient que l'ennemi allait passer à l'attaque, mais cela ne leur épargne pas la surprise et les revers initiaux qui vont avec. Churchill savait qu'il aurait à défendre l'Empire en Extrême Orient et c'est pourquoi il y a positionné des unités navales majeures : le **Prince of Wales** et le **Repulse**. Mais les deux cuirassés sont coulés devant Singapour avant d'avoir eu le temps de prendre le large. Privés de couverture aérienne, ils ont été frappés par des avions-torpilleurs japonais basés à terre. C'est l'Amirauté qui informe Churchill : "*Prime Minister, I have to report to you that the prince of Wales and the Repulse have both been sunk by the Japanese - we think by aircraft. Tom Philips is drowned*". Dans les mémoires de guerre de Churchill les pertes navales se comptabilisent d'habitude en tonnaux, et avec autant d'émotion que les runs au cricket : mais ce coup-là l'ébranle. "*Are you sure it's true ? - There is no doubt at all*". Car Churchill connaît personnellement Tom Philips et les principaux officiers de passerelle du Prince of Wales depuis sa traversée d'août 1941. Ce passage des Mémoires est peut-être le seul dont il ressort distinctement qu'il y avait des marins sur les navires britanniques. "*In all the war I never received a more direct shock*", écrit-il (il dira la même chose après la prise de Tobrouk). Mais Churchill traduit vite l'émotion en calcul stratégique : ce désastre l'aura sans doute confirmé dans sa conviction que l'aviation est la reine des batailles, et déterminé à poursuivre avec une ardeur renouvelée le développement de

l'aviation de bombardement, où les pertes se comptabilisent en avions (c'est seulement dans le récit de la Bataille d'Angleterre qu'il donne le *score* des pilotes perdus, parce qu'ils représentaient un matériel rare et difficilement remplaçable). Les Allemands, eux, renoncèrent à développer des bombardiers lourds, non par humanité, mais par manque de moyens et peut-être de vision stratégique. Les Soviétiques, pour leur part, avaient annoncé dès avant la guerre, au cours des conversations qui avaient précédé immédiatement la signature du pacte de non-agression germano-soviétique, qu'ils n'entendaient pas recourir au moyen du bombardement terroriste anti-cités, et ils ne le firent en effet jamais.

10 décembre 1941 : dans la bataille de Sidi Rezegh, commencée le 18 novembre, Rommel est finalement contraint à la retraite par Auchinleck. Les pertes allemandes sont de l'ordre de 33.000 hommes, soit le double des pertes britanniques. La presse collaborationniste signale des combats acharnés autour de Tobrouk.

10 décembre 1941 : Darlan autorise les navires français à transporter le matériel militaire dont l'Axe a besoin en Libye. Cette décision, après celles prises en Syrie au mois de mai, lui vaudra l'aversion tenace de Churchill, qui se dissociera de la politique de Robert Murphy en Afrique du Nord lorsqu'en novembre 1942 Darlan se proposera comme dictateur sous l'égide américaine.

10 décembre 1941 : Pucheu rappelle qu'il a déjà arrêté 12 000 communistes. Il présente des mesures de police draconiennes pour lutter contre le terrorisme, décrit comme un 'danger national'. Il s'agit d'atteindre non seulement 'les auteurs immédiats, mais les responsables directs ou indirects de cette fièvre de meurtres'. On se promet d'accélérer l'"épuration" des milieux communistes, et la mort est prévue pour l'"excitation au crime".

11 décembre 1941 : l'Allemagne et l'Italie déclarent la guerre aux Etats-Unis.

11 décembre 1941 (jeudi) : Odette et Georges Fauveau, qui assurent la liaison entre Pierre Rebière et la province sont arrêtés dans leur planque du 31 passage Montgallet (12ème). C'est à cette adresse, transformée en souricière, que Pierre Rebière, qui prépare avec eux une action pour le 13 décembre, sera arrêté quatre jours plus tard.

12 décembre 1941 : suite à l'interrogatoire de Couliboeuf, le concierge du 5 avenue Debidour, la police perquisitionne le 75 rue Sedaine, planque du colonel Jules Dumont, commissaire militaire de l'Organisation spéciale. Elle y trouve des documents, mais Dumont échappe à nouveau à l'arrestation. Il se pourrait que sa situation précaire, alors qu'il est le concepteur des opérations brûlots, soit la cause de sa mise au vert dans l'Oise puis dans le Nord-Pas de Calais. Il sera arrêté par la suite, et fusillé le 15 juin 1943, mais sans avoir renseigné l'ennemi sur les tenants et les aboutissants de l'attentat de Nantes, alors sorti de l'actualité. Georges Vallet le remplacera au poste de Commissaire militaire national. Il sera lui aussi arrêté et fusillé.

12 décembre 1941 : premières chutes dans l'**Orchestre rouge** avec l'arrestation de l'opérateur radio Makarov. De nombreuses autres arrestations vont avoir lieu, rendant possible les manoeuvres d'intoxication appelées **Funkspiel** à partir de la fin 1942.

12 décembre 1941 : réagissant immédiatement à l'attaque de Pearl Harbour, Churchill entreprend une tournée américaine dont le plat de résistance est une série de réunions avec Roosevelt : les conférences 'Arcadia'. Pour le transport, il utilise cette fois le nouveau cuirassé **Duke of York**. Il emmène avec lui Portal, Pound – '*vieillard gousteux qui n'a pas remporté une seule bataille de toute sa vie*', dira Ivan Maïski - , et Beaverbrook. Il a à renégocier avec Roosevelt le rythme des livraisons d'armes américaines et l'ampleur de l'engagement direct des Etats-Unis dans les opérations en Europe. En pratique, Churchill et Roosevelt se seraient entendus facilement. Ils trouvent un accord de principe pour l'opération **Torch** de débarquement américain en Afrique du Nord, à laquelle Churchill tient tout particulièrement et qui vient en substitution de l'ouverture d'un second front en Europe réclamée de façon pressante par Staline. Ils instituent le *Common Chiefs of Staff Committee* qui coordonne les décisions militaires britanniques et américaines. Enfin ils s'entendent sur le principe d'un débarquement en Europe en 1943, envisageant même pour un temps la possibilité de le tenter dès 1942. Les revers en Afrique en face de Rommel renverront ces projets ambitieux à plus tard. Pour gagner du temps, et aussi par goût de l'aventure, Churchill et son entourage feront le voyage de retour en hydravion le 15 janvier, après cinq semaines d'absence.

12 décembre 1941 : le maréchal Keitel fixe les règles relatives à la répression du terrorisme. Elles appliquent le décret '*Nacht und Nebel*'.

12 décembre 1941 : les difficultés rencontrées à l'Est par la Wehrmacht renforcent la détermination d'Hitler à activer l'extermination des Juifs, qu'il justifie par les pertes allemandes : "*Si le peuple allemand a de nouveau sacrifié 160 000 morts dans la campagne à l'Est, alors les coupables de ce conflit sanglant doivent le payer de leur vie.*" Hitler renouvellera ce genre d'annonce plusieurs fois dans les semaines suivantes.

14 décembre 1941 (dimanche) : Pierre Tourette, Maurice Feferman et Maurice Feld attaquent l'hôtel **Imperator**, 71 rue de Beaubourg. Quelques dégâts matériels.

Mi-décembre 1941 : Isidore Grinberg participe à un sabotage de voie ferrée. C'est sa première action répertoriée.

Mi-décembre 1941 : après avoir en vain tenté de passer la frontière espagnole à Perpignan, Gilbert Brustlein est à Marseille et essaye de s'engager dans l'armée d'armistice dans l'espoir d'être transféré en Afrique du Nord.

15 décembre 1941 (lundi) : en réponse aux attentats du début du mois, les Allemands fusillent Gabriel Péri et Lucien Sampaix parmi 95 otages juifs et communistes. Le choix des victimes représente une inflexion de la stratégie répressive de l'occupant après Nantes. Les collaborateurs axent leur propagande sur l'idée que les victimes, étant communistes, ne sont pas vraiment françaises. Georges Suarez écrit dans **Aujourd'hui** que '*si sévère que soit la nouvelle, elle a été accueillie avec soulagement par l'opinion, parce qu'elle fait la part de l'innocence*'. Cette politique de terreur va finir de faire sortir le parti communiste de ses ambiguïtés par rapport à la lutte armée et par lui faire ouvertement assumer les actions contre-terroristes à venir. Du côté allemand, Von Stülpnagel considère que ces mesures qu'il souhaitait éviter mais auxquelles il a été acculé, condamnent sa politique d'occupation, et il va dès lors envisager une démission qui aura lieu le 23 février 1942.

15 décembre 1941 : Coquillet et Bourdarias attaquent un bureau de la Feldgendarmarie à l'hôtel **Universel**.

15 décembre 1941 : arrestation de Pierre Rebière, auteur le 21 octobre 1941 de l'attentat de Bordeaux contre un officier allemand. Il est pris dans une souricière montée au domicile de Georges Fauveau, 31 passage Montgallet, Paris 12^{ème}. Fauveau a lui-même été arrêté le 11 ou le 13, selon les sources, pour avoir participé avec sa femme au travail de propagande en province. Pierre Rebière sera fusillé le 5 octobre 1942.

17 décembre 1941 : Tourette, Bertone et Coquillet attaquent un camion rue Mayran, mais sans succès.

17 décembre 1941 : en punition pour les attentats, une amende d'un milliard de francs est infligée à la communauté juive. Elle devra être collectée par l'*Union générale des Juifs de France*.

17 décembre 1941 : le Grand Quartier général de la Wehrmacht annonce des mouvements visant au raccourcissement du front devant Moscou à l'approche de l'hiver. C'est pour la première fois l'aveu que la prise de Moscou n'est plus considérée comme un objectif prochain.

18 décembre 1941 : Tourette, Bertone et Coquillet attaquent un camion de l'armée allemande à l'angle de la rue Lamartine et de la rue Buffault (9^{ème}). Poursuivi, Bertone est *livré* à la police par un civil à qui il avait demandé de le cacher au 18 de la rue Cadet. Celui-ci aurait pu être inspiré par l'appel de François de Brinon du 7 septembre précédent. Le secteur ne se distingue en rien si ce n'est en raison de la synagogue de la rue Buffault. La synagogue était-elle occupée par les Allemands ? Cela expliquait-il le camion en stationnement ? Est-ce de là que l'on a donné l'alarme ?

18 décembre 1941 (jeudi) : Georges Tondelier lance une bombe dans un garage situé au 68 rue de l'Université. Peu de dégâts.

18 décembre 1941 : les hommes torpilles italiens minent deux cuirassés britanniques, le *Queen Elizabeth* et le *Valiant* dans le port d'Alexandrie. Après ce dernier coup, la supériorité navale Britannique en Méditerranée orientale est une chose du passé.

19 décembre 1941 : le numéro 142 de l'Humanité titre : "*Von Stülpnagel a fait fusiller 100 otages de plus. [...] En avant contre les envahisseurs et les traîtres*". C'est la première fois que l'organe clandestin du parti, rédigé pour l'essentiel par Jacques Duclos en personne, appelle aussi ouvertement à la lutte contre l'occupant. Il ne va cependant pas jusqu'à assumer les formes concrètes de la lutte armée à venir, et encore moins les actions qui se sont développées depuis près de quatre mois. Le même numéro du journal annonce la disparition de Gabriel Péri, qui vient en réalité d'être fusillé. Sa mort ne sera apparemment connue que plus tard, et annoncée par l'*Humanité* que le 23 janvier lorsque le journal publiera sa dernière lettre.

20 décembre 1940 : à Berlin, le général Juin discute de la défense de l'Afrique du Nord française avec Goering et le général Warlimont, ainsi que de la possibilité pour l'*Afrika Korps*, durement malmené par les Anglais, de se replier en Tunisie et d'utiliser les ports de Tunis et Bizerte.

22 décembre 1941 : attentat du Valmy contre un autre renégat proche de Gitton : Soupé. Il est gravement blessé.

23 décembre : sabotage d'un poste émetteur de la Wehrmacht à Epinay-sur-Orge par Tondelier, Tourette et le Berre.

24 décembre 1941 : au nom de la France libre, l'amiral Muselier prend possession de Saint-Pierre et Miquelon. Les Etats-Unis, qui maintiennent leurs relations diplomatiques avec Vichy, laissent entendre qu'ils considèrent ce geste comme une violation inacceptable de la doctrine Monroe, et qu'ils regardent de Gaulle, chef des *'so-called Free French'*, comme un aventurier irresponsable et dénué de légitimité. Comme punition, il ne sera pas, dans un premier temps, admis à apposer sa signature au bas du document fondateur des Nations Unies. En revanche, la réaction des opinions publiques anglaise et américaine est très favorable aux gaullistes.

25 décembre 1941 : les Japonais prennent Hong-Kong.

25 décembre 1941 : la police qui le suit depuis quelque temps décide d'arrêter Maurice Touati en pleine rue Mouffétard le jour de Noël. Il ameute la foule qui prend son parti.

26 décembre 1941 : Churchill prend la parole devant le Congrès. Il lance des paroles de défi aux responsables japonais : "*What sort of people do they think we are ?*"

26 décembre 1941 : Pucheu fait arrêter Léon Jouhaux. Il l'assigne à résidence à Cahors.

29 décembre 1941 : Raph Dallidet est identifié par la police.

30 décembre 1941 : Churchill prend la parole devant le parlement canadien. Il remonte à un épisode de la déroute Française, et ironise sur les chefs militaires de l'entourage de Reynaud, et en particulier, quoique sans le nommer, le général Weygand affirmant : "*d'ici à trois semaines, l'Angleterre aura le cou tordu comme un poulet*". Il conclut : "*Some chicken ! Some neck !*" Ce moment oratoire ne contribue probablement pas à réduire l'anglophobie des Canadiens français, ni à leur faire renoncer à leur préférence pour Vichy contre de Gaulle.

31 décembre 1941 : attentat anti-allemand à 23h50 à la gare d'Austerlitz. On trouve trace de cet attentat aux Archives historiques de la Ville de Paris, Fonds Perotin, cote 1011/44/1 article 19.

Fin 1941 : les premières chambres à gaz, installées dans trois camps de concentration à titre expérimental en s'inspirant des solutions américaines, et fonctionnant à l'oxyde de carbone ont permis l'exécution de 70.273 personnes à la fin de 1941. Heydrich, chargé du programme secret d'élimination physique des Juifs, considère que le moment est venu de changer d'échelle, ce que permet la conquête de nouveaux territoires à l'Est. C'est à cet effet que sera convoquée la conférence du Wannsee du 20 janvier 1942.

Fin 1941 : Jean-Hérol Paquis entame sur *Radio-Paris* la série de ses éditoriaux invariablement conclus par la formule « *Et l'Angleterre, comme Carthage, sera détruite* ». A côté de son collègue Jean Azéma il sera l'étoile de la radio au service de la *Propaganda Staffel*.

1942 : Tino Rossi chante *La chanson du gardian*, Maurice Chevalier chante *La marche de Ménilmontant*, Danielle Darrieux chante *Les fleurs sont des mots d'amour*, Charles Trenet chante *La romance de Paris* et *Que reste-t-il de nos amours ?*, Lucienne Delyle chante *Mon amant de Saint Jean*, Renée Lebas chante *Insensiblement*, Suzy Solidor chante *Lily Marlène*, Marie José chante *Au bar de l'escadrille*, Irène de Trébert chante *Mademoiselle swing*. Au cinéma, sortie des *Visiteurs du Soir*.

L'année 1942 est le temps des *clandestins*, qui ne sont pas encore tous devenus des *francs-tireurs* des *maquisards*, des *insurgés*, des *partisans* : pour l'ennemi, des *terroristes*. Emmanuel d'Astier décrit la mentalité de ce genre particulier de révolté qu'a suscité l'occupation : « 1942 est l'année où se compose la Résistance... les aventuriers sont devenus des insurgés ou des clandestins. Les groupements ont proliféré. [...] Bien entendu, ils deviendront insurgés et partisans. Ils seront saisis par les grandes forces qui ont jeté un dévolu sur eux... Un outil il le faut bien : mais la liberté de choix, la remise en cause, le doute marqueront leur vie. Ils ont aidé à démystifier un temps, une civilisation. [...] La plupart retrouveront un état-civil, un métier : mais ils resteront Pierre, Paul et Jean. [...] Les communistes font bande à part. Ils constituent une force autonome qui élaborera sa stratégie selon l'évolution des rapports du communisme (incarné par Staline) et du capitalisme (incarné par de Gaulle, Churchill et Roosevelt). Mieux entraînés, dans une vieille hiérarchie, plus entraînants, soucieux d'une sécurité que les jeunes mouvements hasardent trop, ils mènent leur combat seuls et à leur façon. Leur mot d'ordre est d'abattre le soldat allemand, d'abattre le collaborateur, de saboter. Ils domineront la région parisienne. Leur implantation sera forte en zone Nord, plus faible en zone Sud. » En zone Nord, les 'mouvements' laissent l'action directe aux communistes et aux réseaux. Parmi ces derniers, le SOE britannique à lui seul pèse des dizaines de milliers d'agents : il en passera cent mille en tout dans ses rangs. Le mouvement non-communiste le plus influent de par sa presse est *Libération-Nord*, mais qui ne voudra pas entrer dans l'action militaire. En zone Sud, mouvements et réseaux se mettent à toutes les formes d'action après l'arrivée des Allemands avec Frenay, Cavaillès, et d'Astier. Au mois de janvier 1942, Jean Moulin est parachuté en zone 'non-occupée' avec cinq-cent-mille francs et un microfilm qui décrit la mission à lui confiée par le général de Gaulle : « Je désigne Jean Moulin comme mon représentant et comme délégué du Conseil National Français pour la zone non directement occupée de la métropole. »

1942 : Malleret s'évade d'Allemagne. Il deviendra le général Joinville, seul général communiste, et participera à la libération de Paris en août 1944.

Janvier 1942 : le général Otto von Stülpnagel fait le bilan de la lutte armée en région parisienne depuis l'été 41 : 68 attentats, dont 22 élucidés. Les auteurs en sont, très majoritairement, de jeunes communistes en très petit nombre : ce qui aux yeux de von Stülpnagel justifie sa préférence pour une politique répressive prudente et souple. En prison : Hanlet, Milan, Rizo, Peltier, Semahya, Zalkinov, et bientôt Bloncourt, qui seront jugés au **procès du Palais-Bourbon**, Touati et Bertone, qui seront jugés au **procès de la Maison de la Chimie**, enfin Couliboeuf et Constance Rapeneau, du boulevard Sérurier, et Pierre Rebière, qui seront jugés au **procès de l'hôtel Continental**.

Janvier 1942 : le mouvement *Combat* d'Henri Frenay est victime d'une série d'arrestations en zone sud.

Janvier 1942 : le cardinal Baudrillart fait l'éloge de la **Légion des volontaires français contre le bolchévisme** créée le 22 juin 1941 : « Comme prêtre et comme Français j'oserais dire que ces légionnaires se rangent parmi les meilleurs des fils de France. »

1er janvier 1942 : Jean Moulin est parachuté en France. Il a pour première mission d'unifier les mouvements de résistance de la zone Sud. Jean Moulin a une doctrine d'ensemble de l'action résistante, dont découle une conception du rôle du général de Gaulle, chef militaire et devant donc être obéi *sans hésitation ni murmure* : « Au point de vue militaire, la Résistance française ne peut être considérée que comme un élément, entre bien d'autres, de la lutte entreprise par les Alliés contre l'Axe. Elle doit donc entrer strictement dans le cadre fixé par l'Etat-Major allié si l'on veut que la France reprenne un rôle dans la lutte commune. A ce titre, vous êtes le chef militaire des Français, sans réserves ni restrictions ». Moulin sera donc amené à s'opposer aux prétentions à l'autonomie des *mouvements*. Il aura en apparence gain de cause, puisque tous finalement, à savoir **Combat** d'Henri Frenay, **Franc-Tireur** de Jean-Pierre Lévy et **Libération** d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie, accepteront de fusionner dans une **Armée secrète** placée sous le commandement du **général Delestraint**, alias 'Mars'. Mais l'**Armée secrète** voulue par de Gaulle et Passy restera à l'état de projet. Par la suite, la résistance communiste, qui a de son côté fondé le **Front national**, muni de son bras armé avec les FTP, signera un accord de coopération avec le général de Gaulle. En 1944, les FTP s'intégreront aux FFI, dont ils représenteront l'essentiel en zone Nord tandis que les maquis, réseaux et mouvements resteront plus divers en zone Sud, mais toujours efficacement rétifs au contrôle des hommes de Londres. Au niveau politique, Moulin est très averti des difficultés d'un autre ordre - et plus graves - auxquelles de Gaulle est et sera confronté : « De quoi s'agit-il en dehors de la libération du territoire ? Il s'agit pour vous de prendre le pouvoir contre les Allemands, contre Vichy, contre Giraud, et peut-être contre les Alliés. Dans ces conditions, ceux qu'on appelle très justement les gaullistes ne doivent avoir en n'ont en fait qu'un chef politique, c'est vous ». Sur ce point aussi Jean Moulin parviendra à ses fins, et la résistance gaulliste s'unifiera politiquement sous la dénomination de MUR, **Mouvement Unifié de la Résistance**, qui fera pendant au Front national dominé par les communistes et deviendra **Mouvement de Libération National** au début de 1944. Cependant, dès son oeuvre unificatrice achevée, Moulin sera arrêté et assassiné par les Allemands dans des conditions qui font soupçonner une trahison. Après la mort de Jean Moulin, devenu chef de la Résistance intérieure tout en restant délégué du général de Gaulle, les deux fonctions se dissocièrent à nouveau. Ce sera, au moment de la libération de Paris, la dualité parfois conflictuelle entre le CNR présidé par Bidault et entraîné par des communistes comme Kriegel-Valrimont et Pierre Villon d'une part, et l'équipe du délégué de de Gaulle, Parodi, avec son adjoint Jacques Chaban-Delmas d'autre part.

1er janvier 1942 (jeudi) : Pétain se plaint dans son discours radiodiffusé du nouvel an de sa solitude et des complots qui l'entourent et qui visent à diviser les Français. Il pense à la fois à Laval et à de Gaulle. «*Français, aidez-moi*», conclut-il. De Gaulle retiendra la formule, mais pas la politique.

1er janvier 1942 : Roosevelt, Churchill, l'ambassadeur soviétique Litvinov, et le Chinois Soong signent le **Pacte des Nations Unies**. Churchill rapporte comment, à sa surprise et en dépit de ses appréhensions, le passage sur la liberté religieuse ne fit aucune difficulté pour Staline.

1er janvier 1942 : «*R... est plus optimiste quant à l'issue de la guerre, et cela depuis le 8 décembre, malgré les revers américains dans le pacifique.* » C'est la résistance soviétique devant Moscou et l'entrée en guerre des Etats-Unis qui sont ainsi saluées par Julien Green dans son journal intime.

Début janvier 1942 : premier numéro du mensuel clandestin des *Français Tireurs et Partisans Français* de Charles Tillon '**France d'abord**'.

Début 1942 : Daniel Georges, Francine Fromont et Raymond Guyot parviennent en Ecosse. Il entament une période de formation en vue d'un parachutage en France occupée.

Début 1942 : Gilbert Brustlein est à Toulouse. Avec l'aide d'un ancien camarade d'école devenu policier, il se fait faire de faux papiers sous le nom usurpé de Jean Rauzy. Passé à Sète, il réussit à s'engager dans l'armée d'armistice, dans l'espoir d'être transféré en Afrique du Nord.

2 janvier 1942 (vendredi) : attaque d'une permanence du RNP par Tourette, Tardif, Grinberg et Tondelier au 118 rue du Faubourg Saint-Martin. L'attaque est un échec. Repéré à son imperméable clair, Tourette est arrêté au bord du canal Saint-Martin à la suite de l'intervention d'un passant qui le ceinture. L'arrestation de Tourette et la perquisition qui en résulte permettent à la police d'identifier Pierre Rebière, auteur de l'attentat de Bordeaux, qui est entre leurs mains depuis le 15 décembre et qui prétendait s'appeler Régnier.

3 janvier 1942 : attaque d'une permanence du RNP, rue de la Procession, dans le 15ème arrondissement, par Coquillet, Bourdarias, Feferman et Jean Vergé. Coquillet sera arrêté le soir même. Ayant sa planque au 35 rue des Saints-Pères depuis l'arrestation de Bertone le 18 décembre, il dîne dans un café à l'angle de la rue des Saints-Pères et du Boulevard Saint-Germain. Il est pris de panique devant un contrôle de police inopiné. Il s'enfuit et il est rattrapé dans le Passage du Commerce. Battu par les policiers, il livre son rendez-vous du surlendemain 18h30 au métro Croix-Rouge avec Bourdarias. C'est la première arrestation de terroriste à l'actif de la police municipale. Avec quatre arrestations en 15 jours : Bertone, Touati, Tourette, Coquillet, c'est la fin du deuxième groupe Tourette.

3 janvier 1942 (samedi) : un groupe de l'OS-MOI attaque une librairie allemande rue de Bassano. Peu de dégâts.

3 janvier 1942 : attaque à l'explosif du foyer du soldat allemand, rue d'Hauteville. Il ne semble pas que le groupe Frédo soit en cause. Peut-être encore la MOI ?

3 janvier 1942 : dans son journal, Julien Green souligne «*des bonnes nouvelles de Russie* ». La signification des opérations devant Moscou est immédiatement perçue par l'opinion mondiale, qui s'attendait à un effondrement rapide de la résistance soviétique. Par ailleurs, sa sœur, repliée en Cornouailles, lui signale son intention de retourner à Londres «*où la vie normale semble avoir repris* ».

5 janvier 1942 : chute de Marcel Bourdarias, co-équipier de Spartaco Guisco et Gilbert Brustlein pour l'attentat de Nantes deux mois et demi plus tôt. Louis Coquillet, arrêté l'avant-veille, a révélé leur rendez-vous au métro Croix-Rouge (6ème arr.). Aux policiers qui disent venir 'de la part de René', Bourdarias s'identifie lui-même comme étant 'Alain'. C'est la fin d'un parcours exceptionnel, commencé le 14 août 1941 à Vitry et passant par Nantes et par l'attaque de la librairie *Rive Gauche*. On s'étonne d'autant plus de l'erreur qui a conduit à une arrestation aussi tranquille. Est-ce l'usure de la clandestinité ?

5 janvier 1942 : Otto Abetz est convoqué à Berlin. Il reçoit d'Hitler l'ordre de se montrer plus dur avec les Français.

5 janvier 1942 : de plus en plus aiguillonné par Otto Abetz, l'amiral Darlan songe à déclarer la guerre à l'Angleterre et aux Etats-Unis. Pétain incline à accepter ce tournant politique, finalement rendu impossible par le désaveu de Hitler. Otto Abetz sera remplacé en octobre 1942. Mais il fait en attendant campagne contre Darlan et en faveur de Laval.

5 janvier 1942 : l'*Humanité* n°144 du 5 janvier 1942 annonce la mort de Gabriel Péri et Lucien Sampaix, fusillés quinze jours plus tôt par les Allemands.

Début janvier 1942 : tirant les leçons des succès et des échecs de la lutte contre la Résistance communiste, le Préfet de police crée une nouvelle Brigade spéciale, dite 'antiterroriste', au sein des Renseignements généraux. Elle est confiée au commissaire Hénoque.

6 janvier 1942 : arrestation de Tony Bloncourt, en cavale depuis le 30 octobre 1941. Il est confronté à Hanlet qui le reconnaît devant les policiers. Sévèrement battu dans les locaux de la nouvelle Brigade spéciale antiterroriste, il donne le nom de Pierre Daix, qui lui a fourni des faux papiers, et de Jacques d'Andurain, avec qui il a été en contact aux débuts de son engagement. Daix sera arrêté. D'Andurain, mis en garde par Pierre Georges, se sauvera en zone sud.

6 janvier 1942 : arrestation de Pierre Daix par la '*brigade chargée de la répression des actes de sabotage et de terrorisme*'. La fiche établie le 7 janvier précise : '*Visite domiciliaire sans résultat à son domicile. Dans la pièce qu'il occupe chez ses parents 39 rue des Malassis à Vitry ont été découverts dans une boîte d'allumettes une trentaine de papillons portant un « V » couronné de l'emblème communiste, ainsi qu'une feuille manuscrite relative à de sottes tentatives d'union avec les soc-patriotes.* » Il sera par la suite '*mis à la disposition des autorités allemandes pour avoir fourni au terroriste Bloncourt une fausse carte d'identité. Etait en possession également de papillons gaullo-communistes. Inculpé d'infraction au Décret du 26-9-1939.* Il est incarcéré au dépôt de la Préfecture de police. Il y restera trois mois, et y rencontrera les membres de la direction arrêtés en février et mars, ainsi que le faussaire du parti, Claude Gaulué arrêté à la fin février. Celui-ci lui révélera être l'artisan de la fausse carte d'identité qui lui avait été

transmise par Lavallée pour Tony Bloncourt. Étonnement, la police ne prendra pas en compte l'appartenance de Pierre Daix au parti communiste après qu'il aura avoué son rôle dans cette livraison. Elle validera la thèse d'une solidarité banale entre étudiants pour expliquer son association avec Bloncourt. Quoique assigné à la mouvance terroriste du parti par ses co-détenus, Pierre Daix sera condamné légèrement - pour l'époque - et traité en criminel peu dangereux par les autorités pénitentiaires. Pierre Daix devra la vie soit à un dysfonctionnement du système répressif, soit à une indulgence délibérée, qui resterait alors inexplicée.

7 Janvier 1942 (mercredi) : Isidore Grinberg et André Biver, qui sont hébergés par Maroussia Naïtchenko, sont interpellés par le brigadier Lécureuil alors qu'ils effectuent un repérage pour l'attaque d'un garage Boulevard Magenta. Grinberg tire. C'est la première fois depuis le début de la répression antiterroriste et anticommuniste qu'un policier parisien est tué par un résistant. La police parisienne proclame qu'elle est désormais engagée dans une lutte à mort avec le '*parti du désordre*'. Grinberg est réprimandé par ses chefs, le ciblage de la police française ne faisant dans l'immédiat pas partie de la stratégie du *Centre*.

7 janvier 1942 : attentat à l'explosif contre un garage allemand à Vincennes. Pas de dégâts.

9 janvier 1942 : attentat à l'explosif contre un garage allemand à la Courneuve. Même mode opératoire que l'avant-veille. Un autobus endommagé.

10 janvier 1942 : sabotage d'aérodrome par Isidore Grinberg.

10 janvier 1942 : Tondelier et Tardif attaquent le siège du RNP de Marcel Déat au 118 rue du Faubourg Saint-Martin. C'est en visant la même cible que Tourette a été arrêté le 2 janvier précédent. (?)

11 janvier 1942 : au Conseil des ministres tenu à Vichy, Pétain, Darlan, Lohideux, Barnaud et Pucheu se prononcent pour l'entrée de la France dans la guerre aux côtés de l'Allemagne. Mais ce projet avait été rejeté dès le 5 par Hitler.

12 janvier 1942 : profitant du brouillard, les croiseurs *Scharnhorst* et *Gneisenau* basés à Brest réussissent à passer en Baltique au nez et à la barbe de la Royal Navy. Les chasseurs, bombardiers et avions torpilleurs britanniques se sacrifient en vain pour les intercepter. Les deux navires ont toutefois été endommagés par des mines et ne sont plus opérationnels pour un temps indéfini. Mais la menace principale pour l'Angleterre est celle des sous-marins, qui coulent 400.000 tonnes de transports alliés par mois dans les six premiers mois de 1942, et 350.000 dans les six derniers, alors que la menace avait semblé être contenue en 1941. 1942 est l'année charnière de la Bataille de l'Atlantique. Finalement, le nombre des pertes alliées sera réduit par un facteur dix en 1943-44, en particulier par l'emploi de moyens aériens, et en dépit de l'introduction du Schnorkel du côté allemand. La bataille de l'Atlantique sera alors définitivement gagnée.

14 janvier 1942 : Jacques d'Andurain est identifié par la police. Ceci découle des arrestations du début du mois parmi ses camarades les plus anciens de l'Organisation spéciale : Tourette, Bourdarias, Rebière, et surtout Tony Bloncourt... Pierre Georges et Charles Tillon vont le trouver chez lui et lui donnent l'ordre de se mettre au vert.

15 janvier 1942 : Churchill et les chefs militaires sont de retour de leur voyage de cinq semaines aux États-Unis et au Canada. Churchill sent le trouble de l'opinion devant les revers récents et sent la nécessité de préparer le public à d'autres difficultés.

16 janvier 1942 : attentat à l'explosif contre un garage allemand à Saint-Denis. Peu de dégâts.

16 janvier : attaque à la bombe devant le siège du Petit Parisien, boulevard de la Madeleine. Probablement une des premières actions du *groupe Valmy* de Marius Bourbon et Fosco Focardi.

mi-janvier 1942 : passant d'un lieu à l'autre en zone sud, Gilbert Brustlein quitte l'armée d'armistice qui n'envoie plus de personnel en Afrique du Nord. Il se fait réformer en excitant de sa mauvaise vue.

17 janvier 1942 : à Londres, création du *Bureau Central de Renseignement et Action Militaire*, sous la direction du commandant Passy. Originellement conçu comme service secret des Forces Françaises Libres, ce service prétendra par la suite au contrôle absolu sur l'action de la résistance gaulliste en France, et influera en effet par la distribution des moyens, mais sans jamais s'imposer aux directions autonomes des grands 'mouvements' communistes ou non. Il deviendra simple BCRA en août 1942 en assumant sa dimension civile. C'est dans ce cadre que des personnalités comme Billotte, Clastère et Boutoule trouveront à s'exprimer dans des actions ponctuelles typiques des *services action*.

18 janvier 1942 : les Soviétiques percent le front allemand à Kharkov.

18 janvier 1942 (dimanche) : nouvel attentat de l'OS contre un officier allemand, le Feldwebel Richard Kramer, à l'entrée du Lunapark de la Porte Maillot. On ne sait pas qui en est l'auteur, mais il s'agit d'un membre du groupe Frédo. Kramer est légèrement blessé. C'est le premier attentat touchant un militaire allemand depuis les exécutions de masse du 15 décembre, dont celles de Gabriel Péri et Lucien Sampaix, et les arrestations de Touati, Tourette, Bloncourt, Daix, Coquillet et Bourdarias. Frédo dira ignorer qui en est responsable. Des combattants qu'il a commandé depuis l'origine, seuls Quarré, le Berre et Tondelier sont encore actifs. Cette période voit les débuts de nouvelles recrues, dont Schönhaar et surtout Jean Debrais qui prendra la tête des maquisards parisiens à partir du mois d'avril.

20 janvier 1942 : conférence dite de *Wannsee* parce qu'elle se tint dans la somptueuse villa construite au bord du lac Wannsee en 1914 par le négociant Ernst Marlier au 56 *Am Grossen Wannsee* entre Berlin et Potsdam, et occupée à l'époque par la SS. C'est ce qu'explique *Peter Longerich* dans son petit ouvrage : '*Wannseeconferenz. Der Weg zur 'Endlösung'*', Pantheon Verlag, Munich, 2017, traduit par Raymond Clarinard sous le titre '*La Conférence de Wannsee*', aux éditions *Héloïse d'Ormesson* en 2019. La conférence de Wannsee a été convoquée par Heydrich, chargé par Goering le 31 juillet 1941 de régler ce que le national-socialisme considère comme '*le problème juif*' en vue de systématiser l'organisation d'un processus déjà en cours et déjà connu dans les milieux généralement informés. Au moment de la conférence, l'intention d'exterminer les Juifs a déjà été annoncée, et ses modalités pratiques ont déjà été expérimentées. Le 15 novembre 1941, Rosenberg a annoncé '*l'éradication biologique de l'ensemble de la juiverie d'Europe*'. Le 16 novembre 1941, reprenant publiquement la teneur des propos privés tenus par Adolf Hitler dans les jours

précédents, Goebbels a publié dans la revue *Das Reich* un éditorial intitulé "Les Juifs sont coupables" mentionnant comme un fait que "La juiverie internationale subit un processus d'extermination progressive". Le 28 novembre 1941, Hitler a annoncé au grand Mufti de Jérusalem son intention de procéder à l'"extermination de la juiverie". Au plan de la politique interne des milieux dirigeants nazis, il s'agissait aussi au Wannsee de régler certains conflits internes de la bureaucratie nazie, car la mission confiée à Heydrich par Goering était grosse d'un conflit de compétences avec Himmler : circonstance typique des effets de la méthode hitlérienne de commandement qui jouait sur les chevauchements de responsabilités et la mise en concurrence des grands responsables. Avec cette réunion, **Heydrich** nourrissait l'ambition d'affirmer sa prééminence dans cette sphère d'activité, en tant que directement récipiendaire des directives d'Hitler et il se serait en particulier affronté avec **Friedrich Kritzinger** sur le terrain de leur compréhension respective de la pensée du Führer, donnée majeure en politique nazie. Aussi Heydrich tenait-il à présenter toutes les expérimentations conduites jusqu'alors dans le champ de l'extermination de masse comme faisant partie d'un plan concerté qui lui aurait été confié, ce qu'elles n'étaient pas jusque là, son supérieur direct **Himmler** ne lui reconnaissant une telle responsabilité que du bout des lèvres et n'hésitant pas à engager en dehors de lui des opérations de liquidation massive de Juifs, de malades mentaux et de prisonniers soviétiques. Au fil des mois, les projets d'exclusion des Juifs, d'abord imprécis dans la définition des méthodes concrètes à appliquer, avaient cependant pris plus concrètement la forme du programme dit '**solution finale**' consistant à les assassiner selon une procédure industrielle normalisée. Un programme qui aurait mûri dans le cerveau d'Hitler pendant l'été de 1941, sans qu'il soit possible de dater précisément une décision qui ne donna lieu à aucun ordre écrit : mais les consignes accompagnaient indubitablement les pratiques spontanées de la Wehrmacht. L'armée allemande, qui présentait en France, les opérations militaires une fois terminées, un visage assez particulier pour que le public parle d'*occupation correcte* au moins jusqu'aux débuts de la lutte armée communiste, s'était en réalité toujours comportée en exterminatrice dans les phases de bataille. Des exécutions sommaires collectives avaient eu lieu sur le terrain dès juin 1940 du fait de la Wehrmacht, y compris pendant la campagne de France, mais elle avaient surtout concerné des prisonniers français et anglais, puis soviétiques après le 22 juin 1941, ainsi que des civils frappés de façon aléatoire. Par la suite, les massacres systématiques étaient entrés dans les mœurs en raison des consignes données au moment de l'invasion de l'union soviétique. Comme l'écrit Peter Longerich, "*dès le début, la guerre contre l'Union soviétique [...] fut une campagne de conquête et d'extermination raciale*". Les premières exécutions massives visant spécialement les Juifs avaient commencé sur les portions de territoire soviétique conquises par la Wehrmacht en juin 41. Cependant, les méthodes la plupart du temps utilisées jusque là dans les exécutions de masse : fusillades massives, comme à Kiev, et pogromes organisés, avaient manifesté leurs limites pratiques. A la réunion du Wannsee, Heydrich entend présenter à ceux qui auront la responsabilité de les mettre en oeuvre les techniques expérimentées secrètement dans la période précédente en matière de chambres à gaz. Participent les représentants des organes d'Etat suivants : Gestapo, Parti national-socialiste, Chancellerie du Reich, ministère des Affaires étrangères, ministère de l'Intérieur, ministère de la Justice, Office SS de la race et de l'immigration, Administration des territoires de l'Est, vice-chancellerie de Goering, Gouvernement général de Pologne, administrations SS de Pologne et de Lettonie. Les participants, en dehors du **SS-Obergruppenführer** (général de corps d'armée SS) **Reinhardt Heydrich** et du **SS-Obersturmbannführer** (lieutenant-colonel SS) **Adolf Eichmann**, étaient pour beaucoup d'entre eux des juristes, qui avaient été très actifs dans la tâche préliminaire consistant à priver les Juifs de leur citoyenneté. Les uns représentaient la haute bureaucratie d'Etat : **Friedrich Kritzinger** était directeur de Cabinet à la Chancellerie du Reich ; **Wilhelm Stuckart**, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, était juriste et il avait présidé à la rédaction des *Lois de Nuremberg* de 1935, qui avait traité en détail la question des 'métis judéo-allemands' (*Mischlinge*). Il allait s'opposer au **SS-Oberführer** (grade intermédiaire entre colonel et général de brigade) **Gerhard Klopfer** représentant Martin Bormann, juriste lui aussi, qui s'était particulièrement occupé, en tant que gestapiste, d'épurer l'administration de tous les fonctionnaires qui avaient des attaches juives, et qui défendait des positions plus radicales sur ce point. Mais à Nuremberg, Klopfer prétendit être parti avant la fin, et Stuckart feignit d'oublier l'épisode en totalité. Klopfer allait trouver l'appui du SS **Erich Neumann**, du Plan Quadriennal, un autre juriste, radical lui aussi parce qu'il était chargé de la spoliation des biens juifs, qu'il s'agissait de maximiser : mais à Nuremberg il affirmerait "n'avoir rien eu à voir avec ça sur le plan professionnel". **Martin Luther** était sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et ami personnel du couple Ribbentrop qui l'avait fait monter dans la hiérarchie, où il s'était intéressé à la question juive et avait été impliqué dans le '*projet Madagascar*', puis avait organisé l'extermination par balles des Juifs de Serbie ; **Franz Schegelberger** et **Roland Freisler**, docteur en droit, représentaient le ministère de la Justice. D'autres représentaient les instances d'occupation à l'Est qui géraient les opérations : **Joseph Bühler** représentait Hans Frank du Gouvernement Général de Pologne, mais à Nuremberg il affirmera ne pas avoir assisté à la conférence, mais avoir reçu d'Heydrich l'assurance que "*l'évacuation des Juifs se déroulerait de façon humaine*" ; **Eberhard Schöngarth** était le chef de la *Sicherheitspolizei* dans le Gouvernement général et **Rudolf Lange**, diplômé en droit, représentait la Sipo-SD de l'Ostland : il était le praticien le plus expérimenté de la conférence ; **Alfred Meyer**, diplômé en science politique et **Georg Leibbrandt**, diplômé en théologie, philosophie et économie, et directeur du département Politique du ministère de l'Est représentaient tous deux le ministre de l'Est Alfred Rosenberg, qui était dans un conflit de compétences avec Himmler sur la question de savoir qui devait s'occuper des Juifs dans les territoires nouvellement conquis, mais qui finit par s'accorder avec lui sur le traitement à leur infliger. Il y avait enfin les grands SS : outre Heydrich, directeur du RSHA et Protecteur de Bohême-Moravie, **Heinrich Müller**, directeur de la Gestapo, et son adjoint **Eichmann**, spécialisé dans la liquidation des prisonniers de guerre soviétiques, représentaient eux aussi le RSHA, tandis que le **SS-Gruppenführer** (général de division SS) **Ulrich Greifelt** et le **SS-Gruppenführer Otto Hofmann**, directeur du Bureau pour la Race et le Peuplement (RuSHA), représentaient personnellement Himmler ; **Leopold Gutterer**, du ministère de la Propagande, avait été invité mais n'avait pas pu se rendre à la conférence. Deux participants se seraient apparemment opposés à Heydrich avec quelque acrimonie : **Kritzinger**, de la Chancellerie du Reich, sur des questions de prérogatives et d'interprétation de la pensée du Führer et **Wilhelm Stuckart**, représentant du ministère de l'Intérieur, très impliqué dans leur rédaction, sur l'application des lois de Nuremberg. Aussi un temps assez long fut-il consacré à la définition des divers types de *Mischlinge* et aux traitements diversifiés dont ils étaient justiciables. Seul Kritzinger reconnu au procès de Nuremberg avoir tenu le rôle qu'on lui prêtait, mais les autres participants prétendirent ne pas se souvenir de leur participation. Toutefois, un '*protocole*', rédigé par Eichmann, relatant les noms des participants et la teneur des débats fut retrouvé en 1947, et démentit leurs dépositions. Huit d'entre eux étaient docteurs en droit, tous étaient des hauts-fonctionnaires ou des officiers, membres de la meilleure société, les locataires habituels des centres de pouvoir de la société bourgeoise et capitaliste fonctionnant selon les méthodes habituelles du pouvoir dans les pays de tradition européenne, et le '*protocole*' précise bien qu'il s'agissait d'inscrire l'extermination des Juifs dans le cadre de l'*Etat de droit allemand* :

"Das Aufgabenziel war, auf legale Weise den deutschen Lebensraum von Juden zu säubern". Ceci pour les philosophes qui craignent pour les modifications que l'événement pourrait imposer à la philosophie du Droit, et qui analysent l'ainsi-nommé '*totalitarisme*' comme un '*effondrement de la légalité et de l'Etat de droit*', une '*assomption de la pègre*', une '*anarchie au pouvoir*'. Ceux-là ont tort de se faire du souci : comme le juriste universitaire Maurice Duverger devait le démontrer pour l'espace juridique français, une législation inspirée des lois antisémites de Nuremberg était parfaitement compatible avec l'architecture générale du Droit dans la société bourgeoise. La propriété privée, le profit, les affaires et l'ordre public n'étaient pas menacés. Sans doute faut-il voir dans ce souci exprimé dès Wannsee que l'extermination elle-même ait lieu *selon les règles* la griffe personnelle de Heydrich dans la réunion et le protocole auquel elle donna lieu, car Himmler, dont il n'avait convoqué que des porte-paroles secondaires avait une vision plus pragmatique des choses, et avait encouragé des pratiques expéditives et désordonnées, auxquelles il serait donné libre-cours après la mort d'Heydrich trois mois plus tard. Himmler, qui trouvait bon de faire servir la persécution des Juifs à l'effort de guerre s'insurgeait contre l'excès de subtilité et de légalisme des dispositifs auxquels tendait Heydrich, et devait passer outre tous les scrupules concernant les '*métis*' après la mort de son subordonné, déclarant : "*Avec toutes ces définitions absurdes nous nous retrouvons de nous-mêmes pieds et poings liés. Les territoires occupés à l'Est seront débarrassés des Juifs. Le Führer m'a confié l'exécution de cet ordre difficile*", ce qui était une façon de reprendre la main par rapport à son subordonné Heydrich. L'illégalisme assumé d'Himmler ne doit pourtant pas être pris comme donnant raison aux théoriciens qui voient une opposition entre ce qu'ils appellent le '*totalitarisme*' et ce qu'ils appellent l'*Etat de Droit* : en effet, le '*totalitarisme*' dans sa version fasciste, qui est une radicalisation des formes de gouvernance compatibles avec le capitalisme libéral est un '*Etat de Droit*' dans lequel, comme dans la société bourgeoise dite '*démocratique*', l'Etat est un outil de la finance, et le Droit une propriété privée de la bourgeoisie possédante, qui ne se considère en rien comme tenue par les règles qu'elle édicte et impose aux classes productives asservies. Si bien qu'au total, s'il ne faut pas donner, au plan pratique et historique une importance trop décisive à la conférence de Wannsee, qui ne fut ni le point de départ absolu ni la condition nécessaire de la *solution finale*, elle est un exemple intéressant de fonctionnement de la bureaucratie d'Etat, de l'ampleur de ses vues et de la concentration du pouvoir qu'elle autorise, s'il s'agit de dégager la nature du nazisme comme une des formes possibles de la société moderne : une forme pleinement fonctionnelle répondant à des conditions spécifiques de crise. Rien ne fut absolument déterminé comme effet par la conférence, mais il n'en reste pas moins que ce jour là une petite vingtaine de personnes appartenant aux sphères dirigeantes de l'état nazifié allaient, pendant à peu près une heure et demie, discuter froidement de l'organisation pratique de la mise à mort de plusieurs millions de leurs semblables. Une mise à mort qu'ils tenaient à dire *légale*. *A rendre légale* s'il le fallait. L'ampleur du massacre à accomplir était précisément évaluée. "*Im Zuge dieser Endlösung der europäischen Judenfrage kommen rund 11 Millionen Juden in Betracht, die sich wie folgt auf die einzelnen Länder verteilen :*" dit le protocole. Suit une liste des populations juives de tous les pays d'Europe, avec leurs effectifs *avant*. Un compte qui, pour l'Estonie, se monte déjà à 0 - *Judenfrei* - et les deux plus gros morceaux étant les populations juives de Pologne - 2.284.000 - et d'Union soviétique - 5.000.000. Sur la fin des débats et au moment de conclure, Heydrich soulèvera l'enthousiasme des participants en affichant, pour les outils désormais au point, une capacité de 2.500 exécutions par heure, soit 60.000 par jour ou 21 millions par an. Ce qui laissait anticiper une exécution raisonnablement rapide de ce que Himmler devait un jour décrire comme "*un ordre difficile*", si seulement les questions de rassemblement et de transport pouvaient trouver une solution satisfaisante. Selon les informations apportées par Heydrich, il était prévu que trois nouveaux camps, situés en Pologne, seraient consacrés exclusivement au projet de liquidation industrielle de tout un peuple évalué à onze millions d'âmes : Belzec, Sobibor et Treblinka. Des chambres à gaz seraient également installées dans d'autres camps déjà existants, notamment Auschwitz. *Ceci doit permettre de systématiser l'élimination physique des Juifs et de l'étendre à l'ensemble de l'Europe*, expliqua Heydrich. Car telle était désormais la puissance de la technologie et l'efficacité de l'organisation en matière de mise à mort. Les facteurs techniques limitants devenaient le rassemblement et le transport des victimes, puis l'élimination des corps : aussi Eichmann se présentait-il, à côté de ses compétences en hébreu et sa connaissance intime du peuple juif, comme un spécialiste des transports ferroviaires. L'autre difficulté à laquelle les conjurés étaient confrontés était l'état de guerre et la situation militaire, qui rendaient certaines populations hors d'atteinte, et qui conduisirent à ce que le centre géographique de l'extermination fût déplacé du territoire de l'Union soviétique à celui de la Pologne.

20 janvier 1942 (mardi) : Emile Tardif participe avec Garreau et Aubouet à un commando dirigé par Robert Marchand qui blesse très sérieusement un employé allemand de la Feldpost, Léo Pepling, devant le 15 boulevard de Vaugirard. Tardif habite dans le quartier. Il a repéré le bureau de poste situé en face de la gare Montparnasse.

21 janvier 1942 : André Pican est reconnu par un policier municipal dans sa planque du 34 rue Letort. La police entame une filature qui aboutira à l'arrestation de Félix Cadras, dont il est l'adjoint.

21 janvier 1942 : à partir de son point de repli à Agheila, profitant des renforts d'aviation que l'affaiblissement de la position navale britannique ont permis, Rommel reprend l'offensive et reconquiert la Cyrénaïque. Ritchie est repoussé jusqu'à Tobrouk. Il perd Benghazi et tout le matériel qu'il y avait accumulé pour son offensive ultérieure, le projet Crusader.

23 janvier 1942 : Stafford Cripps quitte son poste d'ambassadeur à Moscou pour des responsabilités importantes dans le Cabinet. Il revient convaincu que l'attitude de Churchill envers l'Union soviétique n'est pas la meilleure possible en vue de la victoire, et qu'il ferait lui-même un meilleur travail à sa place. Il devient, après Beaverbrook, un concurrent dangereux pour le poste de Premier ministre à la place de Churchill.

23 janvier 1942: *l'Humanité* n°147 publie la dernière lettre de Gabriel Péri, fusillé le 15 décembre. Elle met également en garde contre les agissements dans les prisons d'individus se présentant comme la '*police du Parti*'.

24 janvier 1942 : le gouvernement Australien proteste contre la faiblesse des mesures prises contre l'avancée japonaise en Malaisie. Il dénonce la préférence donnée à la sécurisation de la route birmane. Il décrit une capitulation éventuelle de Singapour comme '*an inexcusable betrayal*'.

27 janvier 1942 : Churchill explique devant les Communes la préférence qu'il donne à la lutte contre Rommel par rapport à la défense de l'Orient contre les Japonais.

29 janvier 1942 : Churchill affronte une motion hostile aux Communes. L'assaut est à nouveau mené par le tribun gallois Aneurin Bevan, avec Stafford Cripps et Beaverbrook en embuscade pour le poste de Premier ministre. Mais Churchill remporte le vote de confiance par 464 voix contre une.

28 janvier 1942 : Jean Quarré attaque la cantine de la Wehrmacht rue de Châteaudun.

29 janvier 1942 : Schaumburg, adjoint d'Otto von Stülpnagel, annonce la déportation de cent Juifs et communistes en représailles pour les attentats du mois. Il annonce par ailleurs que six terroristes ou associés ont été fusillés. Il va de soi que ces chiffres ne peuvent que sembler ridicules à Berlin.

30 janvier 1942 : dans un grand discours au Palais des Sports, Hitler promet la victoire pour l'année à venir. Il annonce que la guerre se terminera par l'extermination du peuple juif.

Fin (?) janvier 1942 : André Kirschen, coupé de l'OS depuis son action de septembre 1941, est à nouveau contacté par Georges Tondelier. Georges Tondelier attend André Kirschen devant son domicile de la rue Duret. Après plus de trois mois de coupure, Kirschen est remis en activité dans l'OS. Cette démarche pourrait découler de la crise d'effectifs provoquée par les nombreuses arrestations du moment : Bertone, Touati, Tourette, Coquillet, Bourdarias. Kirschen va travailler avec Georges Tondelier et Lucien Engros pour des tentatives d'attentats individuels dans le métro, mais sans résultat. Il fera aussi des repérages pour Frédo. C'est lui qui imagine pour une attaque éventuelle de l'Hôtel Royal-Monceau, avenue Hoche, un plan consistant à jeter des grenades en passant à vélo. Il proposera à nouveau ce plan pour l'attaque de la salle Wagram le 8 mars 1942, qui aboutira à son arrestation.

Fin janvier 1942 : en vertu d'accords passés avec de Gaulle, les consulats britanniques aident les exfiltrations de Français par Gibraltar.

Fin janvier 1942 : muni d'un livret militaire authentique sous le nom de Jean Rauzy, Brustlein franchit les Pyrénées vers Urrugne et gagne Vera de Bidassoa, puis Saint-Sébastien et Madrid, où il est arrêté et emprisonné. Usant d'un subterfuge devenu usuel pour les transfuges français, et dont les Espagnols feignent d'être dupes, il se déclare canadien et demande à être remis aux autorités britanniques. Il sera en effet, après un assez long délai, convoyé jusqu'à Gibraltar.

Fin janvier 1942 : les Allemands ont coulé 200.000 tonnes de navires alliés dans le mois. Ce chiffre va monter à 400.000 tonnes par mois en moyenne pendant les six premiers mois de l'année, puis 350.000 tonnes par mois pendant les six mois suivants. Cette rechute résulte de l'impréparation des Etats-Unis pour la guerre sous-marine dont elle reçoit désormais le choc initial.

27 janvier-1er février 1942 : débat aux Communes britanniques sur la politique du gouvernement. Churchill remporte un vote de confiance par 464 voix contre une et 27 abstentions.

Février 1942 : un mois après les nombreuses arrestations en zone sud, le mouvement *Combat* d'Henri Frenay est victime d'une série d'arrestations en zone nord dont celle de Berty Albrecht. Ces arrestations sont le fait de la DST française. Berty Albrecht est transférée à Lyon, puis à Vichy, où elle est interrogée par des officiers du contre-espionnage français, tandis que son dénonciateur est arrêté par les mêmes. Puis elle est libérée et chargée d'un message pour Henri Frenay. Vichy souhaiterait organiser une conversation avec le chef de *Combat*. Frenay accepte et, à travers le truchement du général de La Laurencie, il rencontre Pierre Pucheu à deux reprises, en présence du chef de l'OSS américaine Allan Dulles. Pucheu souhaite que cessent les attaques contre le maréchal Pétain dans la presse clandestine, et il offre en échange de procéder à des libérations. Les libérations auront lieu, mais Vichy divulguera l'épisode afin de discréditer Henri Frenay, si bien que l'axe vichysto-résistant, réactionnaire et préparatoire d'un renversement des fronts contre l'Union soviétique avec constitution d'une Europe allemande sous égide américaine, avortera pour cette fois. Les mêmes forces reviendront à la charge après la guerre sous le travestissement d'un prétendu *mouvement européen*, et trouveront à nouveau sur leur route le général de Gaulle et le parti communiste. Quant à Bertie Albrecht, elle sera à nouveau arrêtée, en mai 1943, après la trahison de Multon, dit '*Lunel*', mais cette fois par le SD de Kaltenbrunner, et sera exécutée. Son corps fut par la suite transféré au mémorial de la Résistance du Mont Valérien à l'initiative du Général de Gaulle.

Février 1942 : Roosevelt est informé du massacre des officiers polonais perpétré en mars 1940 par les Soviétiques. Il impose le silence sur ces faits. La responsabilité du NKVD sera officialisée par Truman en 1950 et reconnue par l'Union soviétique en 1990.

Février 1942 : premier départ de France vers Auschwitz.

Février 1942 : le réseau d'opérateurs-radio de Jacques Duclos est mis à la disposition de Léopold Trepper pour l'envoi de ses '*messages vitaux*'.

1er février 1942 (dimanche) : Jean Debrais et Karl Schönhaar endommagent un camion allemand place de la Concorde. En février, en raison des arrestations de janvier, les actions de l'Organisation relèvent d'une troisième vague des bataillons de la jeunesse : André Aubouet, Jean Quarré, Jules Martin-Rodriguez, Karl Schönhaar, Daniel Bret, René Rodier, Lucien Engros, Jean Vergé, venant renforcer les survivants des vagues précédentes : le Berre, Feld, Feferman, Jean Debrais, Emile Tardif et Georges Tondelier. Une demi-douzaine d'attentats ont lieu dans cette période, un seul a un effet notable : l'attaque d'une maison close fréquentée par les Allemands au 106 rue de Suffren, le 5 février.

3 février 1942 : pour la première fois depuis un mois, la presse parle de terrorisme. Elle annonce les mesures punitives prises par Schaumburg le 29 janvier. Parmi celles-ci, la déportation figure désormais en bonne place.

4 février 1942 : la police repère Claude Gaulué, qui fabrique les faux-papiers du Parti communiste dans sa planque du 49 rue Geoffroy-Saint-Hilaire. Sa filature les conduira à Arthur Dallidet, arrêté le 28 février 1942.

5 février 1942 (jeudi) : attaque d'une maison close fréquentée par les Allemands au 106 rue de Suffren par Tardif et Tondelier encadrant deux nouvelles recrues de l'OS. Un marin allemand est blessé.

5-6 février 1942 : c'est avec retard que le Cabinet britannique examine les conclusions des pourparlers conduits par Eden avec Staline en décembre 1941. L'entrée en guerre des Etats-Unis complique encore les prises de position de Churchill, qui apparaît de plus en plus procrastinateur et de moins en moins fiable aux yeux de Staline. Ceci d'autant plus que les succès défensifs de l'Armée rouge, alors que les Britanniques n'ont encore fait que d'essayer des échecs, laissent prévoir une défaite allemande qui ferait des soviétiques les seuls vainqueurs sur le théâtre européen : perspective de cauchemar pour les anglo-américains. Et les Soviétiques le savent. Une nouvelle cause de méfiance réciproque existe donc, qui persistera jusqu'à la fin en arrière-plan, et ne pourra être atténuée que par l'aide matérielle effective. « *Le sabotage de nos approvisionnement est concevable afin de repousser la décision à 1943, quand la Grande-Bretagne et les Etats-Unis seront mieux préparés* » note Ivan Maïski dans son journal.

10 février 1942 (mardi) : arrestation rue de la Gaîté de Spartaco Guisco, chef du commando de Nantes en octobre 1941. Cette arrestation va en provoquer d'autres. Guisco est appréhendé en compagnie de Louis Marchandise, commissaire politique de l'Organisation spéciale unifiée. On ne sait pas comment les policiers sont remontés jusqu'à lui. A l'interrogatoire, Guisco résiste autant que possible, mais finit par livrer le rendez-vous qu'il avait le même jour au métro Invalides avec Conrado Miret-Musté. Celui-ci sera arrêté le lendemain au repêchage.

10 février 1942 : bataille de Bir-Hakeim.

11 février : Tardif et Tondelier tentent de placer des explosifs dans un train de permissionnaires à la gare de l'Est.

11 février 1942 : arrestation de Miret-Musté Place des Invalides. Sur lui, la police trouve l'indication de son rendez-vous Quai de la Rapée avec Yves Kermen et France Bloch-Sérazin. Yves Kermen, commissaire militaire de l'Organisation spéciale unifiée est arrêté le même jour, tandis que France Bloch parvient à s'échapper. Interrogé, Kermen apprend aux policiers le nom de l'assassin du sous-brigadier Lécureuil : Isidore Grinberg. Il donne également des indices qui permettront aux policiers de remonter jusqu'à France Bloch. Celle-ci sera filée pendant deux mois avant d'être arrêtée en même temps que de nombreux responsables du Parti.

14 février 1942 : la police française découvre la véritable identité de la pseudo 'Jeanne Dessart', en réalité Mounette Dutilleul, exsecrétaire de Maurice Tréand et compagne d'Arthur Dallidet. En détention, elle est ostracisée, probablement en raison de la disgrâce de Tréand. Cette période voit aussi l'arrestation de Danielle Casanova, de Félix Cadras, de Maï et Georges Politzer, et d'Arthur Dallidet. Albert Ouzoulias manque lui-aussi une première fois d'être arrêté.

14 février 1942 : arrestation d'André Pican.

14 février 1942 : dans son journal, Julien Green note la chute imminente de Singapour et le forçage du pas de Calais par le *Tirpitz* et le *Scharnhorst*, perçu comme un échec de la RAF. La présence de ces grosses unités dans les fjords norvégiens pèsera comme une menace contre les convois alliés de l'aide à l'effort de guerre soviétique.

15 février 1942 : arrestation de Félix Cadras à son domicile du 119 Boulevard Davout.

15 février 1942 (dimanche) : arrestation de Danielle Casanova et de Georges Politzer au domicile de Danielle Casanova, 170 bis rue de Grenelle.

15 février 1942 : chute de Singapour. C'est, selon Churchill, la pire capitulation de l'histoire britannique. En effet, le nombre des défenseurs est plus élevé que celui des assaillants, et le désastre est précédé d'un effondrement du moral et de l'ordre public. L'événement aurait été pour Churchill une surprise relative, car n'ayant pas visité Singapour, il dira dans ses *Mémoires* avoir ignoré la vulnérabilité de la place par rapport à une attaque venant de la terre, et s'être attendu à une résistance prolongée.

16 février 1942 : Julien Green prend connaissance du discours de Churchill qu'il décrit comme *assez faible*.

17 février 1942 : arrestation de Jacques Decour qui tombe dans la souricière tendue par les policiers au domicile des Politzer, au 170 ter rue de Grenelle.

17 février 1942 : aux Communes, Winston Churchill intervient à propos de la chute de Singapour. Trois semaines à peine après un vote de confiance presque unanime, il passe un très mauvais quart d'heure. Sa situation est d'être contesté, mais irremplaçable.

20 février 1942 : Churchill remanie son cabinet. Stafford-Cripps devient *lord Privy Seal*. Beaverbrook, que l'on dit malade, se retire : mais la raison en est plus vraisemblablement son incompatibilité avec Cripps. Mais en le mettant à la tête de la chambre des Communes, Churchill a piégé Cripps qui va y user son énergie et sa popularité. Avant la fin de l'année, Churchill se sera débarrassé de ce rival dangereux. Avec son départ du l'URSS n'aura plus du tout d'avocat dans le Cabinet de guerre.

22 février 1942 : Harris est nommé chef du Bomber Command.

23 février 1942 : sept membres du réseau du *Musée de l'Homme*, dont Boris Vildé, sont exécutés.

23 février 1942 : Otto von Stülpnagel demande à être relevé de ses fonctions, laissant sa place à son cousin Karl-Heinrich von Stülpnagel. Il reçoit Ernst Jünger au palais Talleyrand qui se trouvait à l'angle de l'avenue de Malakoff et de l'avenue Foch, et qui était sa résidence parisienne. Il lui livre son testament politique : il craint de voir les représailles contre les attentats 'dépasser leur but' : "*La considération du potentiel de production exige qu'on agisse avec mesure. Les industries fourniront d'autant plus que les choses iront sans accroc dans le pays.*" Cette position s'articule en réalité avec les décisions prises un mois plus tôt à la conférence du Wannsee : comme instrument de terreur, la déportation en vue d'une mort plus ou moins lente (sous le titre '*Nacht und Nebel*') prend le pas sur l'exécution immédiate. S'étant compromis avec les éléments de l'armée qui avaient projeté de renverser le régime pour traiter avec les Américains, Otto von Stülpnagel se suicidera après l'attentat contre Hitler du 20 juillet 1944. Son cousin Heinrich, impliqué lui aussi, sera exécuté.

24 février 1942 : le double-jeu de Darlan, qui tout en préconisant la guerre contre l'Angleterre s'est fait le théoricien du *jeu de bascule* entre Américains et Allemands, est dénoncé par Otto Abetz qui exige son remplacement par Laval.

25 février 1942 : arrestation de Bernard Laurent dans des conditions inconnues. Le moment de cette arrestation donne à penser qu'elle résulte des renseignements obtenus par la police à la suite des nombreuses arrestations de responsables importants dans les jours qui précèdent : Spartaco Guisco le 10 février, Miret-Musté et Yves Kermen le 11, Danielle Casanova et Félix Cadras le 15.

26 février 1942 (jeudi) : Conrado Miret-Musté se suicide dans sa cellule.

27 février 1942 : défaite navale américaine devant Java.

28 février 1942 : le croiseur Exeter est coulé avec son escorte en essayant de quitter Java. Les alliés n'ont plus de présence maritime dans la région.

28 février 1942 : arrestation d'Arthur Dallidet. La cause immédiate de ce succès policier est la filature de Claude Gaulué qui est le faussaire de l'organisation, mais la cause lointaine pourrait être un renseignement arraché à Mounette Dutilleul par la police qui connaît désormais son identité. Dallidet, qui détient des secrets essentiels, et qui connaît en particulier la cachette de Jacques Duclos, est soumis à des interrogatoires brutaux par le BS1 du commissaire David, mais il ne parle pas. Il sera fusillé le 30 mai 1942. Il est remplacé aux cadres par Robert Dubois. Son frère Léon-Raymond, dit 'Raphael' ou 'Raph' est également arrêté le 6 mars, mais réussit à s'enfuir quatre jours plus tard. Lui aussi connaissait des secrets importants, mais semble ne rien avoir appris à l'ennemi. Agent de liaison et garde du corps de Jacques Duclos, de nombreuses missions de confiance lui seront données par la suite.

28 février 1942 : la Brigade spéciale antiterroriste identifie France Bloch. Elle en entame la filature.

28 février 1942 (samedi) : Daniel Georges est parachuté dans la région de Pézenas avec Raymond Guyot et Francine Fromont. Se séparant immédiatement, Daniel Georges rejoignit la région lyonnaise où il finit par trouver le contact avec Georges Marrane. Francine Fromont fut par la suite arrêtée et fusillée à une date incertaine en raison des indications contradictoires qui apparaissent dans les témoignages communistes. Il semble que Raymond Guyot ait été arrêté lui aussi, si l'on se fie sur ce point au témoignage de sa belle-sœur Lise Ricol. Il se pourrait que cela se soit produit assez rapidement, mais il est impossible de l'affirmer, ni si son arrestation était en rapport dans un sens ou dans un autre avec celle de Francine Fromont. Il réapparaît dans des tâches d'organisation du Parti au plus tard en 1943 sans que l'on sache avec certitude s'il avait pour cela fallu qu'il recouvre la liberté, ni comment.

28 février 1942 : Julien Green apprend le suicide de Stefan Zweig.

Fin février 1942 : prenant de l'avance sur les événements, Pucheu, sur le point d'être renvoyé du gouvernement par Laval, entame une tournée africaine en préparation de sa conversion pro-américaine. Il rencontre Noguès, Béthouart, et très probablement Robert Murphy. Il affecte de la sympathie pour le combat gaulliste. Assez longtemps avant leur débarquement militaire en Afrique occidentale, les Américains sont présents dans ces régions de l'ancien empire colonial français, visant principalement à s'implanter commercialement en passant des compromis avec tout pouvoir effectif local, et en l'occurrence tout d'abord avec l'administration et les grands chefs militaires fidèles à Vichy. Tout se passe comme s'ils cherchaient à valider le pessimisme de ceux, pas seulement les communistes, qui se méfiaient d'une guerre conduite par les démocraties contre le nazisme, et parlaient de '*guerre impérialiste*'. Les Américains validaient au moins ce point : *"Une guerre, commencée avec les meilleures intentions, ne pourrait pas ne pas dégénérer très rapidement en conflit impérialiste, où les idéologies et les buts limités céderaient vite le pas au désir de gains effectifs et de conquêtes toujours plus grandes. Bientôt ce ne serait plus une guerre entre fascistes et démocrates, mais entre concurrents pour des matières premières et de la main-d'oeuvre coloniale à bas prix."*

Mars 42 : début des déportations de Juifs à partir des territoires ouest-européens : Slovaquie, France, Pays-Bas, Belgique, en direction des camps polonais. Le premier départ de Juifs français et étrangers aura lieu à la fin du mois.

Mars 1942 : Louis Tillet (Laon), André Jacquot (Caen), Lucien Magnan (Paris) rejoignent le détachement Valmy. Ces recrutements préludent à des actions de plus en plus énergiques.

Mars 1942 : début d'une campagne de bombardement de deux mois sur Malte. Il s'agit pour l'Axe de préparer une offensive majeure culminant dans l'occupation de la zone du canal de Suez. En privant les Britanniques de leur pétrole Perse, un succès pourrait décider du sort de la guerre. Les Allemands savent aussi bien que les Britanniques que la guerre se décidera par attrition.

1er mars 1942 (dimanche) : tirant à quatre reprises, Karl Schönhaar tue une sentinelle allemande qui garde une école occupée par les Allemands au 41 rue de Tanger. L'action est commandée par Jean Debrais et supervisée par Pierre Georges en retrait. Emile Tardif, et Georges Tondelier sont en protection. Daniel Bret garde les vélos pour le repli, qui se fait à bicyclette par le passage au niveau du numéro 26 et par la rue de Flandre. Il s'agit d'une action conçue comme délibérément très meurtrière. Elle vise à rompre la trêve relative qui prévalait depuis la fin janvier, après les arrestations de Guisco, Miret-Musté, Kermen, et celles qui ont touché la Direction. Elle frappe fortement les autorités qui lancent un appel à témoins.

2 mars 1942 : arrestation de Jacques et Hélène Solomon.

3 mars 1942 : le premier bombardement des usines Renault de Boulogne Billancourt fait, selon Ernst Jünger, quatre cents morts civils et dix morts allemands. Galtier-Boissière relate que *« le Pont-Neuf est garni de badauds qui contemplant le bombardement comme un feu d'artifice du 14 juillet »*. Pour ce raid, une première dans la conception stratégique nouvelle de Harris misant sur la précision, 235 bombardiers ont été utilisés. Deux mois plus tard, Harris compte passer aux raids massifs de mille bombardiers.

4 mars 1942 : dans son journal, Julien Green note comme l'avancée des Japonais dans le Pacifique inquiète le public américain.

4 mars 1942 : ouverture du procès du Palais-Bourbon. Le procès a lieu dans une des salles d'apparat, sans que l'on sache s'il s'agit de la **Galerie Rouge et Or**, du **Salon des Saisons** ou du **Salon des deux Horloges**. L'hypothèse la plus probable désigne la **Galerie des Fêtes**, celle qui donne sur un rideau d'arbres, avec de l'autre côté, vue sur la Seine. Telle est la conclusion au moins du rapport rédigé par Eric Alary à l'intention du Président de l'Assemblée nationale Laurent Fabius en l'an 2000. Hanlet, Semahya, Peltier, Rizo, Bloncourt, Milan, Zalkinov figurent comme accusés dans un procès public organisé par les Allemands. Ils sont tous condamnés à mort. Brustlein, qui est en fuite, passe pour juif et d'origine suisse. Ses camarades ont-ils propagé cette fable ? Est-ce dans l'intention de le protéger ? Dans l'ensemble, ils semblent plutôt enclins à se défaire sur lui : mais Brustlein ne sera pas pris, tandis que ses compagnons seront tous condamnés et exécutés.

5 mars 1942 : dans son journal, Julien Green note le bombardement des usines Renault. Il parle de 600 morts. Tout en se félicitant que des usines travaillant pour l'Allemagne aient été détruites, il commente : « *C'est un jour de deuil, un jour difficile à passer.... Ces nouvelles tuent le goût de vivre.* »

7 mars 1942 : dans le Cabinet britannique, on discute à nouveau de l'assistance, ou plutôt de la non-assistance à l'URSS, qui devient une préoccupation brûlante à Moscou avec le retour de la belle saison et la perspective d'une nouvelle offensive générale allemande. Eden, faute d'arriver à convaincre Churchill par des arguments positifs pro-soviétiques, use de l'argument paradoxal anti-soviétique : seule une présence militaire occidentale est de nature à « *entraver tous les plans expansionnistes du gouvernement soviétique* ». En matière de plans expansionnistes, l'Union soviétique réclame ouvertement la reconnaissance de ses frontières de 1941, correspondant à l'addition de zones-tampons défensives en Finlande, Pologne, Bessarabie, et dans les pays Baltes, venant sécuriser les territoires reconnus comme soviétiques depuis Brest-Litovsk. Stafford-Cripps a approuvé ces concessions, mais Churchill insiste qu'elles sont interdites par l'accord anglo-américain qui interdit à la Grande-Bretagne toute reconnaissance séparée d'une révision de frontières en Europe. Il finira par céder le 13 mars. Mais les Soviétiques restent convaincus que les Britanniques n'envisagent pas une victoire avant 1943, et se mettent à réfléchir à la possibilité de négocier avec Hitler un second pacte germano-soviétique. Roosevelt se montrera réticent sur la question des frontières, mais en matière d'assistance matérielle il est bien davantage que Churchill favorable à un appui rapide, massif et inconditionnel à l'Union soviétique. Il déclare : « *Rien ne serait pire que de voir les Russes s'effondrer* » et convoque Litvinov pour des discussions directes par-dessus la tête des diplomates américaine aussi bien que britanniques. Roosevelt entretiendra durablement des rapports ouverts et efficaces avec Staline. Il écrira avec quelques désinvolture à Churchill : « *Je sais que vous ne verrez pas d'inconvénient à ce que je vous dise avec une franchise un peu brutale que je pense être mieux à même de traiter personnellement avec Staline que votre Foreign office ou mon département d'État.* » Et il recommande – même si la suite prouvera que c'est manquer de réalisme - d'ouvrir un second front en Europe dès l'été 1942.

8 mars 1942 (dimanche) : à Paris, c'est le 8 mars 1942 que l'OS de Pierre Georges tente une opération à la fois importante et à haut risque. Elle consiste à placer une bombe dans l'exposition anti-bolchévique de la salle Wagram. La préparation est due à Frédo, Ouzoulias et Yves Kermen. André Kirschen fait partie de l'équipée. Un débat a lieu sur les modalités entre Ouzoulias et Georges, mais sans qu'on connaisse précisément les positions des uns et des autres. Il semblerait que ce soit Frédo qui ait suggéré de déposer une valise d'explosifs dans les toilettes : ce qui ne lui ressemble pas beaucoup car cela ne pouvait aboutir qu'à des résultats limités. André Kirschen, selon son propre témoignage, fait une proposition alternative, moins dangereuse, consistant à jeter des bombes en passant à bicyclette. Mais ce plan, qui ressemble davantage au mode opératoire utilisé par Frédo pour la librairie **Rive Gauche**, n'est pas retenu. André Kirschen critiquera fortement la décision prise dans ses écrits d'après-guerre : une opération *'aussi mal conçue que réalisée'*, estime-t-il. Le 8 mars, André Kirschen rencontre Georges Tondelier au métro Monceau. Les autres participants sont Jean Debrais, Louis Engros et Carlo Schönhaar. Le rôle d'André Kirschen consiste à tester la vigilance du service d'ordre : à cette fin, il reçoit la mission d'entrer dans l'exposition avec une valise vide. Ayant réussi à ressortir sans attirer l'attention, le test est considéré comme positif. Mais le plan d'action retenu se montre finalement désastreux. Lorsque Georges Tondelier et Carlo Schönhaar reproduisent la même manoeuvre avec la valise d'explosifs, un policier présent s'étonne de les voir ressortir les mains vides et les interpelle. Le contenu de leur valise une fois révélé, ils sont tous les deux arrêtés et interrogés brutalement dans les locaux de la Brigade spéciale antiterroriste. Les aveux rapides et abondants de Tondelier entraînent la troisième grande vague d'arrestations dans l'Organisation spéciale après la chute du groupe Brustlein et celle du labo de France Bloch. Ils signeront la fin de ce qu'André Ouzoulias appellera les *'Bataillons de la Jeunesse'*. Dès le lendemain ils conduiront à l'arrestation d'André Kirschen, puis à celles d'Emile Tardif, Maurice Feferman, Maurice Feld, et à l'identification de Pierre Georges, qui doit quitter la région parisienne.

8 mars 1942 : la monographie de Bertrand Matot **'La Guerre des Cancres'**, consacrée à la participation à la résistance des élèves et professeurs du lycée Rollin, aujourd'hui Lycée Jacques Decour, signale l'arrestation le 8 mars 1942 de Henri Reprowski, 17 ans, élève de Rollin, dont il est dit qu'il s'était engagé *'dans le réseau Valmy sous la direction de Pierre Georges (futur colonel Fabien)'*. Le nom d'Henri Reprowski n'apparaît pas ailleurs. Or, si 'Valmy' est bien le nom d'une formation à laquelle a appartenu Pierre Georges, il s'agit d'un maquis franc-comtois, et la participation de Pierre Georges à cette organisation ne commence qu'en avril 1942. Henri Reprowski a pu faire partie du groupe Valmy du lycée Buffon, qui regroupait des jeunes résistants catholiques et communistes, et qui fut démantelé dès sa première action, le 10 mars 1942. Il a par ailleurs existé plusieurs groupes de résistance nommés d'après la bataille de Valmy, mais il ne semble pas qu'ils aient relevé de l'autorité de Pierre Georges. Henri Reprowski n'a donc sans doute pas pu opérer sous ses ordres.

9 mars 1942 : Hanlet, Bloncourt, Milan, Peltier, Rizo, Semahya, Zalkinov sont fusillés. Une plaque honorant leur mémoire et les appelant *'les premiers FTP'* est apposée sur un mur de la Cité Ranvier, où habitaient Hanlet et Milan, et où ils se réunissaient. On peut voir les sépultures de Hanlet, Peltier, Semahya, Zalkinov au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry.

9 mars 1942 (lundi) : André Kirschen est arrêté à 17h30 Cours Albert 1er. Tondelier, arrêté la veille, a donné son rendez-vous avec lui au pied de la statue du roi des Belges, cours Albert 1er, à côté du pont de l'Alma. Il est interrogé d'abord au cinquième étage de la préfecture de police. Il sera battu et interrogé pendant neuf jours, mais, étant très périphérique par rapport aux adultes de l'organisation, il n'apprendra rien à la police ni aux Allemands. En prison, il aura un bref contact avec Maurice Touati, qu'il ne connaît pas, et qui lui annoncera son intention de s'évader, puis plus tard avec Pierre Daix.

9 mars 1942 : le numéro 152 de l'Humanité met en garde contre Spartaco Guisco dans les termes suivants : « *Le nommé Spartaco, ex-militant du Parti, récemment arrêté, a été libéré et fait le provocateur. Il faut se méfier de cet individu et le recevoir comme il convient.* » Spartaco a été arrêté le 10 février précédent, mais il n'a nullement été libéré. Cette annonce pourrait être un contre-feu pour désamorcer le choc dans le parti si son interrogatoire venait à éclairer la police sur l'implication directe du parti dans l'attentat de Nantes. En effet, il semble que Spartaco, qui a été arrêté en compagnie de Louis Marchandise, ait été associé à la direction des actions militaires après son retrait du terrain à la suite de l'affaire de Nantes. Dans le même temps, Brustlein était chassé du parti et Dumont démis de ses responsabilités dans la lutte armée et mis au vert en province. Le fait que Spartaco Guisco soit tombé aux mains de l'ennemi pose un problème particulier à la direction qu'incarne Jacques Duclos. Contrairement à Brustlein et aux jeunes de son groupe, dont les actes peuvent être minimisés comme des initiatives individuelles et aventuristes, Spartaco est connu dans les hautes sphères du Parti et ses aveux prouveraient aux yeux des militants aussi bien que de l'ennemi le rôle de la direction dans les attentats de 1941. Ceci, par contre-coup, démentirait la posture de pure victime prise par le parti depuis l'été 39, telle qu'elle ressort de tous les numéros de l'Humanité depuis qu'elle est devenue clandestine. Il est possible que Duclos se ménage, avec l'accusation fantastique portée contre Spartaco Guisco, la possibilité de révoquer toutes ses assertions en doute.

10 mars 1942 : des élèves du lycée Buffon organisent une manifestation patriotique. Cinq sont arrêtés : Arthus, Baudry, Benoît, Grelot, Legros. Ils seront fusillés le 8 février 1943.

10 mars 1942 : André Kirschen est conduit à la Santé.

11 mars 1942 : Tondelier ayant livré ses rendez-vous avec lui au restaurant qui fait l'angle de la rue Lecourbe et de l'impasse Thoreton, Emile Tardif est arrêté. Tardif et Kirschen sont les premiers de ceux qui tomberont à la suite des aveux de Georges Tondelier. Dans le même temps, une surveillance est mise en place sur Sylvia Brodfeld. Elle aboutira deux mois plus tard aux arrestations de Maurice Feld et à la mort par suicide de Maurice Feferman, tandis que Georges Grünenberger devra fuir en province. Dans un troisième temps, l'arrestation de Maurice Feld aboutit à celle d'Isidore Grinberg. Du groupe Frédo initial, seuls restent en liberté cinq de ses membres fondateurs : Gilbert Brustlein, Maurice le Berre, Bob Gueusquin, Jacques d'Andurain et Pierre Georges lui-même. Le groupe reste actif à Paris avec des recrues plus récentes, sous la direction de Jean Debrais.

11 mars 1942 : André Kirschen est livré à la Geheime Feld Polizei, qui est logée à l'Hôtel Bradford, rue Saint-Philippe-du-Roule. Son interrogatoire durera jusqu'au 18 mars. Il est à nouveau battu. Il tente d'abord de faire croire que son engagement politique n'est pas antérieur à l'exécution des otages de Châteaubriant. Il finit par avouer son attentat du 10 septembre et reconnaît avoir connu Laurent et Tourette, mais il semble n'avoir livré aucun nom et aucune adresse de combattant encore en liberté, car aucune arrestation ne découle de la sienne. Il expliquera n'avoir connu, en raison de son âge, presque aucun des adultes de l'organisation sur lesquels les policiers l'interrogeaient, mais seulement des membres des *Jeunesses communistes*, sur lesquels ils ne pensèrent pas à lui poser des questions.

11 mars 1942 : Mac Arthur s'échappe de Manille menacée par les Japonais.

13 mars 1942 : Tardif, ayant été battu à plusieurs reprises, livre à la police l'adresse de Jean Garreau, qui est arrêté.

13 mars 1942 : la Grande-Bretagne reconnaît les frontières soviétiques de 1941.

16 mars 1942 : l'ambassadeur soviétique Maïski rencontre Churchill et Eden. Ils envisagent les batailles de l'été à venir.

mi-mars 1942 : Brustlein détenu à Madrid apprend qu'à Paris '*Sept terroristes ont été condamnés à mort et exécutés*'. Mais il n'a accès à aucun détail supplémentaire.

17 Mars 1942 (mardi) : Georges Déziré, responsable du Parti communiste clandestin normand, est soupçonné de trahison en raison d'une vague d'arrestations massive parmi ses subordonnés. Il est sauvagement exécuté par Fosco Focardi, Marius Bourbon, Louis Tillet et Marcel Cretagne après un interrogatoire sommaire à Chatou. Il meurt en criant '*vive Staline*'. C'est la première opération de type para-judiciaire du détachement Valmy. Déziré sera réhabilité par le Parti après la guerre.

18 mars 1942 : les Allemands font à nouveau pression sur Pétain pour qu'il remplace Darlan, qui leur semble incarner un double-jeu à relents patriotiques, par Laval, qui semble décidé à une politique plus activement favorable à un soutien français à l'effort de guerre allemand, en particulier en ce qui concerne la mise en place d'un système de travail forcé pour les jeunes Français. Ce sera le **Service du Travail Obligatoire**.

18 mars 1942 : après la fin de ses interrogatoires, André Kirschen est gardé à la Santé dans l'attente de son procès. Il est logé au quartier bas, administré par les Allemands. Il est enfermé au secret dans sa cellule, et menotté dans le dos en permanence. Il subit des interrogatoires périodiques dans sa cellule. Il a quelques échanges avec Emile Schweizer qui lui annonce l'arrestation de son frère Bob.

20 mars 1942 : les Américains font pression sur Pétain pour qu'il conserve Darlan, pour qui ils voient un avenir dans le cadre de leur implication directe en Europe, qui fait l'objet d'une préparation déjà perceptible en Afrique.

Fin mars 1942 : tout Londres bruit du conflit violent entre de Gaulle et Muselier, qui s'est senti floué par les conditions d'opacité dans lesquelles il a été envoyé s'emparer de Saint-Pierre et Miquelon. De Gaulle avait fait croire à Muselier que Churchill approuvait l'opération. Confronté à la rébellion de Muselier, de Gaulle a décidé de le démettre, mais les Anglais ont refusé d'enterrer son limogeage. Ils ont décidé au contraire de placer la flotte française sous le commandement de l'Amirauté britannique et de purger l'entourage de de Gaulle, ressenti comme pernicieux. L'ambassadeur Maïski approuve Eden en tous points : « *le milieu de de Gaulle est rempli de cagouards et de canailles. Il y a sûrement parmi eux des agents allemands. De Gaulle lui-même ne comprend rien à la politique, a de la sympathie pour le fascisme de type italien et ne sait pas diriger. Il se dispute avec tout le monde. Il n'a pas l'étoffe d'un dirigeant.* »

Fin mars 1942 : Roosevelt approuve les plans dressés par le chef d'état-major George Marshall pour un débarquement en France en avril 1943 avec une cinquantaine de divisions, tant américaines que britanniques. Ce plan entraine en conflit avec les vues stratégiques de Churchill. De plus, les pressions en faveur d'un second front dès 1942 continuent à s'exercer.

Fin mars 1942 : Pierre Georges est averti par Bob Gueusquin que Georges Tondelier l'a identifié devant les policiers. Il doit quitter la région parisienne. Il se cache trois semaines en des lieux divers en attendant que son installation en province soit organisée. Au total, l'Organisation spéciale, désormais démantelée, a mené à bien entre deux et trois-cents attentats et sabotages entre juillet quarante-et-un et février quarante-deux.

Fin mars 1942 : Raoul Vallet, chargé des opérations militaires à la Direction du Parti communiste est arrêté. Il est remplacé par Albert Ouzoulias. Marcel Prenant devient son chef d'Etat-major.

Printemps 1942 : avec le retour du printemps, la vie reprend un peu à Paris. Le marché noir commence à faire fureur et à améliorer le ravitaillement des riches et des malins. La jeunesse se réfugie dans l'apolitisme et la dérision universelle. Jean-Hérolf Paquis dénonce les **zazous**, qui ont leur quartier général dans un café de la place Victor Hugo. Les milieux boursiers, banquiers et industriels bâtissent des fortunes sur l'acquisition des biens juifs et sur les trafics avec les Allemands dont le SS Maulaz est l'empereur pour le compte d'Oberg. Les français ordinaires et parmi eux les résistants cherchent des pneumatiques pour leurs bicyclettes, instruments de guerre pour les attentats, et de ravitaillement à la campagne. Un poulet se vend 4000 francs.

23 mars 1942 : une ordonnance rapportée par la presse le 13 avril suivant interdit de procéder à la formation de radiotélégraphistes. Cette mesure est sans doute à rapprocher des activités de renseignement de l'Orchestre rouge de Léopold Trepper et du Parti communiste.

26 mars 1942 : Lord Mountbatten, qui est officier de marine, est le militaire préféré de Winston Churchill. Il soumet régulièrement à son approbation des projets tous plus aventureux les uns que les autres. L'état-major peine à les interdire tous. Il promeut un raid britannique contre Saint-Nazaire visant à interdire la sortie dans l'Atlantique du **Tirpitz**, navire jumeau du **Bismarck** coulé l'année précédente. Le raid réussit dans la mesure où les installations portuaires sont rendues inutilisables pour les grands navires de surface allemands. Mais le commando britannique engagé dans l'opération est presque entièrement détruit ou fait prisonnier. L'affaire fait espérer un débarquement britannique en France aux combattants de l'Organisation spéciale en cours de liquidation.

27 mars 1942 : 1112 Juifs internés à Drancy depuis l'été 1941 sont déportés à Auschwitz : officiellement en représailles pour les attentats de la fin 1941, mais aussi en application des résolutions de la conférence du Wannsee du 20 janvier 1942. Ils sont définis par l'occupant comme '*éléments judéo-bolchéviques, soumis aux travaux forcés à l'Est*'. Il s'agit des raflés étrangers d'août 1941 et de notables et intellectuels français. Cette première déportation s'effectue en wagons de voyageurs de troisième classe. Les déportés seront enregistrés à Auschwitz le 30 mars 1942. Le nombre des condamnés à la déportation par l'administration militaire atteindra les 5000 à la fin mai. Les convois suivants partiront à partir du 5 juin.

28 mars 1942 : destruction de Lübeck par la Royal Air Force. Lübeck est la première ville victime de la nouvelle stratégie britannique. Les destructions sont considérables, quoique le nombre des morts soit seulement de quelques centaines. Thomas Mann, exilé aux Etats-Unis, dit qu'il pense à Coventry et que tout se paye dans la vie. Hitler est fortement affecté par l'événement : "*von der Lübecker Katastrophe stark niedergedrückt*" écrit Henri Picker.

Fin mars 1942 : Pierre Georges est à Rochefort, où Andrée et sa fille Monique vont provisoirement demeurer. Il est remplacé à la tête de l'Organisation spéciale par Jean Debrais.

Avril 1942 : bombardement de Cologne, Essen, Kiel, Hambourg par la Royal Air Force.

Avril 1942 : alors que l'OS initiale est sur le point d'être définitivement démantelée et que les premiers contacts sont pris avec la France libre du général de Gaulle à travers le colonel Rémy, le triangle de direction du PCF, Duclos, Frachon, Tillon, lance les **FTP**, Francs-tireurs et Partisans Français. Tillon sera en charge de leur organe de propagande, *France d'abord*. Les FTP sont dans un premier temps définis comme *les patriotes français pour la libération du territoire*. Cette dénomination évoluera pour des raisons politiques, en fonction de l'avancement des négociations qui vont commencer à la même époque, visant à intégrer la lutte armée communiste dans le cadre plus large d'une résistance unifiée placée sous le commandement du général de Gaulle. Les pourparlers gaullo-communistes sont conduits, du côté communiste, par des émissaires comme Jean Jérôme ou Georges Beaufils, qui sont des politiques et non pas des responsables militaires FTP. Il ne s'agira donc pas d'une simple alliance mais d'une véritable subordination politique, le Parti communiste s'intégrant à la France libre gaulliste. Ceci est nettement décrit par de Gaulle dans ses *Mémoires*, puisque à propos des communistes, il écrit : '*je voulais qu'ils servent [...] mais sous ma coupe*'.

Avril 1942 : en zone Sud, les orientations nouvelles semblent avoir occasionné des tiraillements entre la Direction communiste et les premiers clandestins, futurs chefs de maquis : Georges Guingouin est remis à la base par Georges Marrane. N'étant pas rentré dans le rang, il fait l'objet d'un projet d'élimination physique. Mais mérisant la discipline du Parti il entamera la résistance active sous la forme du sabotage à partir du mois de décembre.

Avril 1942 : avec le développement des attentats communistes, la politique d'Otto Abetz a échoué. Himmler obtient de Hitler que les pouvoirs de police en France soient retirés à l'armée et confiés à la Gestapo. Mais alors qu'Himmler avait réglé les affaires juives pour ce qui concerne la France à travers Otto Abetz, Heydrich viendra en personne à Paris pour court-circuiter ce supposé francophile, et trouvera des Français disposés à le servir dans le sens d'une persécution sans faille de tous les tenants de la *conspiration judéo-bolchévique* : **René Bousquet, Louis Darquier, et Fernand de Brinon**. Le 8 mai 1942 il installera le général Oberg dans ses nouveaux pouvoirs visant, selon les *Renseignements généraux* à '*organiser en France les exécutions et les*

déportations de nos prisonniers politiques'. Selon les rapports établis par les mêmes *Renseignements généraux* après la guerre, il déjeunera aussi avec **Monseigneur Suhard**, ce qu'il faut mettre en rapport avec les mandements ultérieurs de ce prélat favorisant le départ des réquisitionnés du STO en Allemagne. Juifs, résistants et Service du Travail Obligatoire : les grands centres d'intérêt allemands en France seront après cela sous la coupe de la SS, et la classe politique vichyste, compromise dans le crime de masse, indéfectiblement associée au Reich et promise au même destin.

Début avril 1942 : Pierre Daix, détenu au dépôt de la préfecture de police depuis le 7 janvier 1942, est transféré à la Santé allemande.

1er avril 1942 : les Américains reprennent le trafic transatlantique après avoir mis au point un système de convois.

2 avril 1942 : Aubouet et Daniel Bret sont arrêtés à la suite des aveux d'Emile Tardif.

2 avril 1942 : une bombe tue une sentinelle allemande. Les auteurs de l'action ne sont pas connus. La presse ne relate pas l'événement. Le 13 avril suivant, un avis discret des autorités allemandes communique que cinq otages communistes ont été fusillés en représailles.

7 avril 1942 : ouverture du procès de la Maison de la Chimie. 27 accusés sont jugés, dont : Quarré, Schönhaar, Coquillet, Bertone, Tourette, Tardif, Bourdarias, Tondelier, Kirschen, Touati, Guisco, Kermen, Marchandise, ainsi que Simone Schloss, agent de liaison de Miret-Musté. Seul Jean Garreau niera son appartenance à l'organisation. André Kirschen sera condamné à 10 ans de réclusion en raison de son jeune âge. La plupart des autres seront condamnés à mort.

8 avril 1942 : Marshall et Hopkins présentent à Churchill les propositions de Roosevelt concernant l'ouverture d'un second front en Europe occidentale. Ils pensent à un débarquement entre le Havre et Boulogne, avec une offensive en direction d'Anvers. Industriellement, le facteur limitant semble être, pour une raison mal élucidée, la production des esquifs de débarquement. Le mémorandum Marshall en prévoit 7.000. Leur relative rareté, et la nécessité de les transférer d'un théâtre à l'autre (Italie, Provence, Normandie) contraindra ou justifiera des choix stratégiques majeurs en 43-44. Le nom de code proposé par les Américains est Round-up et la première date possible serait avril 1943. L'existence d'un plan prévoyant dès avril 1942 de façon ferme et définitive un débarquement en Europe est en contradiction avec l'argumentation qui entoure le mémorandum Portal prévoyant la campagne de bombardement stratégique et entériné huit mois plus tard. En effet, Churchill approuve ce dernier projet en disant : *"plus jamais Paeschendale"*. En pratique, il y aura à la fois guerre terrestre, telle que promise à Staline dès 1941, et campagne aérienne à grande échelle, telle que fantasmée par Churchill dès 1940, et qu'il considère toujours comme devant être décisive. Il n'est pas difficile de voir où vont les préférences de Churchill. Ses réticences par rapport au mémorandum Marshall-Hopkins sont perceptibles. Il est concevable que tout en concédant l'inévitabilité d'opérations terrestres en Europe, Churchill ait toujours eu l'arrière-pensée d'en retarder la date et d'en limiter l'ampleur autant que possible, escomptant jusqu'au bout un effondrement subit de l'Allemagne, tel qu'il en avait connu un en novembre 1918. En attendant il tergiverse, entretenant la confusion entre différents plans possibles, parlant de lancer, dans l'attente du grand débarquement, des actions de diversion plus limitées, destinées à soulager l'Armée rouge, à ne pas contredire Roosevelt et à tranquilliser Staline. Churchill se déclare sensible à la nécessité d'aguerrir les troupes mobilisées pour Round-up mais dans ce but sa préférence va à un débarquement en Afrique du Nord française - ce qui deviendra Torch - ou à une conquête du nord de la Norvège pour sécuriser les convois de l'Arctique (Jupiter). S'agissant de la Normandie, une opération limitée est formellement prévue depuis 1941 et elle n'est pas abandonnée. Elle pourrait avoir lieu à l'automne 1942 et elle porte, dans les discussions, le nom de code Sledgehammer. Il pourrait s'agir d'une attaque sur Brest ou Cherbourg. Churchill ne dit pas si l'opération quasi-suicidaire de Dieppe le 19 août 1942 s'inscrit dans ce cadre. Sa date et sa nature le donnent à penser, mais, en raison sans doute de son échec retentissant, Churchill ne la mentionne que lorsqu'il en vient au récit du débarquement de juin 1944, et seulement pour la justifier rétrospectivement par l'utilité de l'expérience acquise. Au total, on ne sait pas du tout quelle était l'intention initiale de cette opération, à nouveau une idée de Lord Mountbatten.

8 avril 1942 : un officier allemand est tué à Paris. La presse se tait sur l'événement, qui coïncide avec l'ouverture du procès de la Maison de la Chimie. Ce moment clôt l'aventure de l'Organisation spéciale.

8 avril 1942 : le bruit de pourparlers entre Laval et Pétain en vue sans doute du retour au pouvoir de l'homme de Chateldon transparait dans la presse. Le retour de Laval est vu comme une prise en compte des difficultés allemandes qui concilierait les exigences de l'occupant avec l'ouverture sur une solution de compromis germano-américaine pour mettre fin à la guerre à l'Ouest. Les spéculations américaines de Vichy vont avec une analyse de la situation allemande voyant la possibilité d'une déposition de Hitler par Hermann Goering, représentant plus purement et moins idéologiquement le grand capital international et consentant à un compromis transatlantique.

Mi-avril 1942 : les déclarations des Alliés anglo-américains les laissent croire résignés à un éventuel retour de Laval à Vichy. Curieusement, Eden affirme y voir la possibilité d'un tournant plus nettement pro-américain du gouvernement français : *« Laval n'a jamais abandonné l'espoir de jouer le rôle de médiateur entre l'Allemagne et les Etats-Unis en vue d'une paix négociée à laquelle il aspire. »* Par souci d'alignement sur l'allié américain, on fait à Londres semblant d'ignorer que l'américanophilie supposée de Laval, un terrain sur lequel il ne peut pourtant pas rivaliser avec Darlan, va avec une anglophobie toujours plus frénétique, une victoire anglaise revenant pour lui à celle du bolchévisme. De l'autre côté de l'Atlantique, les Américains disent considérer un gouvernement Laval comme toujours préférable à une alternative plus extrême dirigée par Doriot. Mais Darlan reste le favori de Washington, et cela n'empêchera pas la rupture. Présents en Afrique du Nord Français, les Américains, en dépit de leur préférence pour les dictatures installées pourvu qu'elles soient vénales, préféreront utiliser une dissidence, à condition que ce ne soit pas celle de de Gaulle, et donc Giraud et Darlan, plutôt que Pétain et les hommes en place à Vichy.

11 avril 1942 : à Lens, Charles Debarge, qui avait jusque là conduit une campagne active de sabotage, commet pour la première fois un attentat contre un militaire allemand. Il le fait sur l'ordre direct d'Albert Ouzoulias qu'il vient de rencontrer à Paris, à un moment où la première OS parisienne est en cours de liquidation. La tension subsiste entre les tendances opérationnelles spontanées des combattants de terrain et la direction parisienne, pour qui il s'agit de maintenir le cap d'une certaine stratégie politico-militaire. Les combattants opteraient spontanément pour une lutte plus active contre les forces vichystes supplétives des Allemands, mais la direction parisienne ne veut pas s'engager dans la voie d'une guerre civile. Elle considère que l'esprit de collaboration sera détruit non par la terreur mais par le discrédit résultant de la répression nazie. Le parti décrit les attentats contre des collaborateurs comme des provocations. C'est dans le même esprit qu'il condamne d'abord l'activité maquisarde de Georges Guingouin en zone sud.

12 avril 1942 : en réponse à l'attentat du 2, Schaumburg avertit : "*Si le 17 avril 1942 l'auteur n'a pas été arrêté, un certain nombre de personnes solidairement responsables, Juifs et communistes, seront fusillés*". L'OS est détruite mais la relève est assurée et la guerre continue à Paris.

13 avril 1942 : à la *tanière du loup*, Hitler se réjouit que les progrès de l'armée en Ukraine dans la région de Nikopol promette l'accès à des ressources de minerai de manganèse qui doivent permettre d'améliorer la qualité des moteurs d'avions allemands, et de leur faire rejoindre celle des avions alliés. Il envisage le projet de produire un moteur de 3.000 chevaux.

14 avril 1942 (mardi) : le verdict est rendu dans le procès de la Maison de la Chimie. Vingt-cinq condamnations à mort. Seuls y échappent André Kirschen et Pierre Lefebvre, dont la femme avait accepté à son insu de cacher le matériel de Conrado Miret-Musté. Marie-Thérèse Lefebvre sera finalement graciée et déportée. Elle survivra.

15 avril 1942 : c'est le début du dégel en Russie, qui interdit toute opération d'envergure pour plusieurs semaines. La reprise de l'offensive promise par Hitler au début de l'année n'a pas eu lieu. Depuis quatre mois la presse collaborationniste parisienne ne renseigne plus sur les mouvements des armées mais seulement sur les pertes soviétiques. Le lecteur réduit à cette ressource ne peut avoir aucune idée de l'évolution stratégique en Afrique ou à l'Est, mais toute personne avertie sait que le calage devant Moscou et Léninegrad à la fin de l'automne précédent signifie qu'Hitler ne peut plus gagner sa guerre.

17 avril 1942 (vendredi) : Schönhaar, Coquillet, Bertone, Tardif, Bourdarias, Tourette, Touati, Guisco, Kermen, Marchandise, sont fusillés à cinq heures de l'après-midi au Mont-Valérien parmi 21 membres de l'OS condamnés le 14. Pierre Daix, détenu à la Santé, assiste à leur extraction. Tondelier est provisoirement épargné car les Allemands espèrent en tirer de nouvelles révélations. Simone Schloss est transférée en Allemagne où elle sera décapitée. On peut voir les sépultures de Schönhaar, Bourdarias, Tourette, Touati, Tondelier au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry.

17 avril 1942 : détenu dans le confort à Koenigstein depuis sa capture pendant la campagne de France, le général Giraud rentre en France. Il aurait selon la légende descendu les 60 mètres de muraille du fort au moyen d'un filin d'acier qui lui serait parvenu dans un colis de victuailles envoyé par sa femme. On parle alors d'*évasion* mais les circonstances suggèrent qu'il s'agit en réalité d'une libération déguisée avec la complicité de certains milieux militaires allemands favorables à un compromis germano-américain. Rentré en France, Giraud ne se cache ni des Allemands ni de Pétain, et il est exfiltré sans encombre vers l'Afrique du Nord par un sous-marin américain. Il vient pourtant, initialement au moins, prendre rang comme candidat à la première place à la place du Maréchal, peut-être dans le cadre plus vaste d'une alliance vichysto-germano-américaine contre le bolchévisme. Cependant, dix-sept membres de sa famille seront déportés en représailles, et la Gestapo essaiera de le faire assassiner pendant son séjour à Vichy, mais elle confiera la tâche à l'Abwehr, et se heurtera à la mauvaise volonté de Canaris. Il semble que l'affaire Giraud s'inscrive dans le cadre des conflits inter-allemands, qui culmineront avec l'attentat du 20 juillet 1944, entre partisans de la lutte à outrance sur deux fronts et les tenants du *retournement des fronts* après entente avec les Américains. Mais les choses tourneront finalement autrement, et Giraud, tout en étant du début à la fin le jouet des Américains, sera contraint par les circonstances de prendre une posture anti-allemande et gaullo-compatible qui ne satisfera personne et lui sera amèrement reprochée à Berlin et à Vichy comme une trahison de ses engagements.

Mi-avril 1942 : après avoir conduit Andrée et Monique à Rochefort, Pierre Georges part pour le Doubs où il a le contact avec le Parti communiste clandestin, et en particulier avec Jeanne et René Gabus, de Badevel. Il fait venir Monique et Andrée à Clerval. Andrée devient son agent de liaison sous le pseudonyme d'Arlette. Monique est placée dans une famille de sympathisants, les Clerc, cultivateurs près de Clerval. Pierre Georges prend le pseudonyme de capitaine Henri et se joint à un maquis politiquement pluraliste qu'il anime conjointement avec un patriote non communiste : Pierre Villeminot, alias lieutenant Noël, de Clerval. C'est la Compagnie Valmy, qui sera active d'avril à octobre 1942.

18 avril 1942 : sur injonction directe d'Adolf Hitler, Laval retourne au pouvoir comme Vice-Président du Conseil. Il renvoie l'entourage de Darlan, dont Pucheu du ministère de l'Intérieur, et aussi Bouthillier, Lhéideux et Carcopino. L'heure est à Bergery, Cathala, Jardin, Abel Bonnard, Bousquet, de Brinon et Scapini. Jacques Guérard est imposé par Goering comme secrétaire général du Cabinet. Laval prend l'Intérieur, les Affaires étrangères et l'Information et Amédée Bussière remplace l'amiral Bard comme préfet de police. Darlan devient commandant en chef de toutes les forces armées, et reste successeur désigné du maréchal Pétain mais Laval l'emporte dans la question disputée de la présidence du gouvernement. Au total, avec Guérard, Barnaud, Bichelonne, Marion, Jacques Le Roy Ladurie, le premier cabinet Laval est un nouveau gouvernement Worms. Poussé en avant par Goering, Jacques Guérard, vétéran de l'aventure syrienne de mai 1941 avec le général Dentz est nommé secrétaire général du Cabinet, où il est l'oeil du SS Knochen. Avec son adjoint Jean Jardin, Guérard sera le véritable orchestrateur de la politique attribuée à Laval, dont il assurera la continuité à travers tous les remaniements ultérieurs, coordonnant les départements régaliens et assurant les contacts avec les Allemands, et en particulier Ribbentrop, *Gauleiter effectif de la France*, à qui Hitler avait entièrement délégué le suivi au jour le jour des affaires françaises.

18 avril 1942 : pour Vichy, un contre-coup du retour de Laval et de la marginalisation relative de Darlan est la rupture avec les Américains : ce qui déçoit les rêves de compromis transatlantique. Rappelé à Washington, l'ambassadeur Leahy est nommé chef d'état-major personnel du président Roosevelt, poste auquel il peut continuer à exercer son anti-gaullisme militant. Ce qui ne cesse pas, c'est la mission africaine de son aide, Robert Murphy, qui poursuit son travail de sape en faveur des candidats alternatifs à la succession de Pétain : Darlan, Weygand, Giraud, Peyrouton, Flandin, Boisson et en bref : tout sauf de Gaulle. De Gaulle jubilera trois ans plus tard lorsque, la paix revenue et les Américains de retour chez eux, il se trouvera en position de décorer l'amiral William Leahy au nom de la France.

18 avril 1942 : raid sur Tokyo du général Doolittle. Yamamoto décide de réagir en attaquant à la fois à Midway et dans la Mer de Corail pour en finir avec la flotte américaine.

19 avril 1942 : Julien Green note comme Bergson a refusé d'être nommé *aryen d'honneur* et s'est fait inscrire comme *juif* par la police.

20 avril 1942 : un officier allemand est assassiné à la station Molitor.

21 avril 1942 : Schaumburg ordonne que 10 otages soient immédiatement fusillés en représailles pour l'attentat de la veille. 20 autres doivent l'être ultérieurement, et 500 déportés.

22 avril 1942 : dans son journal, Julien Green note le retour de Laval aux affaires et le relie à la continuation des attentats et de leur répression. « *Horrible tristesse de tout cela* », conclut-il.

23-25 avril 1942 : destruction de Rostock par la Royal Air Force. Les Allemands attaquent Bath en représailles.

25 avril 1942 : premier sabotage de la Compagnie Valmy contre un pylone électrique. En mai 1942 aura lieu un vol de cartes d'alimentation à la mairie d'Arbouans.

27 avril 1942 : dans un grand discours au Reichstag, Hitler nie que le blocage de ses troupes devant Moscou constitue un revers. Il affirme sa certitude d'abattre le colosse soviétique. Il constate que l'Angleterre a pris le chemin de la guerre aux populations civiles et promet de rendre coup pour coup, et de la battre en premier lieu par la guerre sous-marine.

28 avril 1942 : dans le sillage des procès à grand spectacle et des fusillades de résistants communistes, Karl Heinrich von Stülpnagel a annoncé que pour chaque attentat 500 Juifs et communistes seront désormais déportés. Le 28 avril 1942, de nombreux communistes et parents de résistants sont arrêtés par la Gestapo. Parmi eux, Félix Georges, Denise Georges et son mari Guillaume Scordia, ainsi que tous les militants amis de Pierre Daix, comme Olivier Souef, qui avaient été repérés, condamnés ou relâchés dans la rafle du 26 novembre 1940. Beaucoup, dont Olivier Souef, sont internés à Royallieu avant d'être déportés à Auschwitz. Olivier Souef devait y mourir en août 1942. Félix Georges et Guillaume Scordia devaient être fusillés le 11 août 1942 au Mont Valérien. Pierre Daix, arrêté en janvier pour *'aide à un terroriste'* échappe paradoxalement à la condition d'otage du fait qu'il est déjà détenu.

Avril 1942 : revenus au pouvoir, Laval et Bousquet autorisent les Allemands à envoyer un corps de cent-cinquante policiers et techniciens en zone sud afin de détecter les postes radio-émetteurs de la résistance. C'est l'*'opération Donar'*, appelée *'mission Desloges'* du côté français.

Fin avril 1942 : avançant vers la Nouvelle-Guinée, les Japonais sont dans la Mer de Corail aux abords de Guadalcanal. Ils atteignent leur expansion maximale vers le Sud et la Nouvelle Guinée. Ils visent à débarquer à Port Moresby sous la protection du porte-avions Shoho. L'Australie est directement menacée. Présent en *Mer de Corail*, Nimitz leur oppose les porte-avions Lexington et Yorktown et plusieurs croiseurs sous les ordres de l'amiral Fletcher. Les deux flottes se rencontreront le 8 mai 1942.

Avril-mai 1942 : première réunion du Comité Militaire National. Elle a lieu au 256 rue de Paris, planque de Charles Tillon. Outre ce dernier, le Comité réunit Eugène Hénaff, commissaire politique national, Albert Ouzoulias, commissaire militaire national, et Georges Beyer, commissaire aux renseignements et à l'armement.

Mai 1942 : arrestation de Jean Laffitte.

Mai 1942 : après avoir travaillé avec Cavaillès dans le groupe *'dernière colonne'*, puis fondé le mouvement *Libération*, Emmanuel d'Astier est appelé à rencontrer de Gaulle à Londres. De retour en France occupée, il rencontre le socialiste Daniel Mayer et le communiste Georges Marrane.

Mai 1942 : avec le déploiement des livraisons américaines vers l'Europe, les sous-marins allemands trouvent à s'employer et connaissent leurs plus grands succès dans le golfe du Mexique. Trente-cinq pétroliers seront coulés en un mois.

Mai 1942 : le général Juin, qui a remplacé Weygand le 18 novembre 1941 comme proconsul de Vichy en Afrique du Nord parce que le généralissime était devenu pro-américain, le devient à son tour, mais très progressivement. C'est l'effet de l'atmosphère africaine, qui est emplie de diplomates, d'espions et d'argent venus de Washington. Juin rencontre Robert Murphy au Maroc et lui rappelle *'l'ancienneté de son amitié pour l'Amérique, en dépit de l'impossibilité où il se trouvait de prendre des initiatives indépendantes'*. Juin ne fera donc le grand saut qu'après le débarquement effectif des troupes américaines.

Mai 1942 : le diplomate anglophobe Charles-Roux, naguère légué à Vichy par Paul Reynaud, rapporte à Robert Murphy, chargé par Washington des rapports avec le gouvernement français de Vichy sous l'ambassadeur William Leahy, et plus particulièrement des questions africaines, que le général Giraud, récemment évadé dans des conditions suspectes, se dispose à travailler avec les Alliés. Il semble ignorer que les Américains ne sont pas pour rien dans sa présence sur le sol africain. De plus en plus, la collaboration d'Afrique du Nord pense à une solution Weygand-Giraud en accord avec les Américains pour se substituer à l'autorité de Pétain.

Mai 1942 : visite de Molotov à Londres. Il est mis au courant des projets *Round-up, Sledgehammer, Torch* et *Jupiter*. Un communiqué commun faisant mention de l'ouverture d'un second front dès 1942 sera publié le 11 juin, après son retour de Washington.

1er mai 1942 : Pétain ayant choisi Laval contre Darlan, l'ambassadeur américain William Leahy quitte Vichy 'pour consultation'... Mais c'est un voyage sans retour. La mission africaine de Robert Murphy se poursuit en revanche sans discontinuité, et Darlan devient son candidat français de premier rang à la dictature sous égide américaine.

2 mai 1942 (samedi) : attentat anti-allemand à la station de métro Clichy.

2 mai 1942 : à la **Santé** où il attend d'être déporté vers l'Allemagne, André Kirschen est réuni avec quelques autres prisonniers, parmi lesquels Pierre Daix. Comme Pierre Daix a réussi à dissimuler son appartenance à l'OS, ils n'échangent que quelques mots.

2 mai 1942 : le général Giraud, récemment revenu de Koenigstein, rencontre Otto Abetz à Moulins. Après quoi il se rend à Vichy, où il rencontrera le maréchal Pétain le 12 mai suivant.

3 mai 1942 : André Kirschen est déporté en Allemagne. En apprenant qu'il fait partie d'un groupe terroriste, les autres détenus, des résistants communistes eux-aussi, se proposent de le lyncher. Il est incarcéré à Sarrebrück.

5-12 mai 1942 : visite à Paris de **Reinhard Heydrich**, concepteur de la 'solution finale', représentant Himmler qui n'a pu venir en personne. Il intronise le SS **Karl Oberg**, qui arrive de Pologne, comme chef de toutes les polices en France, ce qui en fait en pratique le maître de la politique au-dessus d'Abetz. A la cérémonie qui a lieu à l'hôtel Ritz assistent **René Bousquet**, **Louis Darquier**, et **Fernand de Brinon**. Heydrich leur annonce le développement à venir de la solution finale et conseille de sursoir aux fusillades d'otages en France, qui ne peuvent à son avis qu'activer les attentats terroristes. De Bousquet est attendue une collaboration parfaite entre polices françaises et allemandes dans les arrestations de Juifs, d'autant plus nécessaire que jusqu'à l'intervention de la Wehrmacht dans la lutte contre les maquis en 1944, la police allemande a des effectifs très limités : moins de 2500 hommes pour toute la France, alors que la seule police parisienne compte plus de 16.000 hommes. C'est donc elle qui fera le travail contre la résistance aussi bien qu'en vue de la persécution raciale. Xavier Vallat, théoricien de la judéophobie d'inspiration catholique traditionaliste, est remplacé par un tenant du racisme biologique : Louis Darquier, dont la collaboration est attendue pour l'exécution du programme d'extermination. A partir du mois de juin 1942, sous la haute direction d'Oberg, la pratique des fusillades d'otages en France, de réactive, corrélée aux attentats commis localement, devient systématique et nationalisée. Des otages sont fusillés périodiquement en nombre variable dépendant du nombre des attentats commis par la Résistance sur l'ensemble du territoire dans la période. C'est le maréchal Keitel qui décide des montants. Karl Heinrich von Stülpnagel est responsable de l'exécution, qui est confiée à Oberg pour l'organisation pratique. Le choix des personnes à fusiller est fait par la Gestapo, qui l'effectue indépendamment d'une éventuelle condamnation. Sont également au programme des déportations massives, tant d'extermination immédiate que d'anéantissement par le travail. Au total, on estime que le nombre des otages fusillés pendant toute la guerre se monte à environ 30.000.

5 mai 1942 : assaut britannique sur Madagascar. Il s'agit d'une opération de commando dont les plans sont dus à l'imagination fertile de Mountbatten, et conduite à l'insu des plus hauts chefs militaires, ainsi bien entendu que de de Gaulle. Le prétexte est de préempter un débarquement japonais. Darlan réagit furieusement, envoyant aux troupes sur place une consigne de résistance à outrance : « *Maintenez haut et ferme l'honneur du pavillon. Défendez-vous jusqu'aux limites de vos possibilités et faites payer aussi cher que possible aux Britanniques leurs actes de voleurs de grands chemins [...]. Un jour viendra où l'Angleterre paiera.* » Les forces de Vichy opposent une résistance acharnée, nourrie par le ressentiment qui découle des opérations d'Oran et de Syrie. L'aggravation du contentieux entre Darlan et les Anglais éclaire sans doute les circonstances de la mort de Darlan le 24 décembre 1942 lorsque les Américains voudront le faire dictateur à la place de Pétain. Car si les événements sanglants de Madagascar font réfléchir les Américains sur les conditions dans lesquelles ils vont pouvoir s'implanter en Afrique du Nord, ils ne changent rien à leur préférence pour la solution Darlan.

8 mai 1942 : affrontement au large de Guadalcanal entre les flottes de Nagumo et de Fletcher. Les Japonais se présentent dans l'intention de prendre Port Moresby. Les porte-avions américains Yorktown et Lexington escortés de plusieurs croiseurs se portent à leur rencontre. Dans un premier temps, le Shoho est coulé. Privée de couverture aérienne, la flotte de débarquement japonaise est contrainte de faire demi-tour et Port Moresby est sauvé. Mais Fletcher est bientôt à portée de combat des porte-avions japonais Zuikaku et Shokaku. Après un premier choc, le Lexington d'un côté et le Shokaku de l'autre sont mis hors de combat. Il y a des pertes des deux côtés, mais c'est le premier coup d'arrêt porté à l'avancée des Japonais vers le Sud et vers l'Ouest. Les Japonais abandonnent leurs plans de débarquement à Port Moresby, ce qui donne à l'Australie un répit qui se révélera définitif après le 4 juin 1942 et la bataille des îles Midway, prochain objectif de l'amiral Yamamoto.

8 mai 1942 : cinq otages sont fusillés en raison de l'attentat anti-allemand du 2 mai à la station de métro Clichy.

9 mai 1942 : arrestation d'André Biver à la suite de deux mois de filature de Sylvia Brodfeld. Fuite de Georges Grünenberger.

10 mai 1942 (dimanche) : l'attaque d'un hôtel de la Wehrmacht au square Montholon par Maurice Feld et Maurice Feferman, qui sont surveillés depuis le mois de mars, tourne mal. Acculé par des passants décidés à aider la police, Feferman se suicide. Feld est blessé et arrêté. Torturé, il donne le rendez-vous qu'il a quelques heures plus tard avec Isidore Grinberg au métro Porte de la Chapelle. Isidore est arrêté après une vive résistance.

12 mai 1942 : pour obtenir sa protection après sa soi-disant évasion d'Allemagne, le général Giraud s'engage auprès de Pétain à ne pas faire de politique : « *Je vous donne ma parole d'officier que je ne ferai rien qui puisse gêner en quoi que ce soit nos rapports avec le gouvernement allemand, entraver l'oeuvre que vous avez chargé l'amiral Darlan et M. Pierre Laval d'accomplir sous votre haute autorité* ». En réalité, il est parti avec un projet d'action visant à écarter Pétain du pouvoir en collusion avec les Américains et certains milieux nazis allemands. Les Allemands aussi bien que Pétain lui reprocheront son parjure lorsqu'il se mettra au service des seuls Américains après le débarquement de novembre 1942, et l'**Oeuvre** de Marcel Déat aura la cruauté de publier la lettre qui l'établissait.

12 mai 1942 : Laval revenu au pouvoir pour mettre en place, selon son propre aveu, le *Service du Travail Obligatoire*, écrit à Ribbentrop : « *J'ai le désir que des Français aussi nombreux que possible, prennent dans vos usines la place de ceux qui partent sur le front de l'Est* ».

Mai 1942 : le général Giraud, qui s'est engagé à ne plus faire de politique, séjourne sur la Côte d'Azur dans l'attente de son transfert en Afrique du Nord, qui aura lieu par les soins des Américains après le débarquement du 7 novembre 1942. Il est en réalité en correspondance avec ses partisans sur place, et devient le favori des Américains en lieu et place de Weygand, qui affirme s'opposer à leur projet de débarquement. Au cours de l'été, des collaborateurs de premier plan comme Pucheu et Flandin, terrifiés par la résistance soviétique, et qui ne voient plus de salut que dans le retournement des fronts, se mettent également à considérer Giraud comme la solution d'avenir. Par un phénomène très logique de vases communicants, Laval voit dans la même période les capacités s'écarter de lui. Plusieurs mois avant Stalingrad, on ne joue plus tout uniment la carte allemande à Vichy. La plupart des ralliements ultérieurs de Vichystes à la cause Alliée se feront à travers l'allégeance à Giraud, avant que les intéressés se fassent gaullistes de raison après la marginalisation du général venu de Koenigstein par son petit camarade plus fûté venu de Londres.

16 mai 1942 : arrestation de France Bloch.

19 mai 1942 : mort du Cardinal Baudrillart.

19 mai 1942 : une ordonnance allemande prévoit l'imposition de l'étoile jaune pour les Juifs. L'objet est réglementairement normalisé : « *C'est une étoile à six pointes, ayant les dimensions de la paume d'une main et les contours noirs ; elle devra être portée dès l'âge de six ans, sur le côté gauche de la poitrine* ». Le premier jour de l'obligation du port de l'étoile sera le 8 juin 1942 pour la France. A partir de cette date, les Juifs n'ont droit qu'au dernier wagon dans le métro. Ils sont interdits sur les Champs-Élysées, les Grands Boulevards, les jardins publics, les restaurants, les cafés, les stades, les musées, etc... Ils n'ont le droit de faire les courses qu'après 15 heures. Ils ne peuvent pas avoir le téléphone ni posséder de bicyclettes ni de postes de radio. Le 11 juin Eichmann réunira à Berlin les futurs responsables des déportations massives de Juifs à Bruxelles, La Haye et Paris. Un premier effet en sera ressenti à Paris avec la rafle dite '*du Vel' d'Hiv*' du 16 juillet 1942.

22 mai 1942 : Molotov est à Londres en conférence avec Churchill avant d'aller voir Roosevelt à Washington. Dans les deux capitales, la question du second front est ardemment discutée, ainsi que celle des frontières d'après-guerre. Faute d'obtenir quoi que ce soit sur le second point, Molotov extorque aux deux chefs alliés ce qui peut ressembler à un engagement sur le premier. Mais Churchill a soin de rester assez ambigu pour ne pas se lier les mains définitivement. Finalement, les Soviétiques n'obtiendront jamais rien de plus que l'aide militaire utile aux anglo-américains eux-mêmes pour sauvegarder leurs positions en Orient. Les deux puissances maritimes s'accordent pour ne pas découvrir aux Soviétiques les résultats de leurs calculs logistiques : réussir un débarquement en France nécessite une armée de cinq-cent mille hommes, et celle-ci ne pourra pas être assemblée en Angleterre avant le printemps de 1944, à condition de gagner la bataille de l'Atlantique. "*Everything turns upon shipping*", conclut Churchill.

23 mai 1942 : Eugène Deloncle annonce qu'il se retire de la vie politique.

23 mai 1942 : Georges Politzer et Jacque Solomon sont fusillés. La date est approximative.

24 mai 1942 : dans son journal, Julien Green signale la prise de Kerch par l'armée allemande.

26 mai 1942 : Ritchie ayant adopté une posture défensive sur la ligne Tobrouk-Bir Hakeim après sa retraite de janvier 1942, c'est à nouveau Rommel qui prend l'offensive. Il ne parvient pas à prendre Tobrouk, mais prend nettement l'avantage après deux semaines de combats. Tobrouk est menacée et Churchill conçoit des doutes sur la façon dont Ritchie conduit les opérations. Il désapprouve qu'Auchinleck ne prenne pas les choses en main personnellement. Dans ses mémoires, il ne mentionne pas la résistance de Bir-Hakeim, qui tiendra jusqu'au 11 juin, ni la participation des *Forces françaises libres*. Tout en minimisant l'importance stratégique de l'épisode, puisque Tobrouk devait malgré cela tomber un mois plus tard, les biographes de Churchill, Reid et Manchester, admettent que Rommel n'avait jamais dû livrer des combats aussi acharnés depuis sa venue en Afrique.

27 mai 1942 : A Prague, deux résistants tchécoslovaques parachutés de Londres, Joseph Gabcik et Jan Kubis, blessent mortellement Reinhard Heydrich. Il mourra le 4 juin. Une répression terrible s'ensuivra, dont la destruction totale du village de Lidice. En tout, l'occupation nazie de la Tchécoslovaquie fera 360.000 victimes. Himmler, plutôt content d'être débarrassé d'un subordonné qui avait pris trop de place, mettra huit mois à lui donner un successeur à la tête de l'Office central de sécurité du Reich, RSHA (Reichssicherheitshauptamt). Ce sera le nazi autrichien Ernst Kaltenbrunner qui obtiendra le poste. Agissant selon les mêmes préoccupations que le parti communiste français après Nantes, le gouvernement britannique ne revendiquera jamais sa responsabilité dans l'assassinat de Heydrich.

28 mai 1942 : conclusion de la seconde bataille de Kharkov. L'offensive soviétique est un échec catastrophique.

29 mai 1942 (vendredi) : un groupe commandé par Maurice le Berre et aidé de Raymonde Georges fait sauter le café au 5 boulevard du Palais, habituellement fréquenté par les policiers des brigades spéciales. Mais ce sont d'autres policiers et le garçon de café qui sont tués ou blessés.

30 mai 1942 : Félix Cadras, Arthur Dallidet, responsables du Parti communiste français, et Jacques Decour, fondateur des *Lettres françaises*, sont fusillés.

30 mai 1942 : Rommel atteint El Alamein.

30-31 mai 1942 (samedi-dimanche) : opération *Millenium*. La Royal Air Force bombarde Cologne. Ce raid de mille appareils est le premier de la nouvelle stratégie anti-cités britannique mise au point par Harris. '*A herald of what Germany will receive, city by city from now on*'. Cologne elle-même sera à nouveau frappée et à la fin de la guerre, la population de la ville sera passée de 770.000 à 20.000. Cette opération devient le modèle pour les bombardements de terreur ultérieurs. Portal présente cette stratégie comme susceptible de gagner la guerre à elle seule. Churchill y croit à moitié, mais l'approuve faute de pouvoir affronter l'Allemagne sur terre. '*It isn't decisive but it is better than doing nothing*'. Comme au moment de Mers-el-Kébir, le souci de montrer -naguère à Roosevelt, désormais à Staline - que l'on fait la guerre est au premier plan des facteurs de décision. Cependant la bataille qui détermine l'issue sur les autres théâtres est celle qui se livre dans l'Atlantique, qui évolue très mal pour les Britanniques à cette époque.

31 mai 1942 : dans son journal, Julien Green note sans autre commentaire le bombardement de Cologne. Il signale également l'échec des Soviétiques à Kharkov, et la participation française dans la campagne de Lybie.

31 mai 1942 (dimanche) : *rue de Bucy*, des militantes communistes font une action de pillage symbolique des magasins et de prise de parole contre la disette organisée par l'occupant. Il y a trente arrestations. Delmas, Lefébure et Meunier, membres du groupe de protection, seront exécutés pour avoir tiré sur les policiers, dont deux sont tués et trois autres blessés. Madeleine Marzin, également condamnée à mort, parviendra à s'évader.

Début juin 1942 : sabotage ferroviaire par la *Compagnie Valmy* à l'Isle-sur-le-Doubs.

Juin 1942 : le sous-lieutenant Crémieux-Brilhac est invité à déjeuner par le général de Gaulle.

1er juin 1942 : dans un nouveau raid de mille appareils, la Royal Air Force vise Essen, mais sans parvenir à la toucher en raison des nuages.

1er juin 1942 : Julien Green signale le raid anglais sur Essen, ainsi qu'un autre sur Brême. Il les décrit comme « *très meurtriers* ». Le moral du public américain remonte en flèche.

2 juin 1942 : exécution par le *détachement Valmy* d'Albert Clément, ancien cadre du Parti communiste passé au Parti Populaire Français de Jacques Doriot.

3 juin 1942 : un hydravion Catalina en reconnaissance aux approches de Midway détecte les premiers éléments d'une flotte de guerre japonaise très à l'Ouest de Midway. Mais Nimitz, bien renseigné, flairé l'opération de diversion et garde ses forces concentrées autour de l'île.

4 juin 1942 : à 6h30 du matin, les avions embarqués de la flotte de l'amiral Nagumo assaillent Midway. La contre-attaque des porte-avions américains Enterprise, Hornet et Yorktown coule les quatre porte-avions de l'amiral Nagumo : Akagi, Kaga, Soryu et Hiryu contre la perte du seul Yorktown. Deux croiseurs japonais sont également mis hors de combat. Cette défaite japonaise marque le tournant de la guerre du Pacifique. Midway est définitivement sauvée. Après ce coup décisif, les Américains peuvent s'engager plus puissamment dans la guerre en Europe.

4 juin 1942 : à Prague, Heydrich succombe aux blessures infligées par un commando de résistants tchèques parachutés par les Britanniques. Il sera remplacé par Kaltenbrunner, mais c'est Himmler qui prendra personnellement en main un programme de déportations-extermiation désormais accéléré et radicalisé, en particulier concernant la France. Dix convois de 1.000 personnes : les '*apatrides*' pris dans la *rafle du Vel d'hiv*, partiront vers Auschwitz entre le 19 juillet et le 7 août 1942.

5 juin 1942 : un convoi de 1.000 déportés raciaux part de Compiègne pour Auschwitz. Il sera suivi de quatre autres ce mois là, dont le dernier arrivera à destination le 8 juillet.

6 juin 1942 : dans son journal, Julien Green salue la victoire de la flotte américaine à Midway. Il note également l'élimination de Heydrich à Prague, et les représailles qui s'ensuivent.

8 juin 1942 : à Kouchnarenkovo, Capelain se noie au cours d'une baignade. Il s'agirait d'une crise cardiaque. Mais l'indiscipline et la mauvaise organisation qui prévalent à l'école du Komintern pourraient être en cause.

8 juin 1942 : en France, premier jour de l'obligation du port de l'étoile jaune pour les Juifs.

11 juin 1942 (jeudi) : dernier survivant des condamnés du procès de la Maison de la Chimie, Georges Tondelier est exécuté. On peut voir sa sépulture au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry.

11 juin 1942 : à Berlin, Eichmann réunit les futurs responsables des déportations massives de Juifs à Bruxelles, La Haye et Paris. Un premier effet en sera ressenti à Paris avec la rafle dite '*du Vel d'Hiv*' du 16 juillet 1942.

11 juin 1942 : un communiqué commun anglo-américano-soviétique prévoit l'ouverture d'un second front en Europe pour 1942. Churchill utilise cette perspective depuis 1940 pour obtenir que les Américains transfèrent le plus de troupes possibles en Angleterre, mais souhaite laisser toutes les options ouvertes quant à leur utilisation. L'engagement écrit qu'on l'a poussé à souscrire sera la base de réclamations incessantes de Staline jusqu'à *Overlord* en juin 1944. Mais Churchill a pris la peine de préciser dans un mémorandum additionnel qu'il ne faisait aucune promesse, la décision dépendant des circonstances militaires. Or, les Britanniques vont au devant de graves revers sur le front égyptien.

12 et 13 juin 1942 : moment culminant de l'offensive de Rommel. Chute de Bir-Hakeim. C'est un revers pour les Britanniques. Churchill reproche à Auchinleck de ne pas avoir suivi les opérations de près et en personne.

15 juin 1942 : Isidore Grinberg est condamné à mort par un tribunal français pour le meurtre du policier Lécureuil. Il sera guillotiné.

17 juin 1942 : en raison de la situation critique tant en Méditerranée que dans l'Atlantique, Churchill part pour une nouvelle conférence avec Roosevelt à Washington. Il utilise l'hydravion géant Boeing déjà pris au mois de décembre 41. On lui présente Eisenhower et Clark, qui ont été désignés pour superviser les opérations en Europe. Il est question du développement de la bombe atomique : mais les Américains sont les seuls à avoir les moyens de la développer, et ils se sont discrètement assurés de la totalité des ressources d'uranium canadien. Ils décident de garder secret l'avancement de leurs travaux dans tous les domaines où la collaboration britannique ne leur est pas nécessaire. Au grand déplaisir de l'entourage militaire du président américain, et en particulier de George Marshall, Churchill arrive à convaincre Roosevelt de renoncer à un débarquement en Europe en 1942. Il efface ainsi les effets de la visite de Molotov, mais restera discret sur son action et ses résultats, ayant pour ligne de « *faire croire aux Allemands que nous débarquerons en 1942 et cacher aux Russes que nous ne le pouvons pas.* »

20 juin 1942 : les événements d'Afrique du Nord sont durement ressentis dans les milieux de l'exil américains. « *Nous retrouvons le pessimisme d'il y a un an* », note Julien Green dans son journal. La présence de Churchill à Washington est connue avec quelques jours de retard.

21 juin 1942 : Rommel prend Tobrouk et entre en Egypte. Il est à une bataille du Caire, où la panique éclate. Churchill apprend la nouvelle alors qu'il est en conférence avec Roosevelt. "*This was one of the heaviest blows I can recall during the war*". Prenant pitié, Roosevelt fait attribuer aux Britanniques les premiers chars Sherman sur le point d'être livrés à l'armée américaine. Auchinleck recule sur une nouvelle position défensive à el Alamein. Attaqué en Angleterre sur sa conduite de la guerre, Churchill décide de rentrer au plus vite. Il est convaincu que les soldats britanniques ne se sont pas battus avec toute la détermination nécessaire. Pensant aussi à Singapour six mois plus tôt, il écrit encore : « *Defeat is one thing. Disgrace is another* ».

22 juin 1942 : sous la pression de Sauckel, envoyé pour recruter des travailleurs français, Laval organise la prétendue 'relève'. Il déclare : "*Je souhaite la victoire de l'Allemagne, car sans elle bientôt le communisme s'installera partout en Europe*". Pour forcer la main des ouvriers, il organise le chômage en fermant les usines et les chantiers. Malgré tout, le recrutement ne dépasse pas les 10.000 volontaires par mois. Les Allemands en veulent huit fois plus. Cette contradiction conduira à la création du **Service du Travail Obligatoire**.

24 juin 1942 : une première retombée de la prise de Tobrouk est favorable aux Britanniques : mettant tout son effort dans la prise de l'Egypte, l'Axe ajourne son offensive contre Malte. Auchinleck prend le commandement et décide de résister à El Alamein. Mais il n'y aura pas d'assaut, car la capacité opérationnelle de Rommel est très diminuée. Le 4 juillet, il prendra une posture défensive en attendant des renforts. Mais ses options purement défensives seront sévèrement jugées à Londres, où aura lieu un débat de motion de défiance. Churchill rejettera implicitement la responsabilité sur le commandement, et finira par limoger Auchinleck, qui accusera le manque d'expérience des troupes et l'inadaptation du matériel.

25 juin 1942 : dans un nouveau raid de mille appareils, la Royal Air Force vise Brême, mais sans parvenir à la toucher en raison des nuages.

25 juin 1942 : après deux ans de guerre, la Grande-Bretagne n'a pas connu un seul succès décisif à l'encontre de l'Allemagne. A Londres, quelques membres importants du Parti conservateur, dont Hore-Belisha, déposent une motion de censure du gouvernement Churchill. "*That this House, while paying tribute to the heroism and endurance of the Armed Forces of the Crown in circumstances of exceptional difficulty, has no confidence in the central direction of the war*". La motion sera discutée le 30 juin et le 1^{er} juillet.

27 juin 1942 (samedi) : manifestation des femmes communistes à l'angle de l'avenue Ledru-Rollin et de la rue du Faubourg Saint-Antoine.

Début juillet 1942 : Pierre Daix achève sa peine de trois mois de prison pour '*Falsification de documents dans le but de nuire à l'armée allemande*'. Il est à nouveau incarcéré à la Santé par la justice française en tant que membre du *Front national étudiant*. Il sera condamné à trois ans de détention par la cour spéciale en septembre 1942.

Début juillet 1942 : ayant échappé de peu à l'arrestation dans sa planque parisienne, Albert Ouzoulias déménage pour le 21 rue Tolstoï à Villejuif.

Début juillet 1942 : attaque de la permanence du RNP et de la permanence de la Wehrmacht à Besançon. Bris de vitrines.

Juillet 1942 : parution du livre de Lucien Rebatet '**Les Décombres**', qui se diffuse rapidement à 200 000 exemplaires.

Juillet 1942 : après les premières arrestations de '*pianistes*' en décembre 1941 et l'abondance des matériaux à transmettre dans le contexte de l'opération Barberousse en juin 1942, Léopold Trepper recourt aux opérateurs-radio du Parti communiste pour ses liaisons avec Moscou. Francine Fromont, arrivée en France en mars 1942, pourrait avoir été chargée de ce genre de tâche avant d'être arrêtée selon Pierre Durand, en juillet 1943. Mais dans ses mémoires, Jacques Duclos la met, sans doute par inadvertance, au nombre des disparus de 1942.

Juillet 1942 : Pierre Georges et Pierre Villeminot s'adressent par lettre circulaire aux gendarmes du Doubs en leur demandant de ne pas pourchasser les patriotes recherchés par les Allemands.

Juillet 1942 : Pierre Georges use d'une fausse carte d'identité censément établie le 9 juillet 1942 par la mairie de Guèvre, dans le Loir-et-Cher sous le nom de Pierre Bordeaux, et avec l'âge de 25 ans au lieu de 23, ayant conservé la fausse date de naissance qui lui avait permis de s'engager en Espagne.

Juillet 1942 : Mathilde Dardant, soeur de Marguerite Dardant, est envoyée à Paris et affectée aux FTP après l'arrestation de sa soeur, Marguerite, secrétaire de Benoît Frachon. Elle sera exécutée par le commando Valmy le 6 octobre 1942 pour des raisons mal éclaircies.

Juillet 1942 : exécution par la résistance d'André Heussler, ancien membre du comité central du Parti communiste et ancien brigadiste, soupçonné d'avoir été retourné par la police après avoir été arrêté à la fin de 1941. Les circonstances de sa mort demeurent mystérieuses. Pierre Georges aurait déclaré avoir été contacté pour exécuter cette mission, mais ne pas y avoir été mêlé pour des raisons de calendrier.

1er et 2 juillet 1942 : à la suite de la chute de Tobrouk, venant après celles de Singapour et de la Crète, Churchill récemment revenu des Etats-Unis affronte un nouveau débat aux Communes avec vote sur la censure. La motion, déposée le 25 juin, vise à obtenir que le portefeuille de la Guerre soit retirée au Premier Ministre. Les critiques, tièdes ou maladroites de Roger Keyes et Hore-Belisha se retournent en faveur de Churchill. Aneurin Bevan trouve des arguments plus solides, mais irrecevables pour une telle assemblée, marqués qu'ils sont par l'esprit de lutte des classes. En conclusion, Churchill rejette reproches et exigences. Indiquant à mots couverts qu'il y aura des sanctions au niveau du commandement, il annonce avoir encore à se faire une opinion sur les causes du désastre de Tobrouk. La censure est rejetée par 475 contre 25.

2 juillet 1942 : Auchinleck, qui a limogé Ritchie et pris le commandement direct en Egypte a pris une position retranchée à el Alamein. Il commence à harceler Rommel, handicapé par des lignes de communications trop allongées. Face à ces contre-attaques, Rommel adopte une posture défensive et attend des renforts. Il reprendra l'offensive le 15 juillet.

3 juillet 1942 : les échos de l'offensive de Rommel contre l'Egypte inquiètent en Amérique.

3 juillet 1942 : Churchill, de retour de Washington et au lendemain du vote de confiance des Communes, reçoit l'ambassadeur Maïski. Il lui explique pourquoi il persiste à ne pas croire possible l'ouverture d'un second front européen en 1942, mais lui dissimule les efforts qu'il vient de faire pour en convaincre Roosevelt.

4 juillet 1942 : Julien Green est appelé sous les drapeaux. Ceci annonce pour le public américain la décision qui mûrit d'une intervention américaine dans la guerre en Europe.

6 juillet 1942 : 1170 militants communistes pris dans les rafles d'octobre 1940, de juin-juillet 1941 et d'avril-mai 1942 ont été internés d'abord à Clairvaux, Châteaubriant, Aincourt et Voves. En juillet 1942 ils ont été regroupés à Compiègne sous administration allemande. Ils seront déportés à Auschwitz le 9 juillet. Parmi eux, Olivier Souef, des Etudiants communistes parisiens, qui y mourra rapidement.

8 juillet 1942 : au vu de la situation en Egypte, Churchill annonce à Roosevelt sa décision de renoncer à un débarquement en Europe en 1942. Il donne sa faveur au projet de débarquement sur les arrières de Rommel en Afrique du Nord française : ce qui deviendra l'opération Torch, effectuée en novembre 1942.

9 juillet 1942 : déportation à Auschwitz des 1170 '*triangles rouges*' arrêtés à partir de l'automne de 1940. Cette déportation fait pendant à la même époque à celle des Juifs parisiens victimes de la '*rafle du Vel d'Hiv*'.

10 juillet 1942 : l'ordonnance Oberg révisé la politique des représailles massives en cas d'attentats terroristes. Désormais seront systématiquement fusillés les apparentés mâles des terroristes eux-mêmes. Les femmes seront condamnées aux travaux forcés et les enfants de moins de dix-huit ans seront mis dans des maisons d'éducation surveillée. Ces mesures sont annoncées par des affiches placardées dans Paris.

10 juillet 1942 : Auchinleck lance une contre-offensive britannique au niveau d'El-Alamein, mais qui s'enlisera après quelques jours.

12 juillet 1942 : incident dans le métro. Ligne 5, gare de l'Est, 06h06 : une explosion s'est produite par une sorte de boîte à mitraille. Pas de blessé. Légers dégâts matériels. Accès fermé jusqu'à 16 h.

12 juillet 1942 : déclenchement de l'offensive d'été allemande. Les Russes sont en difficulté dans la région de Kursk-Kharkov.

14 juillet 1942 : attaque du convoi n°17 dont les trois quarts sont coulés par les sous-marins allemands après que l'escorte l'ait abandonné sur la rumeur d'une approche du cuirassé géant *Tirpitz*. Ceci remet en question l'aide britannique à l'Union soviétique. Les Américains, fournisseurs de la plupart des navires, sont également impliqués dans la polémique, Marshall et Stimson se faisant les avocats de la prise de risque en ce domaine comme en ce qui concerne un débarquement précoce en Europe, tandis qu'à Londres l'amiral Pound travaille à obtenir l'interruption des convois. « *Ces hauts fonctionnaires attachés par mille fils à la grande bourgeoisie dirigent l'Angleterre* » note avec mélancolie Ivan Maïski. Mais Pound gagnera contre Marshall et Stimson, et le lendemain, Churchill informera Staline de la suspension des convois, alors que les armées allemandes arrivent sur le Don. Les Soviétiques réagiront en cherchant à provoquer une rencontre directe entre Churchill et Staline, qui aura lieu au mois d'août.

14 juillet 1942 : Jean Moulin a préconisé que soient organisés des rassemblements patriotiques dans toutes les rues nommées '*rue de la République*' de France.

14 juillet 1942 (mercredi) : la Compagnie Valmy de Pierre Georges et Pierre Villeminot effectue un sabotage symbolique à l'usine Lip qui fabrique pour l'armée allemande.

15 juillet 1942 : sur la frontière égyptienne, Rommel reprend l'offensive, espérant cette fois pénétrer en Egypte. Mais c'est un échec. N'ayant pas reçu les renforts attendus, il doit interrompre son offensive dès le 21.

16 juillet 1942 (jeudi) : grande rafle du Vel d'hiv, appelée '*vent printanier*' par la police. Les Juifs du 11ème arrondissement sont à nouveau rassemblés au gymnase Japy, près du boulevard Voltaire, sur les murs duquel une plaque rappelle l'événement. Jean Jérôme, qui est l'ambassadeur de Staline auprès de la direction du Parti communiste, est par hasard présent dans le quartier au 39 rue de la Roquette qui lui sert de planque pour ses rendez-vous. A la suite de cette rafle, dix convois de 1.000 personnes, décrites comme '*apatriées*' par les sources allemandes, partiront vers Auschwitz entre le 19 juillet et le 7 août 1942.

17-18 juillet 1942 : Himmler visite Auschwitz. Il assiste à un gavage.

17 juillet 1942 : exécution de Simone Schloss, agent de liaison de Miret-Musté, à Cologne.

18 juillet 1942 (samedi) : attentat FTP contre le bureau de placement pour le travail en Allemagne à l'angle des rues Saint-Antoine et des Tournelles.

18 juillet 1942 : Harry Hopkins vient à Londres pour une conférence avec Churchill sur la stratégie à venir. Le mémorandum que lui remet Roosevelt marque un engagement décidé dans la guerre européenne, en alliance avec l'Union soviétique. Un débarquement Anglo-américain en Europe est prévu pour 1943, sauf circonstances adverses. Le Moyen-Orient doit être défendu résolument. Un débarquement sur les arrières de Rommel en Afrique du Nord française est à nouveau suggéré. Il porte désormais le nom de code *Torch*. Un débarquement limité en France (*Sledgehammer*) est hautement recommandé, et ce sont les Britanniques qui l'excluent pour 1942.

20 juillet 1942 : Laval déclare « *Je crois à la victoire allemande et j'ajoute que je la souhaite.* » Entendant ce propos à la radio, Emmanuel Berl est frappé d'épouvante et dit à Mireille : « *Il sera pendu pour cela !* »

20 juillet 1942 : à el Alamein, Rommel tente de reprendre l'offensive, mais faute de renforts il n'arrive pas à entamer la résistance britannique.

23 juillet 1942 : Delmas, Meunier et Lefébure, les trois membres de protection de la manifestation des femmes de la rue de Buci qui avaient tué plusieurs policiers, sont guillotines.

23 juillet 1942 : Ivan Maïski remet à Churchill un message acerbe de Staline relatif à la suspension des convois d'aide par la Scandinavie et à l'incertitude maintenue quant à l'ouverture du second front. Churchill promet une reprise des convois pour septembre, et sur le second point s'en tient au mémorandum du 10 juillet. Eden suggère une rencontre Churchill-Staline.

24 juillet 1942 : la mort de Georges Politzer, fusillé au Mont Valérien à la fin mai, est annoncée et déplorée dans l'*Humanité* clandestine.

24 juillet 1942 : Goering est à Paris. Julien Green déplore dans son journal l'attitude des écrivains français qui acceptent de publier sous l'égide allemande.

25 juillet 1942 : les Allemands prennent Rostov.

28 juillet 1942 : reprenant le flambeau de l'Organisation spéciale, la MOI tient le pavé parisien. Rayman aurait, selon certains récits, tué Schaumburg ce jour-là. D'autres historiens prétendent que cela est impossible.

28 juillet 1942 : dans son Journal, Julien Green déplore la prise de Rostov, perçue comme une étape vers la saisie par l'Allemagne des pétroles du Caucase.

28 juillet 1942 : débarrassé de son rival Heydrich, Himmler réaffirme son autorité en matière d'extermination raciale. Partisan depuis toujours du pragmatisme, il interdit toute distinction subtile entre Juifs et '*Mischlinge*'. Il écrit : "*Avec toutes ces définitions absurdes nous nous retrouvons de nous-mêmes pieds et poings liés. Les territoires occupés à l'Est seront débarrassés des Juifs. Le führer m'a confié l'exécution de cet ordre difficile.*"

29 juillet 1942 : conclusion des accords Oberg-Bousquet. Contrairement aux objectifs déclarés de Bousquet, qui voudrait que les personnes arrêtées par la police française, en particulier dans le cadre de la politique anti-communiste de Vichy, ne soient pas automatiquement désignées comme otages, la pratique allemande ne changea en rien. Les accords furent étendus à l'ensemble du territoire métropolitain en avril 1943.

30 juillet 1942 : Ivan Maïski est invité à prendre la parole devant la Chambre des Communes. Il se fait l'avocat d'une stratégie commune, alors qu'il n'a pas instruction de mettre ce thème en avant, ce qui lui nuira par la suite auprès de Staline. Sa prestation est en revanche bien reçue à Londres, et Churchill propose de se rendre à Moscou. Mais Maïski ne sera pas autorisé par le Kremlin à l'accompagner, contrairement au souhait de Churchill, dont l'objectif reste le même : résister aux pressions pour un second front et privilégier la défense du Moyen-Orient. C'est de l'opportunité de cette stratégie que Churchill entend convaincre Staline après l'avoir fait adopter par ses propres militaires, et plus ou moins imposée à son allié américain : une tâche quasiment impossible. La rencontre aura finalement lieu le 12 août, après, pour Churchill, un passage pénible pour l'Égypte, où il avait résolu de réorganiser le commandement.

31 juillet 1942 : dans un nouveau raid massif, la Royal Air Force attaque Düsseldorf.

Août 1942 : en visite d'inspection à Minsk, Himmler assiste à une opération d'extermination de civils par la méthode habituelle. Il perd connaissance. Mais après un an de '*Shoah par balles*' et plusieurs mois d'expérimentation des '*camions S*' inventés par un ingénieur SS, le sous-lieutenant (Untersturmführer) Becker, le programme des chambres à gaz a pris le relais.

Août 1942 : les FTP, précédemment définis par le Parti communiste français comme *les patriotes français pour la libération du territoire*, sont redéfinis comme *l'avant-garde armée de la France combattante*. On expliquait dès l'origine que la raison d'être des formations de lutte armée était de constituer le noyau initial d'une future armée de libération, mais l'idée qu'il y a, ou qu'il y a eu, une *armée du Parti communiste* est désormais clairement assumée. Mais aussitôt, par ailleurs, les FTP sont décrits avec insistance comme une composante du Front National, *aux côtés de ses autres formations de combat*, et la formulation '*avant-garde armée de la France combattante*', moins politique, moins marquée à gauche, plus militaire, plus proche des mots du gaullisme, indique une volonté de s'intégrer à la *France libre*. La résistance communiste, quoique clairement politisée comme telle, s'inscrit dans un cadre démocratique et national.

Début août 1942 : la Compagnie Valmy entame une campagne de sabotages contre les écluses de la vallée du Doubs.

1er août 1942 (samedi) : Lise Ricol-London organise une manifestation des femmes contre le mauvais ravitaillement et contre l'emploi de l'outil industriel français au profit de l'armée allemande. L'opération a lieu devant le magasin Félix Potin à l'angle de la rue Daguerre et de l'avenue d'Orléans. Les deux FTP de son équipe de protection tirent sur deux policiers et un officier allemand qui interviennent contre elle. Deux sont blessés et un tué. La presse collaborationniste souligne que des français ont été victimes des tirs et de Brinon désigne le terrorisme comme la principale menace qui pèse sur la France. Pierre Pucheu, redevenu un Français ordinaire, stigmatise Lise Ricol comme la *'mégère de la rue Daguerre'* – l'intéressée attribue l'invective à de Brinon -, mais radio-Londres reprend l'insulte en un sens élogieux dans des éditoriaux retentissants.

2 août 1942 : ayant échappé à la censure des Communes après le désastre de Tobrouk, Churchill estime que le moment est venu de régler les comptes avec le haut commandement en Méditerranée, et il décide de partir en tournée en Egypte. Le compte-rendu d'Auchinleck lui donne à penser que la garnison de Tobrouk n'a pas fait tout son devoir : *"I was struck by the following statement : 'Our own losses in personnel are estimated very approximately at 10,000, of whom some 8,000 may be prisoners [...]' This extraordinary disproportion between killed and wounded on the one hand and prisoners on the other revealed that something must have happened of an unpleasant character* ». Churchill s'est par ailleurs fait inviter à Moscou, ce qui rend la tournée doublement utile. Il voyage sur un bombardier quadrimoteur américain Commando escorté de quatre Beaufighters, survole Gibraltar, le Maroc Espagnol et le Sahara avant d'arriver au Caire en évitant les zones de combat. Au Caire, Churchill s'entretient avec Wavell, Smuts, Tedder et Auchinleck. Il arrive assez vite à la décision de remplacer Auchinleck - *"I have come to the conclusion that a drastic and immediate change is needed in the High Command "* - mais il se heurte d'abord à la réticence des remplaçants éventuels. Il parvient finalement à une solution comportant la nomination d'Alexander à la place d'Auchinleck, avec Montgomery comme commandant de la VIIIème armée. Auchinleck prend son limogeage *'with a stiff upper lip'* - *"General Auchinleck reached Cairo just after midday, and we had an hour's conversation, which was at once bleak and impeccable "*, écrit Churchill.

5 août 1942 : une attaque à la grenade au stade Jean-Bouin de Paris fait huit morts parmi des soldats allemands. Les auteurs sont un Hongrois et deux Roumains de la MOI qui seront ultérieurement arrêtés et fusillés. Mais l'annonce que *'93 terroristes ou complices de terroristes'* ont été fusillés est faite dès le 10 août sans égard pour les accords Oberg-Bousquet.

5 août 1942 : l'ambassadeur de Vichy à Ankara Jean Helleu, démissionne et passe à de Gaulle. C'est le premier cas de ce genre au niveau ambassadeur.

6 août 1942 : si le Parti communiste français fait campagne sur les difficultés de ravitaillement, Goering pour sa part trouve que *'la population française s'empiffre de nourriture que c'en est une honte'*. Il préconise un changement des formes de l'occupation : *« Il me semble qu'autrefois la chose était plus simple. Autrefois on pillait. Celui qui avait conquis le pays disposait des richesses de ce pays. A présent les choses se font de façon plus humaine. Quant à moi, je songe tout de même à piller, et rondement. [...] Le franc n'a pas besoin de plus de valeur qu'un certain papier réservé à un certain usage. Alors seulement, la France sera frappée comme nous voulons. [...] Quant à la collaboration, M. Abetz est seul à en faire ; notez bien que je ne collabore pas. La collaboration des Français, je ne la vois que dans ses résultats ; s'ils livrent jusqu'à ce qu'ils n'en puissent plus, s'ils le font volontairement, alors je dirai : je collabore. »*

8 août 1942 (samedi) : Isidore Grinberg est guillotiné à la Santé pour le meurtre du sous-brigadier Lécureuil.

10 août 1942 : après avoir laissé ses instructions pour la défense de l'Egypte, Churchill part pour Moscou, avec une escale à Téhéran. *"I pondered on my mission to this sullen, sinister Bolshevik state I had once tried so hard to strangle at its birth, and which, until Hitler appeared, I had regarded as the mortal foe of civilized freedom."* Churchill parle aussi dans ses mémoires du petit refrain qu'il n'arrivait pas au cours du voyage à chasser de sa tête : *no second front in 42*.

11 août 1942 : Raymonde Georges, belle-soeur de Pierre Georges et agent de liaison de Maurice le Berre, est arrêtée au cours d'une mission de liaison comportant un transport d'armes. Elle a été dénoncée par des Français. Elle mourra en déportation.

11 août (mardi) : en raison de la recrudescence des attentats, et en application de l'ordonnance Oberg du 10 juillet 1942, les Allemands fusillent 88 otages choisis sur la base de leurs rapports familiaux avec les résistants communistes. Félix Georges, père de Pierre Georges, Bernard et Joseph Kirschen, frère et père d'André Kirschen, et Naïm Zalkinov, père de Fernand Zalkinov, font partie des victimes. 116 otages supplémentaires seront fusillés le 21 septembre 1942.

12 août 1942 : arrestation d'Arthur London et de Lise Ricol. Au cours des interrogatoires qui en découlent, la police annonce à Lise Ricol que Raymond Guyot *'a été arrêté par la brigade spéciale l'année dernière.'*

12 août 1942 : Churchill arrive à Moscou. Au programme : conversations avec Staline, le *'comrade-former-bastard'*. *"I reached the Kremlin and met for the first time the great revolutionary chief and profound Russian statesman and warrior with whom for the next three years I was to be in intimate, rigorous but always exciting, and sometimes even genial association"*. La première séance dure quatre heures. Churchill commence par le plus pénible. Il doit expliquer à Staline que, en dépit des promesses faites à Molotov au mois de mai, il n'y aurait pas de débarquement en France en 1942, faute de bateaux de débarquement en nombre suffisant et en raison de l'insuffisance de la couverture aérienne. Il est ensuite question des bombardements de l'Allemagne, que Staline approuve chaudement. Mais il ne voudrait pas que ses alliés se croient pour autant dispensés d'ouvrir un second front. C'est à ce point qu'en guise de consolation, Churchill annonce **Torch**. Staline en perçoit aussitôt tous les avantages, mais signale aussi les complications diplomatiques, en particulier par rapport à la France. Parmi les avantages : *'It will produce fighting between Germans and Frenchmen in France'*. Tout ce que Staline lui-même peine à susciter. Mais Torch ne console pas Staline, qui ne voit pas en quoi cela peut soulager son front domestique, et qui se met à malmener Churchill au point qu'il s'en faut de très peu qu'il ne quitte Moscou le lendemain sur un constat d'échec. L'ambassadeur Kerr arrive à le calmer en vue d'une seconde session de négociation. Au total, le relatif échec de la visite contribua à accroître le discrédit de l'ambassadeur Maïski auprès de Staline, qui lui reproche d'avoir sans instructions parlé de *stratégie commune* alors que les deux supposés alliés menaient chacun leur guerre de leur côté et essentiellement par leurs propres moyens.

17 août 1942 : Marcel Cachin, mis en marge du Parti communiste après avoir condamné publiquement les attentats de l'été 1941, est ramené de Bretagne à Paris. Pierre Georges aurait participé à son convoi.

18 août 1942 : le chargé d'affaires américain à Vichy, Pinckney Tuck s'inquiète auprès de Laval du sort des Juifs en France. Il semble ouvert à leur transfert aux Etats-Unis : une éventualité déclarée irréaliste par Laval. Laval se félicite de n'avoir pas étendu le port de l'étoile jaune à la zone sud, mais il se plaint de leur nombre et accueille les déportations comme la solution d'un problème : « *la France est devenue le dépotoir du monde. Il faut en finir. Je sais : c'est très embêtant ; mais je ne peux pas faire autrement* ». Au total, il semble que Laval relève de l'antisémitisme habituel à l'époque et qu'il est conscient de rencontrer l'accord de l'opinion.

19 août 1942 : raid britannique sur Dieppe, à l'initiative de Lord Mountbatten. La deuxième division canadienne perd 68 pour cent de son effectif. L'objectif est historiquement mal déterminé : complaire à Staline ? Ou bien au contraire mettre au jour les problèmes d'un débarquement en France ? Dans ses mémoires, Churchill n'inscrit pas cette opération dans le plan stratégique d'ensemble. Il se contente de la mentionner incidemment pour nier qu'elle constitue un échec. Ceci, puis la victoire à El Alamein et le débarquement américain en Afrique du Nord, mettra fin à la campagne lancée par Ivan Maïski en faveur d'un second front, sur laquelle il avait joué sa carrière. Perdant son influence sur Churchill et Eden, Maïski avait moins d'utilité pour Staline, et sa défaveur à Moscou réduisait en retour son prestige à Londres. La carrière londonienne d'Ivan Maïski se terminera pour de bon en juillet 1943.

19 août 1942 : l'opération de Dieppe est immédiatement connue aux Etats-Unis. Julien Green la commente comme une bonne nouvelle.

19 août 1942 : Churchill est de retour au Caire. Il confère avec Montgomery. Le plan britannique consiste à attendre que Rommel prenne l'offensive, puis à contre-attaquer avec les nouveaux chars Sherman. Une défense rapprochée du Caire est organisée indépendamment des forces de manoeuvre.

19 août 1942 : début de l'offensive allemande en direction de Stalingrad, qui pour les loustics parisiens deviendra '*le désespoir du peintre*'.

22 août 1942 (samedi) : Maurice Feld est fusillé au Mont-Valérien. On peut voir sa sépulture au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry.

22 août 1942 : Sauckel instaure unilatéralement le **Service du Travail Obligatoire** en France. Selon les indications qui figurent sur la stèle dédiée aux victimes du STO au cimetière du Père Lachaise, il y aurait eu en tout 600.000 *déportés du travail*, dont 60.000 seraient morts et 50.000 auraient disparu, 15.000 ayant été exécutés pour actes de résistance. Les bureaux où doivent se présenter les appelés sont installés au 48 rue de Rivoli.

24 août 1942 : le fort de Romainville, où seront internés Pierre et Andrée Georges devient une réserve à otages.

24 août 1942 : au procès de l'Hôtel Continental sont jugés Constance Rapeneau, Pierre Rebière et une trentaine d'autres résistants de l'OS d'Angers et de l'Ouest.

28 août 1942 : vol de cartes d'alimentation à la mairie d'Héricourt par la Compagnie Valmy.

28 août 1942 (vendredi) : arrestation de Maurice le Berre, un des premiers compagnons de Pierre Georges et l'auteur, avec Jacques d'Andurain, du premier attentat individuel contre un soldat allemand le 13 août 1941. Il sera le premier avant Pierre Georges à s'évader du fort de Romainville, mais sera repris. Il survivra à la déportation.

30 août 1942 : à Berlin, la Gestapo a identifié les membres berlinois de l'Orchestre rouge, dont Harro Schulze-Boysen, officier aviateur protégé de Goering, et Arvid Harnack, haut-fonctionnaire du Ministère de l'économie. 118 personnes seront arrêtées dans la semaine.

30 août 1942 : les troupes allemandes lancées sur Bakou franchissent le Tchérék. Ce sera le point le plus avancé de l'offensive visant à s'emparer des pétroles du Caucase.

30 août 1942 : à El Alamein, Rommel attaque. Son offensive s'enlise après trois jours. Les Anglais le harcèlent dans sa retraite. Ils prendront l'offensive deux mois plus tard.

Fin août 1942 : pour la première fois, le BCRA gaulliste opère une livraison d'armes au bénéfice des maquis communistes bretons. L'opération est en rapport avec les débuts d'une négociation entre de Gaulle et le parti communiste en vue d'une unification de la résistance. Cette négociation produira ses premiers résultats au début de 1943, avec l'envoi de Fernand Grenier à Londres.

Septembre 1942 : dans le but de lutter contre l'espionnage soviétique en France, et en particulier contre le réseau de Léopold Trepper, l'Abwehr et la Gestapo s'installent massivement à Lyon avec 280 agents pourvus de vrais faux papiers par la police française.

Septembre 1942 : Pierre Daix est condamné à trois ans de détention pour son appartenance au Front national étudiant par la cour spéciale. Il est incarcéré à Clairvaux où il se trouve mêlé à des communistes arrêtés en septembre 1939 par adhésion à la ligne du pacte germano-soviétique. Il découvre qu'ils sont restés hostiles au terrorisme anti-allemand. Il sera ostracisé par eux jusqu'à l'arrivée à la centrale d'Auguste Havez et de communistes instruits de la ligne de *Front national pour l'indépendance de la France* au printemps suivant.

Septembre 1942 : Julien Green est mobilisé. Il note que les autorités américaines commencent à rassembler les troupes destinées à la campagne d'Afrique du Nord.

Septembre 1942 : cinq mois après son départ du gouvernement avec le retour de Laval le 18 avril 1942, Pucheu livre son testament politique : « *Depuis juin 1941 tous les esprits libres de l'Europe attendent l'instant où [...] l'Allemagne aura fixé son choix entre un objectif messianique et un objectif limité. [...] La France ne souhaite nullement, par principe, une défaite allemande à l'Est ; elle sait trop bien qu'une résistance victorieuses des Russes signifierait le chaos en Europe centrale et pour les peuples de l'Europe occidentale [...] tous les dangers d'une aventure communiste à l'instant même menaçante. La France ne souhaite pas non plus, par principe, une défaite allemande devant les anglo-saxons. Elle sait trop qu'une telle défaite rouvrirait la porte aux erreurs de 1918 et qu'après une paix d'apparence sévère pour le peuple allemand, nous serions sans doute abandonnés à nous mêmes devant la volonté de revanche de nos voisins. L'incapacité d'un effort continu d'armement des démocraties anglo-saxonnes rejoindrait vite leur traditionnelle politique de division entre les nations du continent. Enfin la France sent profondément qu'elle doit pour durer mettre fin au rythme périodique des guerres franco-allemandes.* »

1^{er} septembre 1942 : arrestation du supérieur des Jésuites Pierre Chaillot et démantèlement des filières de sauvetage des enfants juifs de la région lyonnaise. Laval s'en prévaut dans un message à Otto Abetz.

4 septembre 1942 : début de la bataille de Stalingrad.

4 septembre 1942 : loi instituant le **Service du Travail Obligatoire** de 21 à 35 ans. Pour les autorités allemandes, c'est la retombée essentielle et attendue du retour de leur protégé Laval aux affaires.

9 septembre 1942 : Pierre et Yvonne Villeminot se marient sous leurs vrais noms à la mairie de Clerval.

10 septembre 1942 : dans un nouveau raid massif, la Royal Air Force attaque Düsseldorf pour la deuxième fois.

10 septembre 1942 (jeudi) : sabotage par la Compagnie Valmy de la centrale électrique du Replain qui alimente les usines Peugeot.

16 septembre 1942 : incident dans le métro. Ligne 1, Marbeuf, 22 h09 : une bombe déposée à l'extérieur occasionne de légers dégâts ainsi qu'une forte explosion dans la station. Pas de blessé.

20 septembre 1942 : parution du premier numéro des **Lettres françaises**. Mais Jacques Decour a été fusillé le 30 mai 1942.

20 septembre 1942 : incident dans le métro. Ligne 8 : des paquets explosifs sont découverts dans le tunnel entre les stations St Martin et République. Il y a une explosion à 16h09.

17 septembre 1942 : attentat contre le cinéma 'Rex'.

21 septembre 1942 (lundi) : quarante-sept prisonniers du fort de Romainville et soixante-dix du camp de Sauges sont fusillés comme otages à la suite de l'attentat contre le cinéma **Rex** du 21. Ceci est en contravention avec les accords Oberg-Bousquet du 29 juillet 1942. Cependant après cette date les fusillades d'otages cesseront presque entièrement, pour ne reprendre qu'en octobre 43, quoique sur une moindre échelle.

22 septembre 1942 : la Compagnie Valmy fait une tentative de sabotage ferroviaire en anniversaire de la bataille de Valmy.

21-22 septembre 1942 : discrètement mais avec la complicité de Vichy, l'Abwehr et la Gestapo pénètrent en zone sud en préparation de l'occupation totale.

23 septembre 1942 : arrestation de la mère d'André Kirschen dans la grande rafle des Juifs roumains de Paris. Elle est déportée à Auschwitz et assassinée.

Le 23 septembre 1942, André Marty adresse une lettre au camarade Reclus (Agénos) à l'intention du groupe français de Kouchnarenkovo qui arrive en fin de formation le 15 octobre. Il rappelle le tragique de la situation en France : exécution de 116 otages communistes à Paris, déportations de milliers de Parisiens. Il dénonce particulièrement Laval, qui est de retour au pouvoir, le préfet Bussière, la police parisienne et les tueurs doriotistes. Il annonce que la France sera libérée au bénéfice d'une *'grande bataille populaire'*. Dans cette lutte, il exhorte le groupe de Kouchnarenkovo à s'inspirer des grands exemples de la Commune de Paris, et aussi des martyrs plus récents du Parti communiste : Pierre Sémard, Gabriel Péri, Jean Catelas, Marcel Timbault, Charles Michels... *'Le Parti avant tout ! C'est notre loi suprême, car c'est la force qui va assurer notre victoire et libérer le peuple de France.'* Ayant ainsi conclu, il engage ses élèves à se partager les livres qu'il leur a prêtés à titre personnel et qui n'appartiennent pas à la bibliothèque de l'école.

25 septembre 1942 : Bernard Natan, oncle d'André Kirschen et ancien directeur de la compagnie cinématographique Pathé-Natan, condamné à la prison pour escroquerie avant la guerre est déporté à Auschwitz et assassiné. Plus de soixante ans plus tard, André Kirschen consacrera un livre à la réhabilitation argumentée de son oncle (**Pathé-Natan, la véritable histoire**, Pilote 24 Editions, 2004.)

28 septembre 1942 : à la suite de négociations tenues entre Darlan, chef des forces armées, et Canaris, des agents de l'Abwehr sont autorisés à venir opérer en zone occupée pour lutter contre les émissions clandestines de la Résistance. Ils sont munis de vrais faux papiers français avec l'accord de René Bousquet. Il s'agit d'une force de 280 spécialistes de l'Abwehr, gestapistes et policiers. Ils s'installent à Lyon, Marseille et Montpellier. Ils sont placés sous la responsabilité de Bömelburg.

29 septembre 1942 : selon un rapport de Krug von Nidda, alors que l'Église de France connaît des remous en raison de la persécution antisémite, le cardinal-archevêque de Paris, Emmanuel Suhard, reste intégralement fidèle à la politique de collaboration de Vichy. « *La raison d'État devant l'emporter sur tout autre sentiment compréhensible d'humanité, [...]* », écrit Krug von Nidda, *Suhard a montré plus de compréhension en la matière que les autres évêques.* »

Octobre 1942 : arrestation d'Odile Arrighi. Elle sera déportée à Ravensbrück.

Octobre 1942 : depuis quelque temps, le colonel Rémy, de la *Confrérie Notre-Dame* qui dépend du BCRA, défend l'idée d'un rapprochement entre la résistance gaulliste et la résistance communiste. Il a des conversations avec Georges Beauvils, émissaire du Parti communiste, à la gare de la Muette (16ème arrondissement) .

11 octobre 1942 : à l'approche du débarquement américain, la haute hiérarchie militaire de Vichy en Afrique du Nord se retourne. Robert Murphy reçoit les offres de service du général **Juin** qui s'offre à devenir, au service de la cause Alliée, le général en chef des forces françaises en Afrique. Il déclare faire cette offre sous les ordres de l'amiral Darlan, qui annonce sa venue sous prétexte d'inspection pour le 14. Les Américains accueillent la proposition favorablement et imaginent immédiatement une solution combinant Darlan avec Giraud, au grand dépit de ce dernier. Giraud fait le tour des casernes avec un discours dont la teneur suit : *« Qui sont nos amis ? D'abord, les USA, nos alliés naturels. Ensuite l'Angleterre ; Les Anglais sont sournois et ne pensent qu'à eux-mêmes, et il y a eu entre nous des épisodes difficiles, mais dans les circonstances actuelles ils sont nos alliés. Enfin, il y a un autre Etat qui fait la guerre à l'Allemagne, mais moins on en dit à son sujet, mieux cela vaut. Cet Etat est l'ennemi de la religion, de la famille et de la civilisation. Bien sûr, les Russes tuent quantité d'Allemands et les Allemands tuent quantité de Russes, et c'est une bonne chose. La France ne peut qu'y gagner. Qui va l'emporter ? Probablement les Alliés. Conclusion ? La Révolution nationale dirigée par Pétain est bonne pour la France, mais si la France reste avec l'Allemagne, la Révolution nationale périra dans les ruines de l'Allemagne. C'est pourquoi il faut rompre à temps avec l'Allemagne. Alors, la Révolution nationale serait sauvée. »*

12 octobre 1942 (lundi) : Fosco Focardi, du détachement Valmy, dirige un attentat contre le cinéma Rex, réservé aux soldats allemands.

Début octobre 1942 : Linaret, préfet du Doubs, promet une prime de 100.000 francs, soit plus de cinq ans de salaire ouvrier, pour l'arrestation des maquisards de la Compagnie Valmy. Les gendarmes, qui jusque là fermaient plus ou moins les yeux, changent d'attitude.

5 octobre 1942 : Pierre Rebière est fusillé au Mont-Valérien. On peut voir sa sépulture au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry.

6 octobre 1942 (mardi) : Mathilde Dardant est assassinée en forêt de Rambouillet par Marius Bourbon, supervisé par Louis-Raymond Dallidet et assisté de Solange Welter. Mathilde est la soeur de Marguerite Dardant, agent de liaison proche du triangle de direction, arrêtée en décembre 41. Le prétexte : L-R Dallidet allègue une dénonciation de sa propre épouse dont Mathilde se serait rendue coupable. Autre cause alléguée par certains historiens : séduite et abandonnée par Benoît Frachon à une époque où il se cachait chez ses parents, Mathilde a donné à craindre qu'elle pourrait le dénoncer par vengeance.

7 octobre 1942 : Pierre Georges, accompagné de Metrenko et d'Andrée attaquent à la grenade la voiture d'un officier allemand aux abords du camp militaire du Valdahon. Pierre Georges s'empare d'un pistolet Parabellum qui deviendra son arme fétiche.

10 octobre 1942 (?) : arrestation de Marie Dubois.

13 octobre 1942 : partant d'Oullins, un mouvement de grève répond aux réquisitions pour le *Service du Travail Obligatoire* institué le 4 septembre.

Fin 1942 : avec l'intensification de la guerre en Afrique, dans les Balkans et en Ukraine, il ne reste en France que 250.000 militaires allemands. Ceci conduit Vichy à s'impliquer davantage dans la lutte contre la résistance. Les maquis et les groupes de combat citoyens comme les deux *Valmy* ressentent de plus en plus la pression policière.

15 octobre 1942 : à Clerval, Pierre Villeminot, qui dirige la Compagnie Valmy avec Pierre Georges, est arrêté par les gendarmes et remis à la Gestapo. Pierre Georges se cache au Creux de l'Alouette avec trois autres maquisards en préparation d'un changement de région.

17 octobre 1942 : sabotage par la Compagnie Valmy de l'écluse de Bourgogne. Andrée ne participe pas à l'action. Elle est partie chercher Monique chez les frères Clerc, à Clerval pour la placer dans un endroit sûr. La mère et la fille se cachent d'abord à Exincourt.

18 octobre 1942 : les frères Clerc sont arrêtés.

19 Octobre 1942 (lundi) : André Biver est fusillé. On peut voir sa sépulture au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry.

21 octobre 1942 : arrestation de Louis Tillet (Laon), victime d'une rafle aléatoire. Avant lui, six membres du Valmy ont été arrêtés mais sans donner de renseignements utiles aux policiers. Tillet en revanche donne Focardi (Cerbère), puis Marcel Cretagne et Solange Welter.

21 octobre 1942 : Julien Green rapporte dans son journal les premiers départs des conscrits américains pour l'Afrique du Nord. Le moral est plutôt bas. Par ailleurs, il décrit comme mauvaises les nouvelles du Pacifique. Sur la guerre à l'est, il note : *« Stalingrad semble résister encore, mais l'avenir paraît bouché »*.

21 octobre 1942 : les Allemands convoquent la presse pour un départ d'ouvriers envoyés en Allemagne au titre du STO décrété par Sauckel le 22 août 1942 et organisé par Laval le 4 septembre. Mais sur quatre-cents ouvriers convoqués, vingt-sept se sont présentés.

23 octobre 1942 : arrestation de Lucien Magnan, livré par sa maîtresse. Il donne, entre autres membres du détachement Valmy, Marius Bourbon, et aussi Robert Dubois, le chef de la commission des cadres.

23 octobre 1942 : début de la bataille d'El Alamein. Les Britanniques qui ont acquis une supériorité de moyens de deux contre un lancent un assaut frontal contre les puissantes positions défensives germano-italiennes. Rommel contre-attaque sans succès le 27. L'estocade est portée le 2 novembre par les Néo-zélandais, qui percent les lignes allemandes. Rommel est contraint à la retraite.

24 octobre 1942 : le directeur des *Affaires étrangères* du Comité national de la France libre Maurice Dejean est démissionné par de Gaulle et remplacé par René Plevin.

25 octobre 1942 (dimanche) : caché au Creux de l'Alouette en préparation d'un changement de région après l'arrestation de Pierre Villeminot, Pierre Georges est dénoncé par un paysan et cerné par les gendarmes qui tirent sans sommation. Ils capturent ses trois camarades et le blessent assez gravement d'une balle au visage. Il réussit pourtant à s'échapper et à rejoindre Hyèvre-Magny où il trouve du secours auprès de sympathisants. Il se cache à Audincourt, puis à Seloncourt. C'est là que Monique et Andrée le retrouvent, préalablement à un repli sur Paris.

27 octobre 1942 : arrestation de Marius Bourbon.

28 octobre 1942 : arrestation de Robert Dubois, successeur de Arthur Dallidet à la commission des cadres. Il est remplacé par Pierre Brossard.

Novembre 1942 : ayant un peu récupéré de sa blessure, Pierre Georges retourne en région parisienne avec Andrée. Lui séjourne tantôt chez Andrée au 85 de la rue de Lévis, tantôt dans sa planque de la rue Saint-Lazare. Il sort aussi peu que possible. A la mi-novembre 1942, Jeanne Gabus convoie Monique jusqu'à Paris, mais au vu des conditions de sécurité, Pierre et Andrée Georges lui demandent de la remmener dans le Doubs. Elle serait d'abord restée à Badevel, cachée chez Jeanne Gabus. Elle aurait été par la suite transférée chez des négociants en vin, les Clerc, à Rigney, où elle restera plus de six mois.

Novembre 1942 : Roosevelt poste le diplomate et maître espion Allen Dulles à Berne comme chef de l'*Organisation of Secret Services (OSS)*, en charge d'organiser l'Europe américaine d'après-guerre. La stratégie politique américaine dans les zones occupées par l'armée consiste à maintenir le plus possible en place les autorités existantes, quelle qu'ait été leur attitude sous l'occupation allemande. Elles sont en effet considérées comme les interlocuteurs les moins illégitimes en droit et les plus susceptibles d'être à la fois obéies et obéissantes. Par rapport à elles, les dissidents comme de Gaulle et les chefs de mouvements clandestins sont considérés comme des activistes minoritaires peu fiables et peu influents. C'est en raison de ce mode de pensée conservateur et pragmatique que dans les premiers temps de l'occupation allemande les Américains seront disposés à accueillir et à soutenir un gouvernement français en exil à condition qu'il soit constitué de personnalités de premier plan de la défunte Troisième république : mais de tels personnages ne viendront pas à Washington. C'est pour la même raison qu'ensuite, dans la perspective d'un gouvernement français sous occupation américaine la préférence sera donnée successivement à Weygand, Darlan, Giraud, et même Peyrouton, Flandin, Boisson, contre de Gaulle. Les Américains en revanche traceront une ligne rouge devant les pieds des conspirateurs du Comité des Forges lorsqu'ils envisageront une guerre civile préventive contre le péril communiste, et ils se rendront à la solution de Gaulle lorsque sa popularité et le ralliement des forces vives nationales sera devenu manifeste.

Novembre 1942 : selon la note biographique établie par Sven Olaf Berggözt, Ernst Jünger est à cette époque muté sur le front du Caucase où il restera jusqu'au mois de février suivant, après la fin de la bataille de Stalingrad. Il a produit pour le compte de Otto von Stülpnagel deux rapports sur les menées répressives de l'armée allemande à Paris entre l'automne de 1941 et le printemps 1942 : *"La lutte pour l'hégémonie en France entre le Parti et la Wehrmacht"* et *"Sur la question des otages. Exposé des faits et de leurs conséquences"*.

Novembre 1942 : le secrétaire général à la police René Bousquet est chargé de la direction de l'ensemble des services placés sous l'autorité du ministre de l'Intérieur. Avec Jacques Guérard, et parfois en concurrence avec lui, il gèrera l'action répressive sous le couvert de Laval, mais surtout selon les directives allemandes données par Knochen et Oberg.

1er novembre 1942 : se sentant menacé d'arrestation, Marcel Tréand quitte sa planque et se réfugie en zone sud. De toute la guerre, on n'entendra plus parler de lui.

2 novembre 1942 : phase finale de la bataille d'el Alamein. Le front allemand est enfoncé et l'Afrika Korps est contraint à une retraite précipitée.

3 novembre 1942 : présentation à Churchill du mémorandum Portal planifiant la destruction d'un tiers de l'industrie, de six millions de logements et d'un million de civils allemands par le moyen de bombardements stratégiques sur 58 villes selon le modèle institué par le bombardement de Cologne. Cette décision, et ses conséquences apparues depuis, quoique il n'ait pas eu précisément cela en tête à l'époque, remettent en mémoire la prophétie pessimiste de Hanns-Erich Kaminski formulée en 1937 : *"La différence entre les régimes des belligérants serait effacée après quelques semaines."*

6 novembre 1942 : fin de la bataille d'el Alamein. L'armée germano-italienne de Rommel est en grande partie détruite. Ce tournant de la guerre – *'la fin du commencement'* selon les mots de Churchill – modifie l'attitude du public britannique. La première victime est la position soviétique telle qu'elle a été portée jusque là par Maïski à Londres et Litvinov à Washington, car les Anglais considèrent désormais que le *second front* existe bel et bien en Afrique, et que la demande pressante d'un débarquement en Europe est excessive et inopportune. A long terme, le rappel de Maïski un an plus tard en sera la conséquence.

7-12 novembre 1942 : débarquements américains en Afrique du Nord française : Rabat, Casablanca, Oran, Alger, Bône. C'est l'opération *'Torch'*, décidée à la place du second front en Europe que réclame Staline. Roosevelt a décidé de ne pas mettre de Gaulle au courant et Churchill a fait mine de s'incliner, quitte à communiquer l'information en cachette. *"I was conscious of our relationships with de Gaulle"*, écrit-il dans ses mémoires (whatever it means...). Apprenant que les Américains projetaient de débarquer en territoire français sur un mode hostile, de Gaulle s'exclama : *"j'espère que les troupes de Vichy vont les foutre à la mer!"* Des combats ont lieu en effet à Casablanca, Oran, Alger, entre les Américains d'une part et l'armée d'armistice de Vichy et la flotte de l'autre. Ignorant de Gaulle, les Américains font venir le général Giraud de France occupée, mais ils ont prévu d'utiliser aussi Darlan. Darlan, qui prétendra s'être trouvé à Alger par hasard, mais dont la venue était programmée, déclare considérer que Pétain n'est plus libre et, reprenant à son compte le projet de Weygand, décide de collaborer avec les Américains en son nom propre. Les Américains agréent cette candidature et la déclarent compatible avec les promesses faites à Giraud, en application du principe *'tout sauf de Gaulle'*. Vichy fulmine contre Darlan et tout Paris ironise : *'si on ne peut même plus faire confiance à ses traîtres...'*

Darlan accepte d'appeler tous les commandants militaires confrontés au débarquement allié à un cessez-le-feu au nom du maréchal Pétain. Mais la plupart des commandants militaires postés en Afrique ne répondent aux appels ni de Giraud ni de Darlan, et restent fidèles à Vichy tant que les Alliés n'ont pas conquis les zones où ils stationnent. Pire encore, lorsque Darlan ordonne à la flotte de Toulon de se soustraire à la capture par les Allemands, celle-ci n'obéit pas et se saborde : ce qui fait perdre toute utilité à l'Amiral aux yeux de Churchill, d'emblée hostile à l'officier félon auquel il avait déjà été confronté en 1940. Cependant les Américains continuent à considérer Darlan comme un atout à garder dans leur manche pour contrer de Gaulle. Parmi les plus hauts gradés, seul le général **Juin**, à Alger, qui est en rapports étroits avec Robert Murphy depuis plusieurs mois, se rallie rapidement aux Alliés après la prise de contrôle d'Alger par une petite équipe, hétéroclite, de conspirateurs français, dont le monarchiste Henri d'Astier, et le synarque et cagoulard Lemaigre-Dubreuil. En France occupée, et dans le monde, la remise en selle de Darlan allait soulever l'indignation générale et faire massivement choisir de Gaulle.

8 novembre 1942 : l'ambassadeur Raymond Brugère, seul diplomate à avoir démissionné lors du coup du 10 juillet 1940, est interné au *centre de séjour surveillé de Saint-Sulpice-la-Pointe*, ouvert pour les communistes arrêtés en vertu de décret Daladier du 18 novembre 1939.

9 novembre 1942 : incident dans le métro. Ligne 1, Nation, 22h42 : un engin explose sur le quai 2 à 12 mètres environ du milieu du quai vers Vincennes. [...] Un soldat allemand sur le quai 1 et 2 civils sur le quai 2 ont été blessés légèrement aux jambes. [...]

11 novembre 1942 (mercredi) : en France, Hitler décide d'occuper la zone sud en réponse au débarquement allié en Afrique du Nord. Il écrit à Pétain une lettre d'explication où il se plaint de l'évasion à ses yeux peu honorable du général Giraud. L'indemnité d'occupation est portée à 500 millions par jour.

11 novembre 1942 : à l'exception du *Paris-Soir* de Jean Prouvost, qui se contente d'adopter une ligne plus attentiste, les journaux de zone Sud comme *Le Temps*, du *Comité des Forges*, et le *Figaro* de Pierre Brisson, cessent de paraître.

12 novembre 1942 : depuis Rabat, après avoir laissé sacrifier des milliers de soldats dans un baroud d'honneur contre les Américains, Noguès explique à Pétain qu'il convient de s'entendre avec eux par le truchement de Darlan de façon à contenir les ambitions de Giraud qui vise à coaliser derrière lui la mouvance dissidente.

12 novembre 1942 : la Wehrmacht envahit la zone sud. Le général **de Lattre de Tassigny** est arrêté pour avoir tenté d'organiser une résistance de l'armée d'armistice, qui est dissoute. Il sera condamné à dix ans de prison, mais comme le général Juin, il rejoindra de Gaulle. Un an tout juste après la mort de Huntziger, le général Weygand est arrêté près de Vichy - « avec son parapluie, sa famille et trois inspecteurs » écrit d'Astier de la Vigerie - et emmené en Allemagne. En zone sud occupée, le général **Frère** et le général **Revers** créent une **Organisation de Résistance de l'Armée** largement fictive, l'essentiel des personnels de l'ancienne armée d'armistice restant hostile aux résistants considérés comme un ramassis de brigands, et se refusant à agir contre l'ennemi. Les chefs de l'ex-armée d'armistice ont le contact avec **Lucie et Raymond Aubrac**, mais il n'y aura pas de distribution de leurs stocks d'armes dissimulées aux mouvements de résistance, le général Picquendar en faisant remettre l'essentiel à la Wehrmacht.

12 novembre 1942 : arrestation de Gourevitch, alias Sierra, alias Kent, opérateur radio de l'Orchestre rouge de Léopold Trepper. Retourné par les Allemands, il sera le principal opérateur du **Grand Jeu**, ensemble de manoeuvres effectuées par les Allemands et les Soviétiques pour se tromper mutuellement sur leurs intentions stratégiques entre la fin 1942 et l'été 1944.

18 novembre 1942 : à la suite de la trahison du traître Darlan, puisque *on ne peut même plus faire confiance à ses traîtres*, Laval est fait *dauphin du Maréchal* à sa place.

20 novembre 1942 : les Américains n'ont traversé l'Atlantique ni pour faire la guerre en Europe - ils la feront aussi peu que possible, laissant à d'autres l'essentiel du travail - ni pour restaurer des républiques parlementaires - s'ils le font par endroits, ce sera au passage et accessoirement, à titre de concession aux équilibres politiques locaux. La venue des Américains en Afrique du Nord les met directement en contact, a priori hostile, mais il n'est pas d'*a priori* qui ne soit sujet à révision, avec les Allemands, ce qui, s'agissant d'Américains, implique qu'outre la guerre, on entre aussi dans des rapports d'échange et de négociations économiques. Faute de *retournement des fronts* de plein exercice, des rapports s'esquissent entre Américains d'une part, et Vichy et les Allemands d'autre part, avec la venue d'investisseurs intéressés par les régions nouvellement occupées par l'une ou l'autre des six armées en présence, et parfois par plusieurs à la fois. Les Américains sont venus promouvoir leurs affaires : et leurs affaires n'avaient jamais tout à fait cessé avec le Reich aussi bien qu'avec la France. Sur le terrain africain, il était donc normal que leur rencontre soit heureuse, à Alger, avec la frange de la collaboration qui depuis le début fonctionnait à cheval sur les deux rives de la Méditerranée et avait montré que la bourgeoisie française savait et voulait commercer avec le Reich indépendamment de toute contrainte, aussi bien qu'avec toute puissance respectueuse du capital et du profit. C'est cela qu'incarnait, à Alger, un Lemaigre-Dubreuil, des Huiles Lesieur. Les conspirateurs royalistes d'Alger cornaqués par Lemaigre-Dubreuil sont les mieux placés pour se faire les intermédiaires de la nouvelle collaboration à trois qui s'organise entre Français, Allemands et Américains. Installé du Maroc à la Tunisie, et ses investisseur déjà occupés à faire des achats d'entreprises dans l'espace colonial ex-français, devenu espace colonial des Etats-Unis, il restait pour Roosevelt à étendre ses relations économiques fructueuses avec le Reich lui-même, et pour cela les milieux économiques français, qui avaient un temps d'avance puisque la collaboration économique et donc politique franco-allemande datait de bien avant 1940, étaient des pilotes et des intermédiaires tout désignés. Aussi, lorsque Roosevelt décide - c'est une de ses premières décisions - que les fonctionnaires de Vichy resteraient en place dans l'Afrique du Nord occupée par l'armée américaine, il montre simplement qu'il est d'emblée sur un terrain d'entente avec Darlan, de préférence à toute autre dissidence plus patriotique ou idéologique. Ce qu'apportent les Américains en Afrique du Nord, et ce qu'ils projettent aussi pour la métropole, c'est *Vichy sans Pétain*. Vichy intégralement : aussi Roosevelt maintient-il aussi la législation antisémite de Vichy et refuse la libération des prisonniers politiques. Avec le choix de Darlan par Murphy et Eisenhower, une série de désaccords américano-britanniques commence, que Churchill minimise dans ses *Mémoires*, mais qui pointent tous vers un problème de fond : la politique américaine tend à priver l'ensemble des pays européens de leur influence mondiale, et la marginalisation de la France n'est qu'un signe avant-coureur de ce qui attend la Grande-Bretagne elle-même. La *Belle et Grande Alliance* était valable jusqu'aux premiers succès et désormais les anciennes rivalités ressurgissent. Le choix américain de Darlan, manifestant le cynisme de la politique américaine,

pose aussi un problème par rapport à Staline, Ivan Maiski, ambassadeur soviétique à Londres expliquant que cet exemple fait craindre que *'des raisons politiques n'inspirent à l'avenir des tractations avec les généraux allemands ou d'autres'*. Et en effet, si pour la France on choisit *Vichy sans Pétain*, pourquoi pas en Allemagne une sorte de fascisme sans Hitler qui perpétuerait l'isolement de l'URSS ? Staline, à considérer les débuts de la politique américaine dans le domaine français, ne cessera plus de redouter le *retournement des fronts*, dont parlent les milieux informés. Staline sait que la tentation grandira à mesure que l'Armée rouge progressera vers l'Ouest, jusqu'à dépasser les frontières soviétiques, puisque telle était bien son intention : aller jusqu'à Varsovie, Berlin, Prague et Vienne, ce qui était inconcevable et inacceptable pour ses alliés, alliés de circonstance, occidentaux. Pris dans un système d'injonctions contradictoires, incertain encore de pouvoir résister à la Wehrmacht et dépendant du soutien logistique américain, Staline continuera pourtant à presser les anglo-américains d'ouvrir un second front en Europe. La situation sera finalement que tous les alliés de l'Amérique se battront militairement avec elle, mais politiquement contre elle. A Alger, exemplairement, c'est Bonnier de la Chapelle qui mettra bientôt un terme aux intrigues américaines avec Darlan, sans que l'on sache encore aujourd'hui qui au-dessus de lui avait armé sa main, tant les prétendants motivés à le faire étaient divers et variés. Ainsi en sera-t-il enfin fini, avec la mort d'Huntziger et la neutralisation de Weygand par les Allemands, des grands conjurés militaro-politiques qui avaient mis Pétain au pouvoir au mois de juin 1940, et il n'y aura plus qu'une seule armée française : celle de la *France libre*. Et il y aurait à nouveau, avec de Gaulle, un *jeu de la France*.

21 novembre 1942 : une deuxième livraison d'armes effectuée par le BCRA au bénéfice des maquis communistes a lieu par parachutage à Quarré-les-Tombes dans le Morvan. Il faut mesurer le tour de force politique qu'a réalisé de Gaulle par le truchement de Jean Moulin, le mariage des extrêmes que signale un tel événement : d'anciens *Camelots du Roy* livrant des armes à des communistes. Cela donne sans doute une idée de la pression mise sur la France libre par la politique de Roosevelt, et de la combativité induite.

22 novembre 1942 : sans vouloir rompre tout à fait avec de Gaulle et surtout Giraud, favori des Américains, les conspirateurs algérois se rangent derrière Darlan, dont ils poussent la candidature de gouverneur français de la région sous l'égide américaine, compatible en même temps avec la gouvernance de Vichy sous égide allemande. Ils espèrent en contrepartie pousser le Comte de Paris sur le trône. En échange d'une indemnité personnelle pour le maréchal Pétain, ils proposent de céder Dakar et Casablanca aux anglo-américains pour 99 ans. Darlan parvient à signer avec le général Clark un accord transformant la région en colonie américaine.

Fin novembre 1942 : l'occupation de la zone sud et la radicalisation de la politique répressive de Laval coïncide avec l'éloignement de Vichy pour Angelo Tasca et ses proches, qui ne rapprochent pas pour autant du gaullisme ou de la résistance mais pensent en termes de *'troisième force'*. L'influence de cette mouvance restera minime.

23 novembre 1942 : la sixième armée de von Paulus est encerclée à Stalingrad.

23 novembre 1942 : le Comité Militaire National des FTP reconnaît de Gaulle comme *« Chef de la France combattante »* et promet d'intégrer les FTP dans une armée nationale à créer sous son commandement, et dont ils représentent d'ores et déjà l'*avant-garde*. La stratégie d'ensemble est définie par le mot d'ordre : *'de l'insurrection nationale à la libération nationale'*. La perspective est celle d'un débarquement anglo-américain. Il s'agit donc d'un compromis sur la base d'une convergence entre l'action directe communiste entamée depuis août 41, et visant à la constitution de forces de guérilla urbaine, l'action maquisarde qui s'est développée de façon autonome après l'instauration du STO au mois d'août précédent, et dans un rapport plus ou moins harmonieux avec les instances dirigeantes du parti communiste, et l'action gaulliste de constitution de réseaux préparant une action ultérieure limitée à l'appui aux forces militaires anglo-américaines. La stratégie attentiste de de Gaulle est donc entérinée, quoique sans désavouer ouvertement le choix antérieur de la lutte armée par le parti communiste. Mais l'accord se fait en faveur des *réseaux* et contre les *mouvements*, et il n'y aura pas de *guerre révolutionnaire* aboutissant à la libération de zones politiquement organisées sur une base qui pourrait être autonome et suivant des chemins politiques divers et inattendus. La politique communiste est ici, comme en Espagne précédemment, pragmatique et *contre-révolutionnaire*.

24 novembre 1942 : arrestation de Léopold Trepper.

24 novembre 1942 : depuis Dakar, Boisson annonce à Pétain qu'il se range derrière Darlan, favori des Américains.

27 novembre 1942 : les Allemands ayant atteint Toulon, ils tentent un coup de main sur la flotte. L'amiral de Laborde, qui est anglophobe et qui a refusé de rallier Alger, organise et réussit in extremis le sabotage.

30 novembre 1942 (lundi) : Pierre Georges tombe dans une rafle organisée par le commissariat du 11ème arrondissement au métro République. Une souricière est installée dans son appartement de la rue Saint-Lazare, et Andrée est mise sous surveillance. Elle sera arrêtée quinze jours plus tard. Dans le Doubs, les Gabus ne seront pas inquiétés.

Fin novembre 1942 : Peyrouton, retiré de la politique depuis le retour au pouvoir de son grand ennemi Laval et expatrié à Buenos Aires, postule au poste de gouverneur général de l'Algérie sous occupation américaine. Il jouit de la recommandation de Darlan dont il partage l'anglophobie et est agréé par Murphy, mais ne parviendra à Alger qu'après la mort de Darlan, et tout comme Pucheu et Darlan lui-même sera affecté, quoique moins définitivement, par la vindicte britannique aussi bien que gaulliste.

Novembre 1942 : le nouveau cours de la guerre et de la politique de Vichy, qui s'enfonce dans une collaboration de plus en plus active, décident Léon Blum à rallier le général de Gaulle. Il le signifie à ses protecteurs Américains, qui ne connaissent et ne jurent que par le personnel politique désuet et inutile de la défunte Troisième république. Pour de Gaulle, cette caution est essentielle pour contrer les menées *vichysto-résistantes* tendant à construire contre la solution *de Gaulle* un axe Washington-Vichy.

Novembre 1942 : ce mois est pour les Alliés le plus désastreux de toute la Bataille de l'Atlantique. Ils perdent 700.000 tonnes de navires du fait des seuls sous-marins. Ils résolvent de traiter le problème par un recours accru aux avions équipés de radars.

Décembre 1942 : le nazi autrichien Ernst Kaltenbrunner est nommé à la tête de l'Office central de sécurité du Reich, **RSHA (Reichssicherheitshauptamt)** en remplacement de Heydrich, assassiné au mois de mai précédent. Mais il est essentiellement affecté à la direction du renseignement. Himmler garde la haute main sur la police, dont il délègue la gestion effective à Müller et Nebe. Dans les renseignements, Kaltenbrunner, qui est une brute alcoolique promue en raison de sa médiocrité, est en réalité supplanté par Schellenberg. Le projet porté par ce dernier consiste à unifier les services de renseignements policiers et militaires, ce qui va mettre le RSHA en conflit avec l'Abwehr de Canaris. Il reste seulement à Kaltenbrunner la fonction historique d'impulser dans les pays occupés comme la France une politique de répression aussi cruelle que celle de Heydrich, mais dépouillée de la subtilité insidieuse de son prédécesseur. Il entretient une relation de complicité affective particulière avec Eichmann, en raison de leurs origines autrichiennes communes. Une des premières démarches de Kaltenbrunner au début de 1943 consista à visiter le camp de Mauthausen avec Himmler pour y assister à des exécutions de détenus. Ce souvenir marquera Pierre Daix, qui fera figurer un cliché de Kaltenbrunner avec Himmler et le commandant du camp, Zierys, en couverture de son ouvrage '*Bréviaire pour Mauthausen*'. Kaltenbrunner était déjà venu assister à un gavage en simple curieux à l'automne 1942.

Décembre 1942 : Georges Guingouin entame la résistance active. Il fait sauter une botteuse servant aux réquisitions allemandes à Eymoutiers.

Décembre 1942 : Gilbert Brustlein est à Londres. Intégré à la France libre, il assiste aux repas collectifs périodiquement présidés par le général de Gaulle. Faisant allusion à la présence à Alger de l'amiral Darlan qui se propose de travailler avec les Américains à l'occupation de la France dans le cadre de l'AMGOT le Général prononce le discours le plus court de sa carrière : "*Ici, Messieurs, il n'y a pas de place pour les traîtres ! Allons : à table!*"

Décembre 1942 : de Gaulle envoie le général Petit comme représentant à Moscou. Il prépare l'envoi de l'escadrille *Normandie* des FFL sur le front de l'Est, qui aura lieu au mois de mars 1943.

4 décembre 1942 : dans une lettre à Winston Churchill, l'Amiral Darlan, qui recherche l'appui des Alliés pour prendre la tête des forces françaises à la place de de Gaulle fait valoir qu'il a tenu sa parole d'empêcher la flotte de tomber entre les mains des Allemands. Mais Churchill lui reprochera de n'avoir pas su obtenir son ralliement.

5 décembre 1942 (samedi) : Pierre Georges est remis par la police française à la Sicherheitdienst (SD) allemande. Il est interné à Fresnes et interrogé à l'hôtel Bradford, au 10 rue Saint-Philippe-du-Roule.

9 décembre 1942 : le rapport d'interrogatoire de Pierre Georges conclut : "*la plupart des attentats importants qui ont eu lieu pendant cette période [d'août 1941 à avril 1942] ont été réalisés sous sa haute direction [...] soit comme réalisateur, soit comme organisateur de plus de trente-trois attentats qui lui étaient déjà attribués en raison de leur caractère bien spécial qui dénotait son intervention*".

15 décembre 1942 (mardi) : arrestation d'Andrée Georges. Elle est dans un premier temps internée avec Pierre Georges à Dijon, puis à Romainville. Au mois de juillet 1943 elle est déportée à Ravensbrück, puis Mauthausen. Elle survivra à la déportation.

15 décembre 1942 : présentation de *La Reine Morte* de Montherlant, à la Comédie Française.

17 décembre 1942 : le Reich manque de main d'oeuvre et cela détermine une inflexion de la politique répressive. Une circulaire du chef de la Gestapo en France, Heinrich Müller, prescrit l'envoi dans les camps de 35.000 prisonniers français aptes au travail. Cette mesure sauvera du peloton d'exécution un certain nombre de résistants français condamnés après cette date, comme Pierre Georges et sa femme Andrée.

22 décembre 1942 : exécution des membres berlinois de l'Orchestre rouge.

24 décembre 1942 : assassinat de l'amiral Darlan par Bonnier de la Chapelle. Sans qu'il existe de preuve, il n'est pas impossible que Churchill en soit l'instigateur. C'est au moins l'interprétation de la presse collaborationniste parisienne. Un autre suspect susceptible d'avoir trempé dans l'assassinat est Weygand, qui est connu pour détester l'amiral. La hâte avec laquelle Giraud fit juger et exécuter l'assassin et sa situation de rivalité avec la victime ne peuvent que conduire à le mettre lui aussi sur la liste des suspects, avec les conspirateurs royalistes de Lemaigre-Dubreuil qui ne semblèrent pas désarçonnés par sa mort et transfèrent sans anicroche leur mise sur l'homme de Koenigstein. Il va de soi que les milieux gaullistes ne peuvent être blanchis a priori non plus. Toutes les pistes sont bonnes mais aucune n'est attestée par des preuves définitives. Du côté français, Bonnier de la Chapelle appartient aux milieux royalistes, proches de Weygand. Du côté anglais, on ignore - ou l'on dissimule - généralement qu'il appartient au SOE. Peut-être saura-t-on un jour la vérité car tous les documents anglais relatifs à la période n'ont pas été dé-classifiés. Dans ses mémoires, Churchill affecte d'être nuancé dans son jugement sur Darlan. Il lui accorde d'avoir été un grand organisateur au service de son pays en matière navale - '*A strong personality and a professional figure*'. Il lui sait gré aussi d'avoir tenu son engagement de ne jamais laisser tomber la flotte aux mains des Allemands. Mais il note que Darlan est farouchement anti-anglais et il connaît son rôle dans la venue aux affaires de Pétain en juin 1940 et dans la demande unilatérale d'armistice. On sait aussi que Darlan a personnellement pris les décisions les plus graves au début de la guerre pour aider les Allemands, en particulier en Syrie et en Lybie. Il est également co-responsable du désastre de Mers-el-Kébir par les instructions données au commandant de la flotte alors qu'il était devenu ministre de la marine de Pétain. Tout ceci devrait suffire à empêcher les Alliés de s'accorder avec lui. Mais, en politicien pragmatique, Roosevelt ne partage pas les raisons de Churchill. Pendant tout le début de la guerre, Darlan a été l'homme des Américains à Vichy. C'est son renvoi au profit de Laval qui a motivé la rupture diplomatique entre Vichy et les Etats-Unis et Roosevelt pense à lui pour gouverner une France qu'il serait amené à occuper après l'ouverture d'un second front. Churchill est-il tout à fait sincère lorsque, semblant entériner les raisons américaines, il admet l'utilité potentielle de Darlan en 1942 : '*He brought to the Anglo-American allies exactly what they needed, namely, a French voice which all French officers and officials in this vast theater, now plunged in the war, would obey*' ? Darlan pouvait bien passer pour utile mais il n'avait rien d'indispensable pour rassembler les forces combattantes françaises. Contredisant son premier propos, Churchill note d'ailleurs que Darlan avait été incapable d'obtenir que la flotte de Toulon rallie l'Afrique du Nord. Churchill conclut qu'à la fin de 1942 Darlan était un homme fini, disant de sa quête de pouvoir dans un cadre post-pétainiste : "*It cost him his life, but there was not much life left in him*". Même

de Gaulle ressemble davantage à une solution acceptable pour les Britanniques. Peut-être donc est-ce seulement par égard pour la mémoire de Roosevelt que Churchill met en relief les avantages d'une solution Darlan, ou bien est-ce pour égarer les soupçons ? En pratique, l'impossibilité de faire changer Roosevelt d'avis par rapport à Darlan aurait pu déterminer Churchill à user de moyens expéditifs. La conclusion de l'Anglais est éclairante : *"Darlan's murder, however criminal, had relieved the Allies of their embarrassment at working with him"*. A remarquer, mais ce n'est pas une surprise, qu'une considération au moins semble ne compter pour rien dans le jugement négatif de Churchill sur le personnage : son rôle dans les persécutions antisémites et anticomunistes de Vichy.

26 décembre 1942 : Giraud ordonne que Bonnier de la Chapelle soit jugé en Cour martiale. Il est condamné à mort et fusillé deux jours après son acte, emportant avec lui le secret de la mort de Darlan. La brutalité et la hâte de ces mesures tendent à confirmer que certains cercles proches des Alliés - qu'ils fussent gaullistes ou anglo-saxons - avaient lieu de craindre des révélations.

27 décembre 1942 : l'hypothèque Darlan étant levée, Lemaigre-Dubreuil soumet aux Américains un plan de réorganisation politique dans lequel il réserve la place principale au général Giraud et une position très secondaire au général de Gaulle. Toute la résistance française et la France libre étaient déclarées nulles et non avenues par un contrat signé entre un aventurier fascisant et un conquérant venu d'ailleurs. Dans le même temps, loin de toute opposition idéologique stérile, les milieux d'affaires vichystes et giraudistes s'entendent pour collaborer ensemble aux investissements américains en Afrique du Nord. Lorsque en octobre 1943, se fera à Alger le choc entre le souverainisme de de Gaulle et le néo-colonialisme américain, Robert Murphy fera état des *« rumeurs que les Etats-Unis veulent rester indéfiniment en Afrique du Nord, que nous sommes en train de prendre à bail les chemins de fer d'Afrique du Nord, de racheter les réseaux postaux radiophoniques et télégraphiques, de prendre le contrôle du marché des textiles et autres produits dans le but d'exclure l'industrie française après la guerre ; et bien sur de nous immiscer dans la politique intérieure française. »* Straight from the horse's mouth.

30 décembre 1942 : au cinéma Madeleine, on joue *Les Visiteurs du Soir*. La presse est très élogieuse. Des queues importantes se forment sur le trottoir.

31 décembre 1942 : Maurice le Berre s'évade du Fort de Romainville. Il sera repris quinze jours plus tard mais survivra à la déportation à Mauthausen.

1943

« Selon une expression de Charles de Gaulle, au seuil de 1943, la Résistance n'est encore qu'une anarchie combattante », écrit Emmanuel d'Astier. 'Anarchie' : c'est aussi le mot sur lequel tombe Fabre-Luce pour expliquer la répugnance de la bourgeoisie par rapport à la Résistance – et aussi la sienne : « La plupart des bourgeois répugnaient par nature à des activités anarchiques qui favorisaient la criminalité des droits communs ». D'Astier n'est évidemment pas de cette bourgeoisie là. « C'était une grande époque », écrit-il encore. Pour la Résistance intérieure, 1943 est le moment des plus grandes actions et des plus grands dangers. C'est l'année où de Gaulle s'entoure de Moulin, Morandat, Brosolette pour prendre le contrôle de la résistance intérieure. Où Manouchian attaque les Allemands à la grenade en plein Paris, tue Julius Ritter et provoque vingt déraillements. Où le **BCRA** du colonel **Dewavrin**, indépendamment du reste de l'action résistante, tisse ses réseaux en France occupée. Où de Gaulle lui-même finira par recommander l'action directe. C'est aussi l'année où tomberont Jean Moulin, Cavallès, Epstein et Manouchian. Mais les nouvelles ne vont pas toujours très vite. « Mon champ était étroit, écrit Emmanuel d'Astier, nous ne savions presque rien, nous parlions rarement à plus de cinq ou six personnes. Il fallait des jours pour avoir une vue d'ensemble et que les pièces du puzzle s'ajustassent. » Et pendant ce temps là, la propagande nazie, telle qu'elle est propagée par **Philippe Henriot**, insiste que la France doit saisir sa dernière chance, car, dit-elle, c'est la France qui a besoin de l'Europe et non l'Europe de la France.

Janvier 1943 : après avoir encerclé von Paulus à Stalingrad, l'Armée rouge lance une offensive d'hiver visant à chasser l'armée allemande de la rive sud du Don, des régions du Donbass, de Koursk et de Kharkov. Mais von Manstein réussira à contenir l'offensive et à sauver les forces parties vers le Caucase.

Janvier 1943 : grande rafle à Marseille. 40.000 arrestations dans les milieux soupçonnés d'être hostiles à la Collaboration. Destruction du quartier du vieux port.

Janvier 1943 : au tournant de la guerre avec l'issue des batailles d'El Alamein et de Stalingrad, la bourgeoisie collaborationniste française s'inquiète du risque de perdre la protection allemande. Après cette date, les industriels français, mais aussi certains allemands, n'ont qu'une hâte : et c'est de voir les Américains débarquer. La réflexion qui court est : *« S'ils n'arrivent pas à temps, nous n'échapperons pas à l'occupation par les Russes. »* Le cardinal-archevêque de Paris Suhard, premier correspondant ecclésiastique d'Otto Abetz et de la Gestapo en France, contacte Pie XII pour qu'il pose à Washington la question suivante : *« Si les troupes américaines sont amenées à pénétrer en France, le gouvernement de Washington s'engage-t-il à ce que l'occupation américaine soit aussi totale que l'occupation allemande ? »* Washington fut rassurant : *on se désintéressait de la forme du gouvernement en France, mais on ne laisserait pas s'y installer le communisme.* Sur ces bases, de nombreux collaborateurs devinrent *vichysto-résistants* : c'est à dire des tenants d'une domination conjointe de l'Europe par l'Allemagne et les Etats-Unis, obtenue militairement par le *retournement des fronts*, les armées anglo-américaines s'unissant à l'armée allemande pour se confronter à l'Armée rouge. Après trois ans de *croisade antibolchévique pan-européenne sous la croix gammée*, la *'construction européenne'* restait d'actualité, mais après avoir été refondée sur de nouvelles bases, plus solides car conformes au véritable rapport des puissances industrielles et militaires. Au plan industriel, le *retournement* de la bourgeoisie française sera exemplairement incarnée par le neveu banquier de Louis Renault, François Lehideux, qui, de patron de choc collaborateur et anglophobe chez **Renault**, deviendra patron de choc protégé des Américains chez **Ford** après un bref passage par les prisons de l'épuration entre août 1944 et février 1946.

Janvier 1943 : ayant accompli sa mission de coordination de la résistance en zone Sud, Jean Moulin retourne à Londres. Il emmène avec lui le général Delestraint, désigné comme chef de l'*Armée secrète*, à laquelle il s'agira de donner une réalité matérielle. Au vu de son succès initial dans le rassemblement des bonnes volontés en zone sud, de Gaulle le mandatera pour faire la même chose en zone Nord, et unifier la résistance nationalement en un **Conseil National de la Résistance**, avec la participation des mouvements et des partis, y compris le Parti communiste. Ce dernier point pourrait avoir été la cause de la trahison dont il fut victime, puisqu'on connaît le rôle joué dans sa capture par des éléments de la résistance anti-communiste qui n'acceptaient pas la formule. Moulin repartira vers la France et son destin à la fin mars 1943.

8 janvier 1943 : dans un premier temps, l'*Armée secrète* unifiée reçoit des consignes attentistes : «*Dans la conjoncture militaire présente, une action d'envergure de l'Armée secrète ne peut être prévue qu'en liaison avec une action directe d'éléments alliés sur le sol français.*» Dans l'idée de Dewavrin, que de Gaulle suit, ce sera une '**armée naphthaline**', destinée à attendre le débarquement pour agir. On n'en entendra plus parler que lorsque à la fin de 1943 les milieux patronaux vichystes, passés à l'atlantisme faute d'alternative, essayeront de la recruter à leur service comme contre-feu aussi bien anti-gaulliste qu'anticommuniste. «*Au Nord comme au Sud, écrit Emmanuel d'Astier, la thèse d'une armée de conserve, réservée au jour J, manipulée par Londres (que préconisent des militaires professionnels et des services secrets inquiets du peuple et de ses désordres), est contrebattue par les chefs insurgés et par les faits* ». L'unité d'action se fera dans le combat effectif entre gaullistes et communistes faisant pour un temps cause commune contre les manœuvres du patronat gaoulard et des Alliés malveillants.

8 janvier 1943 : à la suite du passage à la dissidence du général Bergeret, chef de l'armée de l'air, la Gestapo arrête une quarantaine d'officiers français du quatrième bureau, soupçonnés de penchants gaullistes. D'autres défections allaient suivre, dont celle, du général Georges en mai 1943, après, dans le milieu civil de Vichy, de Maurice Couve de Murville au mois de mars. Ces deux événements allaient changer l'attitude des occupants par rapport à Vichy.

11 janvier 1943 : à l'instigation du colonel Rémy, et à la suite des accords du 23 novembre 1942, le Parti communiste délègue **Fernand Grenier**, membre du Comité central, à Londres pour le représenter auprès du général de Gaulle. C'est un premier pas vers une unification de la Résistance. Les communistes reconnaissent l'autorité du Général, et attendent en échange des fournitures d'armes, qui pour l'essentiel n'auront pas lieu, quoique des chefs de réseaux gaullistes aient parfois livré des armes aux FTP au mépris de leurs consignes. Cependant, une livraison a eu lieu en août 1942 à l'instigation du BCRA en préparation des pourparlers gaullo-communistes, et une deuxième en novembre 1942 dans le Morvan.

14 janvier 1943 : début de la conférence de **Casablanca**. De Gaulle et Giraud sont invités, mais Staline est absent. Il s'agit de fixer les grandes orientations stratégiques. Dans ses mémoires, Churchill rejette sur les Américains le renoncement à un débarquement en France pour 1943. Mais en pratique c'est lui qui a fait prévaloir sa stratégie. Alors que Marshall préférerait «*que l'on ne s'engage pas dans des opérations interminables en méditerranée* », les Britanniques défendent un débarquement en Sicile ou en Sardaigne, et c'est bien l'option qui sera retenue. Mais tout est conditionné par le déroulement des opérations en Afrique. Or les Allemands, désormais chassés de Lybie, opposent une résistance inattendue en Tunisie.

Janvier 1943 : à la suite d'accords passés avec le général de Gaulle à l'instigation du colonel Rémy, du BCRA, qui est favorable à la coopération avec la résistance communiste, le commissaire technique au renseignement du Parti communiste, Georges Beyer, développe des réseaux dans l'Ouest de la France sous la responsabilité de René et Jeanine Jugeau, qui établissent leur planque parisienne au 25 rue Caulaincourt, non loin des planques où le même Rémy rencontre aussi les chefs des réseaux de l'**Organisation Civile et Militaire**.

18 janvier 1943 : levée du siège de Léninegrad.

21 janvier 1943 : arrestation de Roger Linet, dont le groupe avait réussi le premier sabotage ferroviaire à Epinay-sur-Seine le 18 juillet 1941.

22 janvier 1943 : de Gaulle arrive à Alger. Il tergiverse pour se rendre à Casablanca, où Churchill et Roosevelt veulent le faire venir pour régler ses rapports avec Giraud. Ce serait la première rencontre entre de Gaulle et Roosevelt, mais de Gaulle se fait attendre, car il juge inacceptable d'être traité en invité de l'Amérique sur un territoire français. Il finit par se laisser convaincre, et Churchill et Roosevelt le malmènent pour qu'il s'aligne sur leurs projets par rapport à Giraud. D'après Churchill, de Gaulle fait sur Roosevelt une impression qui corrige un peu les préventions de ce dernier. " *To my relief they got on unexpectedly well. The President was attracted by 'the spiritual look in his eyes'; but very little could be done to bring them into accord*". Roosevelt introduit l'exigence de reddition sans condition pour l'Allemagne et ses alliés.

23 janvier 1943 : interdiction en France du livre de **Saint-Exupéry 'Pilote de Guerre'** qui présentait une réplique argumentée au défaitisme de Pétain et Weygand, décrivant la France comme l'avant-garde sacrifiée de la lutte contre le nazisme. «*Quand on donne l'assaut, il est nécessairement des hommes en tête. Ceux-là meurent presque toujours. Mais il faut pour que l'assaut soit, que les premiers meurent.* »

23 janvier 1943 : Suzanne Momon, mère de Gilbert Brustlein, est déportée à Auschwitz, mais elle est exclue de la solidarité communiste. Elle y mourra à une date inconnue.

24 janvier 1943 (dimanche) : après un an de détention, Danielle Casanova est déportée à Auschwitz. Raymonde Georges, arrêtée l'été précédent et internée au fort de Romainville, fait partie du même convoi, ainsi que Marie-Claude Vaillant-Couturier (fille de **Lucien Vogel** et veuve du député communiste). Raymonde et Danielle mourront du typhus le 9 mai 1943. Marie-Claude survivra.

28 janvier 1943 (jeudi) : après la fin de la phase d'instruction parisienne, Pierre Georges est transféré à Dijon. Il est prévu pour être jugé et fusillé à Besançon. Il est torturé par les SS de Dijon qui veulent savoir où sont ses dépôts d'armes. Peut-être l'interrogent-ils aussi sur la cachette de sa fille Monique.

30 janvier 1943 : création de la **Milice**, sous les ordres de Joseph Darnand. Il s'agit pour les Allemands désormais présents en zone sud, d'une force auxiliaire sur laquelle ils peuvent s'appuyer de préférence à la police, en qui ils n'ont pas confiance.

Janvier 1943 (?) : Oberg et Knochen viennent à Vichy pour une rencontre secrète avec Pétain et Laval. Pétain feint de découvrir les accords Bousquet-Oberg.

Fin janvier 1943 : René Massigli, ancien vichyste agréé par les Américains, rejoint Londres. Le temps est venu des gaullistes d'opportunité.

Février 1943 : Albert Ouzoulias manque une deuxième fois d'être arrêté à Nogent sur Marne. Il échappera à une nouvelle arrestation, par les feldgendarmes cette fois, quelques semaines plus tard à Villejuif.

Février 1943 : les mouvements de résistance à l'exception du Front National fusionnent dans le MUR. Les groupes francs, dédiés au sabotage, sont placés sous les ordres de Henri Frenay. L'Armée Secrète, destinée à épauler les Alliés après le débarquement, est commandée par le général Delestraint, alias 'Vidal'. Les FTP restent autonomes. Par ailleurs, il est à noter que dès l'origine la tête du CNR a été infiltrée par le SD de Kaltenbrunner.

1^{er} février 1943 : le rapport **Kaltenbrunner** du 27 mai 1943, chef de la **Sicherheitsdienst (SD)**, renseigne von Ribbentrop sur l'organisation de l'*Armée secrète* et mentionne l'arrestation à Lyon de 'deux membres importants de l'Armée secrète' le 1^{er} février, puis de dix-huit supplémentaires quelques jours plus tard. Parmi ceux-ci, des chefs de *Combat*, *Libération*, et des *FTP*. Il fait remonter les arrestations à la présence dans l'organisation d'un agent du SD.

2 février 1943 (mardi) : capitulation de von Paulus à Stalingrad. La nouvelle sera connue à Paris le 4. La presse de la collaboration minimisera l'importance stratégique de la défaite allemande et insistera sur les pertes Soviétiques. « *Les défenseurs de Stalingrad sont morts avec la certitude de la victoire finale* » écrira *La France socialiste*. Et **Jean Hérold-Paquis** atteindra des sommets de mauvaise foi : « *Les effroyables pertes subies à Stalingrad par les Russes que la rage d'en finir a littéralement jetés dans l'enfer d'une bataille inutile (le général von Paulus et ses hommes la savaient perdue d'avance) sont le témoignage de l'acharnement et de la puissance de feu des assiégés de Stalingrad.* »

5 février 1943 : le général Giraud libère les députés communistes déportés par Vichy en Afrique du Nord en juin 1940. Il libérera aussi les républicains espagnols que Vichy y avait internés, et qui s'engageront dans l'armée gaulliste.

8 février 1943 : les Soviétiques reprennent Koursk.

8 février 1943 : Arthus, Baudry, Benoît, Grelot, Legros, élèves du lycée Buffon arrêtés le 10 mars 1942 pour avoir organisé une manifestation patriotique, sont fusillés.

Début février 1943 : Winston Churchill est atteint de pneumonie aigüe.

11 février 1943 : Laval déclare la **Légion des Volontaires français (LVF)** d'utilité publique.

12 février 1943 (vendredi) : France Bloch-Sérazin est décapitée à Hambourg.

12 février 1943 (vendredi) : après Stalingrad, après la dissolution de l'armée d'armistice, et devant la montée de la résistance, la collaboration est prise d'inquiétude pour sa propre sécurité physique. Elle pense en termes de guerre civile à outrance, et tombe sur le projet d'une *milice* anticommuniste. **Je suis partout** l'explique : « *Que va faire la France devant la menace rouge ? Qu'attendons-nous pour constituer ces corps de protection destinés en l'absence de toute armée – et la police ayant d'autres préoccupations – oui, qu'attendons-nous pour organiser notre propre sécurité intérieure, celle de nos foyers, de nos personnes, de nos biens ?* » Ces préoccupations déboucheront sur la montée de Darnand, nommé *secrétaire général à la police* le 29 décembre 1943, puis *secrétaire d'Etat à l'Intérieur* en Juin 1944.

16 février 1943 : les Soviétiques reprennent Kharkov. Ils perdront à nouveau la ville un mois plus tard.

mi-février 1943 : les Soviétiques reprennent Rostov.

21 février 1943 : de Gaulle mandate Jean Moulin, alias 'Rex', envoyé en France en janvier 1942, comme représentant en France occupée pour mettre en place un *Conseil national de la Résistance*. Ce sera chose faite le 27 mai 1943 après une première réunion le 12 avril 1943 au 78 rue de la Faisanderie (16^{ème} arr.) des chefs suprêmes de la résistance : Delestraint de l'Armée secrète, Passy du BCRA, Brossolette, Touny pour l'OCM et Georges Beauvils pour le Parti communiste. Le mandat de Jean Moulin est de faire rentrer les mouvements de résistance dans le rang, d'éviter qu'ils ne constituent une *Armée secrète* autonome par rapport à Londres et à de Gaulle. Mais ce sera l'*Armée secrète* d'obédience gaulliste stricte qui demeurera un fantôme. En zone Nord, la principale force militaire restera les FTP communistes, et en zone Sud les divers maquis et mouvements s'organiseront de façon autonome, en fonction des possibilités et des idéologies. Confronté à la réduction de ses crédits, Henri Frenay prendra contact avec l'**OSS** américaine qui cherche justement à saper l'autorité de de Gaulle au profit de Giraud et une filière suisse s'établira qui échappera au contrôle tatillon du Colonel Passy. De son côté, les FTP resteront contrôlés par le Parti communiste, ou parfois relativement autonomes eux aussi, comme avec Guingouin en Limousin, qui finira lui aussi par s'entendre directement avec les Britanniques. Le Parti communiste disposait également d'une filière suisse, au fonctionnement de laquelle participait Pierre Georges : mais sans que l'on sache si elle impliquait également les Américains. C'est en réalité peu probable. Emmanuel d'Astier l'explique : « *Les Alliés ne croyaient pas à la résistance française. Ils y voyaient une source de désordre politique.* » On peut donc tenir pour acquis que jusqu'au débarquement de Normandie les FTP ne reçurent pas d'armes des Alliés si ce n'est indirectement par le truchement de responsables gaullistes non hostiles : ainsi lorsque, après janvier 1944, l'*imbroglie d'Alger* étant soldé, Churchill décida d'armer le mouvement *Libération* d'Emmanuel d'Astier. Dans d'autres régions, les responsables des mouvements marqués à droite refusaient toute entente avec les communistes, voire s'entendaient contre eux avec les Allemands. Il est connu en revanche que les Américains ont contribué à l'armement des FTP corses à travers le général Giraud. Là aussi, le but était de contourner de Gaulle.

21 février 1943 : rendue superfétatoire par l'occupation allemande de la zone sud, la ligne de démarcation est démantelée. Cette mesure est présentée par la presse comme un succès de la politique de Laval.

22 février 1943 : offensive allemande entre Dniepr et Donets.

22 février 1943 : arrestation et exécution de Christoph Probst, Hans et Sophie Scholl de la Rose blanche de Munich.

23 février 1943 : Monnet est envoyé à Alger par Roosevelt pour renforcer la main de Giraud dans la partie politique qui l'oppose à de Gaulle.

Fin février 1943 : l'Église de France, qui s'est abstenue de critiquer le STO et d'inciter les jeunes Français à s'y dérober, s'inquiète en revanche qu'il y ait désormais en Allemagne « 600.000 Français privés de l'assistance de tout aumônier français ». La préoccupation majeure est leur prise en main par la propagande communiste. L'abbé Jean Rodhain est chargé d'organiser leur encadrement spirituel par les prêtres prisonniers en Allemagne.

Mars 1943 : arrestation de Jean Jérôme, trésorier des FTP. Il restera interné à la Santé jusqu'à la libération de Paris : on lui reprochera de s'être trop facilement résigné à cette situation.

Mars 1943 : l'escadrille *Normandie* des FFL est envoyée sur le front russe.

1^{er} mars 1943 : la RAF lance un raid de 700 bombardiers sur Berlin. Goering répond par un raid de représailles, mais ne parvient à réunir que 40 appareils à cette fin.

2 mars 1943 (mardi) : contrairement aux annonces qui lui avaient été faites, Pierre Georges n'est pas fusillé mais transféré au fort de Romainville avec Andrée et treize autres FTP franc-comtois.

6 mars 1943 : l'offensive d'hiver soviétique cale sur la défensive de von Manstein.

6 mars 1943 : Staline est fait maréchal.

5-6 mars 1943 : dans la guerre aérienne, la quasi-destruction d'Essen débute la bataille de la Ruhr. Pilsen, Oberhausen, Nuremberg, Duisbourg, Kiel seront les cibles suivantes. Les destructions sont significatives mais les pertes sont élevées du côté des assaillants.

9 mars 1943 (mardi) : Albert Gueusquin, le troisième homme dans l'attentat de Barbès, est arrêté. Il décédera le 9 juillet 1943 dans des conditions non établies.

11 mars 1943 : Eden s'envole pour un long séjour aux Etats-Unis. Il discutera entre autres choses des rapports avec l'allié soviétique. Ivan Maïski le met en garde contre tout engagement qui limiterait la liberté de la Grande-Bretagne par rapport à l'Union soviétique. Eden fait bonne figure à Maïski, mais agira de façon très dissimulée. La nécessité de conversations tripartites se fait jour.

13 mars 1943 : un attentat contre Hitler est fomenté par l'Abwehr. Une bombe est placée dans son avion lors d'un trajet entre Smolensk et Berlin. Mais elle n'explose pas.

14 mars 1943 : pourvu du conseil de Jean Monnet, Giraud prononce un discours habile présentant son programme de gouvernement.

15 mars 1943 : les Allemands reprennent Kharkov. Le début du dégel interrompt les opérations. Joukov soumet à Staline le projet d'une bataille défensive dans le saillant de Koursk pour l'été suivant. Symétriquement, les Allemands préparent une opération en tenaille entre Orel au nord et Kharkov au sud : l'opération *Citadelle*.

Mi-mars 1943 : Maurice Couve de Murville abandonne Vichy pour rallier Giraud via Madrid. Profondément choqués par cette désertion d'un de leurs plus notables interlocuteurs dans l'entourage de Pétain, les Allemands commencent à se méfier de l'ensemble du personnel politique vichyste, sans excepter Laval. Le SIPO-SD établit des listes de suspects qui déboucheront sur des arrestations les 10 et 11 août 1943. « *Les services allemands ne peuvent tolérer dix autres affaires Couve de Murville* », dira Knochen à de Brinon, soulignant que la blessure était d'autant plus cruelle qu'il s'agissait-là du « *départ en dissidence d'un fonctionnaire auquel les services du Majestic faisaient confiance* ». Mais, aggravant son cas, Couve de Murville ralliera ensuite de Gaulle, qui l'accueillera à bras ouverts, et en fera, bien plus tard, un Premier ministre.

Fin mars 1943 : ayant unifié les mouvements de résistance en zone Sud, Jean Moulin, alias *Mercier, Max* ou *Rex*, retourne en France en vue d'unifier la résistance nationalement en un *Conseil National de la Résistance*, avec la participation des mouvements et des partis. Il circule clandestinement sans protection et sans arme. Il s'entoure de quelques collaborateurs : Cordier, Meunier, Manhès, de Graaf pour l'assister dans sa mission d'unification. Il organisera une première réunion à Paris le 12 avril.

30 mars 1943 : Churchill informe Staline qu'en raison de la concentration des grandes unités navales allemandes à Narvick, sauf développement nouveau, les convois vers la Russie sont suspendus jusqu'à l'automne. On peut se demander, surtout après l'épisode du PQ 17 littéralement abandonné à son sort en haute mer, si la *Royal Navy* a vraiment fait tout son possible pour faciliter la vie à Churchill dans ses rapports avec Staline : soit qu'elle n'ait pas eu envie de se frotter à nouveau aux unités les plus puissantes de la *Kriegsmarine* après la perte du *Hood*, soit pour des raisons directement politiques. Si bien que la menace représentée par les grosses unités navales allemandes ne sera levée qu'en partie par ses soins, avec la destruction du *Scharnhorst*, surpris en pleine chasse aux convois marchands à la Noël 1943 grâce au renseignement fourni par le cassage du code Enigma, le reste du travail étant confié au *Bomber command*, avec l'immobilisation, puis la destruction du *Tirpitz* dans sa cachette norvégienne en septembre et novembre 1944 par un groupe de bombardiers *Lancaster* équipés de bombes *Tallboy* de cinq tonnes mises au point pour l'attaque des barrages sur l'Eder et la Möhne les 16 et 17 mai 1943.

31 mars 1943 (mercredi) : au fort de Romainville, échec d'un premier projet d'évasion de Pierre Georges.

31 mars 1943 : Ivan Maïski rencontre Winston Churchill, qui lui expose comment il envisage la bataille en cours contre les restes de l'*Afrika Korps* retranchés en Tunisie. Les Soviétiques s'affligent du retard de plusieurs mois pris dans les opérations de nettoyage de la présence ennemie en Afrique du Nord. Encore sont-ils loin de se douter que le projet de débarquement en Sicile immobilisera longuement les moyens qui auraient dû permettre l'ouverture du front européen, qui devra donc être encore repoussée d'un an. A quoi s'ajoute la nouvelle de l'interruption des convois de l'Arctique. Maïski relate que Churchill pleura de reconnaissance en recevant de Staline un message où le *Vojd* déclarait comprendre les contraintes auxquelles cédait la *Navy*, pour qui la préservation de ses moyens de supériorité navale était essentielle. Mais, nonobstant les larmes de l'émotif premier ministre britannique, Staline ne devait pas pardonner l'orientation générale que Churchill avait donnée à la guerre à partir de la conférence de Casablanca avec tout le pragmatisme qui déterminait ses décisions en dépit de ses moments sentimentaux.

Printemps 1943 : arrivée à la centrale de Clairvaux d'Auguste Havez. Communiste patriote, favorable à une lutte active contre l'occupation allemande dès l'été de 1940, Havez prend Pierre Daix sous sa protection après qu'il lui a révélé sa connexion avec l'*Organisation spéciale*. Cette situation favorable durera jusqu'à son transfert à la prison de Blois au mois de septembre suivant.

Printemps 1943 : Maurice Druon et Anna Marly composent le *Chant des Partisans* avec Joseph Kessel et la *Complainte de la Résistance* avec Emmanuel d'Astier.

Printemps 1943 : Angelo Tasca et quelques amis politiques proches du *Secrétariat à l'Information* de **Paul Marion** ou en rupture de ban avec Vichy mais qui jugent les idées de la Résistance « *malsaines ou inexistantes* », ont le concept d'une '*troisième force*' dépassant la division traditionnelle de *gauche* et de *droite* et assurant le passage de Vichy à un nouveau régime.

Avril 1943 : le printemps 1943 voit le début des actions du *groupe Manouchian*. Sa marque caractéristique est d'opérer en groupes plus étoffés que jusqu'alors. Pour commencer, Manouchian et les siens attaquent à la grenade un peloton de soldats allemands à Levallois.

Avril 1943 : avec l'ouverture du troisième été de guerre à l'Est, qui se terminera pour les Allemands par un nouveau désastre à Koursk, la pression devient insistante pour aboutir à la dénaturalisation en masse des Juifs français comme préalable à leur déportation. Le projet Bousquet-Darquier-Gabolde supervisé par Guérard consistait à dénaturaliser automatiquement tous les Juifs naturalisés depuis 1927. Mais - sans que la raison en soit bien claire - Laval allait s'opposer à l'utilisation de la police française pour effectuer les arrestations.

Début avril 1943 : les chefs d'État-major britanniques informent Churchill que la décision de débarquer en Sicile exclut en pratique un débarquement en France en 1943. Churchill demande que cette constatation soit tenue secrète.

3 avril 1943 : Bousquet rencontre Himmler à Paris en présence d'Oberg et Knochen mais en dehors du gouvernement qu'il s'abstint d'informer. Il concède – ou faut-il dire obtient ? - l'extension des accords Oberg-Bousquet à la zone sud. Bousquet devait par la suite se dire « *extraordinairement satisfait de cette rencontre qui s'était déroulée dans une atmosphère agréable et confiante* ». Avec Himmler, Knochen et Oberg partageait alors un souci : la protection que Mussolini persistait à donner aux Juifs dans la zone d'opérations italienne. En réalité, Bousquet à partir de cette période, commence à prendre une assurance-vie en cas de victoire alliée en concentrant ses efforts répressifs sur les Juifs et les communistes. Les Allemands commencent à se méfier de lui, et le soupçonnent de ne pas faire tout ce qu'il pourrait pour empêcher les passages à la dissidence de hauts dignitaires vichystes comme le général Georges, parti à Londres.

4 avril 1943 : nouveau bombardement des usines Renault à Boulogne-Billancourt. Il s'agit cette fois d'un raid de forteresses volantes. Des bombes tombent sur le champ de courses de Longchamp. Les Américains y gagnent une réputation d'imprécision.

5 avril 1943 : ayant réuni des éléments de preuves d'un complot anti-hitlérien dans l'armée, la Gestapo procède à de premières arrestations au sein de l'Abwehr. Une provocation est montée dans le but de remonter jusqu'à Canaris.

9 avril 1943 : Harry Baur meurt à Paris en rentrant de captivité. Avant de se faire démasquer il avait réussi, bien que juif, à travailler pour le cinéma allemand et à se faire présenter à Hitler.

12 avril 1943 : arrivé en France à la fin du mois de mars, Jean Moulin réunit une première fois les chefs suprêmes de la résistance au 78 rue de la Faisanderie (16ème arr.) : Delestraint de l'Armée secrète, Passy du BCRA, Brossolette, Touny pour l'OCM et Georges Beaufils pour le Parti communiste. Mettre le BCRA et le Parti communiste autour de la même table est un grand pas en avant dans la direction d'une résistance unifiée. Mais l'hostilité de certains éléments du BCRA et du mouvement *Combat* proches de l'OSS américaine ne cessera jamais contre Jean Moulin, considéré comme un crypto-communiste.

13 avril 1943 : les Allemands annoncent avoir découvert à Katyn un charnier contenant les corps d'un millier d'officiers polonais fusillés par le NKVD. Cette affaire empoisonnera les rapports soviéto-polonais, et par contre-coup soviéto-britanniques et soviéto-américains. Roosevelt, informé de la réalité des faits depuis février 1942, avait imposé le silence.

18 avril 1943 : confirmant la thèse allemande, le gouvernement polonais en exil se déclare convaincu que les victimes de Katyn ont été exécutées par le NKVD, et demande une commission d'enquête internationale opérant sous le contrôle de l'occupant allemand.

21 avril 1943 : accusé -à juste titre - d'être responsable du massacre de Katyn, Staline rompt avec le gouvernement *Sikorski*. Tout en affectant de se ranger à la thèse soviétique sur le fond de l'affaire, ou, selon l'interlocuteur, en attribuant les horreurs commises à des débordements individuels - « *il se passe de tristes choses à la guerre !* » - , Churchill, qui ne peut pas ne pas savoir la vérité depuis plus d'un an, essaie de minimiser les conséquences du scandale pour les Polonais qui se trouvent entre les mains des Soviétiques et pour la conduite de la guerre. Il demande le secret sur la rupture des relations soviéto-polonaises. « *L'impression m'est restée que*

Churchill avait quelques 'réserves intellectuelles' quant à notre innocence dans le meurtre des officiers polonais » écrit Maïski dans son journal. Que pensait Maïski en son âme et conscience ? Non seulement Staline, mais l'Union soviétique après lui, n'avouera jamais cet acte proprement inavouable : mais on serait incomplet si l'on omettait de remarquer que des pratiques de ce genre se sont rencontrées dans tous les camps au cours des guerres civiles et étrangères de l'espace polono-ukraino-russe des années vingt et trente. Et les bolchéviks n'avaient pas été les derniers à en être victimes.

30 avril 1943 : Maïski garantit à Churchill que les Soviétiques n'ont aucune intention de reconnaître un gouvernement polonais en exil en opposition avec celui de Sikorski à Londres.

Mai 1943 : les Alliés inaugurent une nouvelle méthode de chasse aux sous-marins dans l'Atlantique impliquant l'usage coordonné du radar, des grenadages et des avions-torpilleurs. 38 vaisseaux sur 118 sont détruits ce mois-là. Les Allemands réagissent avec le lancement d'un programme de sous-marins capables de rester en plongée en permanence, mais qui ne seront opérationnels qu'en avril 1945. Dans l'immédiat, la seule réponse disponible reste l'usage du *Schnorchel*. Sur les 39.000 sous-mariniers engagés dans la bataille de l'Atlantique, 27.000 périront.

Mai 1943 : les mouvements *Combat*, *Libération* et *Franc-Tireur* fixent une charte commune des valeurs et un code de conduite des maquisards. Le pillage est strictement encadré.

Mai 1943 : la MOI attaque un hôtel Allemand à l'Odéon.

1^{er} mai 1943 : les relations soviéto-polonaise sont tendues au point qu'à Londres l'ambassadeur soviétique Maïski fait l'objet de menaces de mort de la part de certains partisans de Sikorski, et se voit proposer une protection policière renforcée.

5 mai 1943 : Churchill part pour les Etats-Unis à bord du *Queen Mary*. Avec la liquidation définitive de l'Afrika Korps, il considère sa stratégie de guerre terrestre périphérique et de bombardement aérien comme validée et il est décidé à ne plus faire la moindre concession à Staline. Il conçoit le monde d'après-guerre comme dominé par un partenariat anglo-américain exclusif et à égalité de rang. Il va à la rencontre de Roosevelt avec le souci de devoir le dissuader d'instaurer des institutions internationales multilatérales reconnaissant des droits égaux à d'autres pays. La rupture avec Staline va être violente, et l'ambassadeur Maïski, qui était l'homme de l'amitié soviéto-britannique, en sera une victime collatérale, de même que son ancien patron Litvinov. Confronté aux récriminations soviétiques, Churchill se remettra à parler avec insistance de l'épisode du Pacte germano-soviétique et donnera à Eden instruction d'espacer ses contacts avec l'ambassadeur soviétique. A partir de mai 1943, Churchill considère comme acquis que le débarquement en France aura lieu au printemps 1944, et la décision en est prise avec Roosevelt sans consulter Staline.

7 mai 1943 : arrivé en France à la fin mars et à la suite de la réunion du 12 avril, qui pouvait déjà passer pour une grande réussite, Jean Moulin fait état dans un long rapport des difficultés qu'il rencontre en raison des rivalités entre mouvements et partis et entre leurs chefs. Il se plaint aussi de la faiblesse de ses moyens matériels. Le problème ne sera résolu pour les organisations unies de la Résistance que lorsqu'elles auront généralement adopté les méthodes communistes de réquisition à vive force aux dépens des banques et des perceptions. Par ailleurs, Moulin sent que le filet de la police allemande et de la police de Vichy se resserre autour de lui, et demande à ce que lui soit affecté un 'double' apte à prendre la relève en cas de malheur. « *Je suis recherché maintenant tout à la fois par Vichy et la Gestapo. [...] Je suis décidé à tenir le plus longtemps possible. Si je venais à disparaître, je n'aurais pas le temps de mettre au courant mes successeurs.* » Il aura néanmoins encore le temps d'organiser la réunion capitale du 27 mai à Paris, puis celle de Caluire le 21 juin. Les policiers de Kaltenbrunner auront mis trois mois à remonter sa trace.

9 mai 1943 (dimanche) : Raymonde Georges et Danielle Casanova meurent du typhus à Auschwitz.

11 mai 1943 : Rommel rentre de Tunisie. La presse met en avant des raisons de santé. En réalité, les Allemands ont été définitivement chassés d'Afrique. Les Alliés débarqueront en Sicile le 10 juillet 1943.

15 mai 1943 : dissolution du Komintern. Il s'agit de se concilier les Anglo-américains. Dimitrov, que Staline avait envisagé de faire exécuter déjà en 1937, échappe de peu à la mort. L'ambassadeur Maïski commente que, la révolution mondiale n'étant plus à l'ordre du jour, l'organisation n'était plus qu'un fantôme, tout en représentant un handicap en matière de relations internationales.

Mi-mai 1943 : appelé par Giraud, qui prétendra ne pas être au courant des événements d'octobre 1941, Pucheu arrive à Alger, drapeau déployé, 'pour contrebalancer l'influence de Marty et Thorez'. Il ne venait en réalité pas principalement pour faire de la politique, mais, cherchant à rencontrer les Américains sur leur terrain de prédilection, était missionné par la banque Worms pour en organiser la participation à leurs projets d'investissements. Cependant les Américains ayant finalement décidé de se passer de la coopération des Français dans leurs rachats d'entreprises coloniales de commerce trans-méditerranéen, ils préférèrent que le terrain soit laissé dégagé des affairistes locaux, et ils lâchèrent Pucheu, qui se retrouva seul en face de ses concurrents en affaires françaises et des vengeurs des victimes de Châteaubriant. Obéissant aux ordres de ses patrons, Giraud le fit donc, dans un premier temps, placer en résidence surveillée dans le sud marocain. Il était une victime de ce que les Américains repeignirent dans leur propagande comme une *dénazification économique*, mais que des historiens indépendants ont plutôt décrit comme un lâcher de hyènes sur l'économie coloniale : « *on décida de se passer des représentants français, qui furent arrêtés comme Pucheu et ainsi rendus inoffensifs* » disent les sources américaines. L'instrumentalisation de la justice dans la lutte concurrentielle fait partie des mœurs économiques dans un monde où les Etats-Unis donnent le la.

16-17 mai 1943 : destruction par la Royal Air Force des barrages sur l'Eder et la Möhne.

21 mai 1943 : revenant sur la consigne attentiste du 8 janvier 1943, le général de Gaulle communique au général Delestraint que 'le principe de la nécessité des actions immédiates est admis'. Sans le dire, il s'aligne ainsi sur la politique lancée par le Parti communiste en juillet 1941, mais qu'il avait désapprouvée en octobre après l'attentat de Nantes. Le Parti communiste aura entre-temps conduit deux années de lutte armée solitaire. Cette décision ouvre la voie à l'intégration de toutes les composantes armées de la *France libre*, telle qu'on la verra fonctionner avec les FFI dans la libération de Paris.

27 mai 1943 : le jour même où Jean Moulin finalise l'unification de la Résistance intérieure pour laquelle il a été mandaté par de Gaulle, un rapport de **Kaltenbrunner**, chef de la **Sicherheitsdienst (SD)**, renseigne von Ribbentrop sur l'organisation de l'*Armée secrète*. Il fait remonter les arrestations de février 1943 à la présence dans l'organisation d'un agent du SD. Henri Frenay est désormais connu de la police pour être le chef des mouvements de résistance et le pseudonyme 'Vidal' du général Delestraint est cité. La tactique attentiste de l'*Armée secrète* est décrite, et aussi le fait qu'en dépit des différences stratégiques et idéologiques elle est en liaison avec les FTP communistes. Kaltenbrunner mentionne aussi le renforcement des moyens de détection radio en région parisienne. Surtout, il s'est mis sur la piste de l'envoyé du général de Gaulle, Jean Moulin, dont il ne connaît pas l'identité, mais dont il connaît au moins l'existence depuis que la radio d'Alger a fait la publicité de la réunion de la rue du Four le 27 mai.

27 mai 1943 : sous la présidence de **Jean Moulin**, se tient, à 3 heures de l'après-midi, une réunion chez le Trésorier-payeur général Corbin, au 48 rue du Four, aboutissant à la constitution du **Conseil National de la Résistance**, dont Georges Bidault devient le président. Le Conseil n'est qu'un organe consultatif. Ses membres représentent huit mouvements, deux organisations syndicales et six partis politiques, dont le parti communiste qui est le seul à représenter une force réelle. Le CNR représente les instances politiques des diverses forces de la Résistance et non pas les organisations militaires. Le mouvement *Libération* est représenté par Pascal Copeau, le parti radical par Le Troquer. Le général de Gaulle y est adopté à l'unanimité comme **chef politique de la Résistance**. Cette réunion qui unifie nationalement la Résistance intérieure sous l'autorité du général de Gaulle couronne l'oeuvre politique de Jean Moulin. L'essentiel était de réussir l'intégration du Parti communiste, composante militaire principale de la résistance intérieure : et c'est ce résultat même qui rendra Moulin suspect aux yeux de la droite du mouvement résistant, puisqu'il sera accusé de crypto-communisme. En réalité, c'est le Parti communiste qui fait le plus grand pas en direction de ses partenaires, puisqu'il apporte sa force militaire en échange d'une reconnaissance morale. Seul jusqu'à ce moment à s'être battu par les armes contre l'occupant, et au prix de sacrifices considérables, il accepte cette subordination parce qu'il trouve avantageux d'exister sous l'égide de de Gaulle en tant que représentant autorisé de la classe ouvrière et n'ambitionne rien au delà. Sa guerre de partisans se tiendra désormais dans les limites objectives fixées par les choix plus larges de de Gaulle et des Alliés, et, conformément au slogan adopté en commun avec les gaullistes : *'de l'insurrection nationale à la libération nationale'*, n'ira pas plus loin dans le sens d'une révolution. Dès lors, comme le note l'anthropologue Jean-Claude Boursier (*Politique du Parti communiste français*), la lutte des FTP n'a pas d'autre horizon que la restauration du parlementarisme bourgeois. La contrepartie pour le Parti communiste est la même que pour les autres formations politiques engagées dans la composition du CNR : une forme d'*amnistie implicite* pour les politiques suivies par les uns et par les autres depuis Munich. Ce compromis réconciliateur, typiquement gaulliste, profitera un jour à Maurice Thorez, mais dans le contexte des intrigues algéroises qui opposent de Gaulle à ses concurrents pour l'adoubement anglo-américain, il s'étendra plus immédiatement jusqu'aux plus récents transfuges venus de Vichy.

28 mai 1943 : au lendemain même de la réunion constitutive du **CNR**, le dénommé Multon, dit 'Lunel', du mouvement *Combat* entré depuis un certain temps au service de l'occupant sous les espèces de l'E.K. de Lyon, a connaissance de la boîte aux lettres de Frenay. Il fixe un rendez-vous à son adjointe **Bertie Albrecht**, qui est arrêtée et qui sera exécutée. Il permet encore une centaine d'arrestations à Marseille. Par ailleurs, Multon a aussi connaissance d'un rendez-vous projeté entre Hardy, dit 'Didot' et, croit-il, Jean Moulin pour le 9 juin. L'exploitation du renseignement conduira à l'arrestation de Hardy et Delestraint le 9 juin, puis secondairement de Jean-Moulin et des participants de la réunion de Caluire le 21 juin suivant.

30 mai 1943 : quelques jours seulement après Pucheu, de Gaulle s'installe à Alger. La veille, les anglo-américains ont intronisé un '**nouveau Conseil exécutif**' du **Comité Français de Libération Nationale (CFLN)** de neuf membres, qui deviendra **Gouvernement provisoire** après l'éviction de Giraud. C'est Macmillan qui a joué le rôle d'*honnête courtier* entre les parties. La question qui délimite immédiatement les camps est celle du maintien de l'appareil de Vichy, à laquelle Giraud est favorable, alors que de Gaulle veut en finir avec les personnalités qui symbolisent la défaite, comme exemplairement le très usé général Georges et un certain nombre des pléthoriques généraux français : car la nouvellement ralliée '*France combattante*' d'Alger, sortie de l'armée d'armistice de Vichy, c'est 183 généraux de l'Armée de terre, 27 amiraux et 65 généraux de l'Armée de l'air pour 40 avions. L'ambassadeur soviétique Maïski se réjouit de l'éviction de Peyrouton, mais regarde le comité d'un œil critique car il ne reflète pas selon lui l'équilibre des forces dans le pays, avec quatre généraux : de Gaulle, Giraud, Catroux, Georges, dont seul le premier est relativement progressiste ; un représentant des *200 familles* : Georges Monnet ; un survivant de la vieille diplomatie de conciliation d'avant-guerre : Massigli ; un seul représentant de la résistance : le socialiste chrétien André Philip, mais qui n'en représente qu'une fraction ; pas un seul communiste, pas un socialiste, pas un représentant de la mouvance républicaine laïque.

Début juin 1943 : à Alger, Robert Murphy intrigue pour rallier une majorité du **Conseil exécutif du Comité Français de Libération Nationale (CFLN)** à une décision d'éviction du général de Gaulle au profit de Giraud. Il gagne à lui Catroux et Massigli. Le 8 juin, il s'assurera le concours d'André Philip qui acceptera par anticipation de diriger la résistance intérieure sous le contrôle américain.

Juin 1943 : Maurice Couve de Murville, *directeur des Finances extérieures et des changes* de Vichy, particulièrement apprécié jusque là des occupants, passe à la dissidence, sans qu'on sache encore s'il sera dans sa nouvelle vie plus proche de la France libre ou de ses chaperons américains. De second personnage des finances de Vichy, Couve devient en quelques jours premier personnage des finances du Conseil exécutif. Ce transfert de compétence est exemplaire d'un moment charnière dans la politique française, où l'ensemble des élites mise de plus en plus sur la victoire anglo-américaine. Mais les Allemands sont furieux et commencent à considérer les élites vichystes d'un œil paranoïaque.

Juin 1943 : à l'âge de vingt-sept ans, le jeune François Mitterrand est élevé par le Maréchal à l'ordre de la *Francisque*. Les signes d'une prochaine défaite allemande étant désormais évidents, il a concurremment pris des contacts avec les milieux gaullistes de Londres. Il passera sans encombre d'une carrière de pétainiste secrètement gaulliste à une carrière de gaulliste secrètement expétainiste, avant de devenir le plus notable opposant au général de Gaulle après 1958. Exemplaire d'une certaine France de cette époque, il avait un pied dans chaque camp, et l'on peut supposer qu'il aurait fait une carrière politique quel que soit le résultat de la seconde guerre mondiale : ce qui n'est pas un petit tour de force, mais qui fut réussi par plus d'un en dehors de lui. Le sort des armes étant ce qu'il fut, c'est sous la cinquième République que François Mitterrand devait s'illustrer, ayant su, comme le dit un jour cruellement André Malraux *'réunir toutes les composantes de la gauche, y compris l'extrême-droite'*.

Juin 1943 : un colonel de la Wehrmacht est abattu par la MOI sur le Boulevard des Italiens. Un détachement de trente soldats et officiers de la Wehrmacht est anéanti à Auteuil.

1er juin 1943 (mardi) (?) : Pierre Georges s'évade du fort de Romainville avec Albert Poirier. Il est d'abord hébergé à Aubervilliers chez un employé du métro. C'est à la suite de cette évasion que la Wehrmacht est dépossédée de la garde du fort de Romainville au bénéfice de la SS.

Début juin 1943 : les autres groupes de combat communistes ayant été éliminés, le groupe Manouchian tient le terrain en région parisienne en dépit d'une pression policière croissante. Ceci se soldera par le démantèlement de tout le réseau à l'automne. L'été de 1943, explique Emmanuel d'Astier, est « *celui des plus grands espoirs – l'Italie qui s'effondre, l'offensive russe qui rebondit – et des plus grandes pertes, des plus grandes tranches. Les mouvements de zone Nord disparaissent dans l'hécatombe des chefs. On estime que les réseaux perdent le tiers de leurs effectifs. Les Mouvements Unis, installés à Paris, et qui vont être le pivot d'une nouvelle concentration, ont leurs régions décimées au sud. Les Francs-Tireurs tiennent au prix de lourds sacrifices.* »

3 juin 1943 : à Auteuil, après une pause de deux mois, le groupe Manouchian attaque un autocar de marins allemands à la grenade et à la mitraillette.

5 juin 1943 (samedi) : trois anciens communistes de Kozielsk, Alfred Martin, Roger Née et Philippe Rossignol participent à une émission de Radio Moscou où ils s'affirment à la fois communistes, patriotes et partisans du général de Gaulle.

5 juin 1943 : Vichy promulgue une nouvelle loi réprimant les activités '*communistes, anarchistes, terroristes et subversives*'.

6 juin 1943 : Jacques Duclos envoie à Moscou un message signalant que Trepper est entre les mains des Allemands depuis novembre 1942. Or le réseau d'opérateurs-radio de Jacques Duclos a été mis à sa disposition pour l'envoi de ses '*messages vitaux*' à partir de février 1942.

8 juin 1943 : André Philip rejoint la manœuvre contre de Gaulle montée par les Américains. De Gaulle se bat bec et ongles, et sans regarder au cynisme des arguments. Devant Murphy, il explique longuement en quoi il n'est pas un fourrier du communisme, et se trouve être au contraire le plus qualifié pour en éviter les débordements. Murphy rapporte la teneur des propos du Général: « *le parti communiste français avait par sa résistance à l'Allemagne acquis une place prépondérante en France et [lui, de Gaulle] craignait qu'en l'absence d'une administration française compétente constituée à temps pour contrôler l'élément communiste il n'y eût un grave danger de violences généralisées en France après la libération.* » Autrement dit, de Gaulle se faisait valoir auprès des Américains comme l'homme qui saurait éviter une épuration. Sur ce point, il devait tenir à peu près parole.

9 juin 1943 : de Gaulle menace de démissionner du **CFLN**. Les conspirateurs antigauillistes reculent. Ils accepteront leur défaite le 15, avec une refonte du CFLN qui y consacra une majorité gaulliste.

9 juin 1943 (mercredi) : arrestation du général Delestraint au métro '**Muette**' découlant de la trahison de *Multon*, qui, passé au service de la Gestapo, a livré les boîtes à lettre du service *sabotage Fer*. Arrestation de Hardy, qui aboutira à celle de Jean Moulin, venu à Lyon pour organiser le remplacement de Delestraint, le 21 juin 1943.

12 juin 1943 : on annonce la réquisition des classes 40, 41 et 42 pour le **Service du Travail Obligatoire** à partir du mois de juillet. Sauckel a exigé 500 000 travailleurs pour l'Allemagne entre octobre 42 et mars 43. Mais sur le million et demi de travailleurs qu'il réclamera en tout, il n'en obtiendra que la moitié. Du côté communiste, **Yves Farge**, fondateur du **Comité d'Action contre la Déportation**, sera l'organisateur de cette évaporation et le premier initiateur des maquis du Vercors. A l'été de 1943, il a le contact d'Emmanuel d'Astier, du mouvement **Libération**. Les *réfractaires* vont devenir des *insurgés* dont les mouvements préexistants vont prendre le contrôle. Avec cet afflux de combattants c'en est fini de la « *chimère de l'Armée secrète* » (Emmanuel d'Astier) voulue par de Gaulle. L'automne de 1943 voit naître à la place de cette « *armée naphthaline* » attendant le '*jour J*', une vaste insurrection populaire dont l'expression sera double : les *groupes francs* et les *maquis*. A l'automne de 1943, Emmanuel d'Astier évalue le nombre des maquisards à trente mille en zone Sud et 10.000 en zone Nord. Aussi réduites soient-elles en nombre et en capacité militaire, ces forces fixent en France plusieurs dizaines de divisions allemandes.

12 juin 1943 : Fried envoie à Moscou confirmation que Trepper est bien entre les mains des Allemands depuis novembre 1942. Il sera abattu par la police venue l'arrêter à Bruxelles le 17 juillet.

14 juin 1943 : Ivan Maïski demande à Harris s'il croit toujours que la guerre peut être gagnée dans les airs. Réponse : « *Bien sûr. Tout dépend du nombre de bombardiers que vous êtes capables de déployer. Je vous assure catégoriquement que si j'avais la capacité d'envoyer mille bombardiers lourds en Allemagne chaque nuit que nous volons, elle se rendrait en trois mois maximum. Et toute l'armée d'occupation pourrait se composer de trois policiers seulement, un Américain, un Anglais et un Soviétique, qui prendraient Berlin sans rencontrer aucune résistance, mais avec l'enthousiasme de la population locale.* »

15 juin 1943 (mardi) : Jules Dumont est fusillé.

15 juin 1943 : la refonte du CFLN avec quinze membres, dont des nouveaux entrants, parmi lesquels les fidèles Pleven, Tixier et Diethelm, consacre la victoire politique de de Gaulle sur le thème de la '**défense des droits et de la souveraineté française**'. Philip est rentré dans le rang gaulliste. Roosevelt et Churchill sont furieux et menacent de ne pas financer l'équipement d'une armée française. Les Américains ne reconnaîtront le *Gouvernement provisoire de la République française* que le 23 octobre 1944, et en attendant, ils cherchent à se rattraper en traitant directement avec Boisson à Dakar pour en exclure les Anglais aussi bien que les gaullistes. Mais la manœuvre échouera.

16 juin 1943 : Henri Frenay part pour Londres. Claude Bourdet le remplace à la tête du mouvement **Combat**.

19 juin 1943 : raid de la Royal Air Force sur Le Creusot.

21 juin 1943 (lundi) : arrestation de **Jean Moulin** au 48 rue de l'Hôtel-de-Ville, à Caluire, un mois après la constitution du **Conseil national de la Résistance**. Selon ce qui se dit à l'époque, l'arrestation de Jean Moulin aurait découlé de l'imprudence ou de la trahison de Hardy, dont il est établi qu'il a dissimulé avoir été arrêté par la police allemande. « *C'est un des nôtres, Hardy, chef du réseau Fer, bon organisateur, trop glorieux et de faible caractère, qui, englué dans une légèreté, un mensonge et une femme, a permis à la Gestapo de tirer le fil* », écrit Emmanuel d'Astier en 1965. Et il produit pour preuve un document interne de la Sécurité allemande, le **rapport Flora**, qui décrit un 'Didot' du réseau sabotage-fer comme ayant été retourné et ayant permis les arrestations de Delestraint et Moulin : ceci donnerait à penser, si *Didot* est bien Hardy, que Hardy, évadé ou libéré, mais en tous cas suivi, conduisit la Gestapo à la réunion de Caluire. Cependant par la suite plusieurs jurys d'honneur lavèrent Hardy du soupçon d'avoir été impliqué dans les arrestations de Caluire, avant que l'ouvrage de **Daniel Cordier** : '**Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon**' vienne enfoncer le clou et affirmer que Hardy était bien en cause. La polémique continue depuis, soulevant diverses hypothèses qui vont au delà de l'imprudence, certaines mettant en cause Henri Frenay ou les siens, et dont l'une au moins se fonde sur l'idée que Jean Moulin aurait été un agent communiste, et en tant que tel un homme à écarter. De Gaulle pour sa part, sans s'avancer, s'est toujours abstenu de nier que Jean Moulin ait pu être victime des animosités qui existaient dans la haute direction de la Résistance gaulliste. Il est clair que Jean Moulin se trouvait au centre d'intrigues politiques compliquées, dans lesquelles il avait plus d'une sorte d'adversaires. A noter que les communistes ne lui étaient pas les plus hostiles, en dépit de l'ostracisme dont ils étaient l'objet dans la question des livraisons d'armes, dans la mesure où pour le PCF la question de la lutte armée n'était pas centrale, et où le Parti ne devait jamais faire de la question de l'armement des FTP le sujet d'une crise politique avec Londres ou avec de Gaulle. Au contraire, le Parti communiste fut un perdant avec sa disparition, qui entraîna un virage général à droite de la France libre, de Gaulle se mettant à atténuer son conflit avec les Américains en se présentant comme le plus capable de faire rentrer les communistes dans le rang dans la France libérée à venir. D'ailleurs, les rivalités et les attitudes peu coopératives n'avaient pas nécessairement des fondements idéologiques. Les successeurs de Moulin, comme en particulier Jacques Bingen ne devaient pas avoir davantage de chance avec la bureaucratie des hommes de Londres et la mauvaise volonté occasionnelle des chefs et petits chefs sur le terrain métropolitain. Dans l'immédiat, la disparition de Jean Moulin apparaît comme une opportunité pour certains. Le colonel Passy d'une part saisit l'occasion de remettre la main sur la résistance intérieure. Les mouvements à l'inverse tentent de s'émanciper de la tutelle londonienne. Le CNR prend le falot Georges Bidault pour président parce qu'il est acceptable pour tous, et il devient l'interlocuteur naturel des délégués successifs du général de Gaulle : Serreulles, puis Bingen, et enfin Parodi.

25 juin 1943 : soumis à la pression du CFLN retourné gaulliste, le gouverneur de Dakar est acculé à la démission, et il est remplacé par un gaulliste, faisant échouer les projets de mainmise américaine. Les Américains constatent qu'ils doivent renoncer, et que depuis « *l'avènement de la ligne de Gaulle, les Français sont jaloux, suspicieux, rétifs à toute immixtion extérieure dans l'administration de leurs colonies [...] résolus à maintenir à tout prix leur souveraineté dans l'administration de leurs colonies* ». Comme une définition de ce que les anglo-saxons appellent '*l'arrogance française*'.

Juillet 1943 : à Gibraltar, l'avion du général Sikorski s'écrase au décollage, tuant le général.

Juillet 1943 : La MOI attaque un détachement SS à la grenade au Carrefour des Champs-Élysées.

Juillet 1943 : le groupe Manouchian attaque sans succès le général Schaumburg dans la rue Nicolo.

Juillet 1943 : Emmanuel d'Astier est à Paris. Une réunion se tient Boulevard Raspail en vue de remplacer Jean Moulin. Rue de la Pompe, le siège de la délégation gaulliste est découvert par la Gestapo. Cavallès est arrêté. Il sera fusillé au printemps 1944.

Juillet 1943 : Giraud est invité à Washington pour parler des questions militaires. C'est un camouflet à de Gaulle de la part des Américains. Les Américains se préparent à un compromis avec Pétain pour l'après-débarquement : Pétain resterait chef de l'État à condition d'engager le processus de sa succession au moyen d'élections parlementaires libres. Les Américains espèrent parvenir à marginaliser de Gaulle et les communistes par ce moyen. Flandin, Pucheu, Peyrouton et Lemaigre-Dubreuil sont parties prenantes du projet. La réaction gaulliste prendra la forme des procès contre Flandin, Pucheu, Peyrouton et Boisson.

2 juillet 1943 : à Clichy, **Joseph Clisci** attaque un autobus transportant des soldats allemands. Il fait usage de grenades Mills britanniques. Ne parvenant qu'à envoyer la grenade sur la plate-forme arrière de l'autobus, il blesse seulement le receveur de l'autobus avant de tirer sur deux Français qui cherchent à l'interpeller. Puis il se réfugie dans la cave du 2 rue de l'Abreuvoir où la Feldgendarmarie l'arrête après l'avoir grièvement blessé. Il meurt de ses blessures dans la soirée. Dans son travail sur les FTP ('**LES FTP**', Perrin 2015), Franck Liaigre met son cas en exergue pour démontrer l'inanité de la résistance communiste et la surestimation de son impact par les historiens jusqu'à lui. Emmanuel d'Astier préfère insister sur la valeur exemplaire du '*terrorisme*' des FTP, et en particulier de la **FTP-Main d'Oeuvre Immigrée d'Epstein, Manouchian et Boczov**, qui était loin de rater tous ses coups et d'avoir un impact politique et psychologique négligeable : « *Sabotages et groupes francs se multipliaient. Il y avait cette violence, ces coups de tonnerre qui éclataient au centre de Paris et dont les rumeurs nous parvenaient à peine. Jailli des banlieues et des bas quartiers, le parti communiste – et au premier rang les immigrés – apparaissait dans les hauts quartiers comme une flambée brève, semait la panique, tuait l'Allemand et disparaissait..... De tous ces hommes, six mois plus tard, il ne restera pas un sur trois [...] Communistes français, apatrides, groupes de langues trouvent un même langage qui peut confondre pour un temps la révolution et la guerre, l'Internationale et la patrie. On se jette à vie perdue sur la race des tout-puissants* ». De Gaulle, en dépit de son désaccord tactique initial, avait exprimé la philosophie de la chose : *il n'est pas de sacrifice qui soit indifférent pour la patrie*. Se plaçant sur un plan documentaire et dépassionné au lieu de moral et politiquement engagé, Annie Lacroix-Riz, cite un rapport d'époque du général **Béthouart** à l'intention du commandement américain, intitulé : « *la situation de la guerre mondiale au début de mai 1944* », et dont l'objet est de préciser l'ampleur du concours que la résistance européenne en général, française en particulier, que les forces alliées recevait et pouvait escompter recevoir dans la perspective de leur invasion du continent. Ce rapport donne les évaluations suivantes : 1. *Le front russe absorbe en moyenne 60 % des effectifs terrestres de la Wehrmacht [...] ; 2. Le front d'Italie n'absorbe que 5 à 7,5 % des effectifs ; 3. la crainte du deuxième front, les guérillas européennes en immobilisent 30 %* ». Pour ce qui concerne le cas particulier de la France, les Allemands y gardèrent pendant toute la guerre un effectif très important : 38 divisions en juin 1940, 27 en novembre 1943, 48 en avril 1944. Pour la comparaison, la bataille de Kursk, une des plus grandes de la guerre, lancée en juillet 1943, avait, du côté allemand, impliqué 23 divisions d'infanterie. Même en tenant compte du fait que les

divisions allemandes étaient souvent envoyées en France pour repos et ré-équipement, et que même maintenues sur le front elles n'auraient pas été en totalité opérationnelles, cela signifie que sans la seule résistance française, les forces engagées à Koursk par la Wehrmacht auraient pu être notablement plus puissantes. Dans le débarquement de Normandie, l'importance relative de la résistance est encore plus considérable, si l'on considère que l'opération n'impliquait pas plus d'une dizaine de divisions Alliées. Qu'un corps de bataille aussi ténu n'ait pas été rapidement écrasé par des forces ennemies largement supérieures tient beaucoup au fait que ces forces n'aient pas pu être concentrées du fait des embuscades tendues par les partisans. En 1944, l'existence d'une résistance intérieure combattante fut un facteur militaire majeur, comme le dirent sur le moment des analystes allemands, qui n'avaient pas les mêmes raisons politiques de le nier que les anglo-saxons et les publicistes à leur solde. L'un d'entre eux explique : « *les Alliés n'auraient pas tenté leur opération de débarquement s'ils n'avaient pas été assurés au préalable de bénéficier de l'aide des Forces françaises de l'intérieur* ». En dépit de tout cela, la politique venant en contradiction avec l'utilité stratégique, avec la notable exception, mais tardive, de Churchill, les Alliés refusèrent d'armer la Résistance. Churchill devait en expliquer le regret dans ses Mémoires : *nous avons eu tort de tant tarder à prendre contact avec la classe ouvrière organisée en France. Un mea culpa hypocrite de la part du vieux lion britannique, qui n'avait jamais oublié d'être un conservateur, et des plus cohérents ? C'est bien possible.*

2 juillet 1943 : Ivan Maïski est rappelé à Moscou. C'est une sanction, qui découle à la fois de l'animosité personnelle de Staline à son égard et de l'échec de la politique de main tendue à la Grande-Bretagne qu'il incarnait. A la veille de la plus grande bataille de la seconde guerre mondiale, il apparaît que les supposés 'alliés' britannique et soviétique mènent en réalité séparément des guerres distinctes avec des objectifs différents. En juin 1944, l'ouverture si longtemps retardée du second front n'aura pas pour signification une aide apportée à l'Armée rouge, mais la crainte qu'inspirent ses victoires.

5 juillet 1943 : début de la bataille de Koursk.

7 juillet 1943 : parution du tome 3 du *Journal de la France* d'**Alfred Fabre-Luce**. Grand succès de curiosité à Paris.

9 juillet 1943 (vendredi) : décès d'Albert Gueusquin, le troisième homme dans l'attentat de Barbès, arrêté le 9 mars. Les conditions de sa mort demeurent obscures.

10 juillet 1943 : débarquement allié en Sicile.

13 juillet 1943 : fin de la bataille de Koursk. Les Soviétiques passent à l'offensive contre le saillant d'Orel.

15 juillet 1943 : raid de la Royal Air Force sur les usines Peugeot de Montbéliard.

17 juillet 1943 : Fried est abattu à Bruxelles par la police allemande venue l'arrêter.

17 juillet 1943 : Vichy promulgue une nouvelle loi complétant la loi du 5 juin 1943 réprimant les activités '*communistes, anarchistes, terroristes et subversives*'.

19 juillet 1943 : bombardement de Rome, condamné par le pape et l'ensemble des évêques.

24 juillet- 3 août 1943 : bombardements en série de Hambourg par la Royal Air Force. La ville est détruite à 70 pour cent et 40.000 habitants sont tués.

27 juillet 1943 (mardi) : Andrée Georges est déportée à Ravensbrück.

27 juillet 1943 (mardi) : chute de Mussolini.

30 juillet 43 (vendredi) : arrestation de Francine Fromont, prise, selon le récit officiel qui a cours dans le parti, en pleine liaison radio avec Moscou. Dans ses mémoires, Jacques Duclos la cite au nombre des morts de 1942. Or, il est communément admis qu'elle fut fusillée le 5 août 1944. Duclos se trompe-t-il, cherche-t-il à cacher quelque chose, ou bien est-ce lui qui a raison ? La date de juillet 1943 placerait l'arrestation de Francine Fromont dans le contexte de la découverte par le parti communiste du retournement de Trepper depuis novembre 1942, et de la mort de Fried qui l'avait confirmé le 12 juin 1943. Or le réseau d'opérateurs-radio de Jacques Duclos a été mis à sa disposition pour l'envoi de ses '*messages vitaux*' à partir de Février 1942. L'arrestation de Francine Fromont vient aussi après l'arrestation de de Fernand Pauriol, qui est le chef des opérateurs-radio de Jacques Duclos. Francine Fromont, si les choses se sont bien passées ainsi, aurait eu accès à d'innombrables secrets, et si la date donnée pour son arrestation est bien exacte c'est probablement elle aussi qui a envoyé à Moscou le message annonçant son retournement. Peut-être est-ce pour cette raison que les Allemands la tinrent en vie plus d'un an, pour l'exécuter à la veille de devoir évacuer Paris. Autre particularité étonnante : en règle générale, les nazis ne fusillaient pas les femmes. Que croire ?

Fin juillet 1943 : après une phase de repos, Pierre Georges retourne en Franche-Comté comme commandant inter-région 21 sous le pseudonyme de '**Camille**'. Il trouve asile chez l'abbé Bouveresse à Port-d'Atelier. Monique est toujours à Rigney, chez les Clerc. Il retrouve Yvonne Villeminot à Senargent. Il lui demande sa collaboration pour récupérer ses armes et ses explosifs à Hièvre-Magny. Il lui annonce la venue du capitaine Jean, en réalité Albert Poirier, et de Christine, qui pourrait être un premier pseudonyme de son nouvel agent de liaison, **Gilberte Lavaire**, alias **Nicole**, fille d'un gendarme de la région.

Été 1943 : Ernest Heim et Emile de San Fabian, formés à Oufa, sont parachutés en France pour remplacer Francine Fromont. Ce seront les derniers parachutages de ce type.

Août-octobre 1943 : Pierre Georges entame un travail d'organisation des maquis de Franche-Comté avec **Pierre Durand**, alias '**Maxime**'.

2-3 août 1943 : nouveau bombardement de Hambourg par la Royal Air Force. On en voit des réfugiés à Paris, qui parlent de 60 000 tués et 150 000 blessés.

5 août 1943 : les Allemands perdent Orel. La presse parisienne vante la *'défense élastique'* de la Wehrmacht. Pierre Dac persiflera cet *'élément de langage'* sur l'air de *'La plus bath des javas'*.

10-11 août 1943 : une série d'arrestations frappe les hauts collaborateurs de Vichy. Cette opération du Sipo-SD de Knochen est une retombée de l'affaire Couve de Murville, faisant suite au passage raté de Pucheu et réussi de Massigli à la dissidence, et aux ralliement consécutifs au débarquement du 7 novembre 1942 en Afrique du Nord. Dans l'immédiat, quarante-et-un officiers et hauts fonctionnaires français considérés comme suspects seront internés dans une zone réservée et confortable du camp de **Buchenwald**. Sur les 1500 personnes qui, selon l'analyse du SD, tenaient la France, 102 supplémentaires étaient dans le collimateur nazi pour cause de germanophobie suspectée, avec pour seule protection l'hostilité du gouverneur militaire Karl-Heinrich von Stülpnagel aux mesures préconisées par Knochen. Jacques Guérard, qui était l'ami des trois transfuges, et le ministre des Finances Bouthillier, qui n'avait pourtant jamais manqué aux Allemands, faisaient partie des suspects. De plus en plus, les hauts collaborateurs qui avaient toujours travaillé loyalement avec l'occupant voyaient leur position compromise par le délitement de la collaboration et la paranoïa SS, et n'auraient bientôt plus le choix qu'entre le retrait (Jean Jardin, Georges Bonnet), la radicalisation (Darnand, Doriot), et le fatalisme.

13 août 1943 : arrestation de Fernand Pauriol, spécialiste radio de Jacques Duclos. Il sera torturé mais ne parlera pas. Puis il sera exécuté au moment de la libération de Paris.

14 août 1943 : à l'issue de ses entretiens avec Heinz Rothke, Laval annonce qu'il ne peut mettre la police française à sa disposition pour arrêter les Juifs en zone occupée. Rothke en déduit que Laval pourrait bien s'opposer aussi au projet de loi Bousquet de dénaturalisation. Afin de complaire aux Allemands, Pétain contourne alors Laval, et, tout en refusant de signer le projet de loi, il ordonne à Guérard d'accélérer les procédures de dénaturalisation préexistantes pour couvrir les déportations effectuées. Cet épisode relativise la thèse selon laquelle Pétain aurait été moins *'collaborateur'* que Laval.

17 août 1943 : raid de la Royal Air Force sur Peenemünde.

17 août 1943 : raid de la Royal Air Force sur Schweinfurt.

26 Août 1943 : en dépit du veto américain, Londres reconnaît le **CFLN** d'Alger devenu gaulliste le 15 mai 1943. Roosevelt est furieux et fait rappeler à l'issue de la conférence de Québec qu'il n'y a pas, de la part des Etats-Unis, de *« reconnaissance d'un gouvernement de la France ou de l'Empire français »*. Cette rupture de la stricte discipline entre alliés anglo-américains de la part de Churchill va avec à des bruits de manoeuvres américaines qui sont de l'ordre du *retournement des fronts* et qui n'inquiètent pas que Staline car ils ne menacent pas que les intérêts soviétiques.

26 août 1943 : au risque de déplaire à Roosevelt, mais encouragée par le précédent britannique, l'URSS reconnaît de Gaulle comme le chef *'de tous les patriotes français en lutte contre l'hitlérisme'*. Ceci place le Parti communiste français dans une obligation de surenchère nationaliste. Apparaissent alors des slogans *'antiboches'* du style *'à chacun son Boche'*. A ce point, le Parti communiste s'est défait aussi bien de son pacifisme traditionnel que de son internationalisme.

26 août 1943 : de Gaulle réagit au camouflet américain sur la même ligne anticommuniste que précédemment, expliquant à Murphy que *« alors que les communistes collaboraient pleinement à l'effort pour libérer la France, il réservait son opinion concernant leurs aspirations d'après-guerre »*.

Septembre 1943 : Emmanuel d'Astier, de retour à Paris après un séjour à Alger, note le changement d'atmosphère : *« On s'entiche de la Résistance. Il est temps de faire quelque chose... La rue imagine une épopée sans peser la part infernale... Les terrasses des Champs-Élysées étaient pleines d'Allemands moins certains... Les gens du monde à ciel ouvert vivaient recroquevillés sur leur pitance et leur dialogue : qui gagnerait ? Ils étaient parfois plus anxieux que nous.... Léautaud dînait avec Galtier-Boissière. »*

Septembre 1943 : Vichy décide la dissolution des *Chantiers de Jeunesse* du général de la Porte du Theil, dont les membres devront être versés dans le STO. La décision se heurte à un refus massif des classes concernées.

Septembre 1943 : transfert de Pierre Daix de Clairvaux à la prison de Blois. Il perd la protection d'Auguste Havez, et se trouve sous la coupe de Marcel Paul, qui est hostile aux intellectuels. Il est convaincu que le sort des communistes est d'être prochainement déportés en Allemagne et essaye d'instituer des cours d'allemand pour ses co-détenus. Marcel Paul critique son projet comme *'défaitiste'*. Pourtant, la déportation aura lieu en février 1944.

4 septembre 1943 : débarquement Allié en Italie.

5 septembre 1943 : la LVF défile à Paris avec un drapeau français, mais en uniforme allemand.

8 septembre 1943 : reddition de l'Italie. L'Allemagne parle de *'trahison'*.

13 septembre 1943 : Léopold Trepper s'évade.

13 septembre 1943 : débarquement des Français libres en Corse sous le commandement du général Henri Martin. Ils participeront aux combats qui aboutiront à la libération du premier département métropolitain.

15 septembre 1943 : troisième bombardement des usines Renault de Billancourt.

20 septembre 1943 : la première affiche appelant à l'insurrection apparaît sur les murs.

25 Septembre 1943 : **Aujourd'hui** explique que sur le front de l'Est *« la tactique de décrochage porte ses fruits »*.

28 Septembre 1943 : exécution de Julius Ritter, responsable du **Service du Travail obligatoire**, 18 rue Pétrarque (16ème arr.) par Marcel Rayman, Léo Kneler et Celestino Alfonso, des FTP-MOI (groupe Manouchian).

Automne 1943 : réunion à Moscou des ministres des Affaires étrangères des trois puissances alliées. Les conclusions, qui semblent pointer vers un accord sur le genre de régime politique souhaitable dans le monde, inquiètent ceux des milieux collaborationnistes français qui comprennent l'inévitabilité de la défaite allemande et recherchaient le salut dans une transition sous égide anglo-américaine. Certains, comme Angelo Tasca, se mettent à penser en termes d'Europe fédérale indépendante.

Automne 1943 : pour la première et dernière fois depuis le début de la guerre, Pierre Georges rencontre son frère Daniel en zone sud. Il lui aurait dit travailler à se procurer des armes à travers une filière suisse.

Octobre 1943 : à la tête d'un groupe franc **Lucie Aubrac** libère son mari Raymond, pris par les Allemands à Caluire avec Jean Moulin, et **Asher**, dit '**Ravanel**', qui deviendra l'animateur des groupes francs toulousains.

Octobre 1943 : reprise des fusillades d'otages. Mais dans la dernière année de l'occupation, l'essentiel des exécutions concerne des combattants de la Résistance ou des civils exécutés sans jugement.

1^{er} octobre 1943 : à propos de l'offensive d'été soviétique, le journal collaborationniste **L'Oeuvre** décrit les «maigres résultats d'une vaste offensive». En réalité, les résultats des batailles de Koursk et d'Orel manifestent la supériorité absolue de l'Armée rouge qui l'a pour la première fois emporté dans des batailles d'été, et cela panique littéralement les milieux bourgeois français, qui comparent les avancées soviétiques à la lenteur des progrès anglo-américains en Italie, et mesurent l'impopularité croissante de leur solution de rechange américaine en raison des bombardements que Philippe Henriot dénonce avec talent. La bourgeoisie française croit déjà voir la guerre se clore avec l'Armée rouge à Brest et Maurice Thorez à l'Elysée, et ne sait, entre Pétain, de Gaulle et Giraud, à quel saint se vouer. Des mouvements d'opinion et d'allégeance ont donc lieu dans tous les sens. Certains parmi les possédants se radicalisent et jettent leur va-tout derrière l'Allemagne, au moment même où l'*establishment nazi*, Ribbentrop et le SS Schellenberg en tête prennent des contacts discrets avec les Anglo-Américains. D'autres passent au giraudisme, étape préparatoire au ralliement à de Gaulle, qui deviendra concevable si seulement celui-ci se démarque nettement de ses soutiens d'extrême gauche. Ceux-là croisent les doigts, espèrent que les Anglo-américains vont se mettre à se battre vraiment, et se placer sur la ligne incarnée dans l'*establishment* américain par l'ultra-réactionnaire **Sumner Welles** qui préconise une rupture nette avec Staline et le **retournement des fronts**. Giraud lui aussi contacte les Allemands par l'intermédiaire de Faucambergé, ex-cagoulard passé dans sa mouvance, et tente d'obtenir une neutralisation de la France avec arrêt des bombardements anglo-américains. Quelque chose de ces manœuvres finira par venir à la connaissance de Staline, qui s'en irrite mais n'a pas d'alliance de rechange et choisit d'abord de se taire et de faire semblant de ne pas savoir, tout en hâtant le renforcement de sa position sur le terrain comme il a fait face à la duplicité d'Hitler pendant toute la durée du pacte germano-soviétique. La crise de confiance entre Staline et ses alliés occidentaux, qui couve depuis le printemps 43, éclatera finalement au grand jour dans les tout derniers moments de la guerre, le 22 mars 1945.

Automne 1943 : à partir de l'automne 1943, Harris fait le forcing pour, selon ses promesses, rendre inutile le débarquement qui était prévu pour le printemps suivant, et il s'attache, désormais dans l'urgence, à monter contre Berlin une offensive d'annihilation si complète que le Reich sera acculé à capituler dans les six mois. Il écrit à Churchill : '*We can wreck Berlin from end to end if the USAAF will come in on it. It will cost between us 400-500 aircraft. It will cost Germany the war.*' La bataille de Berlin eut donc lieu dans le courant de l'hiver 1943-1944, et au printemps elle aurait effectivement coûté 500 appareils. Mais Hitler ne se serait toujours pas rendu.

8 octobre 1943 : raid de la Royal Air Force sur Brême.

10 octobre 1943 : raid de la Royal Air Force sur Munster.

10 octobre 1943 : la résistance exécute l'avocat général de Toulouse Pierre Lespinasse. Vichy prend la décision d'armer les membres des parquets.

12 octobre 1943 : le groupe Manouchian exécute Lazar Migdan, qui livrait des Juifs aux nazis.

14 octobre 1943 : deuxième raid de la Royal Air Force sur Schweinfurt les pertes sont considérables du côté de l'assaillant.

14 octobre 1943 : sortie du '**Corbeau**' de Claude Autant-Lara.

22 octobre 1943, 19 heures 30 : **Léo Kneller**, du groupe Manouchian, lance une grenade dans le café **La Terrasse**, avenue de la Grande Armée, où les policiers allemands revendaient les objets qu'ils dérobaient pendant leurs perquisitions. Il s'agissait de commémorer l'attentat de Nantes et les fusillades d'otages à Châteaubriant, Paris et Bordeaux et Souges.

22 octobre 1943, 20 heures 30 : un groupe franc FTP attaque un autre café fréquenté par les Allemands, rue de Hanovre. Les deux attaques du 22 octobre font une trentaine de victimes.

Fin octobre 1943 : arrestation de Joseph Davidowitz du groupe Manouchian, par la Brigade Spéciale. Il aurait dénoncé le rendez-vous de Manouchian et de Gilles Epstein à Evry-Petit-Bourg le 16 novembre.

Novembre 1943 : grande rafle dans les milieux de l'université de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand.

Novembre 1943 : dénoncé par Georges Pouto, capitaine dans la Résistance retourné par la Gestapo, l'abbé Bouveresse, compagnon de Pierre Georges doit plonger dans la clandestinité.

Novembre 1943 : en raison des menaces représentées par les arrestations récentes, l'abbé Maley trouve une autre famille d'accueil pour Monique Georges : les Girardot. Monsieur Girardot est maire du Magny-Vernois. De là, dit Monique Georges, qui a un peu plus de trois ans, datent ses plus anciens souvenirs : sa famille d'accueil, 'tonton Jean' et 'tata Riri', et aussi 'maman Jeanne', c'est à dire Jeanne Gabus. On lui a rapporté qu'il y avait aussi des visites de son père, qu'elle a appris à appeler 'tonton', et qui serait passé régulièrement le soir pour repartir le matin. Le transfert depuis Rigney est effectué par l'abbé Maley du village de Magny-Vernois.

C'est l'abbé Bouveresse ou l'abbé Maley qui a prêté des habits ecclésiastiques à Pierre Georges pour se déguiser en **Paul-Louis Grandjean**, prêtre, fausse identité sous laquelle il a effectué un certain nombre de missions de liaison entre la résistance du Doubs et la direction parisienne. Le goût de Pierre Georges pour le déguisement ecclésiastique se fonde sur l'incompatibilité à ses yeux entre l'identité religieuse et l'identité communiste. Recherché comme communiste, il juge habile de prendre l'aspect du *contraire d'un communiste*.

Novembre 1943 : conférence du Caire entre Roosevelt et Churchill. Les deux chefs s'entendent sur des zones d'occupation en Allemagne, pensant faire moitié-moitié. Ce qui s'appelle vendre la peau de l'ours, au vu de leur performance dans la bataille terrestre. Il n'est pas envisagé que les Soviétiques pourraient se battre au-delà de leurs frontières. Cette étonnante tranquillité des anglo-américains explique sans doute leur paresse sur le terrain, et aussi par contre-coup qu'ils soient toujours restés incapables de saisir les tenants et les aboutissants de la politique française, et les affres d'une bourgeoisie qui a encore souvenir d'avoir vu les cosaques à Paris.

Novembre 1943 : Wilson remplace Murphy comme chargé des affaires d'Afrique du Nord.

5 Novembre 1943 : un bombardement des usines Peugeot ayant échoué, celles-ci sont sabotées par le SOE avec le consentement et la complicité de la direction. La procédure sera désormais standard pour les installations industrielles en France : une proposition de sabotage comme alternative sera systématiquement faite avant un raid de bombardement.

9 novembre 1943 : Giraud est finalement écarté par de Gaulle, qui crée une *Assemblée consultative*.

10 novembre 1943 : pour dissuader les Américains de lui tenir rigueur d'avoir écarté Giraud, de Gaulle rappelle qu'il se pense seul capable d'éviter une guerre civile et une prise du pouvoir communiste en France après la libération. Dans un subtil jeu de bascule, il obtiendra l'obéissance communiste en se disant soutenu par les Américains.

10 novembre 1943 : le docteur Ménétrel vient à Paris sonder les Allemands sur l'hypothèse d'un gouvernement de Vichy sans Laval et disposé à négocier avec les Américains. Le plan Pétain vise à une neutralisation de la France qui serait évacuée pacifiquement par les troupes allemandes.

12 novembre 1943 : dernière action du groupe Manouchian, rue Lafayette. Manouchian sera arrêté quatre jours plus tard.

16 novembre 1943 (mardi) : arrestation de Gilles Epstein et de Missak Manouchian à Evry-Petit-Bourg. Manouchian sera fusillé le 21 février 1944. Ils auraient été dénoncés par un membre du groupe, Joseph Davidowitz, arrêté en octobre et retourné par la police allemande. Entre juin et novembre 1943, le groupe, fort d'une trentaine de combattants, a effectué quarante attentats. Mais les arrestations de Manouchian et Epstein vont conduire à celle de presque tous leurs camarades.

18 novembre 1943 : bombardement de Berlin par la Royal Air Force. C'est le début d'une offensive qui durera quatre mois et demi et coûtera 492 appareils. Mais Harris promet que les dommages infligés doivent contraindre Hitler à se rendre avant le 1er avril 1944. Les Britanniques s'enferment dans la stratégie définie en 1940, mais qui ne leur évitera pas la bataille terrestre en Europe.

Novembre-décembre 1943 : conférence de Téhéran. C'est la première grande conférence tripartite. Résigné au manque d'énergie des opérations anglo-britanniques, Staline fait contre mauvaise fortune bon cœur. De leur côté, Roosevelt et Churchill entérinent les gains territoriaux faits par l'Union soviétique à la faveur du pacte germano-soviétique : Ukraine, Biélorussie, pays baltes, Bessarabie, Bukovine. L'Union soviétique retrouve avec reconnaissance internationale les frontières de l'empire de tsars, qu'elle conservera jusqu'à la fin de la Guerre froide.

2 décembre 1943 : Jean Jardin quitte la France pour un poste de conseiller d'ambassade à Berne. Il y devient le représentant des intérêts vichystes auprès du chef de l'OSS **Allen Dulles** dans un contexte où la mouvance SS fait de son côté le forcing, après la défaite de Koursk, pour obtenir une paix de compromis avec les Anglo-américains, mais à laquelle ceux-ci ne consentiront jamais en dépit de leurs difficultés sur le terrain, et bientôt pour les Anglais du nouveau *Blitz* avec l'arrivée des V1.

11 décembre 1943 (samedi) : Jean Girardot rapporte une ultime visite de Pierre Georges qui leur aurait annoncé le débarquement pour l'année à venir.

15 décembre 1943 : de retour de Téhéran, Churchill est à Carthage, et il est atteint d'une grave pneumonie. Il est traité au moyen des premiers antibiotiques par son médecin personnel, Lord Moran.

15 décembre 1943 : incidents provoqués par la résistance à Nantua et Oyonnax. Les Allemands prennent en main la répression directe des maquis, qui débouchera sur les opérations contre le maquis des Glières avec la collaboration de la milice de Darnand. D'importantes opérations de *'nettoyage'* auront lieu au printemps en Corrèze, Dordogne, Aisne, Isère et Haute-Savoie.

21 décembre 1943 : rattrapés par leur passé, Flandin, Peyrouton et Boisson sont arrêtés à Alger sur les ordres de de Gaulle qui allait un temps envisager de leur faire subir pour leur activité collaboratrice le même sort qu'il allait faire subir à Pucheu, arrivé en mai et depuis interné en attendant d'être jugé. Il s'agit aussi de leur faire payer leurs intrigues avec les Américains. Ceux-ci réagiront en décidant d'éliminer de Gaulle politiquement et de reprendre le CFLN en main. Churchill lui aussi s'émouvra et il obtiendra le pardon des accusés. Il est vrai que l'anglomane Flandin, tout aussi félon que Pucheu, avait contrairement à lui toujours eu soin de jouer sur les deux tableaux, estimant que les Etats-Unis devaient *'se rapprocher de l'Allemagne pour lutter contre le bolchévisme'*. Plus heureux que Pucheu, Flandin ne serait finalement condamné qu'à dix ans d'*'indignité nationale'*, puis, dans un contexte de *guerre froide*, rapidement amnistié.

Noël 1943 (?) : certains récits localisent Pierre Georges avec son frère Jacques à Rochefort. Il n'est pas concevable, après qu'il ait été identifié comme terroriste, après que l'ennemi ait fusillé son père et son beau-frère comme otages, après qu'Andrée ait été déportée, qu'il se soit présenté à l'un de ses anciens domiciles. La dernière réunion familiale à Rochefort eut probablement lieu au début du printemps 1942, juste après les dernières arrestations dans l'OS et avant le transfert en Franche-Comté. En 1943, Pierre et Jacques n'ont pu se rencontrer que très brièvement et dans le cadre de la clandestinité la plus stricte. On sait par ailleurs qu'une rencontre semblable eut lieu entre Pierre et son autre frère Daniel à peu près à la même époque et, cette fois, aux abords de la frontière suisse.

24 décembre 1943 : grande rafle à Grenoble dans les milieux soupçonnés d'être hostiles à la Collaboration.

Noël 1943 : dans sa prédication de Noël, le cardinal-archevêque de Paris Suhard s'en prend à la *Résistance*. Il dénonce l' *'agitation extrémiste'* et le *'terrorisme des patriotes'*. Il conclut : *«Le patriotisme ne peut justifier l'anarchie»*.

Noël 1943 : destruction du *Scharnhorst*, surpris en pleine chasse aux convois marchands grâce au renseignement fourni par le passage du code Enigma.

26 décembre 1943 : Londres reçoit les premiers V1 allemands.

29 décembre 1943 : cédant aux pressions allemandes, Laval nomme Darnand secrétaire général à la police, puis secrétaire général au maintien de l'ordre, en remplacement de René Bousquet, qui sera placé en résidence forcée en Allemagne le 9 juin 1941, et qui prétendra par la suite avoir résisté. Par ailleurs, une conviction se répand dans l'entourage de Pétain : le débarquement est proche, et les Allemands vont être chassés de France. Devant cette perspective, de nouvelles fractures s'installent dans la *Collaboration* : d'une part entre ceux qui pensent pouvoir compter sur les Alliés pour maintenir le *statu quo* et ceux qui persistent à ne voir de salut que dans le tutorat allemand, d'autre part entre ceux qui se préparent à faire leur paix avec de Gaulle, le choix étant entre lui et une révolution communiste, et ceux qui refusent l'un et l'autre. Il y a enfin ceux qui se préparent activement à prendre le destin du pays entre leurs propres mains. Ainsi, à la fin 1943, le *Comité des Forges* tente-t-il de recruter l'Armée secrète, plus que jamais une coquille vide depuis les arrestations de Jean Moulin et du général Delestraint en juin 1943, pour la faire servir à ses propres fins politiques, c'est à dire l'instauration de sa propre dictature sous l'occupant futur, quel qu'il soit, voire, au pire, en l'absence de toute occupation étrangère. Il s'agit à la fois d'écartier la concurrence gaulliste et d'écraser l'opposition communiste. Les plans de bataille sont tout à fait précis : *"Nous sommes disposés à verser plusieurs dizaines de millions à la cause des maquis, à condition que vous nous accordiez un certain contrôle politique sur votre organisation et notamment que nous puissions compter sur vous pour nos projets de lutte préventive contre le communisme. [...] Nous nommons communistes tout ce qui s'échelonne entre l'agitateur de 36 et le simple partisan du suffrage universel, de Gaulle et aussi bien Giraud. [...] Les Allemands sont dès maintenant perdus, et il est certain que dans peu de temps ils seront obligés de quitter la France, mais ils détruiront tout derrière eux. Dans l'immense tâche de reconstruction qui s'imposera au pays, la métallurgie aura un rôle prépondérant à jouer. Il n'est que juste que nous ayons aussi le pouvoir politique. Mais cette prise de pouvoir n'ira pas sans heurts et nous trouverons en face de nous les masses ouvrières fanatisées par les communistes. Pour cette opération nous avons besoin de 20 000 hommes et 500 automitrailleuses. Pour les automitrailleuses, nous nous arrangerons avec des camions, des plaques de blindage et des armes que nous avons en magasin. Mes hommes, c'est vous qui nous les fournirez."* Les mouvements de résistance contactés ne donnèrent pas suite, mais on voit que de Gaulle n'avait pas tort d'anticiper une guerre civile en France au lendemain de la libération, à ceci près qu'elle n'aurait pas forcément procédé de l'initiative communiste.

31 décembre 1943 : l'année se termine sur un commencement : celui de la campagne de bombardement sur la banlieue parisienne en préparation lointaine du débarquement. Dans la vision hitlérienne, tout va se jouer comme une course de vitesse entre la poussée des forces conventionnelles russes et anglo-américaines et le développement des armes nouvelles. En réalité l'avenir est écrit avec le développement de la bombe atomique par les Anglo-Américains.

1944

1944 : André Claveau chante *Marjolaine*, Marie José chante *Amor, amor*, Jean Sablon chante *Baisse un peu l'abat-jour*, Edith Piaf chante *Y'a pas de printemps*, Lucienne Delyle chante *Malgré tes serments, tes promesses*, Germaine Sablon chante *Le chant des partisans*. Dans la dernière année de la guerre, un vélo coûte 6 000 francs, la viande coûte 350 francs le kilo, le vin ordinaire 60 francs le litre, le paquet de cigarettes 120 francs, une boîte d'allumettes 10 francs. Avec la reprise des hostilités sur le sol français et la désorganisation du marché noir, les difficultés d'approvisionnement vont redevenir aiguës.

Janvier 1944 : à la suite de la trahison de Georges Pouto, agent de la Gestapo infiltré dans la Résistance, Pierre Durand est arrêté et déporté à Buchenwald. Par ailleurs, les Girardot qui hébergent Monique Georges sont repérés par la police. La police procède à de grandes rafles à Paris et déporte de nombreux réfractaires et clandestins.

Janvier 1944 : les FTP, originellement définis comme *les patriotes français pour la libération du territoire*, puis comme *l'avant-garde armée de la France combattante*, sont décrits dans *France d'abord* de Charles Tillon comme *adhérents aux Forces Françaises Intérieures*. Ceci entérine le ralliement du parti communiste à la *France libre*, sous l'autorité du général de Gaulle. C'est un apport de valeur. Parlant de l'efficacité militaire des maquis, Emmanuel d'Astier dans *'De la chute à la libération de Paris'*, (Nrf, 1965), écrit : *« Les communistes – Francs-tireurs et Partisans, Front National – sont les plus actifs et les plus efficaces en zone Nord. Ils n'ont pas donné dans le piège des grandes concentrations. »*

Janvier 1944 : Pascal Copeau, dit *'Salard'*, représentant de *Libération-Sud* au CNR écrit une note incendiaire sur Georges Bidault, alias *'Bip'*, alias *'Xavier'*, devenu président du CNR après l'arrestation de Jean Moulin, et qu'il juge pédant et suffisant : *« Il est réellement lamentable que la Résistance s'incarne dans ce petit homme qui dispose certes d'une certaine facilité d'élocution, mais qui n'a en rien, ni physiquement ni moralement, l'accent d'une France nouvelle. »*

Janvier 1944 : la défaite allemande se profilant, Angelo Tasca, qui s'est politiquement éloigné de Vichy, oriente sa réflexion vers la situation d'après-guerre. Il redoute avant tout le communisme, que les événements semblent servir : « *jamais les événements qui ne servent que les forts ne les ont aussi bien servis ; jamais leurs alliés n'ont été aussi naïfs, leurs adversaires aussi absurdes....* » Tasca propose donc un 'regroupement français' dont l'objet serait d'abord de 'préparer dans la métropole une force militaire capable, en assurant l'ordre intérieur, d'intéresser l'étranger au respect de la souveraineté française. »

Janvier 1944 : les collaborateurs parisiens commencent à recevoir des petits cercueils par la poste.

7 janvier 1944 : Boemelburg, chef de la section 4 de la Gestapo parisienne, fait exécuter son agent Eugène Deloncle, chef du **Mouvement Social Révolutionnaire (MSR)**, successeur de la Cagoule d'avant-guerre et responsable d'innombrables actions antisémites, anticomunistes et antigaullistes violentes depuis le début de l'occupation allemande. Il s'agit d'un règlement de comptes entre les services secrets de l'armée et ceux des SS, mais les amis de Deloncle essaieront de travestir l'affaire en sacrifice d'un grand résistant.

8-10 janvier 1944 : l'Assemblée consultative d'Alger discute la stratégie de guerre des Alliés. On s'indigne devant la cruauté et l'inutilité des bombardements en France. On conteste le refus allié d'armer la résistance. On affirme que rien n'empêchera le châtement des traîtres. Les observateurs américains s'inquiètent de ces propos et accusent la manipulation communiste. Fernand Grenier est particulièrement dans le viseur. De Gaulle n'est pas personnellement très favorable à la guérilla en France occupée et répugne à accroître l'hostilité américaine à son encontre en se montrant trop pressant sur ce sujet, mais il se résigne à demander des armes aux Anglo-Américains tout en leur faisant par ailleurs des concessions sur la question de l'épuration. Flandin, Peyrouton et Boisson, fortement soutenus par Roosevelt et Churchill bénéficieront des lenteurs annoncées de la justice, le cas Pucheu demeurant une exception.

10 janvier 1944 : Jeanne Gabus, dite 'maman Jeanne', vient chercher Monique Georges chez les Girardot et la conduit à Roanne, chez monsieur Millot, qui est cheminot, puis à Nancy, puis à Valdoie, près de Belfort, chez monsieur Gros, qui est gendarme.

12 janvier 1944 : Churchill reçoit de Gaulle à déjeuner à Marrakech. Il lui reproche les arrestations de Flandin et Boisson, mais la compétition entre de Gaulle et Giraud étant close, et cessant par là-même de compliquer les rapports transatlantiques, la brouille franco-anglaise semble s'atténuer. Churchill acceptera même de livrer des armes aux maquis gaullistes. Il n'en va pas de même pour la vindicte américaine contre le Général qui compromet, en ce qui concerne la France, leur gouvernance sans partage des territoires européens qu'ils entendent occuper sous le régime de l'**American Government in Occupied Territories (AMGOT)**. De Gaulle apprendra le mois suivant que le retard mis à la reconnaissance du **CFLN** par l'ensemble des Alliés, et leur réserve depuis maintenue résultent d'un veto personnel de Roosevelt.

12 janvier 1944 : déportation de nombreuses résistantes françaises vers Ravensbrück.

12 janvier 1944 : fin du siège de Leningrad.

12 janvier 1944 : Ciano est fusillé.

13 janvier 1944 : on joue à Paris l'*Eternel Retour* de Jean Delannoy et Jean Cocteau.

14 janvier 1944 : mort de Jean Giraudoux.

20 janvier 1944 : création de cours martiales pour juger les activités de résistance. Des tribunaux sommaires officient quotidiennement dans les prisons.

27 janvier 1944 : à la suite de conversations avec Emmanuel d'Astier ('Bernard'), Churchill décide d'armer la résistance des maquis gaulliste. Les parachutages auront lieu aux pleines lunes de février et de mars. Mais s'entêtant dans la stratégie *du jour J*, les services secrets du colonel Passy entraveront la distribution des matériels parachutés. Bingen protestera.

Fin janvier 1944 : Jean Jardin rend visite au maréchal Pétain. Il rapporte l'avoir trouvé convaincu de l'invincibilité de la Wehrmacht, et de l'opportunité d'un soutien inflexible à l'Allemagne dans sa lutte contre le bolchévisme.

Début 1944 : Monique Georges est cachée provisoirement dans la famille Frescura, rue de la Glacière, dans le 13ème arrondissement. Cette famille, dont le fils André, était ami de Pierre Georges et membre du Parti communiste, était surveillée par la police et ne pouvait elle-même constituer une cachette sûre. Monique est donc brièvement placée en Normandie chez un boucher près de Flers peut-être chez les Sagniez de Saint-Georges-les-Groseillers. On ne sait pas qui a fait le convoyage jusqu'à Paris, puis vers la Normandie, mais cela pourrait être Jeanne Gabus ou Pierre Georges lui-même.

Fin janvier 1944 : Monique est placée chez les Ronnel à Arcueil. Le recrutement de cette famille fut probablement effectué par la famille Frescura, qui était apparentée aux Ronnel. Louise Frescura prit donc contact avec sa cousine Rose Moineau, épouse Ronnel, vivant à Arcueil avec son mari, Eugène et ses deux filles Gisèle et Christiane. Cette famille, sympathisante communiste mais non fichée par la police accepta de cacher l'enfant.

Février 1944 : Pierre Daix est envoyé avec ses co-détenus communistes au camp de Compiègne. 420 '*triangles rouges*' sont concentrés là en vue d'une déportation prochaine. Marcel Paul est envoyé à Buchenwald à la suite d'une tentative d'évasion. Pierre Daix et la plupart des triangles rouges sont envoyés à Mauthausen. Seulement 180 reviendront en avril 1945. A Mauthausen, il rencontre Octave Rabaté qui le confie à la protection des républicains espagnols en le présentant comme "*un de nos jeunes terroristes*". Il rencontre Paul Collette, qui avait tiré sur Laval et Déat à Versailles en octobre 1941. Il survivra grâce au soutien que lui vaut son pedigree de terroriste et rentrera à Paris après la libération du camp en avril 1945.

Février 1944 : Jacques Georges est dans le Cher et Pierre Georges à Blois. Il y a été envoyé en vue de préparer l'évasion de Marcel Paul. Mais le plan doit être abandonné. La tentative a été découverte, et Marcel Paul a été déporté à Buchenwald.

Février 1944 : suites aux conversations d'Astier-Churchill, début des parachutages d'armes anglaises aux maquis gaullistes. Ils auront lieu dans quatre régions, toutes en zone sud : Lyon, Clermont-Ferrand, Marseille, Montpellier. En tout, 186 parachutages sont prévus, à partir de l'Afrique et de l'Angleterre, devant permettre d'armer 16.000 hommes.

Février 1944 : Jean-Louis Crémieux-Brilhac rédige une première note sur l'extermination des juifs. Elle n'est pas répercutée par les journaux clandestins.

1er février 1944 : nouvelle loi répressive Vichyste.

1er février 1944 : création des *Forces Françaises de l'Intérieur*, avec la participation militaire de toutes les composantes de la résistance.

14 février 1944 : dissolution de l'Abwehr. Les activités de renseignement sont reprises par les SS du RSHA. Schellenberg devient le maître espion allemand. Canaris est acculé à la démission. C'est dans cette conjoncture que le comte von Stauffenberg décide de passer à l'action directe, concluant que l'assassinat de Hitler était un préalable à tout changement de cours. Sa première tentative individuelle, par la même méthode qui sera utilisée le 20 juillet 1944, a eu lieu dès le 26 décembre 1943. En 1944, il monte une vaste conjuration qui rassemble des personnalités de haut niveau comme le général Beck, ex-chef de l'état-major général, le nouveau chef des services secrets du RSHA, Hansen, le chef de la KriPo, Nebe, le préfet de police de Berlin, comte Helldorf, le gouverneur militaire en France, Heinrich von Stülpnagel, et en Belgique, von Falkenhausen. Ils essayent de pousser à leur tête l'ex-maire de Leipzig, Gördel, qui s'est retiré de la politique et qui les considère avec une certaine ironie. S'y sont associés aussi, périphériquement, le maréchal Rommel et son chef d'état-major, l'ami d'Ernst Jünger, Hans Speidel, ainsi que de nombreux officiers supérieurs de l'armée, qui, sans faire partie de la conspiration, ont de la sympathie pour elle. On ne peut pas parler à propos d'une telle équipe de conspiration antinazie, mais d'une tentative de sauvetage de l'Etat nazi à travers la défaite. Cependant, l'OSS d'Allen Dulles trouve l'idée intéressante, et essaie d'étoffer les rangs de ce qu'elle appelle des *antinazis pro-occidentaux*, mais qui ne seront jamais qu'une clique de nazis de haut vol cherchant à sauver leur statut, ou au moins leur peau. Pendant ce temps, les véritables milieux antinazis allemands, socialistes et catholiques, se tiendront en retrait, attendant l'écroulement militaire du Reich pour se réinvestir dans la vie publique plutôt que d'avoir à gérer la défaite comme ils l'avaient fait en 1918. Si bien que l'ambassade britannique à Washington, renseignée sur les montages d'Allen Dulles conseillera de s'en distancier. De toutes façons, l'autre point faible du projet, dirimant, résidait dans le fait qu'en dépit des soupçons conçus par Staline, une paix séparée à l'Ouest était exclue, Roosevelt ayant lui-même introduit l'exigence de reddition sans condition pour l'Allemagne et ses alliés le 22 janvier 1943 à la conférence de Casablanca. Il n'y aura donc pas de continuité politique allemande à travers la défaite. David Rousset dira : *un énorme vide s'est creusé au coeur de l'Europe*.

15 février 1944 : destruction du Mont Cassin par l'US Air Force.

19 février 1944 : attaque de la Royal Air Force sur Leipzig.

21 février 1944 (lundi) : Missak Manouchian est fusillé au Mont Valérien avec vingt-et-un combattants FTP-MOI. On peut voir sa sépulture au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry. Les premières *affiches rouges* apparaissent sur les murs.

20-25 février 1944 : les alliés attirent la Luftwaffe dans une série de combats aériens au-dessus de l'Allemagne et lui infligent des pertes dont elle ne se relèvera plus.

22 février 1944 : arrestation de Robert Desnos.

23 février 1944 : Jacques Guérard inaugure l'emprunt d'armes lourdes (mortiers) à l'armée allemande en vue de réprimer les maquis. Cette pratique durera jusqu'au mois d'août et s'appliquera à la répression du maquis des Glières.

25 février 1944 : destruction du fichier du STO au Ministère du travail, place Fontenoy, par un groupe du réseau *Ceux de la Résistance* commandé par Léo Hamon.

Fin février 1944 : Jacques Bingen, dit 'Cléante', devient délégué général du général de Gaulle en France. Il est préféré à Parodi, dit 'Quartus', alias 'Cérat' qui le deviendra après lui, Bidault, dit 'Bip', qui est président du CNR, Yves Farge, communiste, qui n'est pas assez consensuel, et Teitgen, dit 'Tristan'. Curieusement, Yvon Morandat, dit 'Arnophle' a d'abord pensé à Tanguy, dit 'Rol', qui s'imposera par la suite comme chef des FFI, mais qui est communiste lui aussi, et que le général de Gaulle ne connaît pas. Morandat ne se trompe pas dans son appréciation de Bingen lorsqu'il écrit : « *Il s'intéresse tout particulièrement aux questions d'action directe dont il est actuellement un partisan convaincu, reprochant à la CGT son attentisme. Bien vu des socialistes, des syndicalistes et des MUR, il jouit d'un assez grand prestige pour s'imposer. Il reste à savoir quelle serait la réaction des communistes et du FN. Si dès le début, il se montre partisan actif de l'action immédiate, il aura leur appui.* » Mais, insuffisamment soutenu, Bingen finira par être arrêté lui aussi.

Février 1944 : Pierre Daix est détenu à Compiègne. Il y retrouve Jean-Claude Lévy et Joseph Récanati, anciens élèves du lycée Rollin, qu'il a côtoyés à Paris au temps de l'OS, ainsi que le poète Robert Desnos, ami de Galtier-Boissière. Tous seront déportés à Mauthausen le 12 avril 1944.

Fin février 1944 : conflit entre le BCRA, qui refuse la distribution des armes aux maquis, et les délégués militaires. Jacques Bingen, dit 'Cléante', délégué général du général de Gaulle en France, et Emmanuel d'Astier, dit 'Merlin', commissaire à l'Intérieur, prennent le parti des maquis.

Mars 1944 : Pierre Georges rend pour la première fois visite à sa fille Monique chez les Ronnel à Arcueil.

Mars 1944 : Pierre Georges est dans le Nord.

Mars 1944 : Marcel Déat devient ministre du travail du maréchal Pétain.

Mars 1944 : sentant la fin prochaine, les Allemands demandent et obtiennent de Laval la saisie générale et urgente de tous les biens mobiliers juifs, qui seront distribués aux ménages allemands sinistrés.

6 mars 1944 : avec trois mois de délai, la mouvance communiste vient au fait des projets de guerre civile ourdis par le Comité des Forges. *La Vie Ouvrière* dénonce les '*projets de Saint-Barthélémy ouvrière*'. Les débuts de tractations entre le Comité et certains groupes de résistance anticommunistes seront confirmés en mai 1944 par les Renseignements Généraux, en même temps que leur échec.

6-12 mars 1944 : procès Pucheu. Venu librement à Alger avec des garanties du général Giraud, Pucheu a déjà été condamné à mort par le CNR le 30 août 1943. Au procès, Fernand Grenier, ancien interné de Châteaubriant et camarade des syndicalistes et militants fusillés, expose la participation de l'ancien ministre de l'Intérieur Vichyste à l'établissement des listes d'otages à exécuter en priorité après les attentats communistes d'octobre 1941.

7 mars 1944 : Churchill est déprimé. "*This world, this dusty and lamentable ball, is now too beastly to live in. People act so revoltingly that they just don't deserve to survive.*"

13 mars 1944 : la confirmation de la condamnation à mort de Pucheu et sa rapide exécution sont une pierre dans le jardin des Américains qui sont en pleines tractations avec Vichy pour une transition sans de Gaulle et les communistes. Les Américains demandent à Franco d'intervenir en faveur du condamné : ce qu'il fait en vain. Aux reproches anglo-américains qui suivent l'exécution, l'opinion résistante réagit en dénonçant la collusion du gouvernement américain avec la collaboration. Politiquement, un certain double-jeu de Roosevelt va devoir cesser, faute de candidats au même sort que Pucheu : ce qui sera annoncé à mots couverts le 21 mars suivant.

15 mars 1944 : deuxième vague de bombardement sur le Mont Cassin. Elle ne parvient pas davantage que la première à briser la résistance allemande. Les Allemands sortent une affiche représentant l'armée alliée comme un escargot remontant la botte à *25 cm par heure*. Churchill et Roosevelt débattent d'une solution politique pour l'Italie. Churchill est en faveur d'une restauration du roi avec Badoglio, Roosevelt est tenté par une solution républicaine *de novo*.

16 mars 1944 : le compte-rendu du procès Pucheu et de son exécution circule clandestinement en France. Le sort réservé à Pucheu sur ordre de de Gaulle, après celui de Darlan, est conçu comme un avertissement à tous les hauts fonctionnaires de Vichy qui ambitionnent de se mettre au service des Américains en contournant la France libre, en vue d'une solution du type *Vichy sans Vichy*.

21 mars 1944 : le Département d'Etat dément "*les rumeurs absurdes*" sur l'intention américaine "*de traiter, après la libération de la France, avec le régime de Vichy ou avec certains individus soutenant directement ou indirectement la politique de collaboration avec l'Allemagne*". De Gaulle vient de remporter une première manche contre Roosevelt, qui annonce la mise à l'écart définitive de Giraud. Mais Roosevelt n'a pas totalement désarmé. Renonçant à se servir de Vichystes actifs, il pense désormais à une solution Chautemps pour faire prévaloir la continuité de la politique française, conformément à la doctrine rooseveltienne constante : tout sauf de Gaulle....

24 mars 1944 : dernière attaque de la Royal Air Force sur Berlin. Les bombardements se déplacent sur les cibles françaises, et en particulier sur les transports et les voies de communication, en préparation du débarquement de Normandie.

25 mars 1944 : le chef du mouvement *Combat*, Claude Bourdet, est arrêté par les Allemands. Il sera déporté à Buchenwald.

30 mars 1944 : attaque de la *Royal Air Force* sur Nuremberg. Après cette date, le niveau des pertes contraint la RAF à une pause provisoire. Au total, la stratégie d'ensemble de Harris n'a pas atteint ses objectifs initiaux. Le moral allemand n'est pas brisé et l'industrie de guerre allemande n'est pas anéantie. Une année supplémentaire de guerre terrestre sera nécessaire pour venir à bout du nazisme, et il faudra ouvrir un deuxième, ou plutôt un troisième front. Or, le débarquement en Normandie demeure impossible tant que la *Luftwaffe* n'est pas mise hors de combat.

Avril 1944 : entrée en service des chasseurs *Tempest V*, efficaces contre les V1.

2 avril 1944 : Emmanuel d'Astier de la Vigerie déjeune avec les Churchill. Churchill lui fait part de sa désapprobation, et surtout de celle des Américains après l'exécution de Pucheu. Mais c'est déjà de l'histoire ancienne.

4 avril 1944 : bombardement des usines Michelin à Clermont-Ferrand. Contacté par l'agent du SOE Pearl Witherington infiltré au sein du maquis, le directeur de l'entreprise a refusé de saboter sa propre production à l'instar de la direction des usines Peugeot.

4 avril 1944 : de Gaulle est nommé *commandant en chef des forces françaises* à la place de Giraud. Les Américains refusant de pousser davantage leur infortuné protégé, il accepte le poste d'*inspecteur général des troupes françaises*.

19 avril 1944 : bombardement de Noisy-le-sec

20 avril 1944: bombardement de La Chapelle. Inspire Louis-Ferdinand Céline pour ses '*maudits soupirs...*'. On sent que l'Occupation tire à sa fin et on s'observe entre pro-allemands et pro-anglais, explique Emmanuel d'Astier dans '*De la chute à la libération de Paris*', (Nrf, 1965). Le bombardement est annoncé par le message crypté de la BBC : '*La chapelle au clair de lune*', qui est le titre d'une chanson à la mode.

21 avril 1944 : de Gaulle regrette publiquement le *refus américain d'armer la résistance intérieure pour des raisons politiques* et loue les *efforts britanniques*.

24 avril 1944 : Pétain déclare : « *Français, quiconque parmi vous, fonctionnaires, militaires, simples citoyens participe aux groupes de résistance, compromet l'avenir du pays.* »

26 avril 1944 : visite parisienne du Maréchal Pétain, venu soigner les plaies résultant du retour de la guerre. « *J'ai trouvé Paris un peu changé* ».

27 avril 1944 : Youki rend visite à Robert Desnos à Compiègne.

27 avril 1944 : en raison des pertes civiles, Churchill et le cabinet britannique opinent en faveur d'un arrêt des bombardements sur la France.

28 avril 1944 : Parodi est nommé *délégué général* du Comité français de Libération Nationale qui deviendra bientôt *Gouvernement provisoire de la République française*. Les émissaires communistes Grenier et Billoux y prennent place. Giraud est mis à la retraite.

Fin avril 1944 : Pierre Daix, Robert Desnos, Jean-Claude Lévy et Joseph Récanati sont déportés à Mauthausen.

Fin avril 1944 : Emmanuel d'Astier, de *Libération-Sud* envoie à Paris un émissaire, Lucien Rachet, dit *Socrate*, qui investit Jacques Chaban, dit *Delmas*, comme délégué général militaire du général de Gaulle, avec en perspective la responsabilité de déclencher l'insurrection à Paris.

Mai 1944 : grande rafle à Figeac dans les milieux soupçonnés d'être proches de la Résistance.

Mai 1944 : les autorités d'occupation allemandes, donnent leurs consignes aux forces répressives considérées comme sûres, SS, LVF et Milice, en prévision du débarquement et en cas « *d'action militaire intérieure et extérieure* ». Il est prévu que « *En aucun cas, les forces de gendarmerie et de gardes mobiles n'auront à être utilisées, [...] noyautées qu'elles sont par les mouvements de résistance. Il sera bon dans certains cas de procéder par la force à leur désarmement.* »

Mai 1944 : Gilbert Brustlein est à Alger. Il est réformé en raison de sa mauvaise vue et reprend le contact avec le Parti communiste, reconstitué autour d'André Marty et des 27 députés libérés du bagne du Sahara où Vichy les avait confinés.

Mai 1944 : Jean-Louis Crémieux-Brilhac est chargé de la rédaction des consignes données à la résistance pour le moment du débarquement.

Mai 1944 : de retour de la région Nord, Pierre Georges rend visite à sa fille Monique à Arcueil pour la seconde fois. Puis il part en mission en Bretagne avec Gilberte Lavaire, alias Nicole, et Sonia.

Mai 1944 : Philippe Henriot rencontre un certain succès public en orientant sa critique des Alliés sur les bombardements censés préparer le débarquement de Normandie. Cela déterminera un groupe de résistants à procéder à sa neutralisation. On prévoit seulement un enlèvement mais l'opération aboutira à sa mort le 29 juin.

Mai 1944 : on projette à Paris le documentaire de propagande allemand *Le Mur de l'Atlantique*.

12 mai 1944 : après sa tournée à Paris, le maréchal Pétain vient loger à Rambouillet.

15 mai 1944 : alors que Roosevelt donne ses instructions pour la mise sur pied de l'*AMGOT* en France, de Gaulle érige le CFLN en *Gouvernement provisoire de la République française* dont il entend qu'il entre en action dès le début du débarquement allié. Roosevelt demande à Churchill de l'aider à défendre la liberté des Français : il fallait convaincre de Gaulle "*de nous assister vraiment dans la libération de la France sans que nous soyons obligés de l'imposer au peuple français comme son gouvernement*". Toutes les solutions antérieures ayant été disqualifiées, le président américain se raccroche à des solutions impliquant le personnel politique de la vieille Troisième république. Il contacte Herriot et Jeanneney et tente de les mobiliser en tant que présidents des assemblées contre '*tout risque de dictature*'. Il suggère de précipiter une élection mais se heurte à leur prudence. Il poursuit pourtant le projet de gouvernement provisoire Chautemps. Chautemps, connu avant la guerre pour son philo-germanisme, fossoyeur du Front populaire et pour qui toutes les bourgeoisies européennes font partie du même camp, a été émissaire personnel de Pétain aux Etats-Unis au début de la guerre, mais n'a pas fait partie des équipes ministérielles collaborationnistes et a pris soin de se présenter comme *résistant*. Il sera donc la dernière cartouche de Roosevelt contre de Gaulle : mais avec aussi peu de succès que les précédentes étant donné l'impopularité de tout ce qu'il représente en 1944. Car Chautemps est surtout l'homme qui en juin 1940 a aidé le Conseil des ministres à surmonter ses scrupules et à demander l'armistice par un recours astucieux au mode conditionnel. Il incarne ce qui a failli en 1940. Peu au courant des subtilités de la langue française, Roosevelt tentera pourtant de le faire entrer au GPRF, qu'il persiste à nommer CFLN, et de le mettre à sa tête, avec Giraud comme chef militaire et avec le soutien de l'industrie représentée par Lemaigre-Dubreuil, réfugié au Maroc espagnol depuis que de Gaulle l'a chassé d'Algérie et que l'on retrouvera au début juin à comploter pour le compte de Giraud en vue du *retournement des fronts*, jamais abandonné et d'une solution capitaliste-autoritaire globale en Europe.

16 Mai 1944 (?) : Nicole, la secrétaire de Pierre Georges est arrêtée lors d'une mission de reconnaissance. Pierre Georges rentre à Paris avec Sonia en se faisant transporter par une voiture de l'armée allemande, puis à pied. Sans point de chute, il se réfugie chez les Ronnel à Arcueil. Il y retrouve sa fille Monique. Il s'y installe définitivement à partir de cette date. Il se fait appeler '*Max*'. Albert Ouzoulias date l'arrestation de Gilberte Lavaire du 16 juin 1944 (vendredi), mais une fois de plus, il s'agit plutôt de la date du rapport qui lui en fut fait.

20 mai 1944 : longue alerte aérienne en région parisienne.

27 mai 1944 : alertes aériennes sur Paris.

27 mai 1944 : de Gaulle réagit aux derniers projets américains pour le gouvernement de la France. Dans une conférence de presse, il s'amuse de l'hypothèse *Chautemps* : "*Il s'est passé un petit fait qui peut-être, paraîtrait avoir une petite importance. Cela s'appelle la capitulation de Bordeaux [...]. J'ai le goût de la plaisanterie. Mais je n'ai pas l'esprit de la plaisanterie assez poussé pour imaginer que ce personnage puisse jamais devenir le chef de la France combattante.*" De Gaulle est clairement sur une position de type *table rase*, et fonde sa légitimité sur son action, récusant celle qui découlerait d'une continuité. Pour lui la continuité républicaine n'est pas celle d'une constitution ou d'élections passées. Elle découle de l'adhésion populaire.

29 mai 1944 : alertes aériennes à Paris. Les Alliés bombardent les gares.

20-30 mai 1944 (?): après transfert à Paris et interrogatoire rue de la Pompe par la Gestapo française, **Gilberte Lavaire** parvient à s'enfuir en profitant d'une alerte aérienne. Elle se réfugie chez Valentine Lenan, dite 'Vati' dont l'adresse lui a probablement été communiquée par Pierre Georges. Celle-ci est en relation avec Louise Frescura, qui la conduit chez les Ronnel, sur les hauteurs d'Arcueil, où elle retrouve Pierre Georges.

Début juin 1944 : à Madrid, des émissaires Américains plus ou moins autorisés travaillent avec des émissaires allemands, des émissaires de Giraud et les anciens cagouleurs d'Alger repliés en Espagne à une neutralisation de la France pour le reste de la guerre. Ces derniers représentent la grosse industrie et veulent négocier avec les Allemands et les Américains les conditions dans lesquelles le capital industriel français se répartira entre les uns et les autres. Les projets initiaux comportent l'annulation du débarquement Allié et la fin de l'occupation allemande. Tout ce beau monde, à la fois russophobe et anglophobe, complotait pour faire prévaloir le *tout sauf de Gaulle et mort aux communistes*, assorti d'une paix américaine qui ferait prévaloir un capitalisme autoritaire en Europe continentale et priverait les Anglais aussi bien que les Soviétiques de leur victoire. Ces projets faramineux seront pris de vitesse par les événements. La politique allemande se retournant dans le sens de la lutte à outrance sur les deux fronts après le 6 juin 1944, les protagonistes français de ces manœuvres trop subtiles pour un temps de guerre seront arrêtés et envoyés en Allemagne comme *déportés d'honneur*.

2 juin 1944 : le pape exprime son inquiétude devant l'offensive anglo-américaine au moment où les troupes allemandes s'apprentent à quitter Rome.

Juin 1944 : Joseph Darnand devient secrétaire d'Etat à l'Intérieur du maréchal Pétain. Aux approches du débarquement de Normandie, les maquis passent à l'action.

4 juin 1944 : **Marcel Prenant** est déporté à Neuengamme.

4 juin 1944 : les troupes françaises entrent dans Rome.

4 juin 1944 : de Gaulle arrive à Londres.

6 juin 1944 : débarquement de Normandie. Le **Comité Parisien de Libération** s'oriente vers la structuration de milices patriotiques en préparation d'une insurrection de masse à Paris par le biais d'une grève insurrectionnelle. En attendant, les parisiens voient passer les chars allemands qui montent en ligne et les ambulances qui reviennent interminablement avec leurs cargaisons lamentables de blessés.

6 juin 1944 : dans une allocution à la BBC, de Gaulle déclare que « *la bataille de France a commencé* ». Du fait de la *stratégie du jour J*, cette déclaration est prise comme un signal d'insurrection. Des actions prématurées aboutiront à des drames. Galtier-Boissière raconte la mort du jeune fils de ses amis **de Brunhoff, Pascal**, parti en Sologne pour rejoindre le maquis, mais immédiatement pris et exécuté par les Allemands. Les appels à la résistance ne sont pas relayés par les radios anglaises, mais pas par les radios américaines en raison de l'expression utilisée de **Gouvernement provisoire de la République française**.

7 juin 1944 : Darnand s'adresse à la Milice : « *Votre rôle n'est pas de discuter, de vous interroger sur ce qu'il convient de faire. [...]* Les ordres sont clairs : considérez comme des ennemis de la France les Francs-Tireurs et Partisans, les membres de la prétendue armée secrète et ceux des groupements de résistance. »

8 juin 1944 : le **Gouvernement provisoire de la République française** entre en vigueur avec la libération d'une partie du territoire. De Gaulle proteste solennellement contre l'émission de monnaie par l'AMGOT. Il parle de *fausse monnaie*. Menace à peine déguisée, les Américains lui opposent que son franc ne suffirait pas aux besoins de dépenses de l'armée américaine en France, et ne tiendrait pas face à une monnaie bénéficiant de leur garantie.

9 juin 1944 : arrestation de Robert Bousquet, interné avec sa famille dans une villa sur les bords du lac Starnberg. Cette mise à l'abri organisée par ses amis Knochen et Oberg lui vaudra diplôme de résistance, brandi bien plus tard par François Mitterrand pour sa propre défense lorsqu'on lui reprochera ses amitiés de mauvais goût.

14 juin 1944 : de Gaulle exécute une visite éclair à Bayeux avec la complicité de Churchill et en dépit d'un interdit américain. L'opposition de Roosevelt à sa personne perd de sa force à mesure que la popularité du Général s'affirme. Concession significative de la part du Président, un voyage est prévu à Washington pour le 5 juillet. Mais cela n'interrompt pas les conversations madrilènes avec la synarchie et le projet Chautemps.

19 juin 1944 : Paul Lambert est retrouvé exécuté d'une balle dans la nuque dans les environs de Villefranche-sur-Saône. Probablement par le maquis.

22 juin 1944 : début de l'opération **Bagratiön** sur le front de l'Est. Stratégiquement, Bagratiön peut être vue comme une diversion russe venant en soulagement du front de Normandie : mais une diversion qui mobilise environ cent-cinquante divisions. Pour comparaison de l'ampleur des combats sur les fronts respectifs, dix-sept divisions ont été engagées dans le débarquement du 6 juin, et six divisions américaines seront concernées par la bataille la plus décisive du front Ouest, au moment de l'offensive allemande des Ardennes.

26 juin 1944 (lundi) : horrifiée en apprenant la destruction d'Oradour-sur-Glane, Madeleine Riffaud abat un officier allemand sur le pont de Solférino. Arrêtée et condamnée à mort, elle est libérée par l'insurrection du mois d'août.

28 juin 1944 : à l'issue d'une tentative d'enlèvement manquée, Philippe Henriot – '*le menteur aux grandes oreilles*' selon Galtier-Boissière - est exécuté à son domicile du 10 rue de Solférino par un commando du **Comité d'Action Militaire** (COMAC) de Maurice Kriegel-Valrimont assisté d'une petite équipe de truands. Jean Guéhenno note dans son journal : '*C'est une mort dont il n'était pas digne*'. Emmanuel d'Astier regrettera au contraire cette action. Tout n'était pas faux dans ce que disait le menteur hitlérien sur la politique et les moeurs militaires anglo-américaines. Les autorités promettent une récompense de vingt millions de francs pour des renseignements menant à la capture des assassins.

30 juin 1944 : l'Armée rouge franchit la Bérésina.

Fin juin 1944 : l'aggravation de la situation pour les Allemands modifie la teneur des conversations de Madrid concernant une neutralisation de la France. Il s'agit désormais d'organiser la transition d'une occupation à l'autre, comme cela s'est négocié en la Grèce au bénéfice des Anglais. *"Il ne s'agissait pas d'être anti-Anglais ou anti-Américain, mais seulement antisoviétiques, au prix d'une alliance même avec les anglo-saxons"*, dira un des négociateurs allemands. L'équipe de Lemaigre-Dubreuil veut désormais régler les conditions dans lesquelles le capital industriel français passera des mains allemandes aux mains américaines. On voit réparaître Anatole de Monzie dans la coulisse, oeuvrant pour le compte de la banque Worms. Une administration directe américaine à travers un gouvernement fantoche de fondés de pouvoir du capital se dessine comme un avenir français possible. C'est le retour de Chautemps, candidat favori des Américains à ce point, mais aussi de Marquet, et peut-être Raynaud, qui voient affluer les dollars.

Fin juin 1944 : Pierre Georges est nommé responsable FTP du secteur sud de la région parisienne. Il prend le pseudonyme de *'colonel Fabien'*. Déjà des escarmouches ont lieu avec les Allemands en banlieue sud et dans le treizième arrondissement.

1er juillet 1944 : ouverture de la conférence de Bretton Woods.

1er juillet 1944 : à la demande de Vichy, et alors que l'insurrection gronde dans les faubourgs de Paris, les obsèques à grand spectacle de Philippe Henriot sont présidées par le cardinal-archevêque de Paris, Suhard. *« Il était notre réconfort, notre soutien, c'était la voix de la patrie »*, dira Monseigneur Delay, évêque de Marseille. La cérémonie a lieu en présence des grands collaborateurs, dont Laval, Brinon, Doriot, Darnand, Vallat, du préfet Bussière, et des occupants Abetz et Otto von Stülpnagel. Gerlier se taille une réputation de dissident en se retirant ostensiblement avant la fin de la cérémonie, mais ses états de service désormais considérables vaudront à Suhard d'être au contraire exclu par de Gaulle des cérémonies d'action de grâce tenues à Notre-Dame en août 1944.

1er juillet 1944 : entre le 1er et le 14 juillet, huit grandes manifestations patriotiques ont lieu à Paris. Le 1er juillet, manifestation de la porte Saint-Denis au boulevard Magenta sans intervention des forces répressives. Le retour de la faim avec l'effondrement du marché noir et la reprise de la guerre en région parisienne contribue à faire grossir les cortèges.

2 juillet 1944 : un des derniers convois de déportés part de Compiègne. Un autre partira encore le 15 août.

4 juillet 1944 : Jean Zay est assassiné dans sa cellule.

5 juillet 1944 : de Gaulle est à Washington. Roosevelt le décrit comme *'son ami'*. En retour, de Gaulle renonce à le contredire sur quelque point que ce soit. C'était apparemment la bonne stratégie avec le Président, puisque les conversations madrilènes s'en trouvèrent arrêtées dans le courant du mois.

7 juillet 1944 : assassinat de Georges Mandel. L'annonce n'en sera faite qu'avec un délai de plus d'une semaine, assortie d'un récit mensonger. De même pour Jean Zay.

14 juillet 1944 : à Paris, manifestation patriotique protégée par des résistants armés. La police renonce à intervenir. A Vitry, la manifestation des cheminots donne lieu à des arrestations. La libération des cheminots arrêtés sera la première revendication des grèves subséquentes débouchant sur l'insurrection. S'y ajoutent cependant des revendications matérielles fortement mobilisatrices. Les FTP, décrits depuis le début 1944 dans *France d'abord* comme *adhérents aux Forces Françaises Intérieures* sont désormais qualifiés de *membres de l'armée régulière des Forces Françaises de l'Intérieur*, probablement dans l'intention de revendiquer la protection des lois de la guerre.

14 juillet 1944 : de Gaulle insiste en vain auprès des Anglais pour qu'ils fournissent les moyens d'aéroportage nécessaires à une opération de libération anticipée du Masif Central par les maquis sous le commandement du Colonel Billotte. L'opération n'aura pas lieu.

20 juillet 1944 : attentat raté contre Hitler. Alors qu'il n'y eut jamais de résistance anti-nazie allemande, et que les contacts et projets montés avec les Américains visèrent toujours à un retournement des fronts dans le cadre d'un pouvoir nazi maintenu, vient au dernier moment l'opération *Walkyrie*, montée par un groupe de l'establishment nazi cherchant à échapper personnellement aux conséquences de la défaite. Convoqué au QG de Hitler, le Wolfschanze de Rastenburg, pour une conférence, le comte von Stauffenberg y dépose des explosifs cachés dans sa serviette. A l'annonce de l'explosion, on croit Hitler mort et les conjurés prennent un peu partout l'initiative. A Paris, Heinrich von Stülpnagel lance les troupes stationnées à l'Ecole militaire contre la SS. Oberg et Knochen sont arrêtés et détenus à l'hôtel Continental, rue de Castiglione. Les SS et les agents de la Gestapo sont mis sous les verrous. Mais Hitler survit à l'explosion et la conjuration se décompose. A Paris, von Kluge, après avoir varié et hésité, se retourne contre les mutins en apprenant qu'Hitler est indemne. Il dénonce Stülpnagel. Il sera tout de même destitué et acculé au suicide. Lorsque les troupes de marine déclarent leur loyalisme, von Stülpnagel renonce et libère les SS. A Berlin, von Stauffenberg et Beck sont exécutés sans jugement. Convoqué à Berlin, von Stülpnagel est condamné et exécuté le 29 août. La répression fait en tout à peu près 5.000 victimes. Le commandement du Grand Paris est donné au général von Choltitz, qui a une réputation de férocité bien établie. C'est à lui qu'auront affaire les insurgés du mois d'août.

23 juillet 1944 : les Allemands partent à l'assaut du maquis du Vercors.

24 juillet 1944 : les Américains percent à Avranches.

27 juillet 1944 : Fernand Grenier proteste contre la passivité des Alliés qui n'arment pas le maquis du Vercors aux prises avec la répression milicienne et Allemande. Il se rétracte trois jours plus tard sous la pression de de Gaulle. La lutte armée de la Résistance n'est un souci majeur ni pour le parti communiste ni pour de Gaulle, qui pensent d'abord politique et maintien des positions de pouvoir.

Fin juillet 1944 : devant l'évolution insurrectionnelle de la situation parisienne, Jacques Chaban-Delmas, délégué général du Gouvernement provisoire auprès de la Résistance intérieure, est envoyé à Londres pour obtenir une accélération de l'approche alliée sur Paris. Mais il ne parvient pas à toucher le général Eisenhower. C'est de Gaulle qui devra demander personnellement la modification des ordres donnés à Leclerc, ordres dont celui-ci aura en pratique anticipé la réception dans les mouvements de sa division. De Gaulle n'atteindra ce résultat qu'en raison de l'existence de l'insurrection. En attendant, il donne instruction de ne pas déclencher d'insurrection à Paris tant qu'il n'en donnera pas l'ordre lui-même.

31 juillet 1944 (lundi) : ne disposant que de 1750 hommes armés, Rol-Tanguy, chef des FFI de la région parisienne, s'oriente d'une part vers la constitution de milices patriotiques organisant la masse de la population parisienne, et d'autre part vers le retournement des forces gouvernementales, police et gendarmerie, représentant 20.000 hommes armés.

Août 1944 : Jean-Louis Crémieux-Brilhac voit sa mission en France occupée annulée. Ce contre-temps est en réalité probablement une retombée des tiraillements entre de Gaulle et les alliés anglo-américains.

Août 1944 : exécution par les FTP de Bru, maire de Draveil, renégat du parti communiste passé à la collaboration.

1er août 1944 : la 2ème division blindée de Leclerc débarque à Utah Beach en Normandie. Jusque-là, les opérations militaires en France ont été conduites de a jusqu'à z dans une indifférence totale par rapport aux intérêts français. De Gaulle utilisera sa force militaire naissante - « *qu'elle est courte l'épée de la France !* » - pour faire prévaloir les intérêts français dans au moins deux conjonctures marquantes : lorsqu'il s'agira de venir sauver l'insurrection parisienne et lorsqu'il s'agira de défendre Strasbourg contre le retour de la Wehrmacht. A chaque fois il devra aller jusqu'à menacer Eisenhower de *sortir de l'alliance de guerre* et de soustraire les forces françaises à son commandement.

2 août 1944 : mort du propriétaire du *Matin*, Bunau-Varilla.

4 août 1944 : bombardement des raffineries de Pauillac par la Royal Air Force.

5 août 1944 : Francine Fromont, pianiste de Jacques Duclos, est fusillée à Fresnes à la veille de la libération de Paris.

7 août 1944 : destruction de Caen par la Royal Air Force.

7 août 1944 : à Mortain, les *Typhoons* de la Royal Air Force arrêtent la contre-attaque des blindés SS contre les Américains qui ont percé à Avranches.

7 août 1944 : Rol-Tanguy, chef des FFI de la région parisienne fonde ses décisions sur l'hypothèse que les Allemands ne résisteront pas à outrance, mais il redoute l'afflux sur Paris des forces allemandes battues en Normandie. Il demande des livraisons d'armes à la Délégation militaire du Gouvernement provisoire de la République mais se heurte à un refus.

8 août 1944 : Charles Tillon écrit à Rol-Tanguy pour mettre les FTP à sa disposition en tant que troupe des FFI. Dans sa conception, le rôle de la Résistance est d'ouvrir aux Alliés la route de Paris.

9 août 1944 : envoyé par Hitler, von Choltitz prend le commandement militaire à Paris. Il a pour mission impérative de tenir Paris ou de le détruire. Il jouit d'une réputation effrayante en raison de son rôle dans la destruction de Rotterdam.

10 août 1944 : les Américains sont à Rennes, Nantes et Angers.

10 août 1944 : déclenchement d'une grève des cheminots bloquant les mouvements militaires allemands. Les Allemands interviennent à Villeneuve-Saint-Georges mais ne parviennent pas à empêcher le déboulonnage des rails sous la protection de résistants armés.

10 août 1944 (jeudi) : le 5 août 1944, Charles Tillon a suggéré le déclenchement d'actions de guérilla à Paris, visant à obtenir une insurrection généralisée. N'obtenant pas le contact avec Jacques Duclos, il en prend personnellement l'initiative le 10 août 1944 au nom du Comité militaire national.

11 août 1944 : mort de Saint-Exupéry.

12 août 1944 (samedi) : les FTP parisiens attaquent le dépôt de chemin de fer de Montrouge. A Alger, Emmanuel d'Astier prépare un ordre d'insurrection. De Gaulle appelle à l'action contre l'occupant par quelques consignes brèves : « 1. Ne pas accomplir de travaux utiles à l'ennemi. Si l'ennemi veut les imposer, faire grève. 2. Si l'ennemi fléchit, se saisir du personnel qu'il emploie à n'importe quel titre dans l'usine. En faire des otages.... Etc... ». Répondant à la consigne du général de Gaulle, la CGT et la CFTC appellent à la grève des cheminots.

13 août 1944 : grève totale du métro. Grève des PTT qui coupent les communications téléphoniques des Allemands. Grève de la gendarmerie de l'Ile-de-France et de l'Orléanais.

13 août 1944 : suicide de Drieu la Rochelle. Le bruit court que Céline se serait exilé.

13 août 1944 : Lemaigre-Dubreuil, lâché par les Américains, rentre à Paris.

14 août 1944 : Rol-Tanguy, chef des FFI de la région parisienne installe son PC au 103 avenue Verdier à Montrouge.

14 août 1944 : Ernst Jünger quitte Paris. Un de ses derniers coups de téléphone est pour faire ses adieux à Paul Léautaud. Ils se promettent de se revoir dans des circonstances moins déplaisantes. « *Au moins un Français et un Allemand auront 'collaboré'* », conclut Léautaud.

15 août 1944 : débarquement de la 1ère armée de de Lattre de Tassigny en Provence.

15 août 1944 (mardi) : certains policiers ayant abandonnés leurs armes à la Résistance après les incidents à partir du 9 août, et avec les escarmouches qui se multiplient en périphérie parisienne, les Allemands menacent de désarmer la police, voire de la déporter. C'est cette crainte qui conduit à son retournement. Après les cheminots, le métro, les PTT, des organisations de policiers résistants du Front National communiste décident la grève. Des coups de feu éclatent Boulevard Saint-Michel. Les Allemands s'en vont. Les SS font partir un avant-dernier convoi de déportés de Compiègne.

16 août 1944 (mercredi) : Jacques Chaban-Delmas est de retour à Paris. Les Allemands commencent à déménager leurs services. Les journaux de la collaboration cessent de paraître. Charles Tillon prend l'initiative de lancer un premier appel à l'insurrection et fait placarder des affiches dans ce sens dans tout Paris pendant la nuit. Rol-Tanguy estime que l'insurrection peut tabler sur 600 fusils et quinze cents volontaires.

17 août 1944 (jeudi) : Laval est à Paris. Il déjeune à l'Hôtel Matignon avec Abetz et Herriot. Il s'agit d'envisager l'avenir et d'organiser la transition. Mais le soir même, il s'enfuit vers l'Allemagne sous escorte allemande. Pendant ce temps, le colonel de Marguerittes, dit Lizé, commandant les FFI de la Seine, installe son PC au 7 quai de Conti. A la réunion du **Comité Parisien de Libération**, en présence de Rol-Tanguy, les communistes réclament l'insurrection immédiate, qui est décidée à l'unanimité. Rol-Tanguy souligne la faiblesse de l'armement dont dispose la Résistance. Il mise sur l'action de masse par le moyen des milices patriotiques et sur le retournement des forces gouvernementales de police et de gendarmerie, représentant 20.000 hommes armés, c'est-à-dire autant que les forces allemandes. Le soir, en anticipation des décisions qui seront prises le lendemain, Rol-Tanguy fait afficher un appel à la mobilisation générale et à l'insurrection signé des élus communistes parisiens disparus aussi bien que des vivants : Duclos, Marty, Tillon, etc., mais aussi : Péri, Gardette, Michels, Frot, Le Gall, Cariou, Losserand, Semard, Grandel, Auffret, Prachet, Cossoneau. Oberg et Knochen s'appêtent à quitter Paris. Mais les SS tiennent toujours les prisons et le fort de Romainville.

18 août 1944 : les FFI de Rouffignac qui se sont emparés de l'amiral Platon le font passer en Conseil de Guerre pour haute trahison. Il sera le seul fusillé des conjurés militaires de mai-juin 1940 qui avaient saboté la défense nationale.

18 août 1944 (Vendredi) : à Paris la CGT appelle à la grève générale. Tout s'arrête à Paris. La radio collaborationniste cesse d'émettre. Les usines Renault et le lycée Michelet sont occupés. Les Allemands font sauter leurs dépôts de munitions autour de Paris et mettent le feu aux grands moulins de Pantin. Le matin, 42 jeunes francs-tireurs sont fusillés à la cascade du Bois de Boulogne. N'obéissant qu'à Oberg, le commandant SS du camp de Compiègne fait partir un dernier convoi de déportation vers l'Allemagne. Les SS Oberg et Knochen quittent Paris et vont s'installer à Vittef. Ils maintiennent une antenne discrète en périphérie parisienne, qui sera encore à Meaux le 28 août. Laval tente une dernière manœuvre avec Abetz et de Monzie, essaye d'enrôler Herriot et Jeanneney : il s'agit de passer un compromis avec les Alliés. Ressusciter la chambre de 1936. Partager le pouvoir entre de Gaulle et Pétain.... Les Alliés sont intéressés : mais c'est Pétain qui se méfie et renonce.

19 août 1944 (samedi) : au matin du 19, l'insurrection démarre avant que l'ordre en soit donné quand, dans l'île de la Cité, un petit groupe franc de policiers patriotes décide d'aller au delà de la grève sans attendre les ordres, et s'introduit dans la préfecture de police, puis ouvre la porte à un millier d'autres qui s'y enferment. Le préfet Bussière et Hennequin sont arrêtés. Parodi-Quartus, le préfet Luizet, Léo Hamon et Rol-Tanguy chef des FFI de la région parisienne, se portent dans l'île de la Cité, puis Rol-Tanguy installe son poste de commandement opérationnel dans les souterrains du 9 rue Schoelcher qui jouxtent les catacombes, où il peut utiliser le réseau téléphonique privé de la Compagnie du Métropolitain pour se renseigner sur les mouvements de l'ennemi. Il donne des ordres tendant à l'occupation des bâtiments publics et de la rue parisienne tout en évitant le contact avec les Allemands puis il gagne son poste de commandement annexe du 66 rue de Meaux, dans le 19ème arrondissement. Dans ces circonstances, la réunion commune du Comité Parisien de Libération et du Conseil National de la Résistance qui se tient rue de Bellechasse proclame une insurrection déjà entamée. La décision est prise sous la pression des circonstances sur le terrain et en dépit des ordres reçus de Londres par Alexandre Parodi, délégué général, représentant du Gouvernement provisoire de la République. La résistance se met à occuper les bâtiments publics. Un groupe franc occupe l'imprimerie de **Paris-Soir** au 37 rue du Louvre. Les échanges de coups de feu commencent dans Paris. De son côté, face à l'agitation et aux escarmouches qui se multiplient depuis plus d'une semaine, von Choltitz, dans son ordre du 19 août, écrit : "*La révolte à main armée devra être réprimée par tous les moyens, et, si besoin est, sans pitié.*" Dans l'ordre n°1 il a prescrit « *d'agir sans pitié, de nettoyer tous les points de résistance importants* » et dans son ordre n° 2 : "*Toute résistance armée sera combattue sans pitié et des actions massives seront entreprises pour briser complètement toute résistance*". Vers 13 heures les Allemands attaquent la préfecture de police avec quatre chars dont deux chars **Panther** en appui. Le soir, en raison de la situation difficile des policiers enfermés dans la préfecture de police et pour éviter une effusion de sang, le consul de Suède Nordling cherche à prendre contact avec Rol-Tanguy en vue d'une trêve, mais celui-ci refuse de lui parler. Nordling parvient cependant à contacter la préfecture vers 8 heures du soir, et à négocier une trêve de quelques heures pour ramasser les blessés. La trêve commence à 9 heures du soir. A la nuit tombante, un énorme orage éclate sur Paris.

20 août 1944 (dimanche) : ce jour-là, au petit jour des insurgés occupent l'Hôtel de Ville sous la conduite de Léo Hamon et Roger Stéphane et en chassent le président du Conseil municipal Taittinger et le préfet de Vichy Bouffet. L'orage est passé et le beau temps est revenu. De Gaulle débarque à Cherbourg et se rend auprès d'Eisenhower. C'est le jour de l'imbroglie autour de **la trêve**. Il semble que Nordling ait présenté à chaque partie la demande de trêve comme venant de l'autre, alors qu'il en est lui-même l'instigateur. En dépit de la trêve conclue la veille au soir, et qui est censée s'étendre à tous les bâtiments publics occupés, les combats de rues continuent à Paris. A 10 heures du matin, une réunion restreinte du **Comité National de la Résistance** discute les propositions de Nordling. Comme les Américains sont à Fontainebleau mais ne font pas mouvement vers Paris, Léo Hamon, du Comité de Libération de Paris, se rallie au projet soutenu par les représentants civils du Gouvernement provisoire, le *délégué général* Alexandre Parodi et Jacques Chaban-Delmas. Tous trois considèrent que von Choltitz a les moyens de détruire Paris et que la Résistance n'a pas les moyens de l'en empêcher. Ils sont particulièrement sensibles à la situation difficile des policiers assiégés dans la préfecture de police dont l'évacuation s'avère impossible et qui sont à court de munitions. Selon leurs renseignements, deux divisions blindées SS se dirigent sur Paris, et des escadilles de bombardement allemandes sont disponibles au Bourget. Sur ces deux points, ils se sont laissé intoxiquer par von Choltitz. Chaban et Léo Hamon rencontrent le consul de Suède Nordling et fixent avec lui les termes de la trêve, comportant que les troupes allemandes seraient autorisées à traverser Paris sans opposition de la

Résistance. Les Français cesseront d'attaquer les Allemands et conserveront les occupations faites. Les Allemands conserveront leurs points d'appui et pourront circuler sur les boulevards extérieurs. Le bureau du CNR accepte le projet contre l'avis des deux communistes présents à la réunion. Une affiche appelant à la trêve est placardée sur les murs. La confusion règne sur le terrain : les hauts-parleurs de la police annoncent la trêve, alors que les combats continuent et que le CLP de son côté appelle à leur intensification et à l'érection de barricades. Le résultat est un nombre assez important de victimes parmi les insurgés. Pierre Georges est blessé d'une balle à travers la cuisse. Il restera caché quelque temps à Arcueil puis retournera à Paris et installera son PC au Helder. Vers 14 ou 15 heures, Alexandre Parodi, occupé à superviser la trêve qu'il a promue, est arrêté par une patrouille allemande. Après diverses péripéties, il est conduit devant von Choltitz qui finit par le libérer vers 19 heures. Vers 16 heures, Rol-Tanguy envoie son chef d'Etat-Major, le commandant Gallois-Cocteau demander aux Alliés d'accélérer leur mouvement vers Paris. Celui-ci est à Neauphle-le-Château en fin de soirée.

21 août 1944 (lundi) : à Paris, combats sporadiques. La trêve est inégalement respectée. Les journaux de la Résistance remplacent ceux de la collaboration, disparus depuis le 16. Le matin, place Denfert-Rochereau, Rol-Tanguy coupe court à la conversation avec Alexandre Parodi qui lui présente les demandes allemandes d'itinéraires sécurisés pour le repli de leurs chars lourds. Il déclare *'maintenant c'est joué'*. De son point de vue, il ne sera plus question de trêve, quoique à son insu des interventions directes aient eu lieu dans ce sens auprès de ses subordonnés de la part des instances politiques représentatives du Gouvernement provisoire. Quelques heures plus tard, à 17 heures, une nouvelle réunion du CNR, plénière cette fois, se tient avenue du parc Montsouris. Chaban-Delmas s'oppose à Pierre Villon-Ginsburger, du Front national, André Tollet, du CLP, et Kriegel-Valrimont qui dénoncent la trêve : *« partout l'ennemi tire sur les patriotes... quel est l'organisme occulte qui décide et applique pendant que le CNR discute ?... Il y a trahison en plein combat... »*. Chaban fait valoir que la résistance n'a que très peu d'armes et plus de munitions. Villon suggère d'appeler la population à ériger des barricades. Puis un compromis est trouvé et le consensus est rétabli entre communistes et non-communistes sous l'influence conciliatrice de Georges Marrane. Bien qu'il n'y ait pas de nouvelles de la mission du commandant Gallois et bien que Parodi et Chaban-Delmas n'aient pas non plus reçu d'assurances du Gouvernement provisoire, on adopte la motion anti-trêve du CLP de la veille, concluant *'nous voulons que Paris soit un vainqueur parmi les vainqueurs'*. On décide que la trêve prendra fin le lendemain à seize heures. En pratique, les combats ne reprendront avec une intensité accrue que le lendemain soir. Les temporisateurs considèrent donc qu'ils sont parvenus à leurs fins. Pendant de temps, à dix heures du soir, le commandant Gallois, chef d'Etat-major de Rol-Tanguy, chef des FFI d'Ile-de-France, prend contact avec l'armée américaine à Pussay, près d'Etampes. A 2 heures du matin, il rencontre le général Patton qui refuse de modifier ses plans et le renvoie à ses supérieurs.

22 août 1944 (mardi) : à 8h30 du matin, Pierre Gallois rencontre le général Bradley à Laval. Il y tombe en plein débat entre Français et Américains sur l'opportunité de marcher sur Paris et il met dans la balance les informations dont il dispose, soulignant la faiblesse des défenses allemandes et la situation difficile des occupants dans la capitale. A 11 heures du matin, il rencontre le général Leclerc. A 16 heures, Bradley est de retour de conférer avec Eisenhower, qui a subi les représentations de de Gaulle, et à 19 heures la division Leclerc reçoit l'ordre de faire mouvement sur Paris, où ses premiers éléments arriveront le surlendemain en soirée. A Paris, l'insurrection se généralise selon les anticipations des cadres politiques résistants, et en particulier des communistes qui se sentent en mesure de l'organiser militairement, mais non pas de le ralentir ou de l'accélérer. Paris se couvre de barricades. Les Allemands qui disposaient de 36 points d'appui principaux le 19 n'en ont plus que 10. Ils attaquent le PC du colonel Rol-Tanguy à Denfert-Rochereau.

23 août 1944 (mercredi) : deuxième jour des combats de rue à Paris. Les Allemands tiennent le Luxembourg, la Cité, la caserne de la République. Ils attaquent le Grand Palais tenu par les résistants et y mettent le feu. Ils attaquent l'Hôtel de Ville tenu par Léo Hamon depuis le 20. Ils perpètrent leurs derniers massacres de résistants à la cascade du bois de Boulogne, à Romainville, à Vincennes et au Sénat. Leclerc marche sur Paris.

24 août 1944 (jeudi) : atténuation des combats. Les Allemands, battus, sont assiégés dans leurs points d'appui. Aux alentours de 9 heures du soir, arrivée à Paris des premiers éléments de la division Leclerc : trois chars opérés par des engagés républicains espagnols et commandés par le capitaine Dronne, qui est reçu à l'Hôtel de Ville par le CNR au grand complet.

24 août 1944 : les Soviétiques refusent de soutenir le soulèvement de Varsovie. Ils refusent d'autoriser les anglo-américains à parachuter des vivres et des armes. La cause principale en est l'allégeance occidentale du gouvernement polonais en exil.

25 août 1944 (vendredi) : le groupe **Billotte** de la division Leclerc entre dans Paris. Assaut de l'Hôtel **Meurice**. La colonne Fabien prend part aux combats pour la prise du Luxembourg, quartier général de la Luftwaffe. La position est enlevée avec le soutien des chars de la division Leclerc qui viennent d'arriver à Paris. Un bref conflit suit le succès entre Fabiens et militaires de la 2ème Division Blindée autour de la répartition des importantes provisions d'armes trouvées dans le palais. Les Fabiens l'emportent. Rol-Tanguy est à la Préfecture de police. Le gouverneur militaire allemand von Choltitz, qui s'est rendu au colonel Billotte, est amené devant lui prisonnier. Il est conduit à la gare Montparnasse où Leclerc a ses moyens de commandement. A 16 heures, le général Leclerc et le colonel Rol-Tanguy reçoivent sa capitulation. **De Gaulle** arrive à Paris. Il s'installe rue Saint-Dominique. Il rend d'abord visite aux policiers à la Préfecture. A 19 heures, de Gaulle arrive à l'Hôtel de Ville. Georges Marrane l'accueille au nom du CPL et Georges Bidault au nom du CNR.

26 août 1944 (samedi) : le général de Gaulle et les chefs de la Résistance descendent les Champs Elysées. Te Deum à Notre-Dame. Fabien déclare : *"Tout de suite il faut partir pour libérer les prisonniers et l'Allemagne comme nous avons libéré Paris, avec le même éclat dans les yeux."* Mais dans l'immédiat, c'est une période d'*épuration sauvage* qui survient, qui touchera, selon Emmanuel d'Astier, soixante mille victimes, dont un certain nombre d'exécutions sommaires, à mettre en regard des deux-cent-quarante mille déportés et des innombrables tués de l'occupation. Beaucoup ont à réviser leurs convictions. *« Le nombre augmente*

tous les jours de ceux qui ont failli être torturés par la Gestapo », notera Jean Galtier-Boissière au bout de trois semaines. Les artistes et les écrivains, en particulier, passent parfois des moments difficiles. D'autres professions ne changent rien à leurs habitudes : « *Les Allemands partent, les Américains arrivent : on n'a pas le temps de refroidir* », dit une prostituée. Les banquiers, commerçants du marché noir, acheteurs de biens juifs, industriels et ingénieurs, trafiquants et policiers s'en tirent bien eux aussi dans la plupart des cas. L'atmosphère au total est étrange. Angelo Tasca parlera d'une « *révolution sans révolutionnaires* ».

25-26 août 1944 : Angelo Tasca assiste à la 'Libération' à Vichy.

27 août 1944 : Churchill est en Italie où Alexander prend l'offensive contre la *Ligne Gothique*.

28 août 1944 : service à *Saint-Paul* de Londres en célébration de la libération de Paris.

29 août 1944 : Churchill fait une rechute de pneumonie. Il est traité à la pénicilline.

30 août 1944 : le siège du GPRF est transféré à Paris. Roosevelt place de Gaulle sous observation. Ses observateurs sont plutôt satisfaits : "*L'actuelle administration française donne la preuve de son désir sincère de maintenir l'ordre public. [...] La reconnaissance renforcerait incontestablement la position du gouvernement provisoire dans la population et l'aiderait à contrôler les éléments subversifs de l'ordre public*". Pourtant, la décision ne sera pas si tôt prise. Roosevelt et s'abstient dans l'immédiat de placer un ambassadeur à Paris. "*Il est impossible pour le gouvernement de traiter avec le Comité en tant que gouvernement de la France*". La situation perdurera jusqu'au 23 octobre.

Septembre 1944 : Pierre Georges participe au premier congrès des FTP.

Septembre 1944 : attentat contre Ambrogelly, maire-adjoint d'Arcueil et renégat du Parti communiste passé à la collaboration.

Septembre 1944 : 47 aviateurs anglais, américains et néerlandais prisonniers de guerre évadés et repris sont envoyés à Mauthausen et exécutés à leur arrivée au camp.

Septembre 1944 : conférence de Québec. Churchill et Roosevelt s'entendent définitivement sur des zones d'occupation en Allemagne.

Septembre 1944 : à l'approche des armées alliées André Kirschen emprisonné à Anrath est évacué sur Bochum.

Septembre 1944 : immobilisation du *Tirpitz* dans sa cachette norvégienne en septembre par un groupe de bombardiers *Lancaster* équipés de bombes *Tallboy* de cinq tonnes mises au point pour l'attaque des barrages sur l'Eder et la Möhne les 16 et 17 mai 1943. Le raid est parti d'une base soviétique.

3 septembre 1944 : nouvelles pressions de Churchill sur Staline en faveur de Varsovie.

3 septembre 1944 : Angelo Tasca est arrêté pour faits de collaboration.

6 septembre 1944 : bombardement du Havre par la *Royal Air Force*.

10 septembre 1944 : la colonne Fabien devient le *Groupement Tactique Lorraine*, associé à l'armée Patton.

25-26 septembre 1944 : bombardement de Calais par la *Royal Air Force*.

25 septembre 1944 : fin de la bataille d'Arnhem. La première division aéroportée britannique a été anéantie.

2 octobre 1944 : tension entre les Alliés à propos de la reconnaissance du *Gouvernement Provisoire de la République française*, à laquelle Roosevelt persiste à s'opposer. En dépit de son estime amoindrie pour la France, Churchill soutient sa restauration au rang de puissance majeure, avec l'attribution d'une zone d'occupation en Allemagne. Mais il lui faudra encore plusieurs semaines pour obtenir gain de cause.

5 octobre 1944 : fin de la résistance polonaise à Varsovie.

12 octobre 1944 : Angelo Tasca est libéré de prison.

14 octobre 1944 : gravement blessé en Normandie, Rommel meurt.

14 octobre 1944 : rompant le front anti-de Gaulle, la Grande-Bretagne reconnaît le GPRF.

23 octobre 1944 : avec plus d'un an de délai, les Américains se résignent à reconnaître le *Gouvernement provisoire de la République française*, et avec cela la légitimité politique de de Gaulle et de la France libre.

Novembre 1944 : les premiers V2 tombent sur l'Angleterre.

Novembre 1944 : le *Tirpitz*, touché et très endommagé en septembre par un groupe de bombardiers *Lancaster* équipés de bombes *Tallboy* de cinq tonnes mises au point pour l'attaque des barrages sur l'Eder et la Möhne les 16 et 17 mai 1943, est à nouveau attaqué et cette fois coulé.

14 novembre 1944 : les Ronnel quittent la région parisienne pour aller s'installer à Perpignan. Ils emmènent Monique, que son père vient voir pour la dernière fois à Arcueil avant de partir en campagne. Il porte désormais l'uniforme de l'armée française.

20 novembre 1944 : tentative d'assassinat de Georges Guingouin par sabotage de sa voiture.

23 novembre 1944 : Eden et le Foreign Office proposent de déstabiliser le régime franquiste. Churchill s'y oppose. Il motive son refus en réaffirmant ses principes de politique étrangère : 1. hostilité envers le communisme 2. non intervention dans les affaires intérieures des autres pays 3. refus de toute hégémonie en Europe fondée sur la force de la part d'un seul pays, et adhésion à un système d'organisation collective mondiale.

28 novembre 1944 : le GTL du colonel Fabien devient la *Première Brigade de Paris*, associée à l'armée de Lattre.

4 décembre 1944 : début de la crise grecque, l'ELAS communiste affrontant les intérêts britanniques. De plus en plus, l'ensemble des mouvements de résistance européens est perçu comme une menace à Londres. Dans le même temps, les Américains se font incommodes en présentant la facture politico-économique de leur soutien depuis la première heure.

10 décembre 1944 : la brigade Fabien est intégrée à la *Première Armée Française*.

20 décembre 1944 : offensive allemande dans les Ardennes.

24 décembre 1944 : Churchill se rend à Athènes pour s'occuper personnellement des affaires grecques. La Royal Air Force intervient contre l'ELAS.

27 Décembre 1944 : Pierre Georges est tué à Habsheim par l'explosion d'une mine qu'il était en train de manipuler, en même temps que Katz, Lebon, Nicole et plusieurs autres de ses compagnons. Les causes et circonstances précises de la catastrophe demeurent controversées – accident ou attentat ? L'action du colonel Fabien n'était pas unanimement appréciée dans le camp allié. Il est à noter que quelques semaines plus tôt, un autre grand chef militaire FTP, Georges Guingouin, a lui aussi fait l'objet d'une tentative d'assassinat par sabotage de sa voiture.

28 décembre 1944 : après diverses consultations qu'il estime peu profitables, Churchill quitte Athènes, où les combats continuent. Mais conformément aux stipulations de Téhéran une solution non communiste finira par s'imposer aux dépens de l'ELAS.

1945

1945 : Jean Sablon chante *Symphonie*, Marie José chante *Besame mucho*, Lucienne Boyer chante *Mon coeur est un violon*, Luis Mariano chante *Qui sait, qui sait*, André Dassary chante *Ramuntcho*, Jacques Hélian chante *Fleur de Paris*.

1er janvier 1945 : dernier grand raid de la chasse allemande sur le front ouest.

3 janvier 1945 : obsèques de Pierre Georges, colonel Fabien, à l'Hôtel de Ville de Paris.

5 janvier 1945 : Monty contient les Allemands sur le flanc nord de leur percée des Ardennes. La bataille reste indécise sur le flanc sud tenu par les Américains appuyés par les Français. Nombreux V2 sur L'Angleterre.

5 janvier 1945 : Staline reconnaît le gouvernement Polonais de Lublin, pro-communiste : ce qui dote le camp allié de deux gouvernements polonais.

9 janvier 1945 : débats dans l'entourage de Churchill à propos de la possibilité d'une famine en Allemagne après son occupation. Le problème est soulevé par Eden, qui est contré par les conseillers les plus germanophobes de Churchill. Churchill prend une position moyenne. Autres frictions provoquées par Montgomery, qui se vante d'avoir mieux réagi qu'Eisenhower à l'offensive allemande dans les Ardennes.

14 janvier 1945 : Léopold Trepper est rapatrié à Moscou. Il est emprisonné à la Loubianka. Il restera dix ans détenu dans le camp de Vorkouta.

17 janvier 1945 : les Soviétiques lancent une grande offensive contre Berlin.

21 janvier 1945 : les Soviétiques sont à 250 kilomètres de Berlin mais ils sont bloqués sur l'Oder.

23 janvier 1945 : la politique de Churchill a triomphé en Grèce, mais l'inquiétude est de mise à Londres pour le reste de l'Europe. Churchill confie à Colville : "*Make no mistake, all the Balkans, except Greece, are going to be bolshevised ; and there is nothing I can do to prevent it. There is nothing I can do for poor Poland either.*"

29 janvier 1945 : Churchill part pour Malte, escale sur la route de Yalta, où doit avoir lieu une conférence interalliée (opération Argonaute).

5-11 février 1945 : conférence de Yalta. Staline pose d'emblée la question du démembrement de l'Allemagne. Churchill et Roosevelt arguent de la difficulté de la question pour la renvoyer à des experts. On organise un '*Conseil de Sécurité*' fonctionnant à l'unanimité des trois (ou cinq) grandes puissances : Grande-Bretagne, Etats-Unis, Union soviétique, dont les gains territoriaux sont entérinés, puissances du présent et peut-être la Chine au nom de l'avenir et la France au nom du passé. Staline consent à l'attribution à la France d'une zone d'occupation en Allemagne à condition qu'elle soit retranchée sur la part anglo-américaine. Vient ensuite le gros morceau : la question polonaise, qui occupe sept des huit journées de négociation. Les Britanniques rappellent que la Pologne est la cause pour laquelle ils sont entrés en guerre. Staline déclare vouloir une Pologne forte, garantie de sécurité pour l'Union soviétique. Il se dit prêt à céder Lwov et se contenter d'un retour à la ligne Curzon, quoiqu'elle ait été fixée en 1918 contre les intérêts de la Russie et sans la consulter. Si la ligne Curzon coupe certains Polonais de la Pologne, des transferts de populations peuvent être organisés. Territorialement, la Pologne doit trouver ses compensations aux dépens de l'Allemagne : en Prusse orientale et à l'Ouest. Or justement, les territoires anciennement allemands jusqu'à la Neisse sont disponibles. Ils ont été vidés de leur population allemande par la guerre. Un accord est trouvé sur cette base. On travaille sans cartes, ce qui aide à laisser dans le flou la question de savoir si l'on parle de la Neisse orientale ou occidentale. Sur le sujet du nouveau gouvernement polonais, Staline soutient l'équipe communiste de Lublin, et Churchill le gouvernement en exil de Londres, que la Grande-Bretagne a reconnu dès le début des hostilités. A un certain point de la discussion, Roosevelt, lassé, manifeste son énervement par rapport au soutien que Churchill accorde aux Polonais pro-occidentaux de Londres. Churchill propose d'organiser des élections libres sans trancher à l'avance entre tel ou tel gouvernement. Les Soviétiques proposent d'élargir le gouvernement de Lublin en remettant le détail de sa

composition à des discussions ultérieures qui se tiendront à Moscou, mais ils acceptent le principe d'élections. Churchill et Roosevelt tentent d'arracher le principe d'une supervision multipartite des élections, mais Staline leur oppose la susceptibilité nationale des Polonais. Pour leur information, les Britanniques devront se contenter d'ouvrir une ambassade à Varsovie, avec l'accord du gouvernement polonais pro-soviétique. La conclusion de Churchill éclaire sur le dépit de Churchill éprouvant les limites de sa capacité à influencer sur les événements : *'Je n'ai pas pu obtenir davantage'*.

13-15 février 1945 : destruction de Dresde par la Royal Air Force. John Colville note sobrement : *" Ash Wednesday and St Valentine's day : an inharmonious combination. Blue skies and sunshine, which enabled the air forces to destroy Dresden."* Winston Churchill est à Athènes, de retour de Yalta. Il est chaleureusement accueilli par la population grecque. Il est apparemment satisfait des conclusions de la conférence. Roosevelt est apparu fatigué. Les Soviétiques ont accepté de déclarer la guerre au Japon. Ils ont fait des concessions sur l'organisation des Nations unies, et les Anglo-américains ont fait des concessions sur la Pologne, ramenée à la ligne Curzon à l'Est, en échange d'une promesse d'élections libres. Avec la destruction de Dresde, on peut considérer que se trouvait au moins sur un point vérifiée la prophétie de **Kaminski** : *"[en cas de guerre] la différence entre les régimes des belligérants serait effacée."*

15 février 1945 : Churchill quitte Athènes pour Alexandrie, où il retrouve Roosevelt. C'est la dernière fois qu'il le voit.

19 février 1945 : Churchill est de retour en Angleterre.

27 février 1945 : Churchill demande à la Chambre des Communes d'approuver les résultats de la conférence de Yalta. Vingt cinq membres votent contre, la plupart d'entre eux des Conservateurs. C'est pour lui un succès très relatif.

28 février 1945 : envoyé en Roumanie, Vychinski y organise la soviétisation. Churchill admet que cela est plus ou moins conforme aux compromis trouvés avec les Soviétiques. Il n'avoue pas avoir également abandonné la Pologne à son sort. Colville rapporte : *"Churchill said he feared he could do nothing. Russia had let us go our way in Greece ; she would insist on imposing her will in Roumania and Bulgaria. But as regards Poland we would have our say"*. Revenant plus tard sur ce sujet qui le préoccupe, il ajoute : *" I have not the slightest intention of being cheated over Poland, not even if we go to the verge of war with Russia. "*

2 mars 1945 : Andrée Georges, détenue à Ravensbrück depuis la fin juillet 1943, est déportée à Mauthausen.

Mars 1945 : constitution du *Mouvement Républicain Populaire*, qui décide de soutenir de Gaulle, en échange de quoi le Général renonce à obtenir la démission du cardinal-archevêque Suhard en dépit de sa fidèle collaboration avec le Reich défunt.

6 mars 1945 : cédant aux injonctions de Vychinski, le roi Michel de Roumanie appelle un gouvernement communiste homogène. Churchill considère que de la part de Staline cette attitude est contraire aux accords de Yalta. En quoi elle l'est ne ressort pas évidemment de son récit des pourparlers de Yalta. Par ailleurs, Churchill ajoute : *"But if I pressed him too much he might say : 'I didn't interfere with your action in Greece ; why do you not leave me the same latitude in Roumania ?'"*. Dans le même temps, Churchill est surtout préoccupé par la situation polonaise. Il met le peu de soutien reçu des Américains sur le compte de la maladie de Roosevelt, ce qui est peut-être, car cela arrive dans ses écrits d'après-guerre, une politesse faite à l'allié dont on peut encore avoir besoin. En réalité, les objectifs américains en Méditerranée et dans les Balkans ne convergent pas avec les intérêts britanniques.

10 mars 1945 : les sept de Ranvier fusillés le 9 mars 1941 sont exhumés de la fosse des suppliciés du cimetière d'Ivry et rendus à des sépultures individuelles. Hanlet, Peltier, Semahya, Zalkinov sont inhumés au carré des martyrs de la résistance. Il semble que les restes de Bloncourt, Rizo, Milan aient été restitués aux familles et placés dans des sépultures civiles.

22 mars 1945 : les anglo-américains s'inquiètent de plus en plus des progrès que font les armées Soviétiques en Europe. De son côté Staline continue à redouter que les anglo-américains traitent avec les Allemands en dehors de lui pour maximiser leurs propres avancées. Les Allemands envoient effectivement des émissaires aux occidentaux pour obtenir de meilleures conditions de capitulation. Après un temps les anglo-américains décident d'informer les Soviétiques de ces approches avant qu'ils ne les apprennent par leurs propres espions. La crise de suspicion réciproque éclate donc le 22 avec un message comminatoire de Molotov à Stafford-Cripps : *" In Berne for two weeks, behind the back of the Soviet Union, which is bearing the brunt of the war against Germany, negotiations have been going on between the representatives of the German military command on the one hand and representatives of the English and American commands on the other"*. Message auquel Roosevelt mourant va répondre vertement, s'y sentant sans doute autorisé par le fait que les avances allemandes existent de longue date et n'ont jamais été agréées.

24 mars 1945 : les Britanniques franchissent le Rhin à Xanten devant Winston Churchill et Montgomery.

26 mars 1945 : mort de Lloyd George. Tous font son éloge, y compris Churchill, qui ne l'appréciait que modérément, et Gallacher, le seul député communiste des Communes.

26 mars 1945 : Bochum est bombardé. Les prisonniers, dont André Kirschen, sont emmenés à pied, mais la région étant encerclée, leurs gardiens les font errer au hasard avant de les reconduire en prison.

27 mars 1945 : le dernier V2 tombe sur L'Angleterre.

27 mars 1945 : Staline s'empare par trahison des chefs de la résistance polonaise non communiste. On n'aura plus de nouvelles d'eux jusqu'à ce qu'ils soient mis en procès le 18 juin 1945 comme terroristes et espions. Staline répond avec intransigeance à toutes les représentations britanniques.

5 avril 1945 : poursuite de la polémique entre Staline et ses alliés sur des soupçons d'approches en vue d'une paix séparée. Roosevelt étant trop affaibli, c'est le général Marshall qui rédige pour lui une réponse cinglante à Staline : "*Frankly, I cannot avoid a feeling of bitter resentment toward your informers, whoever they are, for such vile misrepresentations of my actions or those of my trusted subordinates.*" Au niveau des réalités, l'enjeu du sprint du dernier quart d'heure, que les anglo-américains n'avaient pas imaginé sous cette forme est l'occupation des trois villes majeures de l'Europe centrale : Berlin, Vienne et Prague. Dans cette compétition, la mauvaise entente entre Churchill et Truman va aider les Soviétiques à gagner par trois à zéro. L'alignement nord-sud des trois capitales donne le tracé de ce que Churchill appellera la rideau de fer. En privé, Churchill exprime ses regrets par rapport à l'idée des zones d'occupation dans leur ensemble : "*I hardly like to consider dismembering Germany until my doubts about Russia's intentions have been cleared away.*"

9 avril 1945 : contraintes à une pause pendant l'hiver par une relative pénurie de munitions, les armées anglo-américaines reprennent l'offensive en Italie. Mais, comme le remarque Churchill avec amertume, il est trop tard pour sauver Vienne et les Balkans du bolchévisme.

9 avril 1945 : victime de la vengeance des SS, Canaris est pendu.

12 avril 1945 : mort du président Roosevelt. Churchill renonce à assister à ses obsèques. Dans ses mémoires, Churchill dit que ce voyage était désiré par Halifax, Hopkins, Stettinius et Truman lui-même : comment expliquer alors qu'il n'ait pas eu lieu ? Les explications données sont vagues : "*My first impulse was to fly over to the funeral, and I had already ordered an aeroplane. [...] Much pressure was however put on me not to leave the country at this most critical and difficult moment, and I yielded to the wishes of my friends.*" Excuses peu convaincantes s'agissant d'un grand voyageur qui a passé tant de temps hors d'Angleterre pendant la guerre, et à des moments cruciaux. En réalité, Churchill n'aurait-il pas été délibérément tenu à l'écart ? Il suggère que les premières décisions de Truman furent mauvaises : "*How could Mr. Truman know and weigh the issues at stake at this climax of the war ? Everything that we have learnt about him since shows him to be a resolute and fearless man, capable of taking the greatest decisions. In these early months his position was one of extreme difficulty, and did not enable him to bring his outstanding qualities fully into action.*" Churchill fait probablement allusion à diverses décisions qui allaient bientôt suivre, et en particulier au manque de fermeté américain face à Staline. Il suggère que cet inconvénient résulta en partie du fait que lui, Churchill, n'avait pas pu exercer son influence : "*I had never met him, and I feel there are many points on which personal talks would have been of the greatest value*". Comparant l'isolement du président américain à la collégialité du Cabinet britannique, et en particulier à l'étroite et permanente collaboration entre lui-même et Eden, il conclut : "*The vice-president of the United States steps at a bound from a position where he has little information and less power into supreme authority.*" Finalement, Churchill décrit comme une calamité de grande ampleur le manque de continuité politique entre Roosevelt et Truman, suggérant que Roosevelt, lui, l'aurait écouté, et que sa mort inopportune aurait occasionné une déperdition de l'héritage rooseveltien, dont la plus belle partie aurait été l'absolue identité de vues entre les gouvernements anglais et américain. Nous savons bien entendu que cet accord parfait Churchill-Roosevelt est un enjolivement churchillien, mais cela n'empêche pas que la bureaucratie de Washington ait peut-être préféré isoler Truman de l'influence de Churchill, et profiter de la mort de Roosevelt pour infléchir la politique américaine dans un sens opposé aux intérêts britanniques. Cependant, si la transition Roosevelt-Truman a pu accuser les divergences anglo-américaines, elle ne les a pas créées. Nous savons qu'avec la fin de la guerre, les désaccords entre alliés redevenaient plus déterminants que la solidarité contre l'ennemi commun.

13 avril 1945 : les Russes sont à Vienne, mais les anglo-américains semblent les mieux placés pour prendre Berlin. Des contestations commencent à s'élever entre alliés sur l'exécution des plans d'occupation agréés en 1943. Les Soviétiques lancent alors une grande offensive sur Berlin qui va leur coûter 300.000 hommes.

14 avril 1945 : les Américains bombardent la poche de Royan.

mi-avril 1945 : André Kirschen est libéré. Mais il ne sera rapatrié que le 6 mai.

16 avril 1945 : les Soviétiques percent le front de l'Oder.

18 avril 1945 : Churchill adresse à Truman un télégramme où il souligne que la question des zones d'occupation se double d'une question sur les approvisionnements, les régions agricoles de l'Allemagne se trouvant principalement à l'est, et les régions les plus peuplées à l'ouest. Truman reste sourd à ces arguments et s'en tient aux accords passés avec les Soviétiques. C'est Eden qui, dès janvier 1945, avait attiré l'attention de Churchill sur la question des subsistances en Europe, alors que ses conseillers scientifiques, et en particulier **Frederick Cherwell** ('Prof') en minimisaient l'importance.

19 avril 1945 : les premières images de la libération de Buchenwald arrivent à Londres.

20 avril 1945 : Hitler fait sa dernière allocution radiodiffusée.

22 avril 1945 : replié au Tyrol et déchu de ses responsabilités par Hitler, Goering est fait prisonnier par les Américains.

25 avril 1945 : Les Soviétiques encerclent Berlin. A Londres, des bruits courent faisant état du fait que Hitler serait moribond.

25 avril 1945 : en Italie, soulèvement général encadré par la guérilla communiste. Dans les environs de Côme, Mussolini est reconnu par des partisans alors qu'il cherchait à fuir vers la Suisse. Il est abattu, ainsi que sa maîtresse. Les corps sont envoyés à Milan et exposés en place publique, tête en bas, suspendus à des crocs de boucher. Churchill commente : "*I was profoundly shocked. But at least the world was spared an Italian Nuremberg.*"

29 avril 1945 : Andrée Georges est à Paris, de retour de Mauthausen.

Fin avril 1945 : Pierre Daix rentre à Paris après la libération du camp de Mauthausen. Il fait une apparition de fantôme car on le croit mort, puis il est fêté par le parti communiste, soucieux de mettre en avant des combattants de la première heure autres qu'étrangers. Il est envoyé en Angleterre à l'invitation du Labour Party. A son retour, Auguste Havez le recommandera à Charles Tillon devenu ministre de l'Air du général de Gaulle.

29 avril 1945 : après avoir rédigé son testament, Hitler se suicide d'une balle dans la tête à 3h30. Eva Braun s'empoisonne. Goebbels empoisonne ses six enfants, puis demande à sa garde de l'exécuter ainsi que sa femme. Martin Bormann disparaît définitivement.

29 avril 1945 : les troupes allemandes en Italie capitulent. Elles ont été défaites et ont fini par se rendre à une armée anglo-américaine inférieure en nombre. Churchill est particulièrement fier d'une campagne qui est plus que toute autre la sienne, mais qui à considérer les choses avec objectivité, et comme les contemporains le notaient, n'avait eu de remarquable que son extrême lenteur. Inefficacité du commandement, infériorité militaire globale, ou politique délibérée, en particulier de la part des Américains ? Cela reste à établir.

30 avril 1945 : Churchill presse Eisenhower de s'emparer de Prague au plus vite, mais il ne trouve pas l'appui de Truman et se heurte à l'hostilité ouverte des Soviétiques.

30 avril 1945 : Hitler disparaît. Selon la version officiellement diffusée par les Alliés, il se serait suicidé d'une balle du *Walther-PPK 7.65* qu'il portait sur lui. Goebbels et leurs familles se suicident. Bormann disparaît. Il sera condamné à mort par contumace à Nuremberg. Müller disparaît lui aussi. Il serait mort à Moscou en 1948.

1er mai 1945 : on reçoit à Londres la nouvelle de la mort de Hitler et de son remplacement par l'amiral Doenitz.

1er mai 1945 : à Paris, défilé des revenants des camps. Il tombe 5 cm de neige.

4 mai 1945 : Eden est en conférence à San Francisco avec Stettinius et Molotov. Churchill réalise la gravité de la situation créée en Europe par l'avancée soviétique. Il considère dans son mémorandum du 4 mai 1945 que la seule façon d'éviter une troisième guerre mondiale est d'user des atouts de négociation dont disposent encore les alliés occidentaux pour arracher pacifiquement des concessions aux Soviétiques, en particulier en ce qui concerne la Pologne. Dans l'immédiat, il est hors de question que les anglo-américains se retirent des positions acquises pour laisser les Soviétiques avancer dans les zones prévues à Québec.

6 mai 1945 : les Américains libèrent Mauthausen. Pierre Daix et Jean-Claude Lévy sont encore vivants. Robert Desnos et Joseph Récanati ont succombé.

7 mai 1945 : le général Jodl pour l'Allemagne et le général Bedell Smith pour les Alliés signent l'acte de capitulation totale et inconditionnelle de l'Allemagne. Le cessez-le-feu prend vigueur le 8 mai à minuit. Le document est ratifié le 9 mai par Tedder, Eisenhower, Joukov et Keitel. La guerre a coûté cinq cent mille morts civils et militaires aux Britanniques, et trois cent mille, principalement militaires, aux Américains. Du côté soviétique, le *Hungerplan* de janvier 1941, préparé par le ministère des subsistances de Herbert Backe, prévoyait l'extermination par la faim de trente millions de Soviétiques. En pratique, 2,25 millions de prisonniers ont été exécutés par absence de nourriture dans les six premiers mois suivant Barbarossa, puis six cent mille en janvier et février 1942. Par la suite, le siège de Leningrad à lui seul coûta la vie à 700.000 habitants de la ville, tandis que le plan Heydrich de '*solution finale*', bien que n'ayant atteint ses objectifs qu'à cinquante pour cent, faisait 6 millions de victimes parmi les Juifs. De son côté, l'Allemagne a eu trois millions et demi de morts civils et militaires dans la seule dernière année de guerre. Après la conclusion des hostilités, 14 millions d'Allemands devaient encore être chassés des régions orientales, et 1,7 millions devaient périr dans le processus. En 1945, l'Allemagne a perdu le tiers de sa population mâle de moins de trente ans.

9 mai 1945 : les Soviétiques entrent dans Prague.

21 mai 1945 : Himmler est arrêté dans un contrôle de routine. Il est déguisé et n'est pas immédiatement reconnu. Après avoir avoué son identité le 23 mai, il est soumis à une fouille au cours de laquelle il avale une capsule de cyanure. Il meurt immédiatement.

23 mai 1945 : à Londres, Churchill présente sa démission et celle du cabinet de guerre pour former un nouveau cabinet, conservateur homogène.

23 mai 1945 : de retour de Mauthausen, Jean-Claude Lévy arrive au Lutétia.

Juin 1945 : sur la recommandation d'Auguste Havez, qui est faite à son insu, Pierre Daix devient le bras droit de Charles Tillon, ministre de l'Air du général de Gaulle, puis son ministre de l'Armement. Il a des contacts avec le trésorier du parti, Jean-Jérôme, également un ancien de la lutte clandestine.

Juin 1945 : on parle en France d'élire une '*assemblée constituante*'. Angelo Tasca critique le projet « *alors que la population est encore prisonnière de formules vagues et d'images délirantes* ».

Juillet 1945 : Andrée Georges retrouve sa fille Monique à Perpignan.

7 août 1945 : Oberg est arrêté par les Américains et remis aux autorités françaises.

22 août 1945 : Jacques Doriot, caché en Allemagne, est tué par un avion non identifié.

Octobre 1945 : André Kirschen s'inscrit au lycée Jacques Decour pour passer le baccalauréat. Réfractaire à la discipline, il le quitte après quelques semaines.

Janvier 1946 : le général de Gaulle se retire de la vie politique. Le socialiste Vincent Auriol est élu président de la République et Paul Ramadier devient chef du gouvernement, puis Félix Gouin, avec des ministres communistes, socialistes et MRP. Charles Tillon demeure *Ministre de l'Armement*. Il décide de commémorer la lutte armée communiste par un grand rassemblement. Pierre Daix suggère une date en rapport avec l'histoire de l'OS, et découvre que Charles Tillon découvre l'existence de ce sigle, tandis que Jacques Duclos s'oppose à ce qu'on en fasse mention. "*Il fallait des francs-tireurs, l'heure est à la reconstruction*", dit Duclos. Et Tillon console son jeune collaborateur en lui promettant : "*Ce n'est pas encore le moment de ramener ça à la surface*".

Juin 1946 : élargissement des derniers Tziganes internés par Vichy à Montreuil-Bellay. La persécution des communistes avait été au centre de la continuité entre la III^{ème} république et Vichy. La persécution des Tziganes illustre la continuité entre Vichy et la IV^{ème} république.

16 octobre 1946 : condamné à Nuremberg, Kaltenbrunner est pendu avec Keitel, Rosenberg, Jodl, Frank, Frick, Sauckel, Streicher, Seiss-Inquart et Ribbentrop. Goering se suicide pour échapper à la pendaison. La plupart des autres grands nazis s'exilent, se dirigent vers une retraite tranquille ou se recyclent dans les affaires et la politique au sein des partis constitutionnels de la République fédérale de Bonn.

23 novembre 1946 : début de la guerre d'Indochine. Charles Tillon devient *Ministre de la Reconstruction*. A côté de ses fonctions officielles, Pierre Daix aide les anciens FTP à se réinsérer dans la société. Il apprend de l'un d'eux que l'*Organisation spéciale* avait été créée en 1936.

1947 : Jacques d'Andurain est exclu du Parti communiste.

Printemps 1947 : les communistes quittent le gouvernement. Pierre Daix devient responsable des éditions pour la jeunesse du parti communiste, puis rédacteur en chef des *Lettres françaises*.

1948 : parution de la '*Physiologie du Parti communiste français*' d'Angelo Tasca.

9 octobre 1948 : Jacques Corrèze est condamné à dix ans de travaux forcés. Il sera en pratique libéré le 26 novembre 1949 et aussitôt casé dans le groupe l'Oréal d'Eugène Schueller, dont il deviendra directeur en 1954.

25 octobre 1948 : le commissaire, Veber qui a arrêté interrogé et livré aux Allemands les sept de Ranvier, et qui a été mis à la retraite d'office sans pension par la commission d'épuration, fait valoir ses droits à une pension de retraite.

Novembre 1948 : Marga d'Andurain est retrouvée noyée en baie de Tanger

Janvier 1949 : mort de Maurice Tréand.

1950 : le parti communiste français reconnaît implicitement avoir commandité l'attentat de Nantes.

1950 : Pierre Daix devient directeur du journal communiste de grande diffusion *Ce Soir*.

1950 : la mise à l'écart des anciens cadres de la résistance s'amorce au parti communiste avec le congrès de Gennevilliers. Tout en haut de la hiérarchie, Eugène Hénaff, Georges Beyer, Marcel Prenant sont écartés du Comité central. Parmi les anciens camarades de captivité de Pierre Daix, Auguste Havez est exclu du Comité central et renvoyé à la base. Rabaté est également exclu en raison de son rôle dans l'organisation des détenus à Mauthausen, considérée comme fractionnelle. Daix reçoit l'ordre de ne plus le revoir.

1951 : Pierre Daix apprend l'arrestation à Prague d'Arthur London, un de ses co-détenus de Blois et de Mauthausen.

1er juin 1951 : inauguration d'une fresque glorifiant Jacques Decourdemanche au grand parloir du lycée Rollin, devenu lycée Jacques Decour. La fresque a été exécutée par Alfred Lop-Montel. Stylistiquement d'intention réaliste-socialiste, elle manifeste une imprégnation chrétienne.

1952 : Gilbert Brutslein rompt définitivement avec le Parti communiste.

1952 : la campagne de marginalisation des anciennes figures de proue de la résistance se développe au sein du parti communiste. Charles Tillon est exclu du comité central. Pierre Daix conserve ses responsabilités, mais doit faire silence sur son passé de clandestin. Ne comprenant pas les origines lointaines de l'hostilité dont les anciens résistants sont victimes, il s'arme de prudence mais sans pourtant se taire complètement sur le passé, et sur ses débuts dans l'OS, dans son premier livre de critique de communiste : '*J'ai cru au matin*'.

1953 : mort de Staline, réhabilitation de Léopold Trepper. Libération de Gourévitch.

1967 : parution du livre d'Albert Ouzoulias sur les premiers résistants : '*Les Bataillons de la Jeunesse*'. Publié aux Editions Sociales. Ce livre est le premier à mettre au jour les actes de l'Organisation spéciale entre l'été 1941 et le printemps 1942 : mais en faisant disparaître le nom même d' '*Organisation spéciale*'. Il laisse dans l'ombre le rôle spécifique de Jacques Duclos, toujours vivant, dans le commandement de l'OS.

1970 : Charles Tillon est exclu du parti communiste.

1975 : parution du second livre d'Albert Ouzoulias sur la résistance communiste : '*Les fils de la nuit*'.

1981 : une vitrine rappelant l'attentat du 21 août 1941 est inaugurée dans la station de métro Barbès. Elle ne fait pas allusion aux rôles tenus par Brustlein et Gueusquin dans l'opération.

1989 : Tania Naïtchenko épouse Jacques d'Andurain en troisièmes noces.

1999 : mort de Gilbert Brustlein.

7 janvier 2008 : mort d'André Kirschen.

(fin de la seconde partie : 1941 à aujourd'hui)

1^{er} avril 2020